

Bernard de Boishéraud

**La guerre, la libération et la
décolonisation**

1^{ère} partie : la guerre et la libération



Pierre de Boishéraud

2020



Saint Cyr 1930 : la 1ère de la 8



14 juillet au grand palais

Sommaire

1^{ère} partie : la guerre et la libération

Introduction	5
La guerre de 1939-1945	9
Le général de Monsabert	11
Dans l'armée d'Afrique	17
Réflexions du général Henri Giraud sur la guerre de 1940	27
L'opération Torch et le putsch d'Alger	101
Face au débarquement américain du 8 novembre 1942	137
Récit du colonel Goutard	153
Extrait de « notes de guerre » du général de Monsabert	156
La nuit du 7 au 8 novembre à Alger	159
Témoignage de l'aspirant Pauphilet	170
L'assassinat de l'amiral Darlan	175
Giraud, puis de Gaulle	187
French commando	191
French commando et Corps Franc d'Afrique	195
Journal d'opérations de la 3 ^o brigade en Tunisie	209
D'Oran à Naples avec l'organisation américaine	223
La campagne d'Italie	239

2^{ème} partie : la décolonisation

L'empire français	5
La guerre d'Indochine	15
Cartes	17
Journal de marche du I/1 RTM	21
Historique du I/1 RTM	23
Opération Lotus	60
Attaque du poste de Tu Vu	90
L'opération Jasmin	157
Avec le 1 ^o BPC dans le Bavi	161
Les bataillons du 4 ^o RTM au travers du Bavi	163
Le bureau des fortifications	175
Hanoï et le fleuve rouge	185
3 ^{ème} bureau des forces terrestres	189
Guerre révolutionnaire et action psychologique	191

La guerre d'Algérie	207
Guelma	209
Colonel, commandant le 1er RIM à Trézel	211
Le 1° RIM	213
Notabilités de la ville de Trézel	215
Le Putsch d'avril 1961	219
Colonel, commandant le 153ème RIM sur le barrage Tunisien	229
Le 15.3 à Souk-Ahras à la veille du cessez le feu	231
Le secteur de Souk Ahras	233
La ligne Morice	235
La vie du 15.3 sur le barrage en 1961	241
L'Ecole de guerre	255
Notations	263
Quelques chants	265
Abréviations	275

Ces deux tomes sont disponibles en :

http://www.pdbzro.com/pdf/bernard_officier1.pdf

http://www.pdbzro.com/pdf/bernard_officier2.pdf



Introduction

Sortant de Saint Cyr dans la promotion Joffre en 1932, Bernard de Boishéraud est affecté à Miliana en Algérie comme sous-lieutenant d'une compagnie de tirailleurs Algériens, dans la brigade du général de Monsabert. Son parcours, jusqu'en 1945, sera intimement lié à celui de ce général, déjà en limite d'âge, mais animé d'une foi et d'un charisme extraordinaire, qui le forme, qu'il admire, et dont il sera bientôt officier d'état major.

Il épouse en 1936 Geneviève Pocard du Cosquer de Kerviler, et la famille s'installe à Ténès, près d'Orléanville. C'est là, après la naissance de Marie-Antoinette, en 1937, qu'il fait connaissance d'Hubert Roussel, médecin militaire. Les deux ménages sympathisent.

En Algérie, le code de l'indigénat du 18 juin 1881 formalise la distinction entre les citoyens français (européens, juifs et musulmans ayant obtenu la naturalisation par abandon de leur statut coranique) et les sujets français (la quasi-totalité de la population locale), distinction établie par Napoléon III en 1865 : Les sujets français, les « indigènes » comme on disait alors, sont jugés au civil et au pénal (jusqu'au décret du 30-4-1946) par des tribunaux indigènes appliquant les coutumes locales, le plus souvent la charria (sauf celles « contraires aux principes de la civilisation française »). L'administrateur du lieu préside le tribunal, assisté de 2 assesseurs indigènes. La république française, par principe d'égalité, prévoit que les sujets français peuvent « s'intégrer » (on ne distinguait pas intégration et assimilation) et accéder à la citoyenneté française par naturalisation.

La défaite de 1940 se passe sans que l'armée d'Afrique ait eu l'occasion de défendre la mère patrie, et l'espoir de la revanche anime tous les cœurs. La confiance au Maréchal Pétain est totale, marquée par un serment de fidélité, et lorsque le général de Gaulle apparaîtra, on croira sincèrement que les rôles se sont repartis entre eux. A l'un la sauvegarde de ce qui peut l'être, à l'autre l'espoir et la gloire. La haine séculaire des anglais, qui soutiennent de Gaulle, se ravive par les désastreuses affaires de Mers el Kebir, de Dakar et de Syrie, où les anglais, redoutant que la marine et l'armée d'Afrique, ne rejoigne l'Axe, préfèrent l'attaquer préventivement, avec malheureusement la participation des gaullistes. Enfin, le général Giraud, prisonnier en Allemagne depuis mai 40, s'évade et se retire dans le sud de la France. Il soutient le maréchal, sans participer au gouvernement, et va cristalliser tous les espoirs de victoire de l'armée d'Afrique, qui a lu sous le manteau ses lettres de captivité. Il est soutenu par les Américains, qui préparent un débarquement en Algérie et pensent entraîner avec lui l'armée d'Afrique en le mettant à la tête d'un gouvernement provisoire.

Or le Maréchal a donné ordre de s'opposer à toutes actions étrangères. Il apparaît donc nécessaire de paralyser le commandement de l'armée, le temps que les américains débarquent et installent le général Giraud. Le général de Monsabert, avec le général Mast, sont dans le secret de la préparation du putsch. Cette désobéissance est évidemment contraire à l'esprit militaire, et amènera le général et ceux qui l'ont suivi à se justifier sans cesse. Le jour J, tandis que les centres de communication de la ville d'Alger sont occupés par les résistants, Monsabert a pour mission d'occuper la base aérienne de Blida afin d'y permettre l'atterrissage de Giraud. La base est occupée, mais Giraud ne vient pas, ou du moins il n'arrive que le lendemain, et l'armée d'Afrique ne se lève pas unie derrière lui, elle tente même, en particulier à Oran et à Casablanca, de résister au débarquement. Les américains traitent alors avec l'amiral Darlan, fortuitement présent à Alger, et les "putschistes" sont mis en quarantaine.

En France, les allemands envahissent la zone libre, et la flotte de Toulon, qui n'a pas tenté de rejoindre un port libre de l'empire pour y proclamer la reprise de la lutte, se saborde. Les allemands débarquent en Tunisie, sans résistance des troupes françaises présentes. Le gouvernement provisoire se met en place à Alger, siège d'âpres luttes entre Maréchalistes (Darlan, Giraud, Juin, ...) et Gaullistes. Les Français sont divisés, chacun compte les mauvais points à sa manière : Giraud, soutenu par les américains, se réclame de la continuité du maréchal, en particulier dans la politique

antisémite, et c'est un putschiste, qui arrive dans les wagons de l'étranger. De Gaulle est un déserteur, soutenu par les anglais, que tous détestent, et se bat avec eux, on lui reproche de faire du débauchage dans les unités, de vouloir l'épuration de l'armée, de faire de la politique, d'être reconnu par les russes et de s'appuyer sur les républicains du front populaire, communistes, radicaux-socialistes, et donc de faire le lit du communisme. Il y a beaucoup d'égo et pas assez de désir d'union contre l'occupant. Les américains arbitrent comme ils peuvent, mais, comme le rapporte le général Clark, ils ont de la peine à comprendre pourquoi le général A condamne le général B pour avoir participé à une action que le général A a lui-même préconisé ou à laquelle il a participé. Le général de Monsabert, soutenu par Giraud, finit par trouver en fin 1942 une affectation de « pénitence » à sa désobéissance : organiser le Corps Franc d'Afrique, destiné à enrégimenter des exclus de toutes sortes (juifs, franc-maçons, putschistes, ...) que l'armée régulière, toujours dans la ligne de Vichy, rejette. A cette occasion, Bernard de Boishéraud côtoie certains participants du complot qui aboutit à l'assassinat de Darlan le 24-12-1942 à Alger.

Le coup d'état envisagé consistait à faire démissionner Darlan, considéré comme principal obstacle à l'union sacrée, puis, pour réconcilier tous les partis, à faire nommer le comte de Paris président du conseil d'empire par les conseillers régionaux des trois départements d'Algérie, de Gaulle comme chef du gouvernement et Giraud comme ministre. Le comte de Paris était donc venu de Casablanca quelques jours auparavant à Alger. Il logeait chez Henri d'Astier, et de Gaulle avait envoyé son bras droit, François d'Astier. Darlan refusant de démissionner, François d'Astier convainquit le comte de Paris de le faire éliminer.

Bernard de Boishéraud lira plus tard tous les livres qu'il trouvera sur cette époque, et dans une des lettres échangées lors des relectures de sa notice sur « *Monsabert face au débarquement* », il écrit : « *cette journée a été un peu folle et il serait vain de chercher un processus logique dans le déroulement des événements et les réactions des individus ou des collectivités. J'admire l'assurance des historiens car je m'aperçois qu'en toute bonne foi, on finit par se forger sa vérité* ».

Les conseillers régionaux élisent Giraud comme haut commissaire d'Afrique du nord. Il obtient l'accord du gouvernement américain pour l'équipement de plusieurs divisions en matériel américain (ce sera le cas de la 3^e DIA). Les américains imposent à Giraud et de Gaulle de se rencontrer, lors de la conférence des alliés à Anfa, au Maroc. D'où la création, dans la douleur, du Comité Français de la Libération Nationale, dont ils sont co-présidents.

En début 1943, Bernard de Boishéraud participe, dans le cadre d'une division française intégrée dans l'armée britannique, à la campagne de Tunisie menée par les alliés pour repousser les forces allemandes récemment débarquées. Bizerte et Tunis sont libérés en mai.

La Sicile est libérée par les alliés en fin juillet 1943 ; les italiens renversent Mussolini et capitulent dès les premiers débarquements alliés dans le sud de l'Italie, en septembre 1943.

En décembre 1943, Bernard de Boishéraud embarque à Bizerte avec la 3^eme DIA, destination : Naples. Une croisade commence, dit Monsabert, et la collusion du racisme païen et du communisme impie ne fait que grandir les buts de guerre de la civilisation contre les barbares.

C'est la glorieuse marche de l'armée d'Afrique en Italie, en passant par les attaques de Monte Cassino, la prise du belvédère, la percée du Garigliano, la prise de Rome, et enfin celle de Sienne, avec les tirailleurs marocains, algériens et tunisiens :

*C'est nous les africains qui arrivons de loin,
Venant des colonies pour sauver la Patrie.
Nous avons tout quitté, parents, gourbis, foyer.
Et nous gardons au cœur une invincible ardeur,
Car nous voulons porter haut et fier,
le beau drapeau de notre France entière.
Et si quelqu'un venait à y toucher,
nous serions là pour mourir à ses pieds.
Battez tambour, à nos amours, pour le pays, pour la Patrie,*

Mourir au loin, c'est nous les africains.

Les allemands ont établi leurs lignes de défense successives en travers de l'Italie, et le mont Cassin qui en occupe la place centrale est âprement défendu. Pendant la relève suivant la prise du belvédère et précédant l'offensive du Garigliano, Bernard de Boishéraud est le coordinateur du défilé dans l'amphithéâtre de Pompéi, défilé qui est pour tous un grand moment d'émotion. C'est alors que Juin propose aux américains de contourner le mont Cassin par la montagne. L'attaque est confiée à l'armée d'Afrique, entraînée aux combats en montagne. Kesselring, Le général allemand écrira plus tard : « *Les Français et surtout les Marocains ont combattu avec furie et exploité chaque succès en concentrant immédiatement toutes les forces disponibles sur les points qui faiblissaient* ». La route de Rome est alors ouverte.

Après la prise de Sienna, au moment où la division revient à Naples, pour s'entraîner au débarquement prévu en Provence, il part faire un stage d'état-major à Rabat, puis participe en avril 1945 à la réduction de la poche de Royan, sous le commandement du général de Larminat. Il rejoint ensuite la 3^{ème} DIA pour la fin de la campagne d'Allemagne : la prise de Stuttgart.

Muté à la 2^{ème} DIM, il revient en France, à Sarrebourg en octobre 1945 ¹.

En 1946, il est à l'état major de la 2^{ème} DIM à Nancy, et la famille s'installe rue des sœurs macarons, où naissent les deux derniers enfants.

En 1947, un grand mouvement de grève, mené par la CGT et le PC, paralyse la France. Le risque d'une prise du pouvoir par les communistes n'est pas nul. La division met en place, et déclenche, un plan de retour sur Paris pour y rétablir l'ordre. En pleine guerre froide avec le bloc soviétique, il est exclus de se faire prendre sur ses arrières par une cinquième colonne. il fait le trajet pour réquisitionner les postes d'essence. La menace suffira.

En Indochine, entre 1940 et 1945, le Japon soutient et arme les nationalistes de Ho Chi Minh. En septembre 1945, la république du Vietnam est proclamée, alors que les Chinois occupent le Vietnam au Nord du 16^{ème} parallèle. La France réoccupe sa colonie, et reconnaît la république du Vietnam, associée à l'union française, le sud restant sous contrôle Français. En décembre 1946, l'appel à l'insurrection entraîne une guérilla sur tout le territoire.

Nommé chef de bataillon en 1951, il met sur pied un bataillon de réserve à Telerma en vue d'un départ pour l'Indochine.

Chef d'un autre bataillon de marche de tirailleurs marocains, dont la mission est de visiter des villages, protéger le génie qui ouvre des routes, protéger des convois, récupérer des éléments dispersés, occuper le terrain, ... il subit sur la rivière Noire une attaque massive des vietminhs submergeant, au prix de très lourdes pertes, le poste de la compagnie du capitaine le Leveur à Tu Vu. Heureusement, un 2^{ème} régiment vietminh, censé attaquer par l'arrière le point d'appui du rocher Notre Dame, où se trouve le PC du bataillon, a été sévèrement accroché la veille dans son approche, par un bataillon parachutiste puis par deux bataillons envoyés de Hanoi. Il n'interviendra

¹ Pendant toute la guerre, la famille est restée à Blida, avec une tante qui, arrivée en octobre 42 comme infirmière, est rentrée en mars 45 par un transport militaire. Geneviève embarque alors avec ses 4 enfants, dont le plus jeune a deux ans, en direction de Marseille. Elle cache les économies dans les poupées des filles, sacrifiées pour cette bonne cause, et, en guise de couches, elle emmène un rouleau de tissus qu'elle découpe au fur et à mesure. Le débarquement à Marseille s'effectue par des passerelles impressionnantes au dessus de l'eau, et au milieu d'une foule énorme. Le voyage, ponctué d'interminables arrêts, se poursuit en train vers Bordeaux puis Nantes, où les enfants découvrent leurs grands parents, pleurant la mort récente de leur fils Pierre dans les bombardements. Le voyage reprend ensuite vers Rossulien. Rejoints enfin par Bernard, la famille repart et prend logement dans la caserne de Sarrebourg, dont tous les carreaux sont cassés.

pas, laissant le point d'appui complètement libre de soutenir Tu Vu, par des tirs de barrages et des ravitaillements en munitions. Des parachutages en masse permettent de ravitailler le bataillon isolé en équipement et munitions (environ 2000 parachutes sont récupérés et repartent en camions)

Il est affecté en mars 52 au bureau des fortifications du nord Vietnam, à Hanoï, puis en juin 53 au 3^{ème} bureau des forces terrestres du Laos à Vientiane.

En novembre 53, il revient à l'état major de la 2^{ème} DIM, à Nancy.

La capitulation de l'armée française à Dien Bien Phu en novembre 1953 entraîne les accords de Genève qui séparent le Viêt Nam en deux États. Les états unis remplacent la France en envoyant de plus en plus de « conseillers », surtout à partir de 1964 avec le successeur de Kennedy, Lyndon Johnson : c'est la seconde guerre du Vietnam, opposant la république démocratique du Vietnam, au nord, soutenue par le bloc de l'est, à la république du Vietnam, au sud, soutenue militairement par les états unis, jusqu'à l'évacuation en catastrophe en avril 1975.

Après les vietnamiens, ce sont les algériens, marocains et tunisiens qui veulent se prendre en main. En Algérie, les différents groupes indépendantistes fusionnent en 1954 dans le Front National de Libération, qui réclame l'indépendance, et lance l'insurrection dans les Aurès. En mars 1956, les protectorats de Tunisie et du Maroc accèdent à l'indépendance par la négociation. La situation est très différente en Algérie, colonisée depuis plus longtemps, et où sont installés un million de colons. Le système administratif local a été remplacé : l'Algérie est un département français. Au Maroc et en Tunisie, après l'indépendance, les échanges économiques continueront avec les mêmes structures qu'avant.

En juin 1955, la 2^{ème} DIM fait mouvement sur l'Algérie, où il est en poste à Guelma jusqu'en septembre 1956.

Il est alors muté à l'école de guerre à Paris, où il tiendra plusieurs postes d'instructeur. La famille s'installe à Paris, cité Martignac puis 77 av. Ledru Rollin.

En janvier 1961, alors qu'il est Colonel en Algérie à Trézel dans l'Oranais, survient le putsch des généraux. Il reste certes fidèle au gouvernement légitime, mais en ressentant en lui même les tiraillements de l'abandon de l'Algérie Française par le général de Gaulle. Le discours de Mostaganem, terminé par un vibrant : « *je vous ai compris* » avait permis tous les espoirs. Mais tout le monde avait compris autre chose que ce qui se fit, dans le respect de l'autodétermination du peuple algérien.

A Souk Arras, en juillet, colonel, il commande un régiment sur le barrage fortifié constituant la frontière avec la Tunisie, où se réfugient les rebelles.

En février 1962, il est rapatrié sanitaire et subit une première grave opération. Il est alors auditeur puis instructeur à l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale.

Pour profiter de sa famille, il refuse en 1965 sa mutation comme adjoint du général commandant la 1^{ère} brigade blindée à Saarlouis en Allemagne. Il passe dans le cadre de réserve en janvier 1969 et devient secrétaire général de l'association France-Québec, poste qu'il occupe plusieurs années. La rédaction des articles concernant la défense pour l'encyclopédie Larousse l'occupe jusqu'à ce qu'il se retire à la Courbejollière.

Le délai de 50 ans n'étant pas écoulé depuis sa mort, le dossier de Bernard de Boishéraud aux archives militaires à Vincennes n'a pas pu être consulté. Il contient sûrement plusieurs rapports intéressants, sur le moral, sur les opérations à Trézel et à Souk Arras.

Les militaires emploient beaucoup d'abréviations et de sigles, dont on trouvera la liste en fin du livret. Dans leurs rapports officiels ils utilisent aussi beaucoup de majuscules : tous les noms propres, de lieux et de personnages sont en majuscules, et tous les mots représentant une autorité ou un élément de l'organisation ont leur première lettre en majuscule. Cela a l'avantage d'être très clair, et permet d'éviter des incompréhensions et ambiguïtés ; n'oublions pas que tout est tapé sur des vieilles machines à écrire, sur du papier très fin et avec utilisation du papier carbone pour faire des copies ; mais cela rend le texte très lourd. La plupart de ces majuscules ont été ici supprimées.

La guerre de 1939-1945

Le général de Monsabert,

« gentilhomme de guerre »

(1887-1981)

(extrait de « 39-45 magazine »)

Figure emblématique de l'Armée d'Afrique, le général de Goislard de Monsabert représente l'archétype de l'officier français de tradition. Issu de Saint Cyr, il fait une brillante guerre de 14 puis effectue une carrière classique ponctuée de très nombreux séjours en Afrique du Nord. Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate, il est Lieutenant colonel et commande un régiment de Tirailleurs algériens basé en Algérie. Pour cette raison, il ne participe pas aux combats de mai-juin 1940. Après l'Armistice, il continue de servir en Afrique du Nord sous Weygand puis Juin. Avec de nombreux autres officiers décidés à poursuivre le combat, il contribue à insuffler à l'armée d'Afrique l'esprit de revanche. Rallié avec ses chefs aux Américains, il voit sa carrière s'accélérer. Général en novembre 1942, il se couvre de gloire en Italie à la tête de la 3e DIA. Choisi par le général de Lattre pour commander le 2^o corps d'armée, il joue un rôle de premier plan lors des campagnes de France et d'Allemagne. Lorsqu'il quitte l'armée en 1946, Monsabert est général d'armée, grand-croix de la Légion d'honneur et compagnon de la Libération. Un itinéraire hors du commun que cet article se propose de retracer.

Une carrière coloniale bien remplie.

Joseph de Goislard de Monsabert est né à Libourne le 30 septembre 1887. Par son père, Charles de Monsabert, lieutenant-colonel d'infanterie, il est issu d'une famille originaire du Vendômois anoblie par charge de conseiller secrétaire du Roi au XVII^{ème}, siècle. Sous l'Ancien Régime, les ancêtres du général appartiennent en effet à la noblesse de robe et plusieurs d'entre eux occupent la fonction très prisée de conseiller au Parlement de Paris. Le premier Monsabert à embrasser la carrière des armes est Anne-François de Goislard de Monsabert, cheveu-léger de la garde du Roi, dont la devise, « Patriae impendere vitam »¹, sera reprise par son arrière petit-fils lorsqu'il commandera le 2^o corps d'armée. Par sa mère, Marthe Ramet, le futur général est issu d'une ancienne famille de propriétaires terriens de l'Entre Deux Mers.

Le général de division de Monsabert, chef de la 3^{ème} DIA, sur le front d'Italie (hiver 1944). Très populaire auprès de ses hommes et de ses officiers, Monsabert était surnommé « général mon Sabre ! » ou « Belle figure »². (ECPA.)

1- Consacrer sa vie à la patrie

2 - par déformation de son indicatif téléphonique « Belphégor »

Pendant toute sa jeunesse, Joseph de Monsabert baigne dans une atmosphère militaire, catholique et royaliste. Il voue un véritable culte à son père et décide très tôt de suivre ses traces en entrant lui aussi dans l'armée. Après des études secondaires à Vannes puis à Bordeaux, il prépare Saint Cyr chez les Jésuites de la rue des Postes à Paris (Sainte Geneviève). Il est brillamment reçu en 1907 (60ème sur 225) et choisit la cavalerie. Mais n'ayant pas l'acuité visuelle requise par les règlements de l'époque, il est obligé de se rabattre sur l'infanterie. Suivant le système en vigueur à l'époque, le jeune Monsabert effectue une première année de service dans la troupe au 50ème régiment d'infanterie de ligne à Périgueux. Il passe ensuite deux ans (1909-1910) à l'école spéciale militaire dont il sort 169ème sur 217. Le 1er octobre 1910, le sous-lieutenant de Monsabert est affecté au 44ème régiment de forteresse à Epinal. Volontaire pour l'armée d'Afrique, il quitte la métropole dès septembre 1912 et rejoint sa nouvelle affectation, le 3ème régiment de tirailleurs marocains.

Lorsque la Première Guerre mondiale éclate, Monsabert est lieutenant. Il combat avec le 11ème régiment mixte de zouaves-tirailleurs puis avec le 91ème régiment de marche de Zouaves. Commandant de compagnie, il reçoit sa première citation le 21 décembre 1915 : « *Commandant une compagnie de mitrailleurs, a judicieusement composé ses sections pour appuyer l'enlèvement d'une position ennemie à l'attaque des 26 et 27 septembre 1915. A largement contribué à l'enlèvement de la position. Très belle attitude au feu, dirige son personnel avec le plus grand calme* ». Capitaine le 5 mai 1915, Monsabert finit la guerre avec le grade de chef de bataillon (à titre temporaire) et sept citations !

Brevet d'état-major en novembre 1920, le chef de bataillon de Monsabert quitte de nouveau la métropole. De 1922 à 1926, il séjourne au Maroc où il occupe plusieurs postes d'état-major ainsi qu'un commandement au 14ème Régiment de Tirailleurs algériens. Pendant cette période, il sert au Moyen-Atlas dans les territoires de Midelt et de Tadla. Il combat dans la « poche de Taza » et au Rif contre Abdel Krim. Dans ces circonstances, il montre de belles qualités d'officier d'état-major mais aussi de meneur d'hommes ce qui lui vaut cinq nouvelles citations !

De retour en France en décembre 1926, Monsabert est nommé à l'état-major du 2ème corps d'armée basé à Amiens. En août 1928, il est professeur stagiaire d'infanterie à l'Ecole supérieure de guerre. Chef de bataillon à titre définitif en novembre 1932, il passe à l'état-major général, section d'outre mer dont il devient le chef le 21 février 1934. Il avait été promu entre temps lieutenant-colonel (décembre 1932).

En février 1937, Monsabert prend le commandement du 9ème Régiment de Tirailleurs algériens (RTA) en garnison à Blida. Le 24 juin suivant il obtient le grade de colonel. Très vite, Monsabert fait du 9ème RTA une unité de qualité, disciplinée, bien instruite, ayant un bel esprit d'équipe et un moral à toute épreuve. « (Monsabert) *aimait les jeunes. Il était strict mais juste, écrivait après la guerre le futur général Gandoët, alors jeune capitaine au 9ème RTA. Il avait une manière à lui de plonger son regard dans les yeux de ses interlocuteurs quels qu'ils soient, de trouver le contact et d'appeler la confiance et la sympathie. Une magnifique chevelure d'un blanc de neige, une fine moustache du même blanc, conquérante et fort distinguée donnaient à son visage un air de grande jeunesse. De cet ensemble se dégageaient : énergie, volonté et bienveillance. Sa voix claironnait, son rire claquait comme un drapeau dans le vent. Toujours tiré à quatre épingles, la fourragère frappée de l'insigne du 9ème zouaves dans les rangs duquel il avait fait une brillante guerre de 1914-1918, le baudrier, le ceinturon, les leggings éblouissants, un stick sous le bras, le colonel commandant le 9ème tirailleurs, sans être de haute taille, était un « beau colonel!* ».

Il devient chef de la 8ème division d'infanterie basée à Miliana (Algérie) à partir de décembre 1939. Le général Poupinel, commandant le front sud tunisien, tient ses

divisions en haleine : des routes vers la Tripolitaine sont construites, l'année 1940 voit l'amélioration des défenses de la ligne Mareth et la préparation d'une action offensive contre les troupes italiennes, les PC de combat sont reconnus. Les événements tragiques de mai-juin 40 mettent un terme à ces espoirs, et les clauses de l'armistice prévoient la démilitarisation du sud tunisien. Mais, comme le soulignera plus tard le général Huré, *«il estima que la résignation n'était pas dans ces circonstances une qualité de soldat et que la France sortirait de l'abîme dans lequel elle se trouvait momentanément plongée»*.

Persuadé, avec ses chefs (Weygand puis Juin), que l'Armée d'Afrique pouvait devenir l'instrument qui aux côtés des Alliés libérerait la France, Monsabert reste fidèle à son poste et va s'efforcer d'insuffler à ses cadres sa foi dans la victoire prochaine tout en les préparant aux futurs combats. Chef de la 5ème brigade d'infanterie d'Afrique, il est promu général de brigade le 20 août 1941. Il joue un rôle important dans la préparation de l'opération « Torch » (débarquement américain de novembre 1942). Provisoirement écarté d'un commandement de grande unité, il prend la tête du Corps-Franc d'Afrique, unité formée d'engagés volontaires n'ayant pas leur place, pour des raisons diverses, dans des corps réguliers. Il communique sa flamme à cette unité qu'il commande pendant la campagne de Tunisie. A l'issue de cette dernière, Monsabert reçoit sa troisième étoile (mars 1943) et se voit confier le commandement d'une unité prestigieuse, la fameuse 3ème division d'infanterie algérienne (DIA), la division de Constantine, chère au cœur du général Juin et *« héritière de la IIIème Augusta, la glorieuse légion de Numidie »*...

« Victoire sous le signe les trois croissants »

Seule division formée sur le territoire algérien, la 3ème DIA est composée de soldats Algériens et Tunisiens et équipée de matériels modernes. De mars 1943 à janvier 1944, Monsabert s'attache à entraîner sa division, désignée pour faire partie du corps expéditionnaire d'Italie commandé par le général Juin. *« Tous ceux qui eurent l'honneur et la chance de faire partie (de la division à cette époque), écrira le général Huré, se souviennent du prestige et de la confiance que, très vite, le général sut s'acquérir dans la division aussi bien auprès des cadres français que de la troupe, Français et Musulmans. Constamment sur le terrain, multipliant les contacts avec les unités, les cadres et les hommes, très informé des pensées, des désirs, des besoins de tous, il donna, pendant la préparation une âme à sa division»*...

En janvier 1944, Monsabert débarque en Italie à la tête de sa division. Subordonné avec l'ensemble du corps expéditionnaire français à la 5ème armée américaine, il s'illustre pendant la campagne d'hiver à Monna-Casale, Acquafonda, Valerotonda et au Belvédère. Au cours des combats du Belvédère et de l'Abate, les fantassins du 4ème RTT, des 3ème et 7ème RTA appuyés par les blindées du 3ème régiment de spahis algériens et du 7ème régiment de chasseurs d'Afrique se distinguent. Au prix de pertes terribles (le 4ème RTT a perdu 50 % de ses effectifs et les trois quart de ses cadres), la 3ème DIA contribue à fixer, sur un front de 8 km seulement, 17 des 44 bataillons engagés par l'ennemi contre la 5ème armée américaine.

Au cours de la campagne du printemps 1944, la 3ème DIA participe à l'offensive du Garigliano. Progressant sur l'axe Ausonia-Esperia-Pico, les hommes de Monsabert obligent les parachutistes allemands qui défendaient le mont Cassin à se replier, ouvrant ainsi la route de Rome. Après s'être emparé des faubourgs Est de la capitale italienne la 3ème DIA participe à la libération de Sienne (2 juillet). A l'issue de cette campagne glorieuse mais meurtrière, Monsabert est fait compagnon de la Libération.

A la tête du 2e corps d'armée

A la mi-août 1944, Monsabert, toujours à la tête de la 3ème DIA, participe au débarquement de Provence. Dès le 19 août et alors qu'une partie seulement de ses unités a débarqué, il s'enfonce dans les terres. Progressant à travers une région montagneuse particulièrement difficile, il se porte au nord de Toulon, interceptant la retraite des forces allemandes. Le 20 août, il occupe par surprise la région du Revest puis du Coudon. Il coupe la route de Marseille près d'Ollioules et, le 22 août dans la soirée, parvient jusqu'au centre de Toulon. Négligeant les résistances sporadiques des Allemands, il se lance à leur poursuite en direction de Marseille. Après avoir neutralisé les bouchons d'Aubagne et du Camp, il pénètre dans le cœur de la ville le 23 août. Entouré de tous côtés par des éléments adverses, décidés à se défendre, il dirige personnellement les opérations des 25 et 26 août contre Notre-Dame-de-la-Garde puis contre le port. Le 27 août, le général Schaefer, chef de la 244. I.D. qui défend Marseille capitule. La 3ème DIA capture alors plus de 10 000 prisonniers et un important matériel.

Promu général de corps d'armée et grand officier de la Légion d'honneur le 31 août 1944, Monsabert est désigné par de Lattre, chef de la 1ère armée, pour prendre le commandement du 2ème corps d'armée. Après avoir remonté la vallée du Rhône, il dirige avec brio son corps d'armée dans les Vosges (septembre-octobre 1944). Il pénètre ensuite en Alsace et, avec le 1er corps d'armée, libère Mulhouse (fin novembre 1944). Le front se stabilise alors pendant presque deux mois autour de la poche de Colmar. L'offensive reprend le 20 janvier et se solde par la réduction de la poche et la prise de Colmar (2 février 1945). Le 2ème corps d'armée joue le rôle principal dans ces opérations.

Le 31 mars 1945, le 2ème corps d'armée franchit le Rhin à Gemmersheim malgré la résistance opiniâtre des Allemands. Exploitant ce premier succès, Monsabert force la trouée de Pforzheim. Puis il reporte tout le poids de son effort sur son aile droite et, par une action méthodique conduite avec opiniâtreté à travers la Forêt Noire, il bouscule les forces allemandes et s'empare de la position de Freudensstadt. Partant en force de cette position, il atteint la ville de Stuttgart dans laquelle il entre le 21 avril 1945 anéantissant ainsi les quatre divisions allemandes qui défendaient la région. Pour cette nouvelle victoire, Monsabert reçoit la grand'croix de la Légion d'honneur.

Après la reddition des troupes allemandes, Monsabert est nommé commandant supérieur des troupes d'occupation en Allemagne à Baden-Baden (juillet 1945). Il garde cette fonction jusqu'au 30 septembre 1946 date à laquelle il est dégagé des cadres et placé dans la 2ème section. Il avait été promu entre temps général d'armée (25 septembre 1946).

Revenu à la vie civile, le général de Monsabert se retire dans sa propriété du Toureil, située à Hastingues dans le département des Landes. De 1951 à 1955, il est député RPF des Landes puis abandonne toute fonction publique. Ceci ne l'empêche pas de se prononcer dès 1960 pour le maintien de l'Algérie française et de s'opposer aux accords d'Evian. Dans une lettre du 2 avril 1966, il intervient même auprès du général de Gaulle pour lui demander, au nom de sa Foi chrétienne, de libérer les prisonniers et d'amnistier ceux qui, dans ces circonstances dramatiques, s'étaient opposés à lui. Le retrait de la France de la Tunisie, du Maroc de l'Algérie, où s'était déroulé une grande partie de sa carrière, a été vécu comme un drame par le général de Monsabert. A ce propos, l'ancien chef du 2ème corps écrira en 1972 : « *L'Armée d'Afrique est morte. S'il y a une épopée à chanter, c'est bien la sienne ! Celle d'Italie aura été le début de son chant du cygne. On comprend qu'à la mort de l'Algérie française et de l'Armée d'Afrique, le maréchal Juin n'ait pu survivre. Puissent les cadavres d'une chanson de*

geste, finissant comme celle de Roland, sur une défaite, survivre dans une des ces légendes dont le souffle est indispensable à la pérennité de l'âme des peuples ».

Le général de Monsabert s'est éteint à Dax le 13 juin 1981. La mort de ce grand soldat et de ce grand chef est passée complètement inaperçue, les médias étant alors très occupés par les élections législatives. Mais le souvenir du général reste vif chez tous ceux qui ont combattu sous ses ordres. Aimé de la troupe comme des officiers, Monsabert laisse, selon les termes même du général Chambe, le souvenir d'un «*gentilhomme de guerre, à la fois dur et d'une bonté infinie, animé d'une volonté offensive farouche, celle qui emporte la victoire, ne cachant en aucune circonstance, sans l'ombre de respect humain, son âme ardente de chrétien et d'inébranlable croyant*» ...

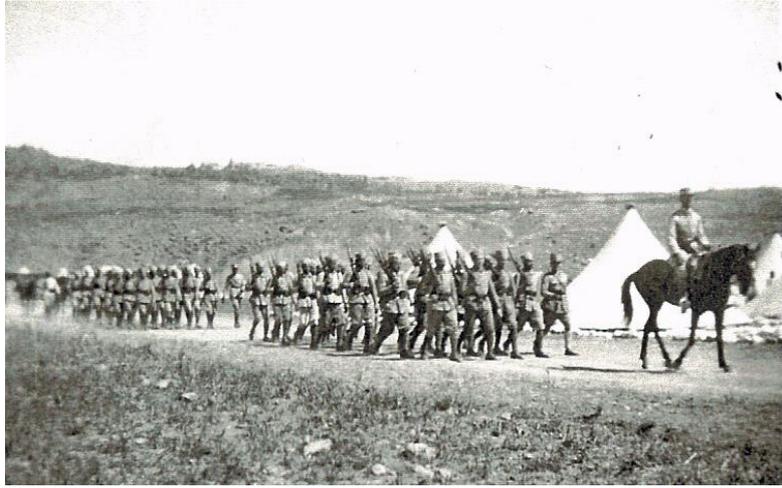


Bernard de Boishéraud en Permission à la Courbejollière - 1932

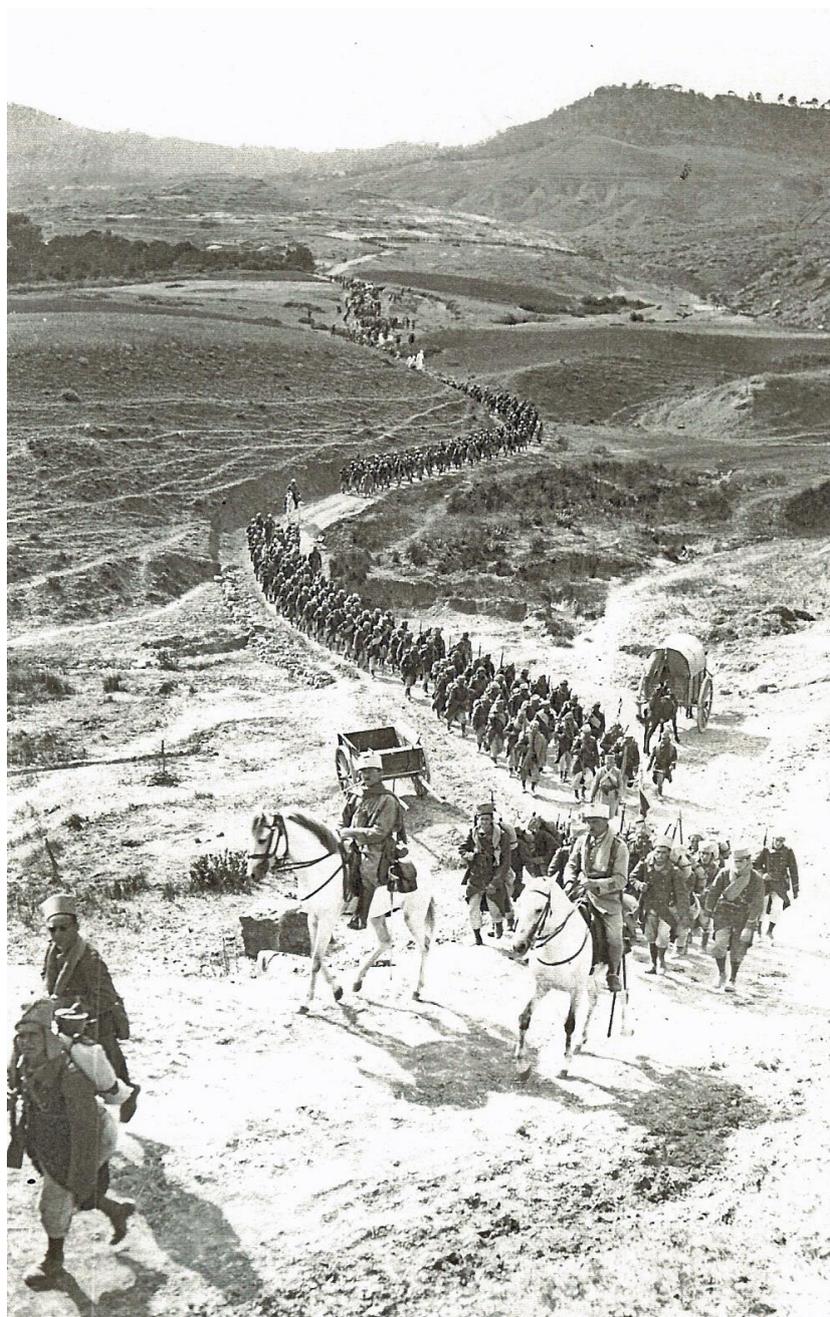
Dans l'armée d'Afrique avec le 9^{ème} Régiment de Tirailleurs Algériens du général de Monsabert



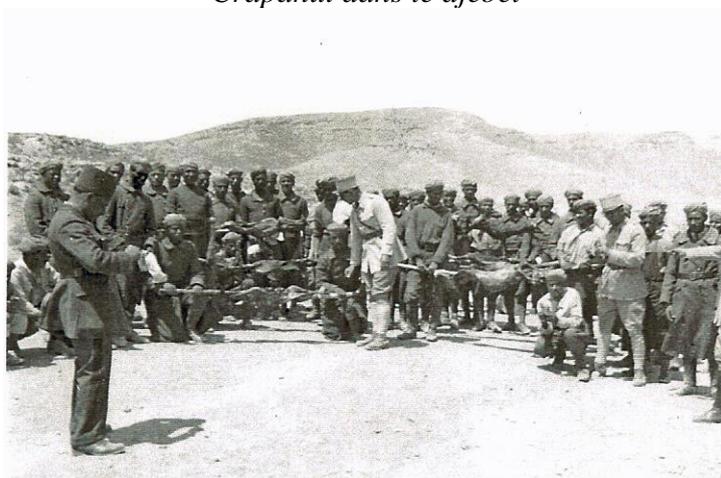
7^{ème} compagnie – Tripet, Chengah, Boishéraud, capitaine de la Rocca, Battistini, Lhomme



Ain Sour - 1933



Crapahut dans le djebel



Méchoui au camp de Boghari – juin 1933



3^{ème} bataillon



X, Boishéraud, X, capitaine de la Rocca



14 juillet 1936



Lieutenant de Boishéraud et capitaine de la Rocca

Corps {
ou Service {
ou Ecole {

9^e REGIMENT DE TIRAILLEURS ALGERIENS

—o—o—o—o—o—o—o—o—o—o—

Diplôme Militaire Elementaire de langue arabe parlé
ou de dialectes berbères.

—o—o—o—o—o—o—o—o—o—o—

La Commission d'examen instituée par la Circulaire Minis-
térielle n° 718 bis 9/E.M.A. du 4 mars 1936 certifie que

Le Lieutenant de Boisheaud

a obtenu le diplôme militaire de (1) *langue arabe parlé*
. (*session de janvier 1939*)

Mention = *sans mention.*

A , le 193

Les membres de la Commission

Vu et approuvé

Le (2) Général de Division BRYNET
commandant la Division d'ALGER

- (1)- De langue arabe parlé ou de dialectes berbères (avec indication du dia-
lecte présenté).
- (2)- Officier Général ou Supérieur ayant donné l'ordre de constitution de la
Commission.

Diplôme de langue arabe - 1939



Miliana – CM1 - 1940



Entrée à Fez du général Nogués - 1936

résident général du protectorat au Maroc puis commandant en chef en Afrique du nord. Lors de l'armistice il cristallisera l'envie de continuer le combat en Afrique du nord, au point que depuis Londres le général de Gaulle cherchera à se placer sous ses ordres.

Suite à la défaite, le gouvernement Paul Reynaud d'Albert Lebrun, réuni à Bordeaux, envisage toutes les solutions : fusion de la France et de l'Angleterre, départ vers l'Afrique du nord, ..., finalement Philippe Pétain est nommé président du conseil, signe l'armistice, installe à Vichy le gouvernement de la zone libre et conserve l'autorité sur l'empire français. Les officiers généraux français (Giraud, Juin, Mast, ...) prisonniers sont transférés au château de Koenigstein.

Soldats de l'Armée Française !

Ecoutez ce que votre nouveau Président du Conseil, M. le Maréchal Pétain, vient de déclarer à 12 h. 30 au micro de la radio Française. Son allocution fut radiodiffusée sur tous les postes de l'Etat Français.

En voici le texte :

« Dans cette heure grave j'ai suivi l'appel du Peuple Français pour prendre sur moi la tâche de former un nouveau gouvernement.

Je rends hommage à la résistance héroïque de l'Armée française qui combattit vaillamment contre un ennemi supérieur en matériel et en nombre.

Dans cette heure-ci je me donne à la France

Mes pensées vont vers les réfugiés qui sous la menace de la guerre ont été plongés dans la plus grande détresse.

Aujourd'hui je vous dis, il faut cesser de combattre.

Je cherche un moyen pour délibérer avec l'ennemi d'une façon honorable en parlant de soldat en soldat.

Je suis convaincu que tout le peuple Français se réunira dans cette heure autour du nouveau gouvernement. »

Voilà ce que M. le Maréchal Pétain, le vaillant défenseur de Verdun dans la Guerre Mondiale vient de déclarer. Soldats français : Cessez donc ce massacre inutile ! Déposez les armes ! Vos camarades Allemands vous traiteront d'une façon honorable.

SERVICE HISTORIQUE
GUERRE
ARCHIVES

Reflexions
du général Henri Giraud
sur la guerre de 1940

Koenigstein - juillet à novembre 1940



Henri Giraud prisonnier à Koenigstein

Ces documents ont été rédigés en Allemagne par le général d'armée Henri Giraud ¹, avant son évasion de la forteresse de Koenigstein.

Parvenus clandestinement en France, ils étaient transmis en Algérie à des fidèles du général Giraud qui les diffusaient à leurs amis.

C'était le cas du chef de bataillon Lardin, commandant le 1er bataillon du 1^{er} RTA à Cherchell, qui remettait régulièrement au général de Monsabert, commandant la subdivision de Blida, et à moi-même ², une copie des documents du général Giraud qu'il recevait.



Forteresse de Koenigstein

1- En 1914, Henri Giraud commande le 4^{ème} régiment de zouaves. Blessé, il est capturé le 30 août 1914, mais s'échappe deux mois plus tard de l'hôpital d'Origny-Sainte-Benoite, et rentre en France. Il retourne au front et en 1917 participe à la Bataille du Chemin des Dames et à la prise du fort de Malmaison.

Giraud sert ensuite avec les troupes françaises à Constantinople, sous le général Franchet d'Esperey. Puis il est au Maroc sous les ordres du maréchal Lyautey et participe à la guerre du Rif. Il est professeur à l'École de Guerre en 1927 et général de brigade en 1930.

En 1933 il est muté au Maroc pour y combattre la résistance berbère aux abords du Tafilalet et dans le djebel Sargho. Il obtient la Légion d'honneur. Il devient en 1936 commandant militaire de Metz, puis commandant de la 3^e armée, à ce titre il est le supérieur hiérarchique du colonel de Gaulle, commandant le 507^{ème} régiment de chars de combat.

Quand la Seconde Guerre mondiale commence, Giraud est membre du Conseil supérieur de la guerre. Il y désapprouve la tactique préconisée par le lieutenant-colonel Charles de Gaulle d'emploi offensif des blindés en formations groupées pour percer les lignes ennemies.

Le 10 mai 1940, Giraud commande la 7^e Armée qui doit, dans le cadre du plan Dyle-Bréda, atteindre au plus vite les Pays-Bas. Il parvient à retarder les troupes allemandes à Bréda le 13 mai. Plus tard, il prend le commandement de la 9^e armée. Mais c'est lorsqu'il essaie de bloquer l'attaque blindée allemande dans les Ardennes, qu'il est capturé à Wassigny par le général von Kleist le 19 mai.

Avec une centaine d'autres généraux français (Juin, Mast, ...) il est interné au Königstein près de Dresde.

2- Le capitaine Bernard de Boishéraud était alors à l'état-major du général de Monsabert

Koenigstein, Septembre 1940

Mes chers enfants,

Je ne sais pas combien de temps je resterai ici, des mois, des années peut-être. Il est possible que je sois enterré à côté de mon ami Dame.

Je suis prêt à tout. Peu importe.

Je vous confie le soin de me remplacer dans une tâche sacrée : le relèvement de la France.

Je vous interdis de vous résigner à la défaite et d'admettre que la France puisse passer après l'Italie, l'Espagne ou la Finlande. Peu importent les moyens. Le but seul est essentiel. Tout doit lui être subordonné. Vous lui sacrifierez vos intérêts personnels, vos goûts, vos théories votre mystique.

Au début, il ne s'agit pas de heurter de front un ennemi qui s'est assuré la possession de notre sol et nous a totalement désarmés. Streseman ¹ a défini la méthode à employer nous n'avons qu'à copier intelligemment.

En première urgence, la libération du territoire. Ensuite, la reconstruction physique, morale, et sociale. En troisième lieu, être prêt à tout moment, à profiter des occasions qui nous seront offertes. Par conséquent refaire une armée moderne. Ceci suppose un programme à exécuter par qui de droit :

- Les esprits sont faits en France
- L'instruction est faite aux colonies.
- Le matériel est fait à l'étranger.

Malgré tous les contrôles, un tel programme est possible, le camouflage étant de règle.

Rien ne ressemble mieux au "service en campagne" que l'instruction des scouts. Rien ne ressemble à un avion militaire comme un avion de transport. Un tracteur à chenilles n'a besoins que de sa cuirasse pour devenir un char d'assaut, etc ...

Mais, avant tout, que les esprits soient à la hauteur de la tâche. Qu'ils veuillent être français, totalement. Que personne ne s'expatrie des pays occupés ou temporairement détachés : il s'agit d'y maintenir la pensée française. Mais que personne n'hésite à s'expatrier si on lui offre à l'étranger une situation où il peut être utile à la France.

Vous tous, Pierre, Henri, André, Bernard, et vous mes chères filles, rappelez-vous qu'une bourrasque passe mais que la Patrie reste. Une Nation vit quand elle veut vivre.

Répétez cela autour de vous, forcez les autres à penser comme vous, à travailler comme vous. Nous sommes sûrs de la victoire, si nous savons le vouloir :

Résolution, Patience, Décision.

général Giraud

1- Gustav Streseman, homme politique allemand mort en 1929, disait que « *L'essentiel est la libération de notre sol [...] ; il faut tout d'abord que nos étranglements lâchent prise ; c'est pourquoi la politique allemande devra pour commencer suivre la formule que Metternich, je crois, adoptait en Autriche après 1809 : finasser et se dérober aux grandes décisions* ». »

Les causes de la défaite

La France est vaincue. En six semaines son armée est forcée de mettre bas les armes, alors que de 1914 à 1918 elle a résisté d'abord, repoussé ensuite et finalement abattu une armée allemande aussi forte relativement que l'armée de 1940.

Quelles sont les causes de cet écrasement imprévisible, inouï dans l'histoire de la France.

Les rechercher loyalement, les exposer franchement, trouver les remèdes qui conviennent doit être le but de tout Français fier de son passé, conscient de la gravité du présent, plein d'une indestructible confiance dans l'avenir. Notre histoire nous offre trop d'exemples de chutes catastrophiques suivies de réveils prodigieux pour que nous restions écrasés et résignés.

Une grande Nation comme la France a un rôle à jouer dans le monde, nous n'avons pas comme devise :

La France au-dessus de tout

mais nous avons :

*Gesta dei per francos*¹

Et nous préférons la seconde à la première.

La France est entrée en campagne, en 1939, avec une armée de terre de :

20 divisions actives
8 divisions nord-africaines
3 divisions coloniales
2 divisions légères mécaniques

Constituant l'armée de temps de paix.

S'y ajoutaient à la mobilisation :

20 divisions série A
20 divisions série B
15 divisions coloniales ou nord-africaines

Soit au total 90 divisions environ.

Les divisions d'actives comprenaient 7 divisions motorisées, relativement mieux équipés que leurs sœurs hippomobiles. Les divisions de série A avaient un faible encadrement actif et un armement inférieur aux divisions actives. Les divisions de série B n'avaient comme cadres de l'active que les chefs de corps, dont certains venaient des centres mobilisateurs ou de postes administratifs ne les ayant pas préparés à un commandement aussi difficile que celui d'un régiment uniquement composé de réservistes. Leur armement anti-chars n'existait pas.

L'âge moyen de la troupe dans les divisions actives était de 25 ans, dans les divisions de série A, de 30 ans, dans les séries B de 35 à 40 ans. La plupart des hommes n'avaient pas de service. L'instruction laissait beaucoup à désirer.

Les divisions nord-africaines du temps de paix étaient de très bonnes troupes, seulement alourdis par leurs réservistes français. Celles formées à la mobilisation étaient de qualité inférieure. Les divisions coloniales n'avaient pas l'instruction et la cohésion nécessaires pour la guerre européenne. Capable d'actes d'héroïsme individuels, elles étaient mal préparées pour la lutte contre les engins modernes, à la discipline du rang, à la résistance à outrance.

Les divisions de cavalerie à cheval ou motorisées étaient de magnifiques unités ayant gardé

1- *Les œuvres de Dieu par les francs*. C'est le titre de la chronique de Guibert, abbé de Nogent, pour son recueil de documents sur les croisades.

les traditions, non pas de la cavalerie, mais de l'armée tout simplement, avec le sens de l'autorité, l'amour du métier, le goût du risque. Peut-être pourrait-on trouver qu'il y avait encore de trop nombreux chevaux et pas assez d'engins blindés. Quoi qu'il en soit, les unes comme les autres se sont héroïquement sacrifiées, et leur action en Belgique a ajouté quelques pages de gloire à celles qui illustrent l'histoire de l'armée française.

Les chars n'étaient pas répartis en divisions; chaque armée disposait de 2 bataillons de chars R 35. Jusqu'au début de 1940 les autres bataillons de R 35, R 39, D2 et B étaient en réserve de GQG ¹. A partir de janvier 1940, furent formées 2 divisions cuirassées qui n'eurent le temps ni de s'amalgamer ni de s'entraîner. Une troisième D.L.M. ² par contre s'était constituée dès la fin de 1939. Elle figura très honorablement dans le corps de la cavalerie en Belgique.

A dessein, je ne traite ici aucune question d'armement, ni d'équipement, nous y reviendront plus tard.

L'armée de l'air comprenait les formations spéciales à cette armée et les formations rattachées aux forces terrestres, mais gardant bien entendu leur statut spécial et une quasi-indépendance. C'était un ensemble imposant de généraux, d'états-majors, de service. Il ne manquait malheureusement que des avions.

Ni au point de vue du nombre, ni au point de vue qualité des appareils, ni au point de vue orientation des esprits, ni au point de vue coordination entre les troupes de terre et les troupes de l'air, il n'y eut, à aucun moment de la guerre, sur aucun théâtre d'opérations, la moindre illusion à se faire. Nous n'avions ni chasse, ni bombardement, ni observation. L'ensemble des groupes de chasse ne dépassa pas une vingtaine de groupe, soit 750 appareils au maximum. Le bombardement de jour fut inexistant. Celui de nuit mit en oeuvre quelques centaines de vieux appareils.

Quand on pense aux sommes fantastiques englouties par l'armée de l'air de 1930 à 1940, et qu'on se rappelle les journées tragiques de mai 1940, on se demande comment on a pu, au gouvernement, et dans le pays, tolérer une pareille gabegie et aboutir à un pareil néant.

A côté de ses avions, l'armée de l'air avait tenu à organiser et à commander l'artillerie anti-aérienne. Ce fut la même carence que pour l'aviation proprement dite. Nous n'avions, le 10 mai 1940, ni artillerie pour tirer aux hautes altitudes, ni artillerie de combat rapproché, aucune batterie de 90, quelques batteries de 75, (dont beaucoup datant de l'autre guerre) et une centaine de batterie de 25 au total, dont certaines étaient maintenues en arrière de la zone des armées, et dont la plupart n'avait pas plus de 100 coups à tirer. Situation lamentable.

Seule l'armée de mer, peut-on dire, était prête à la guerre. Depuis 1920, méthodiquement, patiemment, la flotte française s'était progressivement rénovée. Aussi bien au point de vue moral que matériel, la marine avait repris confiance en elle, dans ses traditions, dans sa foi. Ses bateaux étaient souvent supérieurs aux navires étrangers du même type, ses équipages étaient disciplinés, ses spécialistes étaient entraînés. Elle avait voulu garder son aviation à elle, et y avait réussi. Elle prouve partout où elle a du s'employer, qu'elle était supérieure à la flotte allemande et qu'elle pouvait rivaliser avec la flotte anglaise. Partout aussi où elle a eu à collaborer avec l'armée de terre, elle a fait preuve d'une compréhension, d'une largeur de vue, d'une camaraderie, dont un terrien est heureux de témoigner après avoir constaté les bienfaisants résultats.

A côté de l'armée française, il y avait l'armée anglaise, car la guerre, ne l'oublions pas, fut dès le début une guerre de coalition, déclarée à l'Allemagne par la France et l'Angleterre, pour tenir les engagements pris envers la Pologne. L'armée anglaise n'existait guère en 1939, pas beaucoup plus en 1940. Le corps expéditionnaire, qui commença à débarquer en octobre

1- GQG : Grand Quartier Général

2- DLM : Division Légère Mécanique

1939, comprenait 4 divisions. En mai 1940, après les prélèvements qui durent être faits pour la Norvège, il n'y en avait pas plus de 9 en France, réparties en 3 corps d'armée. A part 4 divisions de carrière, le reste ne comptait que des unités de nouvelle formation, fières d'allure, pleine de vigueur et d'entrain, mais médiocrement encadrées et relativement instruites; par contre luxueusement équipées avec un matériel de transport incomparable, sans avoir par exemple, ni comme engins blindés, ni comme armes anti-chars, rien de ce qui était nécessaire pour la guerre moderne.

Armée de l'air excellente, surtout au point de vue chasse, mais inférieure en nombre, même une fois réunie à l'aviation française, aux multiples formations allemandes. Et, là aussi, doctrine néfaste de la séparation en armée de terre et armée de l'air. Le général Gort, commandant en chef de l'armée anglaise en France, n'avait par exemple, aucune action sur les escadres anglaises stationnées en Champagne : Elles dépendaient d'un vice-amiral de l'air qui recevait ses directives d'Angleterre. Les unités stationnées en Angleterre sont restées longtemps spécialisées pour la défense des côtes anglaises. Il en est venu quelques-unes en Belgique; mais il faut, hélas le reconnaître, qu'au moment où le sort de la France se jouait en Artois, elles ne sont pas intervenues à plein et sans compter.....

Quant à la marine anglaise, elle a été ce qui l'a caractérisée depuis des siècles, la première du monde, avec des traditions, une volonté, un héroïsme devant lequel on ne peut que s'incliner. Peut-être, comme la marine française d'ailleurs, a-t-elle sous-estimé l'importance de l'armée aérienne. Les navires anglais ont autrement souffert des bombes de l'aviation allemande que des torpilles de sous-marin. Tant que l'artillerie anti-aérienne de petit calibre dispose de munitions suffisantes, le risque est moindre; mais, dès que l'aviation peut descendre, la précision de son tir, comme le poids de ses bombes, en font un terrible adversaire.

Ajoutons pour être complet, que la coopération France-Angleterre fut parfaite jusqu'au 15 mai 1940, abstraction faite de l'effort de mise sur pieds insuffisant, tant au point de vue personnel que du matériel; l'Angleterre pouvait et devait faire davantage. Mais le magnifique et sympathique soldat qu'est le général Gort se place entièrement, sans réticence, sous les ordres du commandant en chef de l'armée française qui sut d'ailleurs, avec sa courtoise habileté, apaiser toutes les susceptibilités et ménager tous les amours-propres. Mais cela ne dura que jusqu'au 15 mai 1940. Dès que le front de la Meuse eut été enfoncé, dès que la victoire escomptée se changea en défaite, l'attitude anglaise changea aussitôt et l'amitié lâcha pied devant l'égoïsme. Ce fut Arras, ce fut Dunkerque, ce fut Cherbourg, ce fut, hélas, Mers El Kebir.....

A ces deux armées françaises et anglaises, se sont ajoutées à partir de mai 1940, les armées belges et hollandaises. Il était trop tard, et ici, il faut le dire sans ménagement, à cause de l'incroyable aveuglement des deux gouvernements de petits pays prétendus neutres. A de multiples reprises, et celui qui écrit ces lignes peut en témoigner plus que tout autre, la France a essayé de faire comprendre à la Hollande et surtout à la Belgique qu'elles étaient forcément fatalement la proie désignée d'une Allemagne ivre d'orgueil et d'ambition. Ni l'une ni l'autre n'ont voulu comprendre. Ni contact d'état-major, ni coordination de mouvement ni renseignements de l'ordre le plus élémentaire. Un orgueil insensé, des illusions lamentables, la conviction de tenir sur le canal Albert pendant des semaines, dans les Ardennes pendant plusieurs jours, voilà les prévisions belges. Quelle fut la réalité ? Le Canal Albert a été forcé le 11 mai au matin; les chasseurs ardennais n'ont pas tenu une journée. L'armée hollandaise s'écroulait par Anvers et l'isthme Vordrecht à partir du 11, quand les divisions de la VII^{ème} armée française allaient à la bataille de Breda et de Turnout.

Je ne parle pas de la capitulation qui a fait mettre bas les armes à un demi million d'hommes en rase campagne. Une Nation qui n'est pas capable de se battre est mûre pour la servitude. Ceux qui se rappellent la conduite du "roi chevalier" de 1914 à 1918 rougissent de

honte en pensant à 1940. Et le pire est que ces peuples, qui étaient incapable de se battre, qui n'avait pas fait l'effort de s'organiser défensivement, ont crié au secours et ont entraîné les armées française et anglaise en avant de leur lignes fortifiées, pour aller se battre en terrain non organisé. Elles ont étiré à l'excès un front déjà trop étendu pour le faible effectif franco-anglais. Le jour où ce cordon a été percé quelque part, et où la brèche n'a pas pu être aveuglée, aucune armée française, aucune unité organique ne s'est trouvée disponible pour colmater et pour contre attaquer, et ce fut la catastrophe.

"Et nunc reges, intellegite. Erudimini qui judicatis terram" ¹

Causes sociales

Une armée nationale sort de la Nation. Celui qui énonce cette vérité élémentaire peut ajouter : telle Nation, telle Armée. Voyons l'éducation de la Nation de 1919 à 1939, nous saurons de suite l'esprit de l'armée mobilisée.

Et d'abord question primordiale : celle de la natalité. La France était, sans guerre, sur la pente du suicide. La famille disparaissait pour faire place au couple sans enfant. Que ce soit dans la classe aisée, dans la petite bourgeoisie ou dans la classe ouvrière, rares étaient les ménages où l'on comptait trois enfants et au-dessus, nombreux étaient les fils uniques. Et, chaque année, les statistiques empiraient. Dans le pays le plus riche du monde, où la terre donne tout à qui veut la travailler, les campagnes se dépeuplaient, et les ouvriers italiens, polonais ou tchèques venaient gagner de larges salaires qu'ils envoyaient à leur famille, au pays natal, sans aucun bénéfice pour l'économie française.

Cette jeunesse, insuffisante en nombre, avait-elle au moins une qualité supérieure physiquement et moralement. Il faut bien, hélas, constater le contraire. Au point de vue physique, on a beaucoup parlé en France, on a fait de beaux programmes, on a distribué beaucoup de rubans. Les matchs de football, de rugby, de boxe, les courses de chevaux, de bicyclettes ou d'automobiles, ont eu de plus en plus de succès. Croit-on que ce soit là le sport qui convienne à des enfants, à des jeunes gens, à des hommes ayant besoin de se fortifier, de se développer, de s'entraîner ? Cela ressemble beaucoup aux jeux du cirque de la plèbe romaine.

Pas plus à l'école primaire que dans les lycées, pas plus dans les maisons riches que dans les familles pauvres, on a songé au sport utile, au sport progressif, éducatif, ennuyeux souvent, qui développe harmonieusement le corps et trempe la volonté. Ni les instituteurs, ni les proviseurs ne s'en sont souciés. Pour les uns cela ne contribuait pas à leur influence politique, pour les autres, cela comptait peu vis à vis du concours général. Et le résultat en a été fatal. Dans une race autrefois solide, rustique, dure à la fatigue; mais où l'alcool et la syphilis ont ouvert des plaies suppurantes, le squelette s'est aminci, les tissus se sont relâchés, la résistance a disparu. Le nombre de réformés, des hommes classés dans le service auxiliaire, s'est augmenté chaque année. Ni au point de vue endurance, ni au point de vue entraînement, le soldat de 1940 n'a été à la hauteur de celui de 1914, qu'il appartienne à une jeune classe ou à une classe ancienne. Aptitude à la marche des plus relative, capacité de travail encore moindre, besoin de sommeil insurmontable; voilà trois faiblesses du physique avec lequel on aborde une armée jeune, entraînée, enthousiaste comme l'était la masse de choc allemande, divisions cuirassées et motorisées, à moins que ce physique ne soit soutenu par un moral fanatiquement élevé et un idéal surhumain.

Malheureusement, l'idéal se crée et le moral se forge. Il faut à la base ou un mystique, et comme éducateurs des convaincus ou des apôtres. De 1920 à 1940, la France de la Victoire, la

1- *et maintenant, vous les grands de ce monde, instruisez-vous, vous qui décidez du sort du monde* - Livre des Psaumes, II,v.10

France des désillusions, la France des loisirs, n'a eu ni l'un ni les autres.

Nous avons donné de 1914 à 1918 un effort surhumain pour tenir d'abord, pour vaincre ensuite. Nous sommes sortis de l'épreuve épuisés physiquement et moralement; et l'idéal n'a pas été de profiter de la victoire pour faire un monde meilleur. Il a été de jouir, de jouir de toutes les manières, les plus basses et les plus sottes, en travaillant le moins possible et en gagnant le plus possible. Du premier au dernier rang de la société, on a voulu s'amuser, ou plutôt s'étourdir. La bougeotte n'a plus connu de limites. On fait des kilomètres pour taper le 100, le 125 ou le 140. On s'est baptisé sportsman en allant voir la finale de la coupe de France, ou les Six jours ou la grande nuit de Longchamp. On a eu son film hebdomadaire. Et les congés payés, excellente institution dans le principe, n'ont été qu'un prétexte à voyages coûteux, malgré les prix réduits, éreintants et décevants.

A ces jeunes gens, à ces hommes murs, qu'avait appris l'école ? D'abord l'égoïsme sacré, l'intérêt personnel, le culte de l'envie. Ensuite la négation de toute spiritualité, de toute divinité, de tout idéal. Philosophie matérialiste, s'il est permis d'accoupler ces deux mots avec toutes les conséquences morales et sociales que cela comporte. Athéisme, sinon proclamé, du moins encouragé. Idée de Patrie non seulement négligée, mais bafouée au profit de l'Internationale des prolétaires, et au bénéfice de l'Allemagne avide de revanche. Le Congrès National des Instituteurs était édifiant à ce sujet. Les discours qu'on a pu y tenir devaient mériter la cours d'assises aux orateurs : ils leur procuraient au contraire de l'avancement. Cette jeunesse athée, jouisseuse, avait elle au moins le goût de l'effort, du travail, et du travail bien fait, qui a toujours caractérisé l'artisan et l'ouvrier français ? En aucune façon. Le salarié devait 40 heures de travail : il les donnait sans enthousiasme, sans goût, sans application. La chaîne marchait tandis que, automatiquement, l'homme mettait la pièce, toujours la même, à la même place. Cette conception de l'industrie moderne tue toute initiative, toute adresse, tout perfectionnement. L'homme n'est plus qu'une partie de la machine outil. C'est elle, vraiment elle, qui mène, et qu'on ne mène pas.

Le service militaire pouvait-il améliorer, corriger cette éducation de l'école et de l'usine ? Certainement pas au moment du service d'un an réduit pratiquement à 4 mois, et où, j'ai pu le constater, certains hommes n'avaient même pas appris les appellations des officiers. Guère plus avec le service de deux ans, à cause de la dissociation rapide des unités. Aucun lieutenant, aucun capitaine n'avait plus son unité à lui qu'il connaissait qu'il commandait. Les hommes étaient des pions qui volaient d'un instructeur à l'autre, sans les connaître, sans en être connus. La cellule nourricière même avait disparu, sous prétexte de faire des économies. Ajoutons-y que dans bien des cas, l'armée a pu suppléer à la carence de l'instruction publique pour apprendre les rudiments de la langue à des illettrés augmentant chaque année. Autant de temps perdu pour l'instruction militaire proprement dite. Autant de charges nouvelles pour des cadres déjà surmenés.

En résumé, jeunesse insuffisante en quantité, insuffisante en qualité, voilà ce que vingt ans de paix succédant à la victoire nous avaient donné. On remarquait certes des signes d'amélioration. Le matérialisme reculait certainement ces dernières années. Il faut espérer que la terrible épreuve qui nous est imposée retrempera l'âme des jeunes français et redonnera aux hommes murs le sens de la vie nationale.

Si, de la jeunesse, qui ne faisait qu'une infime partie de l'armée, nous passons à la nation toute entière, voyons quelles sont les caractéristiques de ces dernières années. A la base, le manque d'autorité. Ici les grands responsables sont, les gouvernants d'une part, les hommes devant commander d'autre part. L'autorité ne se délègue pas. Elle s'affirme. En France, de 1919 à 1939, elle n'a fait que s'effriter.

Au gouvernement, sous quelque étiquette que ce soit, nous n'avons jamais vu que des partis, nous n'avons jamais vu : la France. L'intérêt personnel, le népotisme, la gabegie éhonté ont étouffé l'intérêt général. Les appétits de chacun se sont donnés libre cours dans une foire

d'empoigne où le succès est allé aux plus roublards, aux moins honnêtes.... La constitution de chaque ministère, et ils ont été nombreux, fait scandale. Les ministres passaient indifféremment des travaux publics aux colonies ou à l'éducation nationale. Les bureaux, seuls, assuraient la permanence et, peu à peu, accaparaient l'autorité. Quand un ministre restait longtemps en place, sa volonté n'était qu'une suite de velléités avec le souci constant, soit de l'électeur, soit du camarade parlementaire. La république des camarades a été navrante au point de vue de l'action réalisatrice.

Cette carence gouvernementale s'est répercutée, surtout à partir du Front Populaire, chez les patrons, grands, moyens ou petits. Rares sont ceux qui ont considéré leur devoir de commander, avec tout ce que cela comporte de grandeur, de sagesse, de responsabilité. Il faut savoir d'abord, il faut vouloir ensuite. Certains, qui savaient, n'ont pas eu le courage civique de vouloir. Et l'on a assisté aux scènes scandaleuses de 1936, aux abandons, aux capitulations. Les occupations d'usines ont été le fait aussi bien du manque de fermeté des directeurs ou des propriétaires, que de l'ardeur des perturbateurs. Par frousse, par veulerie, ceux qui n'avaient pas su prévenir, n'ont pas voulu résister. Certaines améliorations sociales auraient dû être faites à l'avance. Au lieu de rester à son poste de commandement, on s'est caché dans son appartement. Au lieu de faire face on a tourné le dos. Et l'on a vu passer l'autorité, de ceux qui légalement devaient l'exercer, à des irresponsables, à des intrigants, à des délégués qui ont joui de leur audace, de leur bagout pour s'imposer, aussi bien à leurs camarades, qu'aux patrons. Peu à peu, ceux qui devaient commander ont perdu l'habitude de commander, et la conséquence s'en est fait cruellement sentir en 1940.

Nos officiers, et nos sous officiers de réserves, qui formaient l'immense majorité de nos cadres, n'osaient plus commander, qu'il s'agisse de la corvée la plus simple ou de la mission la plus grave. Le jour où la grande bagarre a éclaté, ils n'avaient pas eu le temps de se réhabituer au commandement, et ils n'ont pas su maintenir à leur place, à la tâche sacrée, ceux qu'ils avaient l'honneur de commander. Certaines défaillances, certaines débandades, certaines fuites éperdues ne peuvent pas s'expliquer autrement. La bataille moderne, à base d'avions et de chars, sommet la bête humaine à une terrible épreuve. Si les cadres ne se sont pas solidement trempés pour forcer la volonté de la masse, cette masse hésite, oscille, et se désagrège. Elle s'est désagrégée sur la Meuse.

Après l'autorité, la discipline. L'une est la conséquence de l'autre. Certes, le Français n'a jamais été un modèle de la discipline, tout au moins comme l'entendent les Allemands ou les Russes. Mais jadis, la formule « *Ils grognaient, mais ils marchaient toujours* » pouvait aussi bien s'appliquer aux civils qu'aux militaires. A l'usine, à l'atelier, au magasin, le rouspéteur grognait, réclamait, il n'en exécutait pas moins, et intelligemment, les ordres du patron, du contremaître, de l'ingénieur, du chef de rayon. Depuis quelques années, cette notion de la discipline intelligente avait diminué au bénéfice de l'anarchie au détriment de la production. On se plie de moins en moins aux règles établies, au règlement étudié qui avait fait ses preuves, pour se livrer à des élucubrations fantastiques, où l'individualisme se donne libre cours, au détriment de l'intérêt général.

Et cette constatation pouvait se faire aussi bien dans la rue qu'à l'intérieur d'un établissement, aussi bien dans un train qu'à l'occasion d'un match de football, aussi bien dans une société dite "chic" que dans une réunion la plus débraillée qui soit. On eu dit que, par plaisir, on érigeait le désordre sur un piédestal. Qu'il s'agisse de traverser un boulevard, de suivre un sens de circulation, de prendre une file à un guichet, de ranger ses affaires dans un local ad hoc, de se tenir correctement dans un compartiment de chemin de fer, d'assister à une soirée de gala ou aux six jours du "Vel d'Hiv", chacun s'ingéniait à ne pas suivre les règles fixées pour faciliter la bonne marche des opérations. Quand on était en haut, on jouait du coupe-file, quand on était en bas, on jouait des coudes. Il en résultait normalement un peu plus de gâchis, un peu plus de retard, mais chacun était ravi, parce qu'il pensait avoir été plus malin

que le voisin. Que ceux qui ont assisté aux départs des congés payés dans les gares parisiennes, rappellent leur souvenir : ils auront une impression forte de la démocratie triomphante et inorganisée.

Si cela s'était borné à ces manifestations de loisirs, il n'y aurait eu que demi mal en somme. Mais malheureusement, il en était ainsi du haut en bas de l'échelle industrielle. Le résultat était un affaiblissement du rendement, un manque de méthode, une augmentation des frais généraux incompatible avec une affaire saine et bien menée. Que ce soit la dactylo arrivant un quart d'heure en retard, ou mettant son rouge un quart d'heure plus tôt, le chauffeur perdant cinq minutes près de son camion, ou le mécano discutant près de son établi au lieu de limer sa pièce, le résultat se trouve toujours dans le prix de revient, et dans l'impossibilité pour l'économie française de lutter contre l'économie étrangère.

Mais surtout, le dommage était encore plus moral que matériel. S'habituant à ne pas obéir, en face de chefs s'habituant à ne plus commander, le Français, dès son plus jeune âge, s'habituaient à n'en faire qu'à sa guise. Pendant ses deux ans de régiment, il était tout étonné de rencontrer des gens qui prétendaient le faire obéir, et y parvenaient d'ailleurs facilement. Il ne s'en trouvait pas plus mal, mais, à peine libéré, repris par l'ambiance dissolvante du milieu, il retournait à son vomissement d'individualisme forcené, voisin de l'anarchie. Et le réserviste qui revenait au régiment ne savait plus, ni obéir ni faire obéir son escouade ou sa section. Quand les chefs de corps ou les généraux sont obligés de faire le caporal, on est bien sûr que la maison est à l'envers. Ses ruines écrasent alors indifféremment chefs et subordonnés, que les uns ou les autres aient ou non fait leur devoir.

Manque d'autorité, manque de discipline. Nous en arrivons maintenant au manque de travail, qui est la caractéristique la plus frappante de la période 1920-1940. La guerre de 4 ans avait appris à mourir et à souffrir. Elle n'avait pas appris à travailler. L'après-guerre en a supporté les conséquences. Jusqu'en 1914, l'ouvrier, le paysan français, avaient été de rudes travailleurs, sachant travailler, aimant à bien travailler. Le plus souvent économes, parfois âpres aux gains, ils connaissaient le prix de l'argent gagné à la sueur de leur front. Le rêve de la plupart était de finir leurs jours dans la petite maison péniblement édifiée, ici ou là, grâce à l'effort soutenu de toute une vie de fatigue et de privation.

En haut de l'échelle, le patron n'avait pas encore fait place à la société anonyme, petite ou grande. Lui aussi travaillait dur pour assurer le succès de son affaire et la faire passer à ses fils, le moment venu. Les journées étaient longues, les semaines comptaient six jours pleins, les vacances étaient réduites au strict minimum. Combien d'industriels, de commerçants ne s'absentaient de leurs usines, de leurs magasins ou de leurs bureaux que pour de courts déplacements, soucieux de ne pas abandonner, même en morte saison, la maison qui leur tenait à cœur. Ils savaient que leur place était à la passerelle de commandement. Ils ne passaient la barre à un intérimaire que dans de rares exceptions.

Notre société française ne connaissait ni les grosse fortunes ni la misère sordide. Notre pays était un pays de petite bourgeoisie citadine et paysanne, où le bas de laine n'était pas une légende, où l'économie, certains disent l'avarice, était la dominante du citoyen français. Sans doute manquait-on d'audace. Sans doute ratait-on des occasions. Sans doute ne s'expatriait-on pas. Sans doute ne voyait-on pas les résultats éblouissant de Chicago ou de Buenos-Aires. Mais on savait se contenter de ce qu'on avait, on enviait modérément son voisin comme il convient, en sachant aussi l'aider quand il le fallait.

La guerre de 1914-1918 n'a pas contribué à maintenir cet esprit de petites gens. Dans le brassage qui s'y est opéré, où les hommes ont été promenés de l'Yser au Vardar, en passant par Brindisi, ils ont été étourdis par le kaléidoscope qui s'est déroulé trop vite devant eux. L'arrivée américaine, les méthodes américaines, les stocks américains n'ont pas peu contribué à troubler les idées. On s'est habitué à compter par milliards, à ne plus compter du tout. Quand il s'est agi de réparer les dommages de guerre, après s'être écrié : "L'Allemagne paiera", on

s'est retourné vers l'État, et on a tiré à boulet rouge sur les caisses ou sur les presses à papier. Chacun veut avoir sa part de l'assiette au beurre, sans penser que cette prospérité était factice, qu'il n'y a de fortune que basée sur le travail.

Cependant, le luxe de pacotille augmente, la midinette ne peut se passer des bas de soie et des fourrures factices où le lapin joue le plus grand rôle. Les parfumeurs font fortune. A tous les niveaux, dans tous les milieux, l'esprit change. Le patron, l'ouvrier, le chef, le subordonné, chacun estime qu'il faut faire une large part au plaisir et réduire le travail au minimum. On ne parle pas encore des "loisirs", mais l'idée est dans l'air, et de bonnes âmes sauront la faire mûrir.

En même temps d'ailleurs, on oublie que, depuis des siècles, l'Église a prescrit le repos dominical, et que la stricte observance de cette règle serait le plus sûr moyen de donner à chacun la détente hebdomadaire. C'est d'abord la semaine anglaise qui s'acclimate sur le continent, puis c'est le nombre d'heures qui va être à la base des contrats entre employeurs et salariés. De 48 heures on passe à 45, puis à 40. On arrive à peu près à l'heure, et on se prépare à repartir un quart d'heure avant l'heure. Pour celui qui commande, il y a cent prétextes, mille occasions. En été, se sont les bains de mer, en automne la chasse, en hiver les sports de neige. On prend huit jours par ci, un mois par là. Le subordonné le constate tire les conclusions.

Non seulement la durée du travail, mais la conscience dans le travail diminue. On s'intéresse moins à sa tâche. Le travail est plus souvent bâclé que soigné. Ce qui fait l'excellence de la production française, l'élégance, la présentation, le souci du détail, diminue ou disparaît. On a appris les méthodes américaines sans avoir ni l'esprit, ni les possibilités américaines. Et, peu à peu, les marchés étrangers se ferment devant une production qui a toujours été coûteuse, mais dont le prix était racheté par la valeur, sinon la perfection.

C'est aussi vrai dans les professions dites libérales que dans l'industrie et le commerce, mais sous une autre forme. Je ne veux pas dire, certes, que tous nos littérateurs, nos médecins, nos avocats ne travaillaient pas et n'augmentaient pas le patrimoine intellectuel du pays. Beaucoup suivaient la trace de leurs grands devanciers, mais certains avaient constaté qu'il était plus facile de percer par l'intrigue que par le travail. La politique était devenue une carrière avec tout ce que cela comporte de compromissions, de complaisances, d'abandons. Que d'avocats, de professeurs, de journalistes se sont découverts des aptitudes rares d'hommes d'état, à peine avaient-ils passé une petite licence, quand ils l'avaient, mais surtout dès qu'ils avaient pu se faufiler dans le cabinet d'un sous-secrétaire d'état ou dans l'antichambre d'une femme importante. Les ministères, les commissions, l'administration préfectorale, coloniale, etc., etc..... étaient ainsi peuplés de jeunes hommes qui n'avaient pas usé leurs méninges à préparer leurs examens mais bien les semelles de leurs souliers ou l'essence de leur papa à se créer des relations utiles et profitables. N'oublions pas non plus la masse des petits jeunes gens qui étaient "dans les affaires" qu'il s'agisse d'assurances automobiles, de banques ou tuti-quant, et dont la somme de travail hebdomadaire ne dépassait certainement pas les 40 heures fatidiques du prolétaire en casquette. Tout cela se paie et s'est payé sur la Meuse et la Loire.

Le matériel qui a manqué, les demandes qui n'ont pas été satisfaites, l'aviation qu'on n'a jamais vu, les chars qui ont été surclassés, les munitions qu'on a attendues en vain, tout cela est le résultat du travail insuffisant en quantité et en qualité. On n'a pas voulu faire de la France un atelier, on en a fait un cimetière.

Causes politiques

Les causes politiques de la défaite sont sur le plan de l'extérieur, aussi bien que dans l'intérieur.

La politique extérieure de la France, de 1919 à 1940, est une longue suite de rêverie, d'illusions, de faiblesse et d'erreurs. Vainqueurs en 1918, nous pouvions faire ce que nous

voulions. Nous n'avons rien su vouloir. Nous sommes passés alternativement de l'intransigeance la plus dure, à la faiblesse la plus ridicule. Nous n'avons réussi, ni à empêcher le relèvement de l'Allemagne ni à collaborer loyalement avec elle. Nous n'avons profité, ni de l'alliance anglaise, ni de l'entente américaine. Nous n'avons su, ni en imposer aux petites nations, ni les gagner à notre cause.

Nos hommes d'état, les plus âgés d'abord, le père la victoire, et ensuite les plus intelligents, à l'éloquence si persuasive, se sont laissés mener par leurs partenaires anglais ou allemands. Bien entendu, la voix des militaires, et du plus grand d'entre eux, n'a pu se faire entendre. Le traité de paix a été signé sans aucune garantie, alors que sortait des nues une "Société des Nations" factice, prétexte à grosses prébendes et à emplois rémunérateurs, mais sans aucune valeur réalisatrice, sans la moindre utilité pratique. Et, peu à peu, les alliés de 1918 se sont éloignés, dissociés, tandis que la politique allemande, adroitement, inlassablement desserrait l'étreinte qui l'oppressait.

Le rôle de l'Angleterre, dans cette période, était d'ailleurs néfaste. Toujours soucieuse de l'hégémonie sur le continent par peur de voir la France devenir trop forte, ouvertement parfois, elle favorise le relèvement de l'Allemagne.

L'Italie, déçue dans ses espoirs et se prétendant lésée dans le partage, commence à s'isoler en attendant de tourner casaque. La question des dettes a irrité l'Amérique, elle se replie sur elle même, confondant dans la même animadversion ceux contre lesquels avaient lutté ses fils et ceux auxquels elle était venue payer la dette de La Fayette.

Le Japon, étouffant dans ses îles, se préoccupe beaucoup plus de ses intérêts asiatiques que de la paix en Europe.

Seuls regardaient vers la France et comptaient sur la France les nations que nous avions tirées du tombeau : la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Roumanie. Autant par loyalisme que par intérêt, toutes ont confiance dans la France, dans ses promesses, dans son avenir. Elles comptent sur notre appui, sur nos conseils, sur notre exemple. Nos missions, civiles et militaires, trouvent initialement chez les uns et les autres le meilleur accueil. Nos industries, nos commerçants peuvent y passer des marchés intéressants. Le rayonnement de notre culture s'y affirme et y progresse. Là, nous sommes véritablement les vainqueurs de la grande guerre.

Cependant, notre politique de renoncement se manifeste de plus en plus. Un par un nous lâchons les gages que le traité de Versailles nous avait reconnus. Au fur et à mesure que nous cédon, l'Allemagne augmente ses exigences. Et nous ne trouvons à nos cotés aucun de nos alliés pour nous soutenir, au contraire, car notre politique intérieure vient réagir sur nos amitiés extérieures. Le flirt avec les Soviétiques inquiète nos amis, l'explosion du Front Populaire va les décourager.

C'est la Belgique qui nous lâche, dénonçant des accords militaires, proclamant sa stricte neutralité.

C'est l'Italie qui, après avoir tenu tête à l'Allemagne au sujet de l'Autriche, nous demande carte blanche sur l'Abyssinie. Elle obtient l'assentiment tacite du gouvernement Laval, mais elle rencontre l'opposition absolue du gouvernement Blum et la politique des sanctions mine tous les accords qui avaient pu être conclus. Menacé par la France et l'Angleterre, Mussolini se jette dans les bras de l'Allemagne. C'est le renversement des alliances, ce sont les débuts de l'axe Rome-Berlin.

A l'affaire d'Abyssinie succède l'affaire d'Espagne. La réaction nationaliste contre les folies du gouvernement républicain se heurte aussitôt à l'idéologie du Front Populaire Français, tandis que l'Allemagne et l'Italie sautent sur l'occasion. Pendant près de trois ans, les deux nations totalitaires vont se donner l'apparence d'être les soutiens de l'ordre contre l'anarchie. Elles en profitent, au point de vue économique, pour prendre des places d'où il sera difficile de les chasser, et, au point de vue militaire, pour faire des exercices de première importance.

L'aviation et les chars allemands ont là des manœuvres avec tirs réels qui ne leur coûtent que des pertes extrêmement légères et qui leur donnent le moyen de vérifier les qualités et les défauts de leurs avions, de leurs chars, de leur artillerie, en particulier des matériels anti-aériens. Les fabrications allemandes en profitent singulièrement, nous aurions pu en profiter aussi. Notre orgueil, notre insouciance, et notre paresse nous empêche de le faire.

Je laisse de côté la guerre sino-japonaise, dans laquelle nous nous contentâmes de suivre de loin l'Angleterre, pour arriver à la chose capitale qui eût dû nous ouvrir les yeux et nous amener aux décisions logiques : je veux dire l'avènement du IIIème Reich.

Le livre remarquable de M. Benoit Mechin sur l'armée allemande a lumineusement exposé les conditions dans lesquelles l'Allemagne a vécu depuis l'autre guerre, son désespoir, ses souffrances, sa volonté de revanche, son travail, ses succès. En France, nous avons voulu ignorer tout cela. Nous n'avons vu que la façade de l'hitlérisme, nous n'avons soupçonné ni l'action réparatrice, ni la volonté constructive. Et cependant, le maître nous avait prévenu. Celui qui avait bien voulu lire " Mein Kampf", je parle de la première édition non expurgée, et qui en constatait ensuite la réalisation progressive, devait comprendre. L'avenir se dévoilait devant lui. Car Hitler nous a prévenu longtemps à l'avance et a exécuté, quasi mot à mot, le programme de 1933.

Ce fut le départ retentissant de la Société des Nations.

Ce fut la renaissance officielle de l'aviation.

Ce fut le service militaire obligatoire.

Ce fut la réoccupation de la Sarre.

Ce fut l'Anschluss.

Ce fut l'occupation des Sudètes.

Ce fut la suppression de la Tchécoslovaquie.

Ce fut l'écrasement de la France.

Tout cela est écrit; il n'y manque que l'accord désiré avec l'Angleterre et il s'y ajoute l'accord imprévu avec les Soviétiques. Évidemment s'il était permis de plaisanter au milieu de semblable épreuve, il serait piquant de se reporter aux diatribes de 1935 contre Staline et de comparer aux télégrammes de congratulations de 1940. Ce sont là jeux de Princes et Machiavel a trouvé son maître.

N'empêche que la collusion russo-germano-italienne a ruiné la France. Pourquoi la France, pourquoi les gouvernements qui se sont succédés en France de 1930 à 1939 n'ont-ils pas voulu voir, constater, et tirer de leurs constatations les conclusions qu'il fallait. La politique étrangère française a été au-dessous de tout. Ce que l'homme de la rue sentait confusément, l'homme du gouvernement n'a pas voulu le voir, qu'il s'agisse de gens de n'importe quelle obéissance et n'importe quelle étiquette. Les avertissements, les cris d'alarme n'ont pas manqué. On a traité de visionnaires ou d'excités ceux qui prédisaient la guerre, on ne l'a ni préparée, ni écartée.

Un seul homme, Maginot, avait vu clair quand, malgré l'opposition de quantité d'hommes encore en place aujourd'hui, il avait décidé de construire le bouclier qui couvrait la France de la Suisse au Luxembourg. Cette barrière a certainement fait hésiter ceux qui menaient l'Allemagne. Il eut fallu la prolonger par une alliance indissoluble avec la Belgique sur le plan territorial et par une entente méthodique et complète avec l'Angleterre sur le plan militaire. On n'a su réussir ni l'un ni l'autre. L'Angleterre a reculé devant les charges militaires, la Belgique s'est repliée devant le front populaire.

Quant aux nations que nous avons fait revivre par le traité de Versailles, et qui nous étaient restées longtemps fidèles, elles aussi ont changé d'avis quand elles ont vu comment nous nous abandonnions et comment nous les abandonnions.

L'Anschluss a été le prologue de ces capitulations successives. Certes, nous n'avons rien promis à l'Autriche, nous l'avons même volontairement écrasés en 1918; mais nous avons

solennellement interdit à l'Allemagne de se lier économiquement avec elle, et nous n'avons pas élevé de protestation quand elle a été pratiquement absorbée.

Puis, ce fut la Tchécoslovaquie en deux actes : les Sudètes d'abord, le reste ensuite : Septembre 1938-Mars 1939.

On a beaucoup épilogué sur ce qu'il fallait faire en 1938. A la lumière du présent, qu'il soit permis à un adversaire de Munich de garder son opinion. Le désastre n'eut pas été pire, et l'honneur eut été sauf. Quand un grand pays comme la France est lié par un traité d'alliance avec une petite nation comme la Tchécoslovaquie, il ne renie pas sa signature au moment du danger. L'armée Tchécoslovaque comptait quarante bonnes divisions, appuyées sur des fortifications solides. A peu près certainement, la Pologne aurait marché avec nous. Nous n'avions qu'à obliger le Gouvernement de Prague de lui céder Teschen. C'était un paquet de quatre vingt divisions qui eut résisté au moins deux fois plus que n'a résisté l'armée polonaise non mobilisée.

Le Westwall allemand ¹ n'était pas terminé, loin de là. L'état-major allemand n'avait pas encore à sa disposition les masses de choc cuirassée et motorisée qu'il a eu le 10 mai 1940. Il avait son aviation, c'est exact, mais croit-on qu'elle était supérieure à ce qu'elle a été à cette même date du 10 mai 1940 ? Tout fait penser le contraire. En admettant que la décision n'eut pas été obtenue avant l'hiver, on pouvait compter porter la guerre en Palatinat, et peut-être sur les bords du Rhin. Point n'était besoin de violer la neutralité belge, et l'armée anglaise eut été sensiblement aussi nombreuse, ou aussi faible, en 1939 qu'en 1940.

Munich fut une capitulation de plus ajoutée à tant d'autres, voilà la vérité. Le résultat fut que les derniers de nos fidèles, les Yougoslaves et les Roumains se détachèrent délibérément de gens incapables de tenir leurs promesses et que le monde entier s'aperçut de la faiblesse des états dits démocratiques, comparés à la force et au dynamisme des états totalitaires. L'Axe Rome-Berlin devint le triangle Berlin-Rome-Tokyo. L'Espagne nationaliste se rappela de ceux qui l'avaient aidée et de ceux qui l'avaient ruiné. L'Amérique marque les coups. Politique étrangère d'illusions, de rêveries idéologiques, de formules creuses et de veulerie qui aboutit, 20 ans après la plus pénible victoire, au plus lamentable désastre.

La politique intérieure ne le cède en rien à la politique extérieure. La place Beauvau n'a rien à envier au quai d'Orsay. De 1918 à 1938, la France s'est payé le luxe de tous les régimes dite républicains, du bleu horizon au rouge front populaire. Les Ministères sont tombés comme des châteaux de cartes. Les scandales se sont accumulés. Les émeutes, même, ont éclaboussé de sang français les pavés de la capitale. Mais toujours les mêmes hommes sont restés sur les mêmes tréteaux. Plus ou moins marqués, plus moins teintés de blanc, de rose ou de rouge, ils ont constitué l'équipe qui s'est partagée pendant ces vingt ans les leviers de commande avec autant d'incompétence et de cynisme. La République des camarades a joué à plein, pour s'épanouir enfin dans la sinistre aventure de 1936 à 1938.

Les ruines que le front populaire a accumulées en France sont incommensurables; mais sa plus grosse responsabilité est certainement d'avoir appris au peuple de France la paresse sous le nom pompeux de "loisirs". On n'avait certainement pas attendu 20 siècles en France pour se donner, et donner aux uns et aux autres le repos hebdomadaire, les vacances et les congés nécessaires à chaque individu pour refaire ses forces, et fournir un effort logique; on les avait simplement baptisés de façon différente. La démagogie haineuse et malfaisante vient envenimer les rapports et attiser les passions pour dresser les uns contre les autres, des classes, des individus, dont les intérêts, loin d'être opposés étaient solidaires.

Et alors ce fut l'anarchie, le désordre, la ruine. Un gouvernement, d'une faiblesse insigne d'abord, entièrement consentante ensuite, lâcha la bride à tous les intérêts, à tous les appétits.

1- La ligne Siegfried, ou *Westwall*, était un système de défense s'étendant sur plus de 630 km, avec plus de 18 000 bunkers, des tunnels et des dents de dragon

Autorité bafouée, police dissociée, lois et règlements violés, ce fut monnaie courante de 1936 à 1938.

Non soutenus, je l'ai dit plus haut, les chefs d'industrie responsables ne furent pas toujours des héros. En quelques mois, les ruines s'accumulent, finances, commerce, industrie, tout part à la dérive. Les marchés se ferment, la production s'arrête, la consommation décroît.

Seuls les bistrotts sont rois. La semaine des 40 heures ne rapporte pas plus à la mère de famille, mais l'homme dépense en deux jours deux fois plus qu'en un seul, et l'alcoolisme a fait d'immenses progrès. Quand au chômage, conséquence forcée de la stagnation des affaires, il prend des proportions inouïes, ruinant l'état, les départements, les communes.

Il fallut que l'évidence creva les yeux pour que la sinistre association qui avait réuni sous la même bannière le bourgeois franc-maçon, le syndicaliste et le rêveur bolcheviste se dissociât. Mais le mal était fait. On dégringole une pente à toute vitesse, et on ne la remonte que lentement. Quand, en 1938, la France commence à se ressaisir, il fallut du temps pour créer un autre état d'esprit et revenir aux vieux errements de jadis.

Et pendant de long mois, l'industrie ne reprit pas sa cadence normale. En ce qui concerne le matériel de guerre, le déficit fut énorme, d'autant plus que la nationalisation des usines avait affecté surtout les grosses affaires travaillant pour la guerre, la marine et l'air. Tandis que l'Allemagne, on le savait, sortait 600 à 800 avions par mois, nous n'atteignons pas la centaine. Que ceux qui ont été écrasés sur les champs de bataille du nord par l'aviation allemande, ceux qui n'ont pas eu à leur disposition ni armes anti-chars, ni armes anti-avions, ni munitions crient vengeance contre les paresseux qui n'ont pas voulu fabriquer cet armement et surtout contre ceux dont l'idéologie malfaisante et la démagogie ont créé le désordre en engendrant l'anarchie.

Prêcher la sous-production au moment où l'Allemagne proclamait qu'il valait mieux avoir des canons que du beurre, c'est une trahison contre la patrie, bien plus, un crime contre l'humanité. Ceux là ont donné aux régimes totalitaires les plus beaux succès qui soient, la plus éclatante consécration qu'ils pouvaient désirer. Et vraiment, les Français sincères qui ont vu l'Allemagne comme prisonniers de guerre, peuvent témoigner de sa prospérité et de sa santé physique et morale. Ce n'est peut-être pas la liberté; mais ce n'est pas certainement le désordre, l'anarchie. Et c'est partout le travail, la seule fortune d'un peuple qui veut vivre et être heureux.

Puisse la France s'en souvenir et en profiter.

Causes militaires

Loin de moi la pensée d'innocenter les militaires dans la débâcle. Ils ont une lourde responsabilité, aussi bien dans la préparation que dans l'exécution. Je demande seulement qu'on veuille bien se rappeler que l'armée, en France, est la grande muette; qu'elle n'a droit ni de voter ni de parler, et que, de 1919 à 1939, on a pas tenu compte ni de ses avis ni de ses demandes, ni de ses réclamations. Le pouvoir civil lui a fait sentir, à de multiples reprises, qu'elle avait strictement le droit de se taire et il ne lui a pas donné les moyens d'agir.

Ceci nettement posé, voyons maintenant la préparation de l'armée à la guerre d'une part, le plan de guerre ensuite, enfin l'exécution de la guerre.

L'armée de 1918 était une magnifique armée, trempée à l'épreuve, animée de la plus belle flamme patriotique qui soit, connaissant son métier, bien instruite, bien équipée, bien armée. L'armée de 1940 était une armée inférieure en nombre, et en qualité, ni instruite, ni équipée ni armée, et ce qui est plus grave, ne croyant pas encore, le 9 mai 1940, à la guerre.

Comment, en vingt ans, avons nous pu en arriver là, nous les vainqueurs de 1918 ? Il n'y a dans l'histoire qu'un seul précédent comparable : l'armée de Frédéric II aboutissant à Iéna. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. En France, après 1918, personne ne voulut croire

à la guerre. Nous avons fait un prodigieux effort, notre pays était couvert de ruine. Nous avons perdu 1.500.000 de nos fils, les meilleurs. Le but fut de rebâtir, de réparer, de se reposer aussi. Les conditions du traité de paix devaient être telles que la guerre fut impossible pour des années, sinon des siècles. Et le désarmement fut plus qu'un mot, une mystique, ce qui est plus grave.

Nous avons interdit à l'Allemagne le service obligatoire; elle sut tourner la défense en organisant la Reichwehr comme il fallait l'organiser. Nous, par contre, nous ne sûmes que ruiner notre organisation militaire en adoptant le service d'un an. Ce fut une mascarade, un trompe l'œil. Gardant les mêmes établissements, les mêmes états-majors, les mêmes services, il fallut leur fournir le personnel indispensable, et l'on puisa sans compter dans les troupes combattantes. Ce ne fut plus un an; ce furent trois à quatre mois de service pendant lesquels la recrue était à peine dégrossie, et huit à neuf mois pendant lesquels l'homme se hâterait d'oublier, comme employé, les rudiments qu'on lui avait appris. Pitoyable pour les hommes du rang, le service d'un an fût lamentable pour les cadres. Il ne nous fournit ni caporaux, ni sous-officiers, ni officiers de complément. On eu beau multiplier ensuite les écoles de perfectionnement, le mal était fait : l'enseignement de base manquait.

Nos cadres de 1940 avaient sans doute bonne volonté, ils n'avaient ni esprit militaire, ni instruction militaire. Tant que la période de stabilisation dura, ils purent faire illusion. Quand la guerre commença vraiment, et qu'ils furent sous les bombes de l'aviation ennemie, et devant les chars ennemis, ils ne surent ni ce que les règlements, ni ce que l'honneur militaire leur commandait. Leur carence fut complète.

Le service de 18 mois avait apporté une légère amélioration. Le service de 2 ans permettait d'espérer que nous retrouverions un jour des réserves instruites. Il dura trop peu de temps pour avoir une action sérieuse. La majorité de nos cadres de réserves, fantassins, artilleurs, ou cavaliers, n'étaient pas instruits le 10 mai 1940.

Or, je l'ai dit plus haut, certains régiments n'avaient en tout et pour tout que le chef de corps comme officier d'active. Et parfois, ce chef de corps, éloigné depuis longtemps de la troupe, était incapable d'être un instructeur. Il fallut que les divisions, les corps d'armée, les armées créent de toutes pièces des centres d'instructions, où l'on se hâta d'enseigner, en quelques semaines, ce qui n'avait jamais été appris par les capitaines et les chefs de sections. Le G.Q.A.G. se réserva l'instruction des chefs de bataillon et d'escadron. Ce fut mieux que rien, mais on ne crée pas une armée en huit mois. Le 10 mai 1940, la majorité des divisions de série A et surtout de série B n'étaient pas instruite.

Cela n'eut été que demi mal, si l'on avait pu garder ces divisions éloignées de la zone active des opérations, tenant sur un front fortifié, n'ayant pas à manœuvrer. Mais la faiblesse de nos effectifs nous obligea à faire flèche de tout bois. Ce sont des divisions de série A et de série B qui ont été enfoncées sur la Meuse. C'est une division de série B qui ne put pas tenir les Iles de Zélande. Ce sont des unités de nouvelle formation qui n'ont pas pesé lourd devant l'attaque allemande sur la Somme et sur l'Aisne. Pour ne pas avoir voulu en temps de paix, le minimum de divisions actives indispensables, pour s'être gargarisé avec les réservistes de l'armée nationale on n'a pas pu, ni tenir défensivement, ni manœuvrer offensivement.

D'ailleurs, il faut bien le dire, jamais l'armée, depuis 1920, n'a été orientée vers l'offensive. Chaque fois qu'un homme politique, qu'un ministre faisait un discours, il se hâtait de proclamer que l'armée française était strictement défensive. Cette notion était ancrée dans l'esprit de chacun des hommes, et peut-être des cadres, de cette armée. On se battait sur un champ de bataille, choisi, organisé, fortifié, on faisait à loisir de beaux plans de feux, on subissait la volonté de l'adversaire, et on ne cherchait jamais à lui imposer la sienne.

Les P.C. étaient bien étoffés, lourdement équipés, loin des émotions du combat : on faisait partout et toujours la guerre de position. Quand cette armée, figée, compassée, désuète, eut à subir sur un terrain non préparé, non organisé, non étudié, le choc d'une masse jeune, au

dynamisme débordant, où les chefs marchaient sur les talons de leurs hommes, où les initiatives de chacun se donnaient libre cours, ce fut l'étonnement, puis la stupeur, puis la débandade. Et l'ont vit ce spectacle inouï, inoubliable, de divisions entières se dissolvant par groupes épars, jetant leurs armes, fuyant sans but sans direction.

Certes, ce fut l'exception et l'on peut, au contraire, citer telles autres unités où, jusqu'au dernier moment, les chefs ont gardé le contrôle de leurs nerfs et de leurs hommes et ont mérité que l'ennemi rende les honneurs aux débris de troupe défilant devant lui. Mais que certaines déroutés aient pu avoir lieu, où les fuyards sont allés d'une traite de la Meuse à la Somme, cela dépasse l'entendement et montre combien l'armée de 1940 était différente de celle de 1918.

Je vais même plus loin : l'armée du 10 mai 1940 était moins prête à la guerre que celle de septembre 1939. Au début de cette guerre, que nous avons déclarée ne l'oublions pas, la mobilisation se fit sans enthousiasme, comme sans opposition. L'immense masse de la population sentait confusément qu'il fallait en arriver là, puisque l'Allemagne et son chef étaient incapables de rester tranquille. On ne savait peut-être pas très bien où étaient l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Pologne; mais on avait bien l'impression que chacun devait y passer à son tour. Et il valait mieux en finir tout de suite que d'attendre la volonté du nouveau seigneur de la guerre.

Et puis, la guerre se figea devant les fortifications allemandes et les frontières neutres. En France, comme en Angleterre, et surtout en Angleterre, l'opinion se créa, grandit, prit racine d'une guerre de blocus, beaucoup plus économique que militaire, où chacun resterait sur ses positions, avec quelques coups de main, quelques tirs d'artillerie, quelques bombardements d'aviation. A ceux qui évoquaient la campagne de Pologne et ses enseignements, on répondit que les conditions étaient toute différentes, ce qui était vrai d'ailleurs, et que les méthodes employées là-bas ne sauraient pas être de mise à l'Ouest. Et, peu à peu, aussi bien à l'avant qu'à l'arrière, on fit la démobilisation des esprits, si l'on ne fit pas celle des individus. On s'installa dans la drôle de guerre. On fit de tout : du béton, de l'agriculture, du théâtre, du cinéma, avec le minimum d'instruction militaire. A part quelques divisions, l'armée ne fut plus qu'un immense chantier aux entreprises les plus diverses, où la notion de guerre s'estompa de plus en plus. Celles des permissions était autrement importante, avec toutes les formules les plus exceptionnelles pour en avoir le plus et les plus longues possibles. L'esprit de l'avant n'était pas mauvais, certes, mais il n'était plus militaire. Quand à l'arrière, il se préoccupait beaucoup plus du dernier scandale, du dernier match de football ou de la dernière réunion d'Auteuil que des possibilités de menaces allemandes.

Puisque, notre natalité d'une part, notre saignée de l'autre guerre d'autre part, nous interdisaient le nombre de divisions nécessaire, pouvait-on au moins avoir la qualité à défaut du nombre, sous forme d'unités spéciales à base d'engins cuirassés dont les Allemands nous avaient donné le modèle ? Certains l'ont préconisé, et l'un des plus distingués de nos hommes politiques s'en était fait l'apôtre. Le corps cuirassé, ou l'armée cuirassée ne trouvèrent l'oreille il faut bien le dire, ni du gouvernement, ni du haut commandement. Les uns y virent l'amorce de l'armée prétorienne qui, de tout temps, fut la hantise des régimes démocratiques. Les autres n'y consentaient que timidement, avec la lenteur qui caractérise toutes les réalisations françaises depuis l'autre guerre.

On décide, par exemple, la création de la première "Divisions Légère Mécanique" en 1935. On commença à la mettre sur pied en Janvier 1936; elle n'était pas terminée en décembre 1938. La troisième ne fut créée que sous la pression de la guerre pendant l'hiver 1939-1940. Quand aux divisions cuirassées devant être rattachées à l'Infanterie, on en avait décidé l'expérimentation en 1937, elle fut ajournée. L'alerte de 1938 empêcha d'en faire l'étude à l'automne de la même année. Finalement, les deux divisions qui furent mises sur pied au début de 1940 n'avaient que des moyens incomplets, quand on se rappelle que notre char "B"

était, en 1936, supérieur à tous les chars en service dans l'armée allemande, on ne peut être que douloureusement attristé par notre manque de prévoyance, d'esprit réaliste et pratique. Les discussions académiques ne sont plus de mise quand on voit un état voisin, aux effectifs très supérieurs, qui met sur pied quatre divisions cuirassées pour entrer en Autriche, qui, l'année suivante, envahit la Bohême avec six divisions, et qui se jette sur la Pologne avec huit divisions de 500 chars chacune. Dès 1937, nous savions la force de l'armée blindée allemande, dès ce moment, nous devions, non pas prévoir mais réaliser. Il ne s'agissait pas là de question d'effectifs, il s'agissait d'organisation et de matériel. On ne se préoccupa, ni de pareilles créations, ni de la lutte contre ces unités connues. On ne réalisa ni le char ni l'arme anti-char. Le groupe d'armées du nord l'a tristement constaté.

Mais cette insuffisance de nos moyens cuirassés, en nombre sinon en qualité, n'était rien à côté de la carence de notre aviation. La cause essentielle de notre défaite militaire est là. J'en appelle au témoignage de tous ceux qui se sont battus dans les Flandres. L'aviation française était la première du monde à la fin de l'autre guerre, elle n'existait pas en face de l'aviation allemande au début de cette guerre-ci. Et cela, il faut le crier bien haut, à cause de la désorganisation systématique de l'armée de l'air en 1936, à cause de la lenteur insensée des fabrications, à cause de la scission lamentable entre l'armée de terre et l'armée de l'air.

Jamais l'armée de l'air ne put donner à une troupe de terre l'appui élémentaire qu'elle implorait en face d'une aviation allemande maîtresse absolue de frapper où et quand elle voudrait. Ce furent les convois, les trains, les rassemblements, les batteries, les lignes de tirailleurs, les fortifications bétonnées même qui furent attaquées par les Stukas ou les avions mitrailleurs. Ce furent les P.C. incapables de travailler, les voitures de liaison, les motocyclistes poursuivis sur les routes. Ce furent les préparations d'attaques et de contre-attaques en vol rasant. Ce fut la hantise des parachutistes, que l'imagination multiplia par cent et par mille.

Les pertes causées par cette aviation furent quelquefois sévères, la plupart du temps très inférieures aux résultats d'un bombardement d'artillerie du type Verdun 1916. Mais l'effet moral fut énorme, en particulier sur les unités mal encadrées. Certaines positions de résistance furent lâchées par leurs défenseurs avant l'attaque de l'infanterie assaillante, uniquement à cause de l'action de l'aviation. Et cependant, autant celle-ci pouvait être décisive sur une colonne, sur une route ou sur un rassemblement mal dissimulé, autant elle était peu dangereuse sur une ligne de tirailleurs ou sur une batterie enterrée. Il est vrai que beaucoup de chefs subalternes n'ont eu, ni l'autorité, ni l'énergie de faire enterrer leurs hommes avant le combat.

Dans les rares occasions où l'armée de terre put disposer d'avions de chasse, l'ennemi n'exista pas; et certains mouvements exécutés en plein jour, sous la couverture de quelques patrouilles de Curtis ou de Morane, se passèrent sans être gênés le moins du monde par l'aviation ennemie. Combien de fois, hélas, les commandements d'armée terrestres eurent-ils pareille chance ? Leurs demandes à l'armée de l'air restaient la plupart du temps lettre morte. Les malheureux commandants d'aéronautique d'armée, conscients des besoins de leurs camarades de la terre, pouvaient téléphoner, expliquer, supplier; rien ne venait parce que l'armée de l'air n'avait rien. Et qu'on ne dise pas quelle n'eut pas pu faire mieux. Dès le mois de septembre 1939, l'armée de terre cria au secours, on ne voulut pas l'entendre, on monta en épingle de cravate quelques succès individuels. On ne fit pas l'énorme effort de construction et de dressage des pilotes qui eut pu, en neuf mois, nous donner une aviation de chasse peut-être égale à l'aviation de chasse allemande.

Je ne parle pas de l'aviation de bombardement où, manifestement, nous pouvions rattraper le temps perdu; mais nos terrains du Maroc, nos usines françaises et les usines anglaises et les usines américaines nous permettaient de réaliser l'aviation de chasse. Nous ne nous y sommes décidés trop tard; et les quelques 20 groupes de chasse qui constituaient toute l'aviation de

défense française se sont sacrifiés en vain. Ils ont payé de leur sang l'imprévoyance du commandement.

A défaut d'avions de chasse, nous aurions pu avoir l'artillerie anti-aérienne; elle n'existait pas ou si peu qu'il est presque inutile d'en parler. Nous sommes partis, le 10 mai 1940, avec les auto-canon de 1918, tirant entre 3.000 et 4.000 m. et avec les batteries de 25. Rien n'a été fait en France, de 1920 à 1938 pour organiser l'artillerie anti-aérienne, ni au point de vue personnel, ni au point de vue matériel. Les quelques pièces modernes sorties de Bourges et du Creusot étaient en quantité ridiculement insuffisante. Il n'existait aucune batterie tirant entre 8.000 et 10.000 m. parce que la guerre n'avait pas voulu adopter le canon de 90 de marine. On est stupéfait quand on assiste à de pareilles querelles de boutons.

Là où il y avait des tubes, de 25 en particulier, il n'y avait pas de munitions, ou un approvisionnement qui dura l'espace d'un moment, alors que chacun savait le nombre des avions allemands, leur doctrine d'attaque, la fréquence de leurs attaques.

Tout cela a été dit, écrit, répété, depuis des années par les chefs responsables. Alors qu'en Allemagne on pouvait suivre, quasi jour par jour, les progrès foudroyants des préparatifs allemands, que les attachés militaires criaient casse cou, que les observateurs étrangers nous renseignaient. En France tout se passait en paroles, en études, en projets d'une lenteur désespérante. Le même ministre de la défense nationale est resté six ans en place sous des étiquettes diverses. On pourrait croire à l'unité de doctrine, à l'exécution d'un plan mûrement étudié, logiquement réalisé. Ce ne fut qu'une longue suite de vellétés, où ceux qui parlaient avec le plus d'assurance avaient le dernier mot, où les pessimistes étaient considérés comme factieux, où on dépensa des sommes astronomiques pour aboutir au néant.

L'état-major, pour employer le mot cher à ceux qui cherchent les responsabilités, pouvait-il faire mieux ? A coup sûr; mais il eut fallu pour cela avoir le caractère de son intelligence. Nous avons trop de gens intelligents en France, nous n'avons pas assez d'hommes de caractère. Nos bureaux savent préparer un projet; mais ils ne savent pas l'imposer, et ils préfèrent adopter celui qu'ils estiment insuffisant pour ne pas heurter l'homme en place. Et, quand cet homme n'a qu'une énergie de façade, quand il est chambré par un entourage intéressé à lui masquer la vérité, on aboutit au désastre de 1940. Ce serait risible s'il n'y avait pas la France à la clef.

Nous avons vu que l'armée avait de grosses lacunes d'organisation et d'instruction. Les unités qui la composaient avaient-elles au moins l'armement prévu par les tableaux d'effectifs de guerre, armement défensif indispensable en face de l'armée allemande que nous connaissons, à défaut de l'armement offensif qui eut comporté l'aviation, les chars et l'artillerie lourde.

L'armement des unités de campagne, individuel et collectif, était à peu près réalisé. J'entends par là la mitrailleuse Hotchkiss, le F.M. 1929, et le canon de 75. Encore ces armes n'existent-elles pas en quantité suffisante. Cependant la fabrication de ce matériel était facile. On le connaissait à fond. On n'avait aucune hésitation sur ses munitions. N'empêche que nous avons été incapables, de septembre 1939 à mai 1940, de donner à nos régiments régionaux, à nos groupes d'artillerie, les mitrailleuses Hotchkiss et les fusils mitrailleurs 1929 qui leur étaient nécessaires pour se défendre contre les avions, et que nous les avons dotés de mitrailleuses de St Etienne et de F M 15 dont aucun fantassin ne voulait.

Quant aux matériels d'artillerie, ni les obusiers de 155 courts, ni les canons de 105 longs n'atteignaient les chiffres prévus.

Si nous passons maintenant aux armes modernes anti-chars et anti-avions, c'est une honte de constater que le 10 mai 1940, certaines divisions sont parties à la bataille sans une arme anti-chars et à fortiori sans une arme contre avions. Aucune d'ailleurs n'avait la même

dotation. Une D.I.M., avec les armes de son G.R.D.¹, atteignait 80 armes anti-chars, 8 pièces de 25 C.A et 12 pièces d'Oerlikon².

Une DIMA³ comptait en 48 armes anti-chars et 4 mitrailleuses de 20. Une autre, de la même série, n'avait que 39 armes anti-chars, mais par contre 6 mitrailleuses de 20.

Une D.I. active alignait 52 armes anti-chars et parfois 12 mitrailleuses de 20. Beaucoup n'avaient que 40 armes anti-chars et pas d'arme anti-avions.

Une D.I. de série « A » comptait 46 armes anti-chars, mais pas d'arme anti-avions.

Une D.I. de série « B » n'avait ni armes anti-chars ni armes anti-avions, alors que sa voisine du même type avait 39 armes anti-chars sans armes anti-avions.

On voit par ces exemples, quelle était la dotation disparate des grandes unités françaises. Aucune n'avait son matériel au complet, et cela se savait depuis des mois, des années. Les chefs de corps, les commandants de région, les inspecteurs d'armée ont fait de multiples rapports, ont réclamé contre la lenteur des fabrications, contre le déficit des centres mobilisateurs, contre la non préparation de la guerre. On leur a répondu, soit par de bonnes paroles, soit avec impatience, en les traitant de pessimistes et de trouble fête. Et la sortie des matériels a continué à une cadence ridicule. Que dis-je ? A continué, s'est ralentie au contraire à partir de la nationalisation des usines et des folies de 1936.

Qu'il s'agisse d'avions, de canons, de chars, il est facile de reprendre les chiffres de matériels réceptionnés de juillet 1936 à janvier 1939 et l'on comprendra pourquoi le groupe d'armée du nord n'a pas pu tenir contre l'attaque allemande, pourquoi les avions ennemis ont eu la maîtrise absolue de l'air, pourquoi les chars allemands ont inondé la Thiérache et l'Artois, pourquoi, en trois semaines, les plus belles divisions françaises ont été disloquées, dispersées, réduites au lamentable embarquement de Dunkerque. On a détruit des chars allemands et beaucoup d'avions allemands; mais il y avait trop des uns et des autres et, très vite, le fantassin, l'artilleur qui n'étaient pas solidement encadrés, ont perdu la tête et ont lâché pied. La guerre moderne ne se fait pas avec des poings fermés, ceci n'est de mise que sur la place de la nation, au chant de l'internationale; elle se fait avec du matériel solide, nombreux, adapté aux moyens de l'adversaire, avec une débauche de munitions. Nous n'avons eu, ni matériels ni munitions.

Voilà le résultat des occupations d'usines, des cortèges révolutionnaires, du sabotage de la production, et de la paresse à tous les étages. Des milliers de morts, des milliards de ruines, la chute verticale de la France. Que le sang des pauvres gars qui sont tombés en faisant leur devoir, retombe sur ceux qui, chargés de les armer, n'ont pas, eux, fait leur devoir.

Si, de l'armement nous passons à l'équipement, nous trouvons les mêmes déficiences. A coté de l'armée anglaise, l'armée française faisait triste figure avec ses véhicules de réquisition de tous ages et de toutes provenances. Quand nous avons vu ensuite le matériel allemand, nous avons été édifiés. Que ce soit en voitures de combat, ou de transport, en canons auto-moteurs ou anti-aériens, en tracteurs pour canons de petit calibre, ou en voitures de transmissions, nous avons vu son matériel de guerre simple, rustique, solide, étudié pour la guerre de mouvement, et la permettant avec des volants de remplacement, des ateliers, du personnel idoine.

Nous en étions encore au canon de 25 traîné par des chevaux ou aux armes désuètes de nos G.P. ou de nos dragons portés. Et là encore que l'on ne prétende pas ne pas avoir été renseignés. Toutes les manœuvres, toutes les inspections faisaient ressortir ces déficiences. On a expérimenté, dans certains régiments, des matériels qui donnaient satisfaction. Jamais on

1- DIM : Division d'Infanterie Motorisée; GRD : Groupe de Reconnaissance de Division d'Infanterie

2- Canon de 20 mm

3- DIMA : Division d'Infanterie de Marine

n'a abouti. Pourquoi ? Mystère. Le temps passait, le danger grandissait, le ministre fermait les yeux. Quand un ami ou un adversaire politique, peu importe dans la République des camarades, venait le trouver après avoir été alerté par tel ou tel général, on lui donnait de bonnes paroles, on lui montrait des chiffres faux, et on n'en faisait pas davantage. Si la chose se passait au parlement, la discussion était close par un magnifique discours, qui soulevait des applaudissements de toutes les incompétences; et l'armée, la grande muette, n'avait qu'à encaisser, sinon à mourir.

Préparation à la guerre tragiquement insuffisante, et dont la responsabilité remonte à ceux qui sont chargés, en pays démocratique, de préparer la guerre : au ministre et à ses collaborateurs.

Seules, je l'ai dit plus haut, la marine était prête à la guerre, et de ce fait, l'a brillamment conduite.

Voyons maintenant le plan de guerre, et comment il a été exécuté. Le plan est strictement l'affaire des militaires, en fonction de la politique générale, des alliances, des moyens. Il se modifie au fur et à mesure que la situation générale change, que l'échiquier politique se transforme. Après avoir passé par de multiples vicissitudes, nous en étions arrivé, en 1939, à une situation peu brillante : Allemagne et Italie hostiles, Angleterre et Pologne alliées. Tous les autres, neutres, bienveillants comme la Turquie, ou malveillants comme l'Espagne, avec toutes les gammes possibles de neutralité. Frontières franco-allemandes puissamment fortifiées, semblant infranchissables d'un côté comme de l'autre, effectifs français très inférieurs aux effectifs allemands. Matériel français entièrement déficient.

En Septembre 1939, après une campagne foudroyante, l'armée polonaise disparaît. Il ne reste en ligne que l'armée anglaise à côté de l'armée française, soit en France neuf divisions que l'on espère doubler au printemps 1940.

Quant à l'armée française, ce sont en France 80 divisions environ, dont une trentaine seulement sont de bonnes troupes, bien encadrées, bien entraînées, bien instruites. Le reste a besoin de longs mois pour apprendre son métier.

Le plan, dans ces conditions, ne pouvait pas être offensif. Il pouvait être défensif à base d'économie de forces sur certains points, et d'armée en réserve pour parer à l'imprévu, depuis la Suisse jusqu'à la mer du nord. Il semble bien que l'hypothèque belge ait pesé lourdement sur les conceptions stratégiques du général en chef. Après avoir demandé en vain le passage à la Belgique, pour aller s'installer solidement à la frontière orientale belge, nous avons commis la faute d'aller au secours de la Belgique et de la Hollande avec les meilleures divisions française et toute l'armée anglaise, alors qu'il était déjà trop tard, et sans avoir la moindre division réservée pour parer à un incident sur le front de la Meuse, là où la fortification n'avait en aucune façon la valeur et la profondeur des organisations lorraines.

Bien préparé par les états-majors sachant leur métier, admirablement couvert par une cavalerie mécanisée qui a remarquablement opéré, le mouvement s'est exécuté de Namur à Tilburg dans les meilleures conditions. Nous sommes arrivés de justesse sur le champ de bataille que nous avons choisi, et nous y avons reçu le choc de l'ennemi, sans que les armées belges et hollandaises, qui avaient promis de tenir de longues journées, aient esquissée, sauf à Liège, la moindre résistance.

Mais pendant ce temps, le front de la Meuse crevait, à Sedan d'abord, puis à Mézières, puis à Givet, puis à Dinant. Brèche énorme qu'il eut fallu aveugler à coup d'aviation, d'unités mécanisées, de divisions réservées : il n'y en avait pas. Là se constate l'erreur capitale du plan de manœuvre. On ne manœuvre qu'avec des réserves : pas de réserve, pas de manœuvre. Il fallait donc être plus modeste et avoir des objectifs moins éloignés. Il fallait surtout peser les moyens dont on disposait. Le haut commandement s'est fait des illusions sur la valeur de ses moyens. Confondre une division de série « B » et une de série « A » avec une division motorisée était une erreur. Ces divisions, peu entraînées, mal instruites, mal armées, étaient à

la rigueur capables de tenir un front fortifié, elles étaient incapables de se battre en rase campagne, d'utiliser le terrain d'attaquer ou de contre-attaquer.

Les régiments d'artillerie de réserve générale étaient eux aussi, de valeur médiocre. Il leur eut fallu encore de longs mois d'entraînement, et de multiples écoles à feux. Les divisions cuirassées, enfin, étaient manifestement incomplètes et sans aucune cohésion.

Je sais bien qu'on ne voulait se battre qu'en 1941, et qu'on trouvait un peu fous ceux qui prédisaient l'attaque allemande en 1940. Il eut mieux valu dans ces conditions avoir, le Plan de 1940, et le Plan de 1941, de fortes réserves derrière le secteur sensible, qui était évidemment celui du nord, avec le minimum de force là où la fortification permanente manifestait sa supériorité évidente.

Au lieu de cela, les armées s'étaient en cordon tout le long du front. Certaines eurent localement des succès, qui ne changèrent rien au résultat final, et quand la masse de manœuvre allemande eut percé, il ne se trouva rien pour l'arrêter, ni surtout pour contre-attaquer.

Le commandement allemand put exécuter sa manœuvre comme il l'avait prévue, de Coblenze à Dunkerque. Il met en trois semaines hors de cause les meilleures unités françaises. La guerre était perdue le 1^{er} juin : ceux qui se sont battus sur la Somme et sur l'Aisne ont sauvé l'honneur, ils ne pouvaient plus sauver la France.

Plan trop orgueilleux. Exécution des plus variables. Ici un ordre parfait, une discipline impeccable, des plans de feux rapidement établis, des troupes bien abritées, des P.C. fonctionnant normalement quelque fut l'intensité du bombardement ennemi, des contre-attaques rapidement montées et vigoureusement menées, des décrochages effectués sans précipitation, sans désordre. Ce fut le cas du corps de cavalerie, des divisions motorisées, des divisions d'actives métropolitaines, nord-africaines, coloniales, de toutes les troupes, en un mot, ayant une doctrine, un encadrement, un armement, la volonté de tenir et le désir de vaincre.

Là, une lenteur significative dans l'installation, une méconnaissance impardonnable du terrain, un manque de liaison complet entre les armes. Fatigués avant de se battre, ni l'infanterie ni l'artillerie ne s'enterrent, les transmissions ne fonctionnant pas, ni les ordres ni les comptes-rendus ne parviennent aux destinataires. Quand l'aviation commence à intervenir, les esprits se troublent, les cœurs flanchent. Quand l'attaque se produit, même derrière un obstacle comme la Meuse, le repli s'amorce. En face l'infanterie allemande s'infiltré, mais surtout les chars allemands foncent sans s'occuper de leurs flancs. Méthodiquement ils se portent aux carrefours, aux points importants du terrain, coupent les téléphones, détruisent les voitures de liaisons ou les camions de ravitaillement. Parfois les détachements de parachutistes viennent, loin en arrière, compléter l'action des chars.

Alors, de proche en proche, dans les éléments des services d'abord, dans les troupes combattantes ensuite, le bruit se répand : « Nous sommes tournés ». Et comme très vite l'homme du rang s'est rendu compte de notre infériorité tragique en aviation et en chars, comme les cadres subalternes n'ont ni l'autorité ni les connaissances suffisantes pour en imposer à leurs hommes, le repli devient recul, le recul dégénère en retraite, la retraite en déroute. Elle fut, hélas, facilitée, amplifiée, par la masse des réfugiés civils qui refluaient vers l'ouest, encombrant les villages, embouteillant les itinéraires, créant le désordre. L'immense majorité de ces pauvres gens était à plaindre. Ils fuyaient devant l'invasion, se rappelant les pillages, les déportations, les sévices de l'occupation allemande de 1914-1918. Ils croyaient trouver un abri sûr en France, et chaque jour poussaient plus loin leurs lourds chariots. Mais parmi eux s'étaient glissés ces agents de la 5^{ème} colonne, qui ont fait admirablement leur métier, qui ont semé la terreur, propagé la démoralisation, encouragé la désertion.

Et alors, combien de fuyards n'ont-ils pas profité des automobiles, sinon des bicyclettes belges ? Combien ont quitté leur unité pour se camoufler en civil ? Il n'est pas donné à tout le

monde de faire figure de héros et la panique est contagieuse, quand les cadres n'ont pas l'énergie de maintenir tout le monde à sa place. Certes, on a fait des barrages. Certes, on a rassemblé quelques centaines d'hommes, il y en avait des dizaines de milliers. Et, pendant ce temps, pendant que les lâches fuyaient vers Paris, dans la brèche béante qu'ils avaient ouverte, se sacrifiaient héroïquement quelques belles divisions incapables d'arrêter l'avalanche, cherchant à limiter les dégâts. Ceux-là, comme ceux qui ont lutté jusqu'au bout en avant de Dunkerque ont bien méritée la Patrie. Ils étaient trop peu. Leurs pertes ont été lourdes, leurs efforts ont été vains.

Quand le deuxième acte commença, la partie n'était plus égale. En personnel et matériel, l'armée française avait laissé le meilleur de soi-même dans les Flandres. Les armées de l'Aisne et de la Somme firent leur devoir : elles infligèrent à l'ennemi des pertes sérieuses, et quelques jours de retard. Il leur était impossible, matériellement, de vaincre, sans aviation, sans chars, quasi sans artillerie.

Dès le 9 juin, ce fut la retraite en face d'un ennemi enthousiaste, déchaîné, maître du ciel et de la terre. La Seine, la Loire sont atteintes, dépassées. Le plateau de Langres tombe, le Jura est pris à revers. Il ne reste plus à la France que ses armées d'Alsace et de Lorraine.

L'ordre fut donné à ce moment d'abandonner les positions de la ligne Maginot et de replier vers le sud. Il est permis de se demander s'il n'eut pas mieux valu se cramponner en Lorraine et en Alsace. Les troupes de forteresse, capables d'une défense statique, étaient incapables de manœuvrer en rase campagne. On leur a imposé des marches pénibles, on les a engagé en terrain non organisé, leurs pertes furent disproportionnées avec les résultats obtenus.

On peut concevoir que les organisations défensives d'Epinal, Toul, et Verdun, appuyées en arrière par Metz et Thionville couvertes, face à l'est, par les ouvrages inviolés de la R.F.L. et de la R.F.M. ¹ auraient permis au II^o, III^o, et IV^o armées d'attendre l'armistice dans des conditions aussi bonnes, sinon meilleurs que sur « la colline inspirée » et aux abords de Charmes. Quand une partie est perdue, mieux vaut ne pas s'entêter et limiter les pertes, surtout lorsque ces pertes se soldent en sang français.

Dans cette sinistre aventure, que je viens d'esquisser à grands traits, les cadres, à tous les échelons, ont-ils fait leur devoir, tout leur devoir ?

En haut d'abord. L'état-major général français est composé de gens intelligents, travailleurs, ayant beaucoup étudié, ayant tous fait l'autre guerre, et beaucoup s'étaient illustrés aux colonies. Ils croient à la puissance de feu, ils doutent des possibilités de la manœuvre. Ils sont statiques, plutôt que dynamiques. Les renseignements qu'ils possèdent ne leur montrent pas l'armée allemande sous son véritable jour. Ils sous-estiment ses moyens. Ils croient à la valeur du béton et du fossé antichars.

Et, brusquement, on les sort de ce béton et de ce fossé pour les jeter en avant, à 80, 100, 2000 Kilomètres de leur base de départ. Le mouvement s'exécute bien, parce que les états-majors sont bien aménagés et savent leur métier, mais les P.C. sont trop lourds et ne se déplient pas, les transmissions fonctionnent mal, les renseignements arrivent tardivement, et quand un nouvel ordre est envoyé aux exécutants de 1ère ligne, il est déjà trop tard : les chars ennemis sont déjà dans la position.

Alors, on s'énerve, on s'étonne, parfois on recule pour aller s'installer hors des émotions du combat. Parfait pour le cœur sans doute, mais pitoyable pour le commandement. Car, alors on n'a, ni renseignements, ni transmissions, on bâtit sur l'inconnu, et l'on envoie des ordres absurdes et inexécutables.

Savoir où il faut se tenir pour commander à son échelon est un art très difficile. J'assure préférer ceux qui sont restés trop près, à ceux qui sont partis trop loin. Ils ont payé cette erreur, si on appelle cela une erreur, de leur liberté et même de leur vie. En tous cas, jusqu'au

1- RFL et RFM : Régions Fortifiées de la Lauter et de Metz

dernier moment, ils ont commandé et leurs subordonnés ont eu l'impression d'être commandés.

Ce que je dis des généraux s'applique entièrement aux chefs de corps. Il n'y a qu'à voir le nombre de ceux qui ont rempli les geôles allemandes. Beaucoup de ceux-là se sont conduits comme de véritables héros, disputant le terrain pied à pied à l'ennemi. Mais à côté, hélas, il faut bien constater de tristes défaillances. Que d'officiers se sont crus indispensables pour le salut du pays, à l'arrière. Combien ont estimé nécessaire d'aller chercher des ordres aux P.C. de corps d'armée ou d'armée. Combien aussi ont toléré que leurs hommes jettent leurs armes, leur équipement pour fuir au plus vite. Ceci est le plus mauvais souvenir d'un soldat qui a commandé à des soldats, sur les champs de bataille, dans les circonstances les plus graves, et qui, jamais, comme capitaine, comme commandant, comme colonel, n'avait assisté à la moindre panique. Penser que le soldat français a tenu sous les bombardements de Verdun, et qu'il a fui devant les bombardements de la Meuse, est une dérision. Les derniers n'étaient pas en rapport aux premiers. Il faut qu'en vingt cinq ans on ait changé ce peuple pour en faire une bande. Espérons que la leçon servira, et, qu'avant d'apprendre aux futurs soldats leurs devoirs civiques et leurs droits politiques, on leur apprendra qu'un soldat n'abandonne jamais son arme, ne lâche jamais son unité, et lutte jusqu'à la dernière extrémité, là où il a reçu l'ordre de résister.

Pouvions-nous vaincre ?

Ces causes de la défaite, sociales, politiques, militaires, loyalement exposées, il faut en tirer la leçon et la conclusion. Dans les conditions d'effectifs, d'impréparation de mentalité où nous étions, pouvions nous vaincre et comment le pouvions-nous, car j'estime insensé celui qui se lance dans une guerre sans avoir la moindre chance de succès. Hommes de gouvernement et militaires ont donc cru en la victoire.

Et d'abord, pouvions-nous éviter la guerre ? Je réponds très nettement : un peu plus tôt, un peu plus tard, il fallait y passer. J'ai déjà dit plus haut qu'il eut mieux valu la faire en 1939 qu'en 1938, en 1936 qu'en 1938. Le temps, certes, n'a pas travaillé pour nous. Comment fallait-il la mener ? En se rappelant d'abord qu'il s'agissait d'une guerre de coalition, où nous avions le droit et le devoir de mener le jeu et d'exiger de nos alliés l'effort correspondant au notre, et ceci dès 1938, quand il fut bien évident que l'Allemagne réarmée était prête à tout pour dominer l'Europe.

Nous savions notre infériorité en effectifs. Nous devions exiger de l'Angleterre qu'elle nous amène d'entrée de jeu, non pas cinq mais quinze divisions, avec l'aviation et les chars correspondants.

La Pologne a été surprise en pleine mobilisation; elle ne pouvait faire plus et mieux quelle fit. Elle a rempli loyalement ses engagements et, pendant trois semaines elle a attiré sur elle l'armée allemande, qui n'avait laissé en face de la France qu'une partie, d'ailleurs importante, de son aviation. Pouvait-on en profiter? Autrement, certes, qu'on ne l'a fait. A petite portée certainement, à grande portée peut-être.

Le 1^{er} septembre 1939, l'armée allemande n'avait à peu près rien sur la rive gauche de la Sarre. De Sarrebruck à Trèves le terrain était vide. On pouvait y aller, à condition d'aller vite et de s'arrêter à la Sarre. On le pouvait avec les belles troupes du VI^e corps, connaissant à fond la région, ayant étudié le problème en détail. Certes, elles n'auraient pas été mobilisées, elles n'auraient eu que des échelons « A » à peine renforcée. Avec les chars de Metz et de Verdun, c'était suffisant. La mobilisation se serait terminée sur la Sarre, où les ponts auraient sauté, où le fil de fer aurait poussé, où les blockhaus seraient instantanément sortis de terre. Nous pouvions certainement occuper la Sarre de Sarrebruck à Saarbürg, et nous accrocher solidement avant que l'ennemi ait pu contre-attaquer en force. Nous aurions tenu sous notre

feu le bassin minier et industriel de Sarrebruck. Le gage en valait la peine, et l'ennemi eut du monter une grosse attaque pour nous chasser de là. C'était ce que j'appelle la contre-attaque à petite portée. Elle était insuffisante. Il fallait faire mieux, et pour cela adopter vis à vis de la Belgique une autre attitude et une autre méthode. Dès le premier jour, tous les hommes intelligents, en Belgique comme en France, on comprit que les petits pays du nord de l'Europe étaient condamnés, de part leur situation même, à entrer dans la bagarre. Seule la peur incitait les gouvernements à fermer les yeux. Il fallait neutraliser cette peur en les forçant à voir où était leur intérêt, et sauter d'un bond à la frontière nord-est de la Belgique, sur la route de Düsseldorf et de la Ruhr. On m'objectera que l'Amérique eut protesté, qu'elle eut considéré l'entrée des troupes françaises en Belgique comme une violation des contrats, qu'elle nous eut tourné le dos. Je demande simplement, en dehors du matériel qu'elle nous a fait payer en franc-or, l'aide qu'elle nous a apportée.

Quand on s'est décidé à jouer une partie aussi terrible que celle où l'on s'était engagé, je dis qu'il faut avoir l'estomac de la jouer à fond, sans s'arrêter à telle ou telle considération secondaire. En arrivant sur la Meuse de Liège, en Septembre 1939, nous sauvions certainement la Belgique, la Hollande et le Danemark de l'invasion et nous aurions été, le 10 mai 1940, en autre posture de recevoir l'attaque allemande que sur le front péniblement atteint par le groupe des armées du nord. Sans compter que l'Angleterre, particulièrement intéressée à ces cotes du nord, eut sans doute trouvé le moyen de mobiliser et d'instruire autre chose que les maigres divisions de son corps expéditionnaire, et que l'armée anglaise nous eut apporté une aide plus solide et plus efficace.

Mais, aucune de ces deux solutions n'ayant été réalisée sinon envisagée, pouvait-on éviter le désastre foudroyant qui a éberlué les Allemands eux-mêmes ? Il eut fallu d'abord être renseignés autrement que nous ne l'étions. On a compté au G.Q.G. français les divisions nouvelles de l'ennemi, on n'a pas dénombré les chars et les avions. Il était cependant logique de supposer qu'un pays comme l'Allemagne, aussi industrialisé, aussi discipliné, aussi travailleur, ne perdait pas les mois qui se sont écoulés entre la campagne de Pologne et la campagne de France, et que nous verrions paraître des milliers d'avions et des centaines de chars supplémentaires. Il était logique de croire qu'elle avait tiré profit de ses expériences d'Espagne et de Pologne et qu'elle nous opposerait des matériels à l'épreuve de nos armes et de nos fortifications.

C'est ce qui s'est exactement produit. Et ceux qui, en France, au mois d'avril, parlaient de 10.000 avions et de 5.000 chars ennemis, n'étaient certainement pas loin de la vérité. On les traitait de visionnaires. En admettant ces prévisions, il suffisait de regarder nos disponibilités pour comprendre que nous n'avions qu'une chance de nous en tirer, c'était d'utiliser au maximum les ressources de la fortification, pour y installer nos divisions incapables de manœuvrer, en maintenant en arrière des points sensibles les divisions que l'on savait adaptées à la manœuvre, au colmatage, à la contre-attaque. La fortification était solide, très solide même en certains secteurs de Bâle à Longuyon. On pouvait nettement y faire des économies d'effectifs. Elle était faible ou très faible de Longuyon à Dunkerque. C'est là qu'il fallait faire le gros effort. On l'a tenté, l'hiver venu, exceptionnellement rigoureux, gênant les bétonnages et les terrassements. Il n'a pas gêné en tout cas les fabrications de l'intérieur.

Or, prenons simplement la question des mines. Je ne sache pas qu'on ait pu renforcer la fortification du nord par une dotation spéciale du groupe d'armées en mines, en dehors de quelques centaines destinées à chaque division. Et, alors que nous avions éprouvé en Lorraine l'efficacité des mines allemandes, anti-chars et anti-hommes, alors que la fabrication des mines est autrement facile que celle des obus et des bombes d'aviations, nous n'avions pas été capables d'en avoir un stock suffisant pour en saturer les abords de notre frontière du nord. Dans certains secteurs, où les troupes de forteresse n'ont pas bougé, nous n'en avons pas plus qu'ailleurs. Lamentable prévision.

Qu'on veuille bien envisager ce qui aurait pu se passer sur une frontière équipée et occupée, sans faire preuve d'imagination débordante. Notre cavalerie, seule, motorisée et non motorisée, entre en Belgique le 10 mai 1940. Au sud de Namur elle ne dépasse pas la Meuse, cependant que la IX^o armée installée dans ses blockhaus, entre Maubeuge et Mézières, amorce les mines qu'elle a disposées en profondeur, sur des dizaines de mètres en avant du fossé anti-chars. En arrière des I^o et IX^o armées, quelques divisions réservées.

L'attaque se produit sur Sedan, comme elle s'est produite à la gauche de la II^o armée. La division intéressée est enfoncée. Mais à proximité sont des réserves, qui peuvent colmater la brèche; et cette brèche, calée à gauche par les organisations de la IX^o armée, ne s'élargit pas, Rocroi tient, la troupe de Chimay tient, Maubeuge tient. Là où les divisions cuirassées de l'ennemi passent la Meuse, sur un secteur étroit, elles poussent audacieusement de l'avant en cherchant à l'élargir, mais leurs flancs sont menacés et la chute des blockhaus est lente. Or, les généraux allemands savent leur métier. Ils ne laissent pas s'allonger un doigt de gant, où ils peuvent craindre toutes les contre-attaques, avant d'avoir pris l'espace vital indispensable pour leur progression.

Et, dans ce combat pied à pied, les mines causes autant de pertes que les armes anti-chars; c'est l'arrêt brutal sur les jarrets du cavalier auquel on a tracé la route de Vianden à Boulogne sur mer, et qui trouve un obstacle, très gros déjà, à Rocroi ou à Chimay.

Admettons qu'au mépris des pertes ces cavaliers aient passé, au bout de X jours, et aient progressé sur leur axe de marche. Ils devaient alors trouver devant eux la masse de manœuvre composée de tous les C.A.¹ que le G.Q.G aurait pu rameuter pour la bataille. Cette bataille se serait livrée en Thiérache ou en Artois, à armes égales, sauf au point de vue aviation, avec des unités fraîches, bien commandées, sachant se battre et voulant vaincre. Certes, l'infériorité de l'aviation aurait lourdement pesé sur la conception et sur l'exécution de la bataille. A la lumière du passé, il est tout de même permis de supposer que la défaite, si défaite il y avait eu, n'aurait pas été le désastre, que la I^o armée, l'armée anglaise, l'armée belge même, auraient pu retraiter sur la Somme, que le nord de la France eut peut-être été perdu, mais que la ligne de l'Aisne et de la Somme eut pu tenir devant un ennemi épuisé et incapable d'exploiter sa pénible victoire.

C'était la guerre des tranchées que nous imposions à un adversaire qui avait misé sur la guerre éclair et qui ne pouvait accepter une guerre longue.

C'était l'Italie qui restait neutre.

C'était l'Orient qui reprenait espoir.

C'était l'Amérique qui se décidait peut-être.

Mais le succès ne va qu'à ceux qui savent le mériter, nous ne l'avons pas su. Nous n'avons été offensifs ni défensifs. Nous avons été passifs. C'est la pire des solutions que nous pouvions choisir. Notre attitude vis à vis de nos alliés a été celle de gens qui parlent presque en suppliant, alors qu'il fallait donner des ordres et les faire exécuter. Les Belges n'auraient peut-être pas compris parce qu'ils ne voulaient pas se battre. Mais les Anglais, dont l'intérêt coïncidait avec le notre, auraient certainement compris et marché avec nous, en jouant franc jeu et en sachant mourir comme l'a toujours su l'infanterie anglaise.

Nous pouvions donc vaincre. Il nous fallait seulement le temps d'attendre l'effort anglais : soit un, deux, trois ans peut-être. Pour être victorieuse, cette guerre devait être longue. L'Allemagne n'avait pas le droit de se payer une longue guerre, elle a misé sur une guerre courte : en ce qui nous concerne elle a gagné.

Et maintenant nous sommes à terre. Les vainqueurs de 1918 sont les vaincus de 1940. J'ai essayé d'analyser les causes de la défaite. Il ne s'agit pas de ratiociner à perte de vue sur elles. Il s'agit de refaire la France. Nous le pouvons, nous le devons. Ce sera dur, certes, et nos

1- CA : Corps d'Armée

voisins ne nous y aiderons pas. Mais nos ressources sont assez grandes, si nous savons les employer, pour nous relever moralement et matériellement.

Tous les hommes de bonne volonté doivent s'y mettre, sans distinction de croyance, de parti ou d'idéologie. Des Français par exemple, rien des métèques, ils nous ont causé trop de mal pour que nous leur permettions de relever la tête. Nous ne bannissons pas chez nous; mais nous entendons qu'on se plie à nos lois, à notre mentalité, sans importer ce qui vient d'ailleurs, de l'est comme de l'ouest.

Avant tout, décidons de ne pas mourir, et par conséquent d'avoir des enfants de France, en France. A tous ces Français nous assurerons le droit à la vie, à une existence de travail comme de liberté, qui ne soit copié sur personne, mais qui sera conforme à notre mentalité, à nos traditions, dans l'ordre et la discipline.

Nous saurons mettre notre bien en valeur, avec toutes les ressources que nous offre la science moderne, sans mégalomanie comme sans ladrerie. Nous serons honnêtes pour tenir des engagements honnêtes, soucieux de faire respecter nos droits, conscients de nos devoirs. Et surtout, nous aurons un idéal qui ne sera pas la basse satisfaction de tous les égoïsmes, de tous les appétits. Un idéal qui a été celui de nos ancêtres à travers les siècles, idéal de justice, sans faiblesse, de générosité sans imbécillité, de grandeur sans orgueil. Nous nous rappellerons enfin que nous avons une mission, que cette mission n'est pas terminée, et que la devise du début est aussi celle de la fin :

Gesta dei per francos

Juillet 1940

Les Vainqueurs

Si l'on juge un arbre à ses fruits, l'arbre allemand doit être de belle venue, car ses fruits, depuis quelques années, sont splendides.

Après une défaite retentissante, s'être relevé en 20 ans, avoir refait une armée de terre, de l'air et de mer ; avoir surtout redonné à un peuple la croyance en ses destinées, la foi en sa mission, et, le moment venu, avec le prétexte qu'il fallait, avoir successivement annexé l'Autriche, la Tchécoslovaquie, et la Pologne, conquis l'Europe du cap nord au golfe de Biscaye, et de Brest à Presbourg, et attendre d'un instant à l'autre l'écroulement de l'empire britannique : cela indique une netteté dans la conception, une énergie dans l'exécution, et une chance aussi, qu'on ne trouve que chez les grands conquérants, servis par le concours de circonstances inespérées. Qu'un homme, qu'un peuple puisse résister à la griserie d'une telle victoire serait inconcevable.

Pour autant que nous le pouvons, tâchons d'analyser l'homme et le peuple, sa mentalité, sa méthode, ses moyens, et, à la lumière d'un passé si bref qu'il en est aveuglant, cherchons à prévoir l'avenir qui va suivre notre présent.

L'Allemagne de 1940 s'incarne en Hitler : c'est lui qui l'a sauvée, qui l'a porté au faite, qui l'a formée. Cet homme est un être extraordinaire que nous devons chercher à étudier objectivement, sans passion comme sans parti pris.

Autrichien de petite extraction, artisan sans qualité spéciale, ouvrier quelconque, il fait la guerre de 1914-1918 en soldat brave, discipliné, convaincu. Il est blessé, cité, mais sans que des mérites exceptionnels le fassent arriver officier ou même sous officier.

Démobilisé comme tant d'autres, il est pris dans ce sinistre tourbillon d'après guerre où l'Allemagne vaincue souffre autant, sinon plus, dans son esprit que dans sa chair. Il cherche à travailler, à gagner son pain. Il lutte contre l'égoïsme, contre l'insouciance, contre la lassitude, contre l'anarchie, contre la faim. Il frappe à toutes les portes, qui se ferment devant les pauvres gens, qui ne s'ouvrent que devant les puissants du jour. Dans cette âme de simple, de mystique, dans ce chaste et cet ascète, naît l'idée d'une conception nouvelle de la société, d'une organisation qui concilie à la fois les aspirations d'un nationalisme exacerbé, et d'une société accueillante aux petits, aux malheureux, aux travailleurs.

Ce messie trouve quelques Apôtres, venus comme lui des couches inférieures de la société, jeunes, résolus, ayant fait le sacrifice de leur vie. Il cherche par ailleurs des appuis, aussi bien chez les militaires que chez les capitalistes, aussi bien à l'étranger qu'en Allemagne. Il n'hésite pas à frapper à la porte de cette « mission de contrôle » française, qu'il hait de toutes ses forces, et qui ne devine pas sa force à lui. Il fait preuve d'une activité débordante. Il parle dans toutes les villes d'Allemagne. Son mouvement grandit. Son nom se répand. Il veut brûler les étapes, et c'est l'échec sanglant de Munich, son arrestation, sa captivité.

En prison, le messie écrit son évangile. Quand on le lie froidement, à tête reposée, on est frappé des longueurs, des redites; mais on est frappé aussi du dynamisme qui se dégage de ces pages et de l'énergie farouche qu'elles reflètent.

Cet homme a voulu refaire l'Allemagne. Il a tracé le plan de cette résurrection. Il en a série les étapes. Et tout s'est réalisé comme il l'a prévu en prison. Tout sauf l'accord avec l'Angleterre. C'est la lézarde tragique de l'édifice, celle qui menace de tout faire crouler, le jour où l'armature intérieure fléchira.

Cette armature, certes, est solide. L'organisation du parti peut servir de modèle, un modèle parfaitement adapté au tempérament allemand, qui ne donnerait peut-être pas le même résultat sur un autre milieu, mais qui en Allemagne, a véritablement obtenu des résultats surprenants.

Évidemment, il n'y a guère de place pour la liberté, mais liberté ne signifie-t-il pas trop souvent licence. Il n'y a guère de place pour le libre arbitre, mais le libre arbitre ne signifie-t-il pas indiscipline des esprits.

Dans l'Allemagne de 1940, du haut en bas de l'échelle, la vie est ordonnée, dirigée, réglementée, contrôlée; que ce soit celle des intellectuels, des ouvriers, des paysans, des hommes, des femmes, des enfants. L'état national-socialiste, prévoit, ordonne, constate, récolte. L'initiative appartient au bureau central de la propagande. C'est lui qui, par la presse, par les représentants du parti, par le réseau des « Gau », des « Stadte » et des « Ortsgruppen » répand la doctrine officielle, celle en dehors de laquelle il n'y a pas de salut, celle qui mène aux profits et aux pouvoirs. Dans un pays aussi hiérarchisé, aussi domestiqué que l'Allemagne, une pareille organisation a son plein rendement, d'autant plus que le succès a couronné les prédictions du messie, et que les plus incrédules, les réticents ne peuvent pas fermer les yeux devant l'évidence.

« Mein Kampf » paraît quand son auteur est sorti de prison depuis quelques temps déjà; le proscrit d'hier est le führer de demain. Son autorité s'affirme, son pouvoir grandit à une allure vertigineuse. Le parti qu'il a rêvé est, en quelques jours pourrait-on dire, une réalité et une réalité la plus puissante qui soit. Sans révolution sanglante, sans presque le moindre meurtre à la clef, le parti étend son influence sur toute l'Allemagne, la mystique coudoie le réalisme, les apôtres deviennent des « Leiter », la Reichswer devient la Wehrmacht, et, à la mort d'Hitdenburg, incarnant la vieille Allemagne le peintre en bâtiment autrichien s'affirme comme le souverain le plus puissant qu'ait jamais connu le monde. Quand il sent son autorité solidement établie à l'intérieur du « Raum » national, il invente la théorie du « Lebensraum » et alors, c'est l'Anschluss autrichien, c'est l'asservissement de la Tchécoslovaquie, c'est l'écrasement de la Pologne, c'est la conquête de la Norvège du Danemark, de la Hollande, de la Belgique, de la France....

L'armée allemande, qui se flattait de ne pas avoir été vaincue en 1918, a suivi, avec réticence d'abord, avec curiosité ensuite, avec enthousiasme enfin, l'homme providentiel qui s'est appuyé sur elle pour asseoir son pouvoir. Les fils des junkers ont adopté le nouveau « seigneur de la guerre », qui leur a permis de forger l'outil de leur revanche, et leur loyalisme est naturellement la rançon de ses succès; peut-être l'ont-ils dédaigné en 1933, redouté en 1936, discuté en 1938. Ils l'admirent certainement, et c'est justice, en 1940.

Et cependant, n'y a-t-il pas des traits inquiétants sur ce génie énigmatique, ce surhomme éblouissant ? Pour autant qu'on puisse ajouter foi aux récits de ceux qui l'ont approché, cet homme extraordinaire serait d'abord un impulsif, voir ? C'est sûrement un primaire, dont les connaissances récentes manquent de base solide, et d'expériences approfondies. C'est naturellement un orgueilleux, dont les succès ont développé la croyance en son infaillibilité. C'est enfin, très probablement, un malade connaissant ses infirmités et inquiet du proche avenir.

« Mein Kampf » rappelle à la lecture le « Coran ». Mahomet, lui aussi, a été un mystique qui a compris les aspirations de ses tribus, et a su les lancer avec les mots qui convenaient à la conquête du monde. Hitler a la même foi communicative, avec l'esprit religieux en moins, si l'on peut ainsi parler. Cet homme, qui crée une doctrine nouvelle, néglige la force incomparable que donne la religion. Au contraire, il s'attaque à elle, que ce soit contre les catholiques, contre les protestants, contre les juifs. La lutte est autant, sinon plus, contre la religion que contre les races. Et ce n'est que plus tard, en 1940, sous la pression des événements, que le dictateur invoque le Très Haut, et s'en sert pour appuyer ses demandes d'efforts supplémentaires et de nouveaux sacrifices. Tant qu'il a cru pouvoir s'en passer, il s'en est passé.

D'ailleurs, les contradictions ne sont pas pour le gêner. La plus retentissante est son attitude vis à vis du bolchevisme. Pendant des années, la lutte contre Moscou est le leitmotiv

du führer; Ceux qui, jusque là, avaient pu excuser l'anschluss, les Sudètes, La Moravie, la Bohême, ont peut-être enfin compris. J'entends bien que le mensonge soit une force en politique. Encore faut-il y mettre certaines formes. Hitler en met vraiment trop peu.

Par contre, cet intuitif, qui sait méditer, a une qualité inappréciable au degré le plus élevé : la décision. Il réfléchit mûrement, aussi calme dans la solitude de Berchtesgaden qu'il a affecté d'être violent dans ses entretiens avec tel ou tel. Il provoque des conseils de quelques hommes choisis, il enregistre leurs avis, il réfute leurs objections, et, brusquement, il décide avec une énergie sauvage, sans soucis des conséquences, des répercussions, de l'opinion à l'intérieur ou à l'extérieur. Et à tous coups, ou presque, car l'affaire de la Feldherrnalle a tout de même été un échec grave, il gagne sur tous les tableaux. C'est Röhm, son compagnon de la première heure, qu'il exécute froidement. C'est Schuschnigg, qu'il martyrise. C'est Hacha qu'il terrorise. Ce sont Chamberlain et Daladier qu'il joue. Ce sont Mussolini et Staline qu'il annexe.

Le « Liberum Veto » est une trouvaille géniale. Elle permet toutes les interpellations, toutes les extensions...jusqu'à ce que la corde casse...; car la corde doit fatalement casser, si l'histoire n'est pas une vaine fiction, et si l'humanité est encore composée d'hommes très sensiblement analogues à ceux qui nous ont précédés. Le cataclysme auquel nous assistons n'est pas une nouveauté. D'autres grands conquérants ont paru dans le passé. Leur destin, à tous, a été le même, plus ou moins lentement, plus ou moins vite. La chute a toujours été d'autant plus rapide que l'ascension avait été plus vertigineuse. Il n'y a pas de raison pour qu'Adolf Hitler fasse exception : attendons la chute.

Quels appuis cet homme a-t-il trouvés? Tous ceux qu'un être de sa valeur devait logiquement rencontrer dans le monde où l'horreur des responsabilités lui créait le milieu idéal pour réussir, de la veulerie d'une part, la soif de revanche et l'excès de misère d'autre part. Après la victoire de 1918, les alliés sont divisés, les Allemands sont épuisés, la lassitude est générale. Ceux-là ne savent pas gagner la paix; mais ceux-ci ne reconnaissent pas avoir perdu la guerre. Les uns se contentent de jouir, les autres cherchent à réagir, sans que ni les uns ni les autres ne veuillent comprendre où sont les véritables intérêts.

L'Angleterre, dès le début, joue le jeu de l'Allemagne. L'Amérique se replie derrière l'Atlantique. L'Italie s'estime lésée. Dans le monde entier, la France orgueilleuse fait figure de tortionnaire vis à vis de l'Allemagne; et, dans chaque pays même en France, Stresemann d'abord, Hitler ensuite, trouve des approbateurs, des admirateurs, des auxiliaires conscients ou inconscients. Il faut reconnaître que « Finassieren » et « Lügen »¹ sont des verbes dont la conjugaison est familière aux Allemands.

Dans son pays d'adoption, le prophète trouve le milieu idéal. Un peuple discipliné, travailleur, dur à la privation, d'un orgueil incommensurable. Une société où le conseil d'administration a fait faillite. Un organisme seul, l'armée, qui a su camoufler sa défaite et sortir, quasi intact, de la tourmente ou l'empire a sombré. Sur le tout une misère effroyable, une désespérance tragique, une chute d'autant plus brutale que les espoirs ont été plus grands, que le but a paru proche.

Les humbles se tournent naturellement vers celui qui sait leur parler. Les puissants cherchent à utiliser celui qui doit les remettre en selle. Lui, sait mener les uns et se servir des autres. Agitateur né, il se dépense sans compter et ses disciples augmentent à une cadence vertigineuse. Cet homme a le sens de la foule, et de la foule allemande essentiellement. Les cortèges, les rassemblements, les congrès, sont spécifiquement allemands, avec tout ce que cela comporte de drapeaux, de champs, de musique, de beuveries aussi, dans les brasseries où se discute le sort du monde. La radio, l'avion, l'auto, permettent de répandre la parole enflammée du prophète. Son peuple l'écoute, l'admire, le suit.

1- mentir

Cependant, la doctrine n'a rien d'une doctrine de facilité. Elle est toute de renoncement; mais ces privations ont à la clé la revanche, que tous espèrent, d'une défaite et d'un « diktat », que tous estiment injuste et immérité.

Un autre peuple que le peuple allemand aurait-il accepté de sacrifier le beurre aux canons, la liberté à la contrainte, le ravitaillement général à la réglementation obligatoire ? C'est peu probable. En Allemagne, la chose était possible. Elle a réussi. Grâce aux prescriptions les plus rigoureuses et les plus minutieuses, non seulement le pays s'est relevé, a vécu, mais il a reconstitué ses réserves, il s'est préparé à la lutte, matériellement et moralement, contre ceux qui voudraient un jour lui barrer la route. Ce fut au détriment de la liberté, des initiatives, des plaisirs, et des loisirs, peu importe. L'Allemagne accepta la tyrannie du parti, comme elle avait accepté celle du Kaiser. Les ruines se relevèrent, les chômeurs disparurent, le commerce reprit et surtout l'équipement guerrier, aérien et terrestre se reconstitua, sans que les principaux intéressés, en espèce en France et en Angleterre, eussent l'air d'en soupçonner l'importance et l'incidence.

Les résultats sont venus, éblouissants. Le messie avait raison. Nul ne le discute. Il ne s'est jamais trompé. Et cependant, ce peuple n'est pas gai. Le succès a décuplé son orgueil, qui était immense déjà, sa devise en fait foi. Mais il sent confusément que la base de l'édifice est fragile, que tout n'est pas le mieux dans la meilleure des Europe.

Ce ne sont pas les scrupules qui l'étouffent. Peu lui importe qu'on ait violé les traités à la pelle, et envahi les neutres à la douzaine. Pourvu que « ça dure » comme disait Madame Mère. Jusqu'à l'affaire de Pologne, tout s'était passé sans effusion de sang, ou presque. L'Allemagne montrait sa force pour ne pas avoir l'occasion de s'en servir. Mais, en Pologne, en France, il a fallu se battre, âprement en certains points. Les pertes, insignifiantes par rapport à celles de la guerre mondiale, n'en ont pas moins été durement ressenties. Toutes les classes ont payé, d'ailleurs avec la même bravoure, le même enthousiasme. Mais la paix tarde à venir et, tout de même voici quatre ans que l'Allemagne vit dans un état de pseudo-mobilisation. Vienne, Prague, Varsovie, Paris, ce sont des gages splendides, ce n'est pas la paix. Que Londres même, demain, tombe, sous les coups de l'aviation et des chars, entre les mains des Allemands, et ce n'est peut-être pas la paix, car, là-bas, l'Amérique s'arme, et la solidarité anglo-saxonne n'est pas un vain mot.

Alors, cet état de guerre larvée continuerait. Ces bombardements nocturnes viendraient s'abattre sur Dresde, comme sur Berlin. Cet arrêt du commerce maritime, si cher à l'orgueil allemand se perpétuerait au plus grand bénéfice des Etats Unis, groupant autour d'eux tous les adversaires de l'Allemagne. Il y a là une tragique inconnue. L'étoile du führer brille d'un éclat inaltéré, mais peut être altérable, le jour où son ambition fera peser de plus en plus durement sur le peuple allemand les charges de l'occupation européenne. Ce que n'a pu réaliser la France de Napoléon est irréalisable aussi pour l'Allemagne d'Hitler.

Ne négligeons pas toutefois un puissant mobile, qui n'a jamais soulevé le peuple français, je veux parler de la jalousie. L'Allemand est jaloux, comme il est orgueilleux, et je pourrais presque dire qu'il a raison. Le sort ne lui a donné en partage ni les climats tempérés, où s'épanouissent les orangers, ni les fenêtres maritimes sur le grand large. La Baltique, si contrôlée maintenant par le moujik, n'est qu'une mer pour petite nation. Son dernier empereur lui avait dit que son avenir était sur mer, la grande, la vraie. Il est probable que le führer reprendra la doctrine qui lui permettra d'avoir une fenêtre à plusieurs battants sur la mer du nord, sinon sur l'Atlantique.

Le sol de l'Allemagne est pauvre comme son climat est rude. Si l'on fait abstraction de quelques terres plantureuses, comme celle de la Saxe ou de la Rhénanie, l'ensemble est certainement inférieur à la moyenne. Ce ne sont, ni les riches plaines des Flandres, ni les coteaux de champagne ou de Bourgogne, ce n'est, ni la vallée du Pô, ni la côte d'Azur. Le

paysan a beau peiner, le chimiste a beau s'affairer, les « Ersatz »¹ ont beau se développer, il est certain que la vie en Allemagne ne rappelle que de loin, de très loin, le stade auquel est arrivé le paysan français ou l'ouvrier anglais.

L'industrie, certes, a pris un développement inouï; mais il n'est pas très sûr que l'homme qui peine 60 heures par semaine sur son établi, sur son tour ou sa machine, ait du bonheur pour son argent. Or, cet ouvrier, cet artisan, cet employé, ce paysan, savent la vie d'à côté. Ils ne voient d'ailleurs qu'un côté de la médaille, sans voir les ombres de l'autre. Et ils envient ces paresseux, ces moribonds qui ne savent ni cultiver, ni fabriquer, ni construire, dit leur propagande.

Jalousie et orgueil, sont de puissants leviers pour entraîner les conquérants à la conquête, en sachant les lâcher à propos, quand l'outil est prêt, quand la poire est mûre. Et il faut reconnaître que l'orchestration a été remarquablement montée; pour obtenir l'accord parfait, le parti est une magnifique caisse de résonance. Les « Liter » de tous étages sont là pour répandre la bonne parole, et en surveiller les répercussions, du haut en bas de l'échelle sociale. Tous ont été choisis pour leurs qualités d'énergie et de décision. Tous jeunes, ardents, convaincus, sans hésitation comme sans scrupules. Mais si, à la rigueur, ceux des « Gau » représentent une certaine surface, ceux des villes, des groupements, des localités, n'ont été choisis qu'en raison de leur force, je n'ose pas dire de leur brutalité. Et ce sont ces jeunes hommes, gonflés d'orgueil à la suite de leurs succès inespérés, qui mènent l'Allemagne dans la coulisse. Certes, Hitler est tout puissant; mais il s'inspire des comptes-rendus de ses « Liter » et il ne peut pas négliger leur dynamisme, leurs aspirations, même s'il les estime exagérées. Il laisse se développer une propagande anti-française, qui crée le climat favorable à la déformation de l'opinion publique la plus influençable qui soit, et le jour où il dictera les conditions de paix, il pourra témoigner, à la face du monde, qu'il interprète purement et simplement la volonté de son peuple.

Or, ce peuple, discipliné, travailleur, dur à la fatigue, avons nous dit, est aussi terriblement orgueilleux, et je n'ose ajouter, pas très intelligent, ou plutôt d'une intelligence très différente de la notre. Il comprend ce que l'autorité ordonne de comprendre, sans chercher d'autre source, sans contrôler l'opinion officielle. Sa presse n'existe littéralement pas; tout est orchestré par la propagande, dont on retrouve les idées, sinon les phrases, dans les articles de tous les journaux, que ce soit le « Völkischer Beobachter » ou le « Frankfurter Zeitung ». L'Allemand d'autre part, n'est pas capable d'inventer, au vieux sens latin d'« invenire ». Il excelle à mettre en valeur ce qui a été trouvé par d'autres, qui n'ont pas su profiter de leur invention; mais sa tournure d'esprit ne l'incite pas à faire œuvre de chercheur, que ce soit en politique ou en mécanique. Il est donc prêt à appliquer les maximes du parti, comme les prescriptions du commandement, avec un rigorisme, une exactitude, qui frisent souvent l'absurdité. Il n'en exécute pas moins. C'est, individuellement, une faiblesse. Collectivement, c'est une force terrible, à condition bien entendu, c'est que l'autorité manifeste son habileté par ses succès, car, autrement les privations compteraient tout de même dans la balance.

A une autre condition aussi, c'est qu'il ne se glisse pas un grain de sable dans le mécanisme, et que l'exécutant ne se trouve pas devant un événement imprévu, si minime soit-il. Car alors, il est tout désorienté, et son désarroi serait risible pour nous, si nous ne pensions pas que ce sont ces gens là qui nous ont battus, et qu'il leur a suffi de six semaines pour mettre la France à genoux. Il faut reconnaître que notre intelligence, si intelligence il y a, a été bien mal employée.

Ce peuple a une autre qualité, inappréciable : le dynamisme de sa jeunesse. Là, Hitler a fait

1- Un ersatz est un « sous-équivalent », souvent considéré de moindre qualité, d'un sujet considéré ou tout produit de substitution tenant l'office de l'original. Il s'agit d'une pâle copie, d'un substitut parfois peu, voire pas du tout, efficace.

une œuvre magnifique, au physique comme au moral. Ceux qui, en Allemagne, ont raconté que la génération de 1930 avait souffert des privations imposées par les alliés, se sont aimablement moqués du public. La jeunesse qui a fait la guerre de 1940 est splendide, bien bâtie, bien nourrie, bien entraînée. Son moral est à la hauteur de son physique. L'enfant a été embrigadé dès son plus jeune âge dans les organisations du parti. Il a été élevé avec l'idée de revanche, dans la haine de la France, autant que de l'Angleterre. On lui a appris à obéir aveuglément, joyeusement. Après lui avoir peint le bolchevisme sous les couleurs les plus noires, on lui a affirmé que la raison d'état ordonnait de s'allier à Staline. Après avoir répété que la Baltique était un lac allemand, on en a fait une mer spécifiquement russe. Un jeune français, n'aurait pas compris, et aurait grogné; le jeune allemand n'a peut-être pas compris, mais il a applaudi; ainsi pour tout. C'est là qu'est la force du national-socialisme, et son danger. Les jeunes hommes qui ont équipé les divisions cuirassées et motorisées, l'aviation et les sous-marins, sont de magnifiques combattants. Notre armée de divisions de formations a fait piètre figure à côté d'eux. Tant que nous n'aurons pas refait la jeunesse de France, nous ne pourrons songer à faire tourner la roue de la fortune.

Le corollaire de l'œuvre organisé en faveur de la jeunesse, est la lutte entamée en Allemagne contre le taudis. Il est certain que, là aussi, nous avons de multiples leçons à prendre. Les villes allemandes, à la fin de l'autre guerre, étaient encore plus surpeuplées et plus mal loties que les villes françaises. Les cités ouvrières avaient été conçues dans le plus mauvais sens capitaliste, avec le souci primordial de la construction la plus économique et la plus rentable possible. Il n'y a qu'à se rappeler les faubourgs de Berlin et les grosses agglomérations de la Ruhr. Hitler, peut-on dire, a tranché dans le vif. Les villes ont été éventrées. De larges avenues ont été ouvertes. Les citées-jardins ont surgi partout. Celui qui voit actuellement les maisons bon marché des usines Siemens, à l'ouest de Berlin, ou de la petite ville de Pirna, par exemple, est frappé du confort et de l'élégance, peut-on dire, de toutes ces villes. Pour qui a connu l'effort fait en Lorraine, dans nos camps de régions fortifiées, la ressemblance est frappante. L'ouvrier, l'employé, comme le sous-officier sont incités à rester dans un logis coquet, clair, avenant. Leur jardin est soigné. Que ce soient des légumes ou des fleurs, ils les cultivent avec amour, c'est autant de pris sur le cabaret, sur l'apéritif, sur la débauche.

Pour les enfants, c'est l'air salubre qui remplace l'arrière cour sans lumière, c'est la crèche et la garderie qui libèrent la mère de famille aux heures indispensables, c'est le groupe scolaire à proximité, qui évite les longues marches pendant les mauvais jours d'hiver, c'est la salles de gymnastique et le terrain de sports qui développent le muscle et forment la volonté. Tout cela se généralise en Allemagne, et tout cela nous pouvons, nous devons l'imiter, sinon le copier. C'est à cette œuvre de 20 ans que l'Allemagne doit la génération dont je parlais plus haut, qui a donné une armée de choc, contre laquelle nos divisions mal formées n'ont pas tenu un instant.

Quelle méthode, quels moyen a employé le chef disposant de pareil exécutants ? Je m'excuse d'être sévère, je ne crois pas être partial. On pourrait dire qu'à la base est placé le mensonge, spéculant sur la bêtise et l'aveuglement de ses adversaires. Soit au point de vue intérieur, soit au point de vue extérieur, il a menti, toujours et partout, cyniquement, naïvement pourrait on dire. Il a trompé ses amis, ses adversaires, ses ennemis, du dedans comme ceux du dehors. Que ce soit Hindenburg ou Papen, Roehme ou Sheicher; Chamberlain ou Daladier, tous il les a joués, en grand acteur, qui sait entrer en transes ou se faire doucereux à volonté. Et, tous, ils se sont laissés jouer, tous sauf les chefs de la Reichwer.

Ce fut le salut de l'Allemagne. Si les hommes qui avaient la charge de l'armée avaient cédé aux impulsions, aux improvisations du dictateur c'eut été le chaos. Ils ont eu l'énergie de résister jusqu'à ce qu'ils sentent l'instrument prêt. Même alors, ils n'ont pas caché les risques de telle ou telle décision. Ils ont freiné tant qu'ils ont pu en 36, 38 et 39. Mais une fois la

décision prise, ils ont marché à plein, et Dieu sait s'ils ont réussi. Leur victoire les a surpris par sa soudaineté, par son amplitude, par ses développements; qui sait si cette rapidité même n'a pas troublé leurs conceptions stratégiques.

Ayant menti pour se hisser au pouvoir, l'homme est obligé de mentir pour s'y maintenir. Un dictateur ne peut pas s'arrêter. Il faut qu'il progresse pour ne pas décevoir sa clientèle.

Une fois le parti solidement ancré sur l'ensemble du III^e Reich, les anciennes provinces, les anciens « pays » ayant disparu, il fallait donner à ce peuple l'expansion qu'il souhaitait, qu'il méritait, de l'avis unanime de cette grande Allemagne. On ne pouvait le faire qu'en allant chez le voisin, en faisant sauter les frontières créées à Versailles.

La théorie de la race d'abord, le « Lebensraum »¹ ensuite, furent des raisons magnifiques de la conquête. Qu'est-ce que l'anschluss ? Sinon la rentrée dans le giron de la famille de frères détachés et souffrant de leur isolement. Idem pour les Sudètes, qui n'ont peut-être jamais si bien compris que depuis 1938, combien les théories raciales peuvent être prétexte à souffrances et vexations, et combien l'esclavage est parfois plus doux que la liberté imposée.

Les hors d'œuvre ouvrent l'appétit. Les plats de résistance furent la Tchécoslovaquie et la Pologne. Ils furent avalés, sinon digérés, en moins de temps qu'il faut pour le dire. Danemark, Norvège, Belgique, Hollande suivirent. Qu'est-ce que cela pour un ogre de taille ? Mais l'appétit vient en mangeant. Il ne s'agit plus de la Grande Allemagne mais de l'Europe.

La France est abattue, L'Italie n'est qu'un pâle second, l'Espagne est sympathisante, les Balkans tremblent, les Soviétiques sont incapables, pour l'instant, d'entrer en ligne. La « plus grande Allemagne » s'étend de la steppe russe à l'Atlantique. Il s'agit de profiter de cette conjoncture et de bâtir le monde nouveau dont tous parlent, sans bien savoir de quoi ils parlent. Une seule chose est certaine dans leur esprit : l'Europe vivra sous l'hégémonie allemande ou elle ne vivra pas. La doctrine, les méthodes, qui ont fait la fortune de l'Allemagne vont être appliquées en grand, et un monde nouveau reflet de l'Allemagne, va s'établir en Europe. Il pourra se suffire à lui-même éventuellement, si les méchants américains du nord et du sud veulent le snober.

Son mark cessera d'être allemand pour devenir européen. En face des Etats-Unis d'outre Atlantique, vont se dresser les Etats-Unis d'Europe.

Le rêve est séduisant. Il est à craindre que ce ne soit qu'un rêve. Des discours comme ceux du docteur Funk ne sont qu'une série d'affirmations sans arguments décisifs. Instaurer le troc comme règle supérieure des échanges est tout de même une doctrine arriérée, qui rappelle davantage les tribus du Centre Africain que les nations ultra-civilisées du Vieux Continent.

Ériger une semblable doctrine comme preuve de sa supériorité, est non seulement une supercherie, mais une mauvaise action, humainement parlant. Les nations devraient être complémentaires l'une de l'autre, chacune produisant ce que son sol, son climat, ses affinités particulières, lui permettent de produire aux moindres frais et en plus grandes quantités.

Tel donne son café contre des colorants, tel autre son blé contre des parfums. Provoquer la destruction du blé ou du café naturels, en créant à grands frais de mauvais « ersatz », est une mauvaise action, dictée à la fois par l'orgueil et par la crainte. Les traités de commerce, la monnaie ont, depuis les temps les plus reculés, servi à régulariser les échanges. Ce n'est pas l'orgueil démesuré d'un homme et d'un peuple qui doit bouleverser toutes les règles établies, sans compter que cet orgueil crée la souffrance, les privations, la ruine de tout, sans apporter à quiconque la satisfaction de ses besoins ou la joie du superflu. On me dira que l'orgueilleux a aussi la crainte de ne pouvoir écouler ses produits fabriqués, et que c'est là une des principales

1 Le *Lebensraum* (de l'allemand, *der Raum* l'espace et *das Leben* la vie) ou « espace vital », est un concept géopolitique qui renvoie à l'idée de territoire suffisant pour, dans un premier temps, assurer la survie d'un peuple et, dans un deuxième temps, favoriser sa croissance. Ce territoire peut s'obtenir en l'épurant ou en le conquérant.

raisons de sa doctrine autarcique. Reste à savoir si la surindustrialisation, telle qu'elle est pratiquée en Allemagne, est non seulement heureuse mais même logique.

Car enfin, l'industrie lourde n'est pas seulement à base de charbon; elle est avant tout à base de métal : les métaux manquent dans le sous-sol allemand. Ce fut sans doute la faute la plus grossière du bloc franco-anglais de ne pas avoir compris cette vérité élémentaire. Faute d'acier, l'Allemagne ne pouvait pas mener la guerre. Faute de nickel, de cobalt, de manganèse, de chrome et de tungstène, elle ne pouvait pas doser ses aciers spéciaux. Faute de cuivre elle ne pouvait pas alimenter sa production électrique. Faute d'aluminium, elle ne pouvait créer sa formidable aviation. C'est là qu'il fallait agir sur l'Allemagne. C'est par-là qu'on pouvait la tenir. Au lieu de cela, on l'a aidé à s'approvisionner, on lui a fourni des armes et des munitions avec lesquelles elle devait nous battre. Tragique erreur.

Ce sont évidemment les matières premières dont a besoin l'Allemagne qui vont être d'un poids décisif dans la future économie allemande. Donc, dans le prochain traité de paix, Dieu veuille que nos négociateurs sachent jouer les atouts qu'ils ont en main. Les cessions économiques peuvent remplacer les cessions territoriales. Elles ne laissent pas de plaies suppurantes, leur importance absolue étant cependant très supérieure à l'importance de telle ou telle province, de telle ou telle colonie.

Les négociateurs allemands en jugeront-ils ainsi ? L'avenir le dira. Si les passions partisans, si les conceptions à longue échéance, ne sont pas obscurcies par les profits immédiats, si les empiristes ou les rêveurs veulent bien céder la place aux réalisateurs, peut-être le monde a-t-il devant lui de riches perspectives de paix et de progrès. Il faut craindre hélas que, ceux qui n'ont pas d'autre expérience que celle des dix dernières années, ne sachent pas faire la paix, pas plus que nous n'avons su la faire, il y a vingt ans.

A la rigueur, nous avons eu des excuses, ils n'en auront aucune. Nos fils et les leurs en subiront les conséquences.

Août 1940

Les possibilités de la France

Avant de parler des possibilités de la France, il faut voir, non pas ses impossibilités, le mot n'est pas français, mais ses déficiences et les obstacles que les défauts nationaux opposent à un relèvement logique, méthodique, et, espérons le, rapide.

Le premier de ces défauts, et ici le mot n'est pas assez fort, c'est l'esprit d'indépendance outrancier, l'individualisme forcené, pour tout dire, l'indiscipline.

Naturellement, héréditairement, le Français est individualiste. Il n'a pas l'esprit grégaire, il n'a même pas l'esprit familial, à plus forte raison la mentalité nationale.

Depuis 150 ans, on a prêché sur tous les tons, à ces hommes actifs, passionnés, intelligents parfois, que l'individu était tout, qu'il avait droit à tout, qu'il pouvait tout. Dès l'école la plus élémentaire, on a voulu former des citoyens conscients et organisés. Ils n'ont pris conscience que de leurs droits, sans comprendre aucun de leurs devoirs. Ils ont rejeté toute organisation, qui apporte la plus minime entrave à leurs désirs à leurs fantaisies, à leurs caprices. Tout au plus, ont-ils consenti à s'associer, parfois, pour s'asseoir autour d'une assiette, autour de laquelle il y avait beaucoup de beurre... et quelques fils à plomb.

Ils sont bien, ces Français, les fils des Gaulois bavards et fanfarons, des Francs orgueilleux et costauds, des Gallo-Romains retors et chicaniers. Leur race s'est affirmée progressivement après le décantage des apports successifs qui ont créé une mentalité, un esprit spécifiquement français.

Tant que l'Ancien Régime, avec ses lisières, ses règles souvent étroites, a maintenu dans un ordre rigide les corporations, les maîtrises, les jurandes, la cour et la ville, tant que la religion a conservé son influence moralisatrice, l'inconvénient de ce caractère difficile n'est pas apparu au grand jour. De temps en temps, quelques personnalités se sont révélées. Ce ne furent que des exceptions, qu'il s'agisse des Maillotins ou des Frondeurs, d'un Etienne Marcel ou d'un François Villon, voire d'un cardinal de Retz. L'immense majorité, la masse, accepte l'ordre établi, vit dans le cadre fixé, croit au dogme et Roi.

Vienne la Révolution, après les sophismes du XVIII^e siècle, et, toutes les aspirations, tous les désirs, toutes les folies de l'individualisme vont se donner libre cours. Et nous aurons un XIX^e siècle où la forme du gouvernement français change dix fois, où les ministères sont d'éphémères châteaux de cartes, où la notion d'autorité, d'obéissance, de discipline, d'ordre, et d'équilibre s'amenuise tant qu'elle finit par disparaître.

Au début du XX^e siècle, après la grande guerre, qui a été une dure épreuve, et qui a tendu à l'extrême les ressorts d'un mécanisme déjà fatigué, on a l'impression que la chute s'accélère, tant et si bien qu'on en arrive, en 1936, à l'explosion du front populaire. Finies l'autorité, la discipline, au diable les supérieurs, les règlements, la contrainte. Chacun est le maître en son temps, et chacun est plus malin que le voisin. Tout ce que l'expérience, l'instruction, la mesure, la patience, ont pu recommander, enseigner, tout cela est jeté aux orties, comme le froc de la plus élémentaire congrégation.

Les prescriptions du bon sens le plus commun, la notion de droit et avoir, les préceptes de la vieille économie française familiale sont oubliés, sinon bafoués. On s'affranchit de toute prévision, de toute règle. Chacun et chacune vit sa vie, dès l'âge le plus tendre.

Les parents ont le droit de se taire, sinon de payer. Les patrons ont le droit de fermer les yeux, et sinon de se ruiner. Les gouvernements ont le droit de palabrer, sinon de légiférer. personne n'a le droit de commander.

Résultat : la société France va à veau l'eau. Elle fait de mauvaises, très mauvaises affaires. Les riches se ruinent, les pauvres ne s'enrichissent pas. Le désordre s'installe en permanence

à la place de l'ordre, que ce soit dans les circonstances les plus graves, comme dans les occasions les plus futiles.

Ceux qui devraient commander en perdent l'habitude; ceux qui devraient obéir se flattent ouvertement de transgresser leurs ordres. Chacun ne voit que son intérêt personnel, ou plutôt son plaisir du moment. Car il sent confusément que son intérêt bien compris n'est pas de bafouer toutes les lois ni tous les règlements. Ce n'est pas encore l'anarchie; mais c'est une licence exaspérée, qui brise toutes les initiatives et ruine toutes les entreprises.

Qui dit licence, dit paresse. Dans le jargon du front populaire, on baptise cette paresse du nom pompeux de loisirs. Que les loisirs soient utiles, nécessaires même, nul ne le conteste. Qu'ils constituent l'essentiel de la vie, là est l'erreur, je devrai dire le crime.

Ceux qui ont appris la paresse aux bons ouvriers de France sont des sots. Ceux qui ne leur ont pas montré la sainteté du travail, et du travail bien fait, sont des criminels. Un imbécile est parfois aussi coupable qu'un criminel. Ce sont ceux-là qui ont amené l'exode des campagnes, l'entassement dans les taudis, la promiscuité des ateliers, l'émiettement des familles, le sabotage de la production. Ce sont ceux-là qui ont appris à ne pas travailler, et à moins produire, et qui, de proche en proche, ont fermé aux usines de France les marchés mondiaux. Ce sont ceux-là aussi enfin, qui ont transformé en lâches et en poltrons les héros de la Marne et de Verdun.

Que ce soit à la campagne ou à la ville, au champ ou à l'usine, le Français de tout rang et de tout sexe a trouvé qu'il travaillait toujours trop, fut-ce même pour son profit personnel. Il s'est habitué à reculer devant l'effort, à refuser l'obstacle comme disent les cavaliers. Et l'on a vu les champs rester en friches, des vergers non soignés, des vignes non sulfatées; on a vu des machines outils tourner au dixième de leurs puissances, alors que de leur débit dépendait la défense nationale et le salut du pays. On a vu nos commerçants acheter à l'étranger des produits que, jadis, nous exportions, et nos dirigeants supplier l'Amérique de nous livrer des avions que nous n'étions plus capables de fabriquer.

Cela n'est pas nouveau dans l'histoire. C'est Rome aux temps des mercenaires, des gladiateurs, du pain et des jeux. C'est l'Espagne au temps des galions d'Amérique. Pauvre de nous, nous n'avons, hélas, plus ni gladiateurs, ni galions.

Le tragique est que la paresse ruine en temps de paix, mais, qu'en temps de guerre, ceux qui n'ont pas appris à travailler sont incapables de se battre; ceux qui n'ont pas appris à commander ni à obéir, quand leur vie n'était pas en jeu, n'ont su que fuir quand ils ont entrevu la mort.

L'oisiveté, dit le proverbe, est la mère de tous les vices. Les loisirs, le chômage plus ou moins volontaire, ont amené la recrudescence de l'alcoolisme, qui ruinaient lentement mais sûrement la race. Nos conscrits étaient de plus en plus déficients, nos auxiliaires de plus en plus nombreux au détriment du nombre des combattants. La résistance de tous était en raison inverse de la quantité de vin, et surtout d'alcool, absorbée à partir du plus jeune âge par les Français de tout sexe, et de toute condition. Celui qui tuera le dieu « apéritif » aura bien mérité de la patrie. Sans aller jusqu'à l'alcoolisme, le Français de ces dernières années s'est trop souvent habitué à l'ivresse, à l'ivresse pour l'ivresse, bête, dangereuse, car alors, l'homme est prêt à tous les abandons, la foule à tous les excès.

Et on ne peut expliquer autrement les scènes lamentables de pillage qui se sont produites pendant cette dernière guerre sur le front, et à l'arrière du front. En avant, les chefs n'ont pas su interdire. A l'arrière, les autorités n'ont pas su empêcher. Nous avons donné à nos adversaires le spectacle écoeurant des maisons françaises saccagées par des Français, parfois pour le simple plaisir de détruire, parfois aussi pour voler honteusement ce qu'on n'avait pas su défendre courageusement.

Indiscipline, intempérance, lâcheté, pillage, tout se tient et tout se paie.

Front Populaire = Catastrophe.

Certains peuvent supposer que ce tableau poussé au noir ne concerne que les classes inférieures de la société française. Il n'en est malheureusement rien. Les classes dites dirigeantes ont eu, en France, les mêmes tares que les présumés prolétaires. Je dirai plus. Elles en ont eu d'autres qui lui sont propres, en l'espèce la vanité et le népotisme.

Le Français aisé du XX^e siècle a trop souvent sacrifié à cette déesse qui peut troubler l'entendement des parvenus, mais qui n'aurait pas du influencer les héritiers de nombreuses lignées de bourgeois ou d'aristocrates. C'est que, malheureusement, l'après guerre nous a inondé de nouveaux riches qui n'ont pas fait l'apprentissage de la richesse, et de métèques¹ camouflés en Français, qui ont gêné le bon sens national.

En même temps qu'on travaillait moins, on dépensait plus, pour la gloriole, sinon pour la vraie jouissance. La bougeotte a été élevée au rang d'une institution, avec tout ce que cela comporte d'occasion de gaspillage. Le cinéma a vu les foules se ruer sans trêve devant ses écrans. Le sport a baptisé de sportifs des joueurs, des manchots, des obèses, des paralytiques qui étaient bien incapables du moindre effort, sinon d'allouer une prime pour un sprint, ou de payer à prix d'or le droit de juger un assaut de boxe. Se montrer à telle ou telle réunion, être repéré dans telle ou telle soirée, donnait un brevet de savoir-vivre et de bonne éducation, qui tenait lieu d'éducation tout court.

A coté du snobisme, le népotisme.

Notre démocratie, si jalouse de ce titre trompeur, était devenue le paradis, le dépotoir, comme on voudra, de tous ceux qui demandaient la faveur du favoritisme au népotisme, ce que ne leur donnait ni leurs études, ni leurs diplômes, ni leur valeur. Nulle part, comme en France, on ne voyait quantité de petits jeunes gens incapables, pourvus, sinon de grasses sinécures, du moins de postes où ils pouvaient confortablement préparer leur futur ascension, soit dans la politique, soit dans le journalisme, soit dans les « affaires », mot magique qui embrasse tout, qui camoufle tout, le bien comme le mal, le vrai comme le faux, au plus grand bénéfice de quelques privilégiés qui spéculent sur l'ignorance, la paresse ou la naïveté de leurs concitoyens, pour se saisir des leviers de commandes, et de prébendes scandaleuses, au plus grand dam des collectivités.

Le portrait n'est pas beau. On n'a rien fait pour le rendre aimable. Il peut être nettoyé, restauré. Si le courant ne peut être remonté, si nous ne refaisons pas le moral français, inutile d'énumérer nos possibilités : elles ne serviront à rien. Si nous avons la volonté et l'énergie de nous corriger, tous les espoirs nous sont permis.

La première, la plus importante de toutes les réformes est celle de l'école. Je ne sais pas si le maître d'école allemand est à l'origine des victoires de Saint Privat ou de Sedan; mais je sais bien que le conseil national des instituteurs est à l'origine de la débâcle de la Meuse.

Et, ce ne sont pas les petits seulement que j'incrimine, les instituteurs aux classes squelettiques et aux élèves ignares, se sont surtout les inspecteurs, les professeurs des écoles normales, aux idées fausses, malsaines, malfaisantes, qu'il faut arrêter dans leurs élucubrations, leurs leçons, leur propagande. Ceux-là ont la plus lourde responsabilité dans la catastrophe qui s'est abattue sur la France. Ils ont formé une génération de faux savants. Prétentieux, qui n'ont su enseigner qu'une histoire frelatée, et une science incomplète; mais qui, par contre ont semé à pleines mains la haine des classes, l'irreligion, l'envie et le culte de la jouissance, chez les enfants qu'on leur confiait. D'une race naturellement confiante, accueillante, « gentille », pour employer le vieux mot français, ils ont fait une bande d'envieux, de paresseux, et d'ivrogne, Magnifique résultat de l'instruction laïque et obligatoire, qui n'a certes pas été racheté par les progrès de l'orthographe et du calcul le plus élémentaire.

Après l'école, et l'école à la française, sans rien copier des méthodes allemandes, il faut

1 - Le général Giraud est issu de la vieille droite française antisémite.

passer aux œuvres post-scolaires qu'il s'agisse aussi bien de l'apprentissage que du « compagnonnage ». Et là, pas de cloisons étanches, de partis ni de confessions. Il est navrant de constater qu'en France, chacun cherche à tirer la couverture sur soi, sans penser à l'intérêt national. A coté des « Scouts de France », ce sont les « Faucons Rouge », à coté des patronages, ce sont les cercles laïques. Comme si la confection d'un nœud avait une nuance, et si le grand soleil avait besoin d'une barre-fixe cléricale.

Il faut qu'une autorité, admirée par tous, dirige tous ces efforts dans le même sens, en laissant à chaque groupement sa personnalité, mais en confrontant périodiquement les points de vue, en réunissant dans des sorties, des tournois une saine émulation, ces jeunes gens dont les malentendus, les discussions sont toujours à base de méconnaissance réciproque.

Prenons l'exemple des camps de travaux hitlériens, en les adaptant bien entendu à notre tempérament, et jetons dans le même moule, avant qu'ils ne soient des hommes, ces jeunes gens sur qui repose l'avenir du pays.

Choisissons par exemple, avec un soin jaloux, ceux qui vont les instruire, qui vont précisément en faire des hommes, qui sauront combiner la culture physique, l'enseignement professionnel, et la formation morale, et, de l'enfant de 15 ans, former en cinq ans un citoyen, un soldat digne de ces ancêtres et prêt à la lutte.

Et ne leur cachons pas cette lutte, à nos fils. Les temps qui viennent sont durs. Il faut remonter une pente abrupte. Plus ils sauront, mieux ils connaîtront l'effort qui les attend, plus ils rendront à plein. Masquer la vérité n'a jamais servi à rien, surtout avec les Français.

Pour les jeunes, comme pour les vieux, faisons appel à l'émulation, à l'amour propre, et aussi à l'intérêt bien compris. Il est absurde de niveler les individus au rang du plus mauvais manœuvre. Le bon étudiant, le bon apprenti, le bon ouvrier doit être récompensé, encouragé, aidé de toutes façons.

On abuse en Allemagne du préfixe « Ober » ¹. Sans tomber dans ce travers, il faut en France, rendre la prééminence au travail bien fait, sinon au chef d'œuvre. Notre race est une race de qualité, aussi bien dans ses aptitudes que dans ses productions. Les nôtres inventeront ce que, jamais, ne découvrirons les autres. Ils finiront, mieux que tout autre, quand on leur donnera le temps, l'occasion, la rémunération. Pour cela il faut ni être paresseux, ni alcoolique, ni taré. Il faut avoir le goût inné, et avoir fait l'éducation du goût. C'est la tâche de demain, comme ce fut celle d'hier.

Mais, pour cela il faut des règles, une contrainte, une autorité, l'autorité, le chef.

Rien n'est plus difficile. En Allemagne, le régime a organisé les « écoles de führer », et les « führer » une fois désignés, sont écoutés, obéis et suivis. En France, n'est pas chef qui veut, quels que soient ses diplômes, ses études, ses références. On aura beau créer des écoles, des cours, des examens, rien n'y fera si le chef ne s'impose pas. Ce sera peut-être par sa stature, peut-être par son caractère, peut-être par sa force physique, peut-être par ses qualités morales, peut-être par sa stature, peut-être par sa finesse, bien plutôt sans doute par un compromis de tout cela, et essentiellement, par cet influx nerveux, par cette ardeur communicative, qui ne s'acquière pas, qui est inné, qui fait que le chef s'impose, et que rien ne l'impose.

Combien notre histoire en a-t-elle connu de ceux-là et de celles-là, pour lesquels on a vécu, pour lesquels on est mort, joyeusement, ardemment, parce que nous avons foi en eux, parce que nous les aimions autant que nous les respections. Ce furent de grands capitaines, ce furent des maîtres illustres, ce furent des chefs d'écoles, ce fut une pauvre bergère. Seule, l'histoire de France offre de tels exemples. Le passé répond de l'avenir. Elle en verra surgir d'autres. Et les enfants de demain, comme les frères d'hier, sauront répondre : présent, quand le chef aura su leur montrer la voie, et quand la masse l'aura comprise.

1- Au dessus

La nation, dans ses couches profondes, a des qualités qu'il faut mettre en lumière, après avoir intentionnellement appuyé sur les défauts. Pas plus qu'on ne juge une armée sur une défaite, pas plus on ne doit condamner une nation sur quelques années de lassitude.

Le peuple de France a une qualité primordiale : son adresse, la finesse de son goût, le sens du beau. Il la doit à des siècles de travail, d'expériences, dans le plus beau pays qui soit, comme le plus varié. Il la doit au mélange heureux, et unique, qui a forgé une race tenant à la fois de la sagesse antique, de la rêverie celtique, et de la force germanique. Il la doit enfin aux guides éclairés qui l'on conduit, à travers les siècles, au milieu des tumultes et des traverses, sans permettre au génie de sa race de s'atrophier, de s'abâtardir, de ne pas garder sa personnalité.

Quelle est ici la part de l'intelligence, du travail, nul ne le sait. Comme le chef dont nous parlions tout à l'heure, l'artisan, ou la midinette, qui fait un chef d'œuvre en France, ne l'a pas appris à l'école. Lui ou elle, ont pu, ont dû, perfectionner à l'école leur goût, leurs connaissances; mais ils avaient en naissant, ce que n'apprendra jamais le voisin d'outre Rhin, et ce qui l'empêchera toujours de les égaler, sinon de les imiter.

Cette adresse ne va pas sans une certaine vanité, disons plutôt amour-propre, et ceci est un puissant levier.

Le Français a besoin, plus que tout autre, d'être observé, encouragé, distingué. Il ne tient nullement à passer inaperçu. Il veut qu'on reconnaisse ses mérites, et, tout naturellement, il veut qu'on en tienne compte. C'est pourquoi le nivellement par le bas est, en France, plus stupide que partout ailleurs. Il faut au contraire exciter l'émulation par tous les moyens et donner à chacun, dans tous les milieux, dans toutes les occasions la place qui lui revient d'après ses qualités, sa valeur... L'égalité n'existe nulle part dans la nature. C'est peut-être regrettable, mais c'est un fait. Ce n'est pas parce qu'on l'a intercalée entre la Liberté et la Fraternité sur le fronton de nos monuments publics qu'on a changé un iota à l'ordre des choses.

Est-ce à dire qu'il faut ériger le mandarinat en dogme absolu. Dieu nous en préserve. Les diplômes sont une chose, la valeur en est une autre. Par contre, les examens permettent tout de même d'éliminer les incapables et de sélectionner les précoces. Il reste ensuite aux chefs d'entreprises à discerner ceux qui, sans briller à l'école, seront dans la vie des ouvriers sûrs pour la tâche qu'on leur confiera, calculée d'après leurs moyens et le milieu où on les placera.

Adroit, intelligent, aimant qu'on le reconnaisse, le Français n'est pas naturellement travailleur, reconnaissons le sans barguigner. Il trouve trop de facilités autour de lui; mais ce défaut est facilement corrigé par l'intérêt si le salaire est fonction du travail. Il faut mettre cette règle à la base : à travail donné, salaire donné, avec toutes les accommodations de principe que l'on désire. On est sûr d'être compris, il n'y a qu'à voir le résultat des primes de bon rendement après que le salaire de base a été honnêtement fixé.

Et le travail sera d'autant plus sérieux que le sens de l'économie, de la prévoyance, se développera davantage, ou plutôt retrouvera en France la place qu'il n'aurait jamais du perdre. On s'est copieusement moqué du bas de laine de notre paysan. C'est tout de même cela qui a fait la France, et ça ne lui avait pas tellement mal réussi, au cours de pas mal de siècles. Il faut retrouver cette économie, qui n'est pas exclusive d'une dépense raisonnable, admissible, qui est absolument opposée au gaspillage bête, conduisant trop souvent à la débauche.

Cette mentalité existe encore dans nos campagnes. Il faut la restaurer dans nos villes. Ce sera au détriment des empoisonneurs publics ou de quelques entrepreneurs de cinéma. La France ne s'en portera pas plus mal, au contraire.

Et le Français n'en conservera pas moins sa réputation de courtoisie, de politesse, que tous lui reconnaissent jadis, et que de mauvais bergers s'acharnaient à déraciner, à détruire. Nous avons dit que le maître d'école avait été surtout un maître ès-jalousie. Le délégué, le secrétaire de syndicat, le politicien professionnel, ont été des professeurs de haine, contre toute

supériorité, toute indépendance, toute liberté. La lutte des classes a été la lutte contre la vérité, contre la beauté, contre la bonté. De gens naturellement sincères, naturellement francs, naturellement charitables, on a fait des individus ramenés aux plus bas instincts de l'humanité. Tout cela peut et doit se corriger, à condition que ceux qui doivent se mettre en avant n'hésitent pas à le faire, et sachent ridiculiser ceux qui ne savent pas travailler. Nulle part comme en France, le ridicule tue. A ceux ayant charge d'âmes, le devoir de s'en servir pour dégonfler les baudruches et remettre les valeurs à leur place.

Enfin, la race, physiquement parlant, peut-être relevée. Il n'est pas trop tard, si l'autorité responsable est inflexible sur les questions d'alcoolisme et d'hygiène, de puériculture et de sport bien compris. Au physique comme au moral, nous faisons la conjonction de notre sol, du nord au midi et les qualités de l'un sont heureusement complémentaires de celle de l'autre. A nous de savoir les développer harmonieusement, sans gâcher les caractéristiques de l'un ni de l'autre, sans abîmer stupidement une race qui a fait ses preuves jadis et dont rien ne saurait justifier le déclin.

Les individus de France ont d'énormes possibilités. Le cadre permet-il à ses possibilités de s'épanouir. C'est ici que nous sommes véritablement favorisés. La France est le pays le plus riche, le plus harmonieux, le mieux situé qui soit sur tous les continents. Ouverte sur trois mers, sans montagnes infertiles, sans plaines dénudées, suffisamment arrosée et largement irriguée, jouissant du climat le plus tempéré et le moins excessif qui soit, la France permet à toutes les cultures tempérées de prospérer sur son sol. Ce sol offre toutes les variétés, de terres grasses et profondes, aux sables légers et friables.

Le froment y pousse aussi bien que la vigne. La prairie y permet les plus beaux élevages. La forêt même a gardé la place qu'elle ne doit pas perdre pour conserver son rôle de régulateur et de distributeur des eaux. Quant à nos mines, peu s'en faut quelles ne suffisent à nos besoins.

Nous avons toutes les cultures, sauf les cultures tropicales, et nous avons surtout des vins inimitables, sinon inimités, parce que les fabricants d'ersatz auront beau faire, ils n'ont pas nos coteaux de Champagne, de Bourgogne, et du Bordelais, même pas nos plaines de l'Aube et de l'Hérault.

Ailleurs, on boit, en France, on sait boire, ou plutôt, on doit réapprendre aux Français à boire sans s'enivrer, sans s'abrutir, en hommes sachant la valeur du nectar qu'ils dégustent, et sachant y puiser leur saine gaieté et leur entrain de bon aloi. Il n'y a pas plus de commune mesure entre un buveur de bière et un buveur de vin, qu'entre le mangeur de « délicatessen » et le gourmet de la Bresse ou du Périgord. Qu'on le veuille ou non, ce sont deux races différentes; j'ai la faiblesse de préférer les seconds aux premiers, et je dois constater que les premiers ne rêvent que d'imiter les seconds.

Le climat de France est le plus humain qui soit, sans excès, sans secousses brutales, ni étés torrides, ni hivers terrifiants. Rien du climat continental, partout la mesure. Plus ou moins de tiédeur, plus ou moins de fraîcheur, avec toute la gamme des ciels de Dunkerque à Marseille, avec les paysages les plus variés, les productions les mieux réparties. Le blé des Flandres s'échange avec l'huile de Provence, les artichauts de Bretagne avec le muscat de Perpignan, le beurre de Vendée avec la volaille de Bresse. On sait manger en France, parce qu'on y trouve tout ce qu'il faut, sans avoir besoin d'aller le quêrir ailleurs, et parce que tous les transports y sont faciles malgré les accidents du sol.

Le réseau routier est plus développé que nulle part ailleurs. Le réseau ferré soutient la comparaison avec quiconque. Le réseau aérien peut être développé autant que l'on voudra. Seul, le réseau navigable est nettement en retard : c'est sur lui, sur les ports maritimes et fluviaux que doit, en première ligne, porter l'effort de rénovation et de progrès qui s'impose.

Quant à nos villes, certains leur reprochent leur cachet vétuste et archaïque. Admettons qu'il y ait là une part de vérité, et que les quartiers neufs de nos cités ne soient pas à la hauteur

des exigences de la circulation moderne. Mais, attention à ne pas jeter bas les vestiges d'un passé lourd d'histoire et chargé de souvenir. Laissons ce soin à ceux qui n'ont rien à perdre, n'ayant rien à sauvegarder. Pour nous, soyons prudent ne gaspillons pas nos richesses, ne gâchons pas notre tourisme. Pourquoi les visiteurs américains se précipitent-ils en foule vers la place Stanislas à Nancy, la porte Guillaume à Dijon, le palais de justice à Rouen, les châteaux de la Loire ou la place du Capitole, si ce n'est pour y trouver autre chose que les magnifiques avenues du nouveau monde, auxquelles ne manquent que le passé.

Soignons, entretenons, restaurons nos chères églises, nos cathédrales gothiques, nos basiliques romanes. Elles témoignent de la foi qui a animé ce peuple, qui a vivifié ses progrès, qui a entretenu sa flamme. Elles témoignent aussi, à n'importe quelle heure du jour, que cette foi n'est pas morte, qu'il faut compter sur cette force inouïe que représente la religion dans notre cher pays de France.

Restent, en dehors de la France métropolitaine, ses colonies. Il est délicat et difficile d'en parler, tant qu'on ne sait pas les exigences du vainqueur à ce sujet. Raisonons donc dans le probable, en admettant qu'il nous restera un domaine en Asie, un autre en Afrique, sans oublier nos possessions de l'Atlantique et du Pacifique.

Cet empire colonial, preuve de notre vitalité, de notre énergie, de notre esprit de suite, ne doit pas être abandonné, sacrifié, aussi bien au point de vue moral qu'au point de vue matériel. Il nous donne les denrées tropicales qui nous manquent, et ces productions sont inappréciables à ce point de vue. Il nous donne aussi le moyen d'élever notre jeunesse dans le sens de l'initiative et le goût du risque.

On a répété, et on a eu raison, que le Français ne s'expatrie pas volontiers. Il le fait d'autant moins qu'il n'est pas dans un milieu, dans une ambiance spécifiquement française. Or, cette ambiance, il la trouve aussi bien en Afrique du nord qu'en Afrique occidentale, aussi bien à Saïgon qu'à Tananarive. Sur la côte méditerranéenne, il cultive les mêmes céréales et produit le même vin que dans la métropole, avec les agrumes en plus. Sur les bords du Sénégal et du Niger, il récolte les arachides indispensables à la fabrication de ses huiles et de ses graisses. En Cochinchine et au Tonkin, il trouve le riz et le caoutchouc qui le rendent indépendant des commerçants chinois ou malais. Madagascar enfin, peut lui fournir en bétail congelé ce que l'Amérique du sud lui fait payer au prix fort.

Sur toutes les mers, s'échelonnent les points d'appui nécessaires à la flotte et à l'aviation. On peut, certes, les perfectionner; mais tels qu'ils sont ils représentent un effort d'organisation et une réalisation dont nous pouvons être fiers et dont nous devons tenir compte dans notre bilan. Une nation qui a fait un tel empire n'est pas une nation finie.

Au contraire, elle a acquis une expérience qui ne s'acquiert pas en un instant; on l'a vu dans les colonies de peuplement, sinon d'exploitation. Plus qu'aucun autre peuple européen, nous avons appris à conduire les indigènes, à les utiliser, à les élever, et les résultats l'ont prouvé dans la guerre comme dans la paix. Ceux qui croient s'improviser colonisateurs auront quelques mécomptes dans leurs nouvelles possessions, tandis que nous n'avons qu'à récolter la bonne semence que nous avons lentement lancée à pleine volée.

Pas plus qu'on ne s'improviser colonisateur, on ne s'improviser capitaliste. Je sais bien que ce mot ne doit plus avoir de sens dans la société future. Tout de même, la Livre Sterling et le Dollar n'ont pas encore dit leur dernier mot, et l'or, ce vil métal, n'est pas entassé pour rien dans les coffres outre Atlantique.

Or, de même que nous avons fait des placements immobiliers, nous en avons fait de mobilier, que nous continuons à surveiller et à faire fructifier, aussi bien dans l'ancien que dans le nouveau monde. Nos affaires minières, coloniales, électriques, de banque ou de ports sont étroitement mêlées dans leurs intérêts avec les affaires américaines.

L'Amérique n'a pas, que l'on sache, jeté le manche après la cognée, et déclaré forfait devant la toute puissance de la nouvelle Europe. Il s'agit donc, pour nous, de profiter habilement de

la conjoncture actuelle pour ne pas perdre les possibilités que nous donne notre richesse acquise.

Amélioration et modernisation de notre métropole, prospection détaillée et mise en valeur intensive de nos colonies, maintien et utilisation raisonnée de nos avoirs à l'étranger, fruits de notre esprit d'entreprise et d'épargne, voilà les possibilités économiques d'une nation, qui a pu paraître fatiguée à certaines périodes, qui n'en reste pas moins jeune et pleine de confiance dans l'avenir.

Par exemple, il lui faut faire l'effort, obtenir le résultat qui conditionne tous les autres : la repopulation de son domaine métropolitain et colonial.

Nous nous suicidons en France avec notre malthusianisme imbécile. Il faut de suite, sans attendre, renverser la vapeur. C'est la première, la plus urgente de toutes les tâches de rénovation, celle à laquelle il faut atteler toutes les bonnes volontés, tous les dévouements sans oublier l'intérêt. Il faut des enfants à la France, et non pas des naturalisés de fraîche date, mais des enfants de vieille souche française, du nord, du midi de l'est et de l'ouest. Il faut que la famille soit aidée, que la mère de famille soit glorifiée, que l'enfant soit élevé aux frais de ceux qui n'ont pas pu, ou pas voulu, en avoir. Entre la fille-mère et le célibataire égoïste, je n'hésite pas. Quant au ménage sans enfant, il paiera pour ceux qui ont su en avoir. Allocations pré- et post-natales, frais d'accouchement, layette, etc....., tout cela doit être à la charge de la collectivité, au même titre que les garderies, les crèches, les écoles primaires. Il vaut mieux dépenser des milliards pour de pareilles œuvres que de les sacrifier pour soigner dans des hospices de luxe, les alcooliques et les syphilitiques qui trop souvent, sont les responsables de leur propre déchéance.

Qu'on fasse appel à la religion, aux préceptes moraux, certes, mais il ne faut pas non plus négliger l'intérêt. Le paysan sait parfaitement que la famille nombreuse est une richesse, à condition d'ailleurs que la loi fixe les droits et les devoirs de chacun. Il faut que l'ouvrier, l'artisan, l'intellectuel et le bourgeois soient, eux aussi, persuadés que le dogme de l'enfant unique n'est plus la formule à appliquer, et que l'État saura faire abstraction de toute idée morale, reconnaître la valeur de la famille nombreuse : affaire d'impôts à aménager, de dégrèvement à appliquer, de places à réserver. Le jour où on saura, et où on verra le coefficient d'avantages que donne la famille nombreuse, il est probable que pas mal d'égoïstes se découvriront un instinct de pères de famille. Souhaitons que la statistique des naissances soit éloquente.

Ces enfants que nous espérons les plus nombreux possibles, il faut en réduire la mortalité au strict minimum. Affaire d'éducation, de surveillance, de prévisions, d'installation.

Il faut ensuite que nous fassions, nous l'avons vu, des hommes solides physiquement et moralement. Ce n'est pas suffisant. Il faut que nous leur donnions, que nous leur rendions plutôt, la mentalité de Français digne de ce nom.

Nous sommes des vaincus de 1940, c'est entendu, mais nous étions les vainqueurs de 1918. Ce n'est pas parce que nous n'avons pas su profiter de notre victoire que nous ne sommes bons à rien. La France existait avant le 10 mai 1940..., on proclamait même son armée la première du monde. Pauvre armée.....

Ce n'est pas parce qu'un décor de théâtre s'est abattu que le théâtre doit s'écrouler. Il s'agit de se relever. Nous allons voir comment, au plus grand bénéfice d'ailleurs de notre vainqueur, nous pourrons reprendre dans le monde la place qui lui revient légitimement, et sans laquelle l'équilibre européen, et même l'équilibre mondial, risque de n'être qu'un vain mot, et un fantôme éphémère, sinon d'être mort-né avant même d'être né.

Septembre 1940

L'avenir

Nous sommes des vaincus. La catastrophe a été d'une soudaineté et d'une ampleur incroyable. Nous avons tous notre part de responsabilité. Il faut en subir les conséquences et réparer les dommages, progressivement, méthodiquement, résolument.

Nous avons vu que nous en avons les moyens. Sachons nous en servir en mettant de côté tout notre orgueil superflu, et tout espoir ridicule; mais en voulant avoir un avenir digne de notre passé, et, quoi qu'on en dise, de notre vitalité.

Ce n'est pas parce que nous n'avons pas voulu croire à la guerre, au réarmement de l'Allemagne, au nombre et à la qualité de ses avions et de ses chars, que nous devons rester « ad aeternam » une nation de seconde zone. Notre passé, nos aïeux nous l'interdisent. Par contre, sachons nous relever sans exciter la méfiance de notre vainqueur, sans perdre l'estime de nos amis, et sans décevoir les espérances que, tôt ou tard, certains mettront en nous pour les aider à édifier un monde meilleur, où il y aura plus de bonheur pour un plus grand nombre. Le but n'est pas de faire flotter tel ou tel drapeau sur telle ou telle terre, mais d'assurer aux hommes, aux femmes, et aux enfants qui vivent sur cette terre, autre chose que la hantise des bombardements aériens, le pillage périodique de leurs installations, et la violation brutale de leur liberté de penser. La France a montré maintes fois qu'elle sait accepter les solutions neuves, pourvu qu'elles soient justes.

Il s'agit d'abord de nous réformer intérieurement.

Déjà, au cours de cet exposé, nous avons souligné nombre de points qui méritent une action immédiate. C'est la question de la natalité en première urgence, de l'éducation ensuite, du travail enfin.

C'est la nécessité de la discipline, de l'ordre, de la mesure. C'est, par dessus tout, le dogme de la charité, de l'entraide. Il faut bien s'entendre sur ce point, pour éviter des malentendus qui tournent rapidement au conflit.

L'homme du XX^e siècle, quelle que soit sa situation sociale, son rang dans la société, n'admet pas la charité et il a raison.

La charité revêt, pour celui qui la reçoit, un caractère un peu humiliant, qui n'est plus de mise dans nos sociétés évoluées, et, pour celui qui donne, un caractère parfois spectaculaire qui n'est pas toujours édifiant. Les listes de souscription, où telle ou telle banque, telle ou telle firme importante, s'inscrivent pour de gros billets, m'impressionnent moins que la fillette vidant sa tirelire pour aider un vrai petit pauvre. Encore, que je ne sois pas toujours convaincu que la petite pauvreté ne soit pas du camouflage ou le résultat de l'ivrognerie paternelle.

Posons donc en principe que nous bannirons la charité de notre budget, par contre nous y inscrirons largement l'entraide.

Que faut-il à la base de l'entraide ? Le renseignement. Renseignement soigneusement impartial, documenté, basé sur des faits et non des racontars. Il peut être fourni par les employeurs, par les œuvres sociales, par les établissements religieux, éventuellement par les fonctionnaires de l'Etat. Je mets ceux-ci en dernière ligne pour lutter contre le chômage professionnel, contre la mendicité organisée. Le grand principe doit être plus que jamais :

« Aide toi, le ciel t'aidera »

Il ne faut pas que quiconque croit à la fatalité de la misère, ni à la possibilité de la paresse entretenue aux frais de l'Etat. Il faut que chacun travaille selon ses forces et selon ses moyens. L'aide de la collectivité ne doit s'appliquer qu'à ceux qui le méritent. De multiples indices permettent de déceler ce mérite. Les chargés de familles d'abord, les services rendus ensuite,

l'âge enfin. Ces questions ont été suffisamment étudiées déjà en France et à l'étranger, pour pouvoir être mises parfaitement au point. Sans compter que les Assurances Sociales de France auront grand profit à confronter leurs principes et leurs allocations avec celles fonctionnant en Allemagne.

Que ce soit au point de vue de l'habitation, de l'instruction des enfants, de l'apprentissage, du sport, des coopératives d'alimentation, d'habillement et d'entretien, des soins médicaux, des produits pharmaceutiques, des transports en commun, des congés payés, des pensions de retraite, il y a l'éducation du Français à faire, et l'application à son tempérament de méthodes qui, ailleurs, ont été excellentes, et qui, chez nous, dévièrent complétement de leur but.

Avant tout, il faut préserver la liberté individuelle, qui n'est pas nécessaire à l'Allemand peut-être, mais dont nous sommes féroceement jaloux. Il faut ensuite éviter la floraison du fonctionnarisme, sous prétexte d'enquêtes, de contre enquêtes, de vérifications. Il faut enfin punir impitoyablement les abus que l'on découvre, plus pour l'exemple que pour la sanction même du coupable.

Très largement, seront mises à contribution les œuvres sociales de toutes natures, dont j'ai parlé plus haut : direction du personnel des entreprises, infirmiers visiteurs, dispensaires des sociétés de Croix Rouge, etc...., qui sauront découvrir les adresses et débusquer les embusqués. En particulier, les associations d'anciens combattants devront apporter leur concours le plus entier pour aider ceux auxquels les deux guerres ont laissé plus que leur part de souffrances ou de ruines. Qu'on fasse d'ailleurs bien la discrimination entre ceux qui se sont battus, et ceux qui ont préféré un voyage dans le midi à un séjour prolongé sur la Meuse ou sur la Lys. Il ne faut pas oublier qu'il y a des lâches, à coté d'une masse de braves gens, et que la ruine de la France est, en partie, l'œuvre de ces lâches.

La plaie du chômage risque de supputer plus que jamais après un bouleversement comme celui qui vient de secouer notre vieille nation. Dès le début, il faut la drainer profondément et résolument. Sera-ce comme l'Allemagne, en ouvrant des auto-strades impressionnantes... et inutiles à qui ne prévoit pas la guerre ? Le besoin ne s'en fait pas essentiellement sentir. Nos routes de France sont magnifiques et, avec quelques améliorations locales peuvent suffire à notre trafic.

Nos terrains d'aviations, eux non plus, n'ont pas besoins de grosses améliorations.

Nos voies ferrées, une fois remises en états, suffiront au trafic.

Les deux secteurs où il faut porter notre effort sont celui des voies navigables fluviales et maritimes. Et celui de l'habitation à bon marché.

Au point de vue canaux et aménagement de nos rivières, tant pour la navigation que pour la captation de la force électrique, au point de vue ports fluviaux et maritimes, nous avons de gros progrès à faire, et nous pouvons y employer une masse d'ouvriers.

De même, au point de vue de la lutte contre le taudis, et de l'installation, aussi bien à la campagne qu'à la ville, des familles que nous voulons nombreuses, saines, et solides. Il faut conjuguer ici les efforts de l'état, des municipalités, des sociétés, même des particuliers. Relativement facile à la ville, le problème est ardu à la campagne, et cependant il est de première importance si l'on veut que le retour à la terre ne soit pas un vain mot, et une formule académique.

Le paysan, l'ouvrier agricole, ne resteront à la campagne, ne se plairont à la campagne qu'autant que la campagne leur procurera le minimum de confort, et quelques unes des distractions qu'ils peuvent trouver à la ville. Il ne faut plus voir le charretier, le bouvier, le berger, coucher au milieu de leur bêtes, les ménages entassés dans des chaumières enfumées, sans air ni lumière. Je sais bien que le soleil arrange tout ce que la crasse conserve, de même que le fumier est un signe de richesse. Malgré ces beaux adages et cette tradition malodorante, il faut donner à l'ouvrier de la terre une habitation avenante, avec le jardin qu'il cultivera à ses heures de loisir, le poulailler et le clapier que sa femme soignera.

Inutile d'insister sur les transports. Ils sont dès maintenant développés et suffisants. Il faut, par contre, que le village proche offre autre chose que les estaminets de bas étage et abondants du nord au midi de la France. Puisque le cinéma est roi au XX^e siècle, faisons sa place royale au cinéma. Soit fixe, soit ambulante, l'écran peut être un puissant moyen de distraction et d'éducation pour les foules. Dans les petites communes, on pourrait voir parfaitement le cinéma accolé à l'école s'il n'y a pas de camp de jeunesse à proximité. Et l'instituteur sera appointé comme régisseur de la salle, aussi bien pour ses élèves que pour leurs parents.

Dans les localités plus importantes, une salle de réunion sera toujours capable de recevoir une installation cinématographique, vu le goût du jour, on peut être sûr que les représentations seront courues chaque fois qu'elles seront annoncées. Par exemple, le choix des films ne doit pas être laissé à l'initiative mercantile de tel ou tel impresario. L'état, les municipalités, les associations locales, ont leur mot à dire en l'occurrence. Le cinéma peut être un magnifique moyen d'éducation. Il peut être aussi un agent lamentable de démoralisation. Tous les gangsters, les bandits, les poules de luxe, auxquels l'écran fait une publicité malsaine, doivent être bannis de nos écrans. Il y a autre chose, Dieu merci, dans notre littérature, dans notre histoire, dans notre affabulation, que les niaiseries et les turpitudes dont nous avons été saturés par des industriels sans scrupules. La preuve a été maintes fois donnée que de très bonnes productions font recette, et que le goût du public se blase devant les inepties qu'on lui sert. A nous de savoir faire des films français qui plaisent à tous les Français, les amusent, les instruisent.

A côté du cinéma, la radio, partout où l'équipement électrique des campagnes le permet, et nous savons que, là aussi, la France a un sérieux effort à faire. Ce que nous avons dit du cinéma s'applique, et combien d'avantage, à la radio. Cet appareil qui va diffuser dans toutes les familles les nouvelles les moins sérieuses et les plus suspectes, est, on vient de le voir encore pendant cette guerre le plus puissant moyen de propagande qui soit. Si, à la rigueur, le cinéma peut être contrôlé, l'émission échappe, on ne peut plus facilement, à la loi et, en France, avec le tempérament français, le danger est grand de voir s'accréditer les rumeurs les plus fantaisistes, les bobards les plus sensationnels, alors que les informations sérieuses seront considérées comme inintéressantes et volontairement tronquées.

Il faut bien reconnaître, hélas, que nous ne sommes que des piètres élèves en fait de propagande. Les Allemands, les Anglais, les Américains, même les Italiens nous donnent de magnifiques leçons à ce sujet. « *A beau mentir qui vient de loin* » dit le proverbe. Chaque fois qu'un poste étranger parle dans notre langue, nous le prenons avec une avidité rare, et sa parole est trop souvent parole d'évangile. Là aussi, il y a l'éducation des Français à faire, et du speaker autant que des auditeurs. Le jour où l'on saura partout en France que tel poste dit la vérité d'abord, et ensuite des choses intéressantes, le jour où les programmes musicaux des postes français seront supérieurs à ceux des postes étrangers, alors, à ce moment là, il n'y aura guère besoin de loi, ni d'interdiction, ni d'amendes pour réserver la clientèle aux postes français, et ces messieurs de l'étranger perdront en pure perte leur salive et leurs ondes. Ce jour viendra, espérons le, aussi proche que possible. Il n'est pas inutile que l'autorité y tienne la main, et ne laisse pas perdre une force dont elle peut tirer le plus grand profit.

Avec l'habitation embellie, les transports individuels ou collectifs à bon marché le cinéma à la porte, et la radio à domicile, on verra peu à peu les villes se décongestionner et les campagnes se repeupler. Ce sera au plus grand bénéfice de la santé nationale, du travail et de la production.

Car il nous faut produire si nous voulons vivre. Mais, notre production ne doit pas être n'importe laquelle parce que nous n'avons, ni les matières premières, ni la main d'œuvre surabondante qui permettent d'abaisser les prix de revient et fournir à vil prix n'importe quelle marchandise à n'importe qui.

Nous avons vu les qualités de notre race et de notre sol, que les ressources de nos colonies

complétant celles de la Métropole nous permettent de produire dans tous les genres, ce que d'autres ne pourront jamais mener à bien. Profitons en, et orientons nous délibérément vers les productions de qualité, qu'il s'agisse de produits agricoles, industriels, intellectuels. Laissons à d'autres les séries à bon marché destinées à l'exportation, en réservant la fabrication de ce bon marché au strict nécessaire, à notre consommation courante, à notre vie quotidienne. Il ne s'agit pas bien entendu, d'aller acheter à l'étranger, ni l'alimentation, ni le mobilier, ni l'habillement, ni la quincaillerie qui nous sont nécessaires, que nous pouvons et devons produire. Il s'agit de ne pas nous orienter vers une production en grand de ces objets, où nous ne pouvons lutter ni contre les Allemands, ni contre les Américains, ni contre les Japonais. Par contre, nous avons le droit et le devoir de faire progresser, au maximum, la production de luxe, que nous aurons le droit et le devoir de vendre au prix fort à ceux qui la demanderont forcément, car nous serons les seuls à la produire.

Que ce soient nos vins, nos truffes et nos poulardes, nos soies, nos broderies et nos dentelles, nos modes et nos parfums, notre ébénisterie ou notre tapisserie, notre littérature ou notre peinture, nous avons les moyens de surclasser nos voisins dans tous les genres. Il suffit de vouloir et de s'y atteler patiemment, mais avec foi. Il est certes plus facile de travailler à la chaîne, mais cela ne tient, ni à notre passé, ni à notre avenir. Réserveons la chaîne pour cette consommation courante dont je parlais tout à l'heure. Revenons au bel artisanat qui a fait notre réputation et notre fortune dans le passé.

Certes, nos artisans pourront se servir de toutes les ressources que la science, l'électricité, la mécanique, mettent à leur disposition. N'empêche que chacun attachera à son œuvre son cachet personnel, son goût, son adresse. Ce ne sera plus la machine qui mènera l'homme, c'est l'homme qui utilisera la machine. Nous y trouverons un autre avantage, le travail à domicile, décentralisé, désindustrialisé, permettant le maintien de la famille et la présence de la femme au foyer.

Une des plaies de l'industrie moderne est cet exode des femmes et des jeunes filles vers l'usine proche qui les attire par ses hauts salaires, qui les sort de leur milieu, qui les déracine, quand elle ne les déprave pas. A peine formé, le ménage se disloque. Le foyer est un mythe. On mange ce qu'on peut, à grand renfort de charcuterie et de conserves, on ignore la cuisine chaude et les repas simples et sains qui étaient le privilège de la France de jadis.

Naturellement, l'enfant n'est plus une joie, mais une gêne. On en fait le moins possible, et on est dans l'incapacité de les soigner, de les éduquer, de les élever. Le résultat n'est que trop visible à tous les points de vue.

Le jour où le travail à domicile sera devenu la règle, la mère de famille pourra fixer son emploi du temps en conséquence, et consacrer à son intérieur, à sa cuisine et à ses enfants, non pas le minimum, mais le maximum indispensable, en dehors de son travail à façon. Par exemple, il faudra que ces ouvrages à domicile ne soient payés aux prix de famine que nous avons trop souvent pu constater ces dernières années. Voilà où l'action de l'état, des syndicats doit se faire sentir. Il n'est pas tolérable de voir exploiter au XX^e siècle de malheureuses femmes confectionnant chemises ou caleçons, comme les planteurs des Antilles exploitaient, au XVIII^e siècle, les négresses récoltant le sucre de canne. L'esclavage moderne est pire que l'esclavage de jadis.

Evidemment, certaines travaillent plus vite que d'autres, plus adroitement, plus finement. Celles-là, on les orientera sur la lingerie de luxe. Les autres, qui usent avant tout de la machine à coudre, devront avoir un salaire minimum, basé sur le travail horaire d'une ouvrière moyenne. Ce salaire ne sera pas l'essentiel du revenu familial, mais en sera l'accessoire, mais un accessoire, qui, multiplié par le salaire des enfants en âge de travailler, aidera singulièrement le budget familial.

C'est ce budget familial qu'il faut remettre en honneur avec les tempéraments raisonnables à y apporter. La famille doit être la clef de voute du redressement français. L'ensemble des

familles doit être le rempart contre le bolchevisme.

Car, n'oublions pas que la guerre sauvage, qui se livre actuellement, fait le lit du bolchevisme, mieux que ne saurait le faire la plus insidieuse propagande. Les apôtres du chambardement, du nivellement par le bas, de la table rase, ont beau jeu devant les bombardements de Londres et de Berlin, devant les torpillages en quantité industrielle, devant la destruction imbécile de la richesse acquise sous toutes ses formes. Ils peuvent invoquer, à l'appui de leur doctrine l'exemple des régimes capitalistes ou anti-bolchevique. Le résultat est le même : ruine et misère pour tous. Et la misère comme la ruine sont mauvaises conseillères. Ce sont elles qui poussent à la révolte les masses affamées, sans abris, sans espoir. Elles sont prêtes alors à suivre tous les excitateurs qui font appel à leurs pires instincts. Elles sont capables de tous les excès. Et la répression sera d'autant plus dure qu'elle sera plus tardive. Il faut prévenir, avant de punir, si on le peut. On ne le peut qu'en organisant le travail, et en forçant à travailler, même au prix d'une intervention de l'état paraissant abusive. Le but est de permettre la vie à des millions d'individus. Ne soyons pas ridiculement sensibles sur le choix des moyens. Recasons, bien entendu, autant que nous le pouvons, chacun à sa place; mais, dans le cas où la place manque, trouvons en une autre, où nous n'emploierons peut-être pas chacun aux mieux de ses aptitudes, mais où nous l'empêcherons de mourir de faim.

Supprimons l'indemnité de chômage en supprimant les chômeurs, sans hésiter à transplanter là où il le faudra la main d'œuvre surabondante ici, et déficiente là-bas. On viole la liberté individuelle, c'est entendu, mais on donne le droit à la vie, en appliquant le devoir au travail. C'est le but à atteindre

L'Allemagne n'a pas fait autre chose après sa défaite en 1918, mais elle l'a fait à retardement. Puisque nous en avons suivi l'expérience, profitons-en, et évitons les erreurs et les fautes de la république de Weimar. Entrons de plein pied dans la doctrine national-socialiste en l'adaptant, je le répète une fois de plus, à notre tempérament. Nous y aurons d'autant plus de facilités que notre population est moins industrialisée que la population allemande, et, que beaucoup de nos ouvriers d'usines ou de chemin de fer n'ont quitté la terre que tout récemment. On a fait un gros appel à la paysannerie, quand on a cru pouvoir rattraper le temps perdu et combler à la hâte nos déficits en matériels de guerre. On a baptisé cheminots, métallurgistes, monteurs, quantité de cultivateurs qui n'ont plus rien à faire sur les voies ferrés ou dans les usines, et dont la campagne a le plus grand besoin. Progressivement remettons chacun à sa place. Ce ne sera pas sans pleurs ni grincements de dents, sans doute. Il suffira d'y avoir l'autorité et la persévérance, appuyées d'ailleurs par la force, pour arriver au résultat.

Il faut, certes, prévoir la force, pour calmer les énergiques qui fomentent, et les moutons qui suivent. Elle est indispensable, elle doit être suffisante. Ici, le consentement, la collaboration du vainqueur sont nécessaires. Ils doivent nous être d'autant plus facilement acquis, que son intérêt coïncide avec le notre.

L'Allemagne n'a aucun intérêt à voir la France sombrer dans le bolchevisme. Car, l'Allemagne sait parfaitement que son principal ennemi sur le continent est maintenant la masse slave avec laquelle elle a une frontière commune de la Baltique aux Carpates. Si, par malheur, ce magma inorganique de l'est au potentiel insoupçonné, conjuguait ses actions avec une masse révoltée de l'ouest, cependant que la misère n'aurait fait qu'augmenter dans les agglomérations surpeuplées de la Ruhr, de la Sarre, de la Silésie, la situation du national-socialisme pourrait être ébranlée, et, avec lui, celle de l'ordre européen tout entier. L'Allemagne veut donc que l'ordre règne du Pripet à L'Atlantique. Que sa schupo, sa gestapo, lui suffisent dans ses frontières, c'est possible; elles seraient certainement inopérantes et insuffisantes en France. Là, ce sont des forces françaises, une organisation française, un gouvernement français qui doivent agir. Ils agiront d'autant mieux qu'ils en auront les moyens, qu'ils seront plus forts.

Il faut, en première ligne, une gendarmerie, comme celle qui a fait ses preuves en France depuis tant d'années. Qu'on baptise G.R.M. ou garde de Paris, ou simplement gendarmerie, peu importe. C'est toujours la troupe de métier, bien encadrée, solidement instruite, prête à tous les sacrifices, ne discutant pas les ordres. Par exemple, elle a besoin d'être modernisé, aussi bien au point de vue armement que moyens de transport.

Elle doit avoir ses mitraillettes, comme ses grenades, ses avions et ses chars, ses voitures de liaisons comme ses camions, et surtout un réseau de transmissions impeccable, avec et sans fil. Ce n'est qu'avec une pareil force mobile, dont les effectifs sont à fixer d'accord avec l'Allemagne, que l'ordre sera maintenu en France au bénéfice commun de la France et de l'Allemagne, de l'Europe et du monde entier.

Quant aux villes importantes, la police devra y être assurée par une police d'état, indépendante des contingences locales, et sur laquelle il y aura lieu d'apporter toute son attention si l'on veut qu'elle rende les services qu'on en attend et qu'elle soit bien un élément d'ordre, et non de désordre.

Plus délicat est la question de politique extérieure. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la politique pratiquée depuis le traité de Versailles est bien la dernière à suivre. Il faut choisir dans la vie la voie que l'on veut suivre, et ne pas hésiter perpétuellement entre deux ou plusieurs solutions. Il faut avoir l'armée de sa politique, et la politique de son armée : nous n'avons eu ni l'une ni l'autre.

N'ayant pratiquement plus d'armée, le choix nous sera plus facile. Il n'en demande pas moins un certain discernement, et une grande habileté.

La situation actuelle est caractérisée par la victoire absolue de l'Allemagne sur le continent européen, par la résistance anglaise, par la solidarité anglo-saxonne qui s'affirme chaque jour d'avantage, par la fatigue italienne, par l'inconnue soviétique, et enfin par l'entrée en ligne japonaise.

Ce sont les éléments du problème qu'il s'agit de résoudre.

L'Allemagne a son armée de terre intacte, tandis que sa marine et son aviation mènent un dur combat contre la marine et l'aviation anglaise. Si elles avaient obtenu la supériorité on peut être certain que l'armée de terre en aurait profité, et que l'invasion de l'Angleterre serait chose faite. Puisque le 1^{er} octobre nous en sommes encore à attendre le débarquement, c'est que le haut commandement allemand, qui sait son métier, n'a pas jugé les moyens suffisants. Il lui faut maintenant attendre le printemps prochain, ou faire une paix de compromis avec l'Angleterre. Il n'y a pas d'échec à proprement parler, mais il n'y a pas le succès escompté et prédit par le führer. Les ruines s'accumulent à Londres, mais Berlin reçoit fréquemment la visite des avions anglais. La ténacité anglaise est connue, la sensibilité allemande aussi. Le duel peut durer.

Il durera d'autant plus que le monde anglo-saxon s'émeut de cette épreuve que subit la vieille métropole. C'est de Londres, en définitive que sont partis tous ceux qui ont essaimé en Amérique, en Australie, en Afrique, en Asie, dans le monde entier. L'écho des bombardements qui embrassent la Cité retentit, aussi bien à New-York qu'à Montréal, à Melbourne qu'à Calcutta, au Cap qu'à Jaffa. Les Anglo-saxon d'un côté, les juifs de l'autre sont intéressés à la question.

La défaite ou la victoire de la vieille Angleterre sont leur défaite ou leur victoire. Et cela, il semble bien que les États-Unis, en particulier commencent à le comprendre.

La grande république américaine est sortie de l'autre guerre avec une réelle désillusion, et avec le ferme propos de ne plus s'occuper désormais des affaires d'Europe; mais la destinée d'un grand peuple n'est pas à la merci d'une impression passagère, surtout quand les intérêts de ce peuple sont directement menacés.

Or que se passe-t-il au début de cet hiver 1940 ? L'Angleterre appelle au secours, ne cache pas qu'elle souffre, et place sa confiance dans les États-Unis. Elle leur passe ses points

d'appui dans l'Atlantique, en attendant ceux du Pacifique. Elle manifeste, par l'évacuation des personnes et des biens sur le Canada, qu'elle ne considère pas la lutte comme close, si jamais l'Allemagne occupait les îles. Mais en même temps, elle se bat ardemment, aussi bien au dessus de Londres qu'aux frontières de l'Égypte. Elle ne considère pas la partie comme perdue, au contraire.

L'Allemagne est surprise, manifestement, par cette résistance à laquelle elle ne s'attendait pas. Partie pour une lutte courte, la voici à l'entrée du second hiver de guerre. C'est très beau d'occuper les trois quarts de l'Europe, cela ne renforce pas l'armée, au contraire. Elle sait parfaitement, d'autre part, que depuis des mois, les Etats-Unis ravitaillent en matériel de guerre l'Angleterre et la Russie. Cette neutralité malveillante l'inquiète. Elle a pensé lui porter un coup décisif par l'alliance japonaise.

C'est l'événement de l'Automne 1940. Dans l'esprit de Ribbentrop, ce doit être une surprise terrible pour les Etats-Unis, et arrêter net leurs velléités d'intervention en Europe si jamais ils en avaient.

Certes, c'est ruiner ce qui pouvait rester d'influence européenne en extrême orient, atteindre à la fois la Hollande, la France, l'Angleterre; c'est le monde blanc qui capitule devant le monde jaune; peu importe. Ce qui importe, c'est que l'Allemagne gagne la guerre, et la gagne le plus tôt possible, sans interventions américaines.

On doit admettre que, ce faisant, Monsieur Ribbentrop a bien vu les dangers de l'acte et ses répercussions possibles. Les pourparlers avec le Japon duraient depuis un an. On eut pu signer plus tôt, et le Japon n'eut, sans doute, pas demandé mieux. Mais en août 1939, l'Allemagne n'avait pas besoin de l'alliance japonaise. Elle avait besoin de l'alliance russe, au risque de s'aliéner le Japon; elle s'est jetée dans le bolchevisme, apparemment l'affaire n'a pas été mauvaise, surtout pour Staline, à vrai dire, qui s'est adjugé quelques bénéfices substantiels depuis l'an dernier. Le Japon, froissé de cette désinvolture, et inquiet de cette alliance, s'est d'abord replié sur lui-même et a attendu les événements. Il a vu la Pologne supprimée, la Norvège occupé, la Hollande et la Belgique conquises, la France effondrée.

Comme il a lui-même de grosses difficultés en Chine, et comme l'occasion lui semble inespérée, il a sauté sur l'occasion que le blanc lui offrait, et il se fait le soldat de l'Allemagne contre les Etats-Unis, car, au fond, tout le traité, avec ses beaux considérants, se ramène à cela.

Et cela, l'Amérique le constate, le sent, plus que n'importe qui. Quelle va être sa réaction ?

Il serait plus juste de dire, quelles sont ses possibilités ? Militairement : faibles économiquement : énormes.

Ni l'armée, ni la flotte, ni l'aviation américaines ne sont en état de lutter avantageusement contre leurs adversaires japonais. Et les distances, par ailleurs, sont telles qu'un conflit est improbable, si l'un des deux adversaires ne le cherche pas délibérément.

Par contre la flotte et l'aviation américaines peuvent aider, officieusement, si non officiellement, l'Angleterre, et elles ne s'en prive pas. Il n'y a aucune raison que le Japon entre en guerre à ce sujet. Il le sait d'autant mieux qu'il n'est pas en guerre avec la Chine, bien qu'on y meurt depuis trois ans sans arrêt.

Reste la question des matières premières, dont le Japon a un besoin pressant, que les Etats-Unis lui fournissent jusqu'ici, et dont ils arrêtent net les livraisons. C'est là que gît, à mon avis le nœud de la question. Si le besoin d'essence force le Japon à s'attaquer aux îles de la Sonde, et si le danger paraît suffisamment important aux industriels, aux commerçants américains, il est possible que l'Amérique, menacée dans ses intérêts asiatiques, appuyée sur les possessions anglo-française, estime, elle aussi, l'occasion favorable. Dans ce cas, c'est la flotte, l'aviation américaine, appuyées sur Singapour, le Cap St. Jacques, Hongkong et Manille, qui engagent la bataille avec la flotte et l'aviation japonaises basées sur Hainan, Canton et Shanghai. Les bases purement américaines ou purement japonaises sont trop loin pour jouer un rôle de

premier plan dans l'affaire.

Mais, ce qui dans cette bataille future des îles de la Sonde, est capital, c'est tout ce qui coopère à la bataille sans y prendre part. C'est le potentiel américain en face du potentiel japonais. D'un côté une nation financièrement épuisée, de l'autre côté la plus puissante oligarchie financière de tout les temps. D'un côté, une nation peu, sinon pas préparée à la guerre et ne marchant pas avec cet enthousiasme qui est garant de la victoire.

Le traité signé par Mr Ribbentrop, le 26 septembre 1940, jouera-t-il le rôle de catalyseur et dans quel sens ? L'avenir nous le dira. Sans compter que ce traité, et il en est expressément fait mention, peut inquiéter les soviets.

De même que le Japon fut nerveux en août 1939, de même la Russie peut être nerveuse en Septembre 1940, à moins que Staline ne trouve là une occasion de travailler fructueusement en Extrême-Orient, comme il a travaillé sur la Baltique ou en Bessarabie.

Le Géorgien retord sait fort bien les sentiments du führer à son égard, et n'a aucune illusion sur la sincérité allemande. Lui aussi peut estimer favorable l'occasion pour la grande Russie, et nous assisterions à l'équipement des masses russes par l'industrie américaine, que cela n'aurait rien d'extraordinaire; équipement lent comme tout ce qui se passe en Russie, mais qui n'en serait pas moins un danger pour chacun des deux alliés, l'Allemand et le Japonais, aussi bien sur la frontière de la Vistule que sur celle de l'Amour.

Tout cela, je le répète, les signataires allemands l'ont certainement vu, et cependant ont signé.

Ils y ont vraisemblablement été forcés, non pas tant pour instaurer la paix mondiale, qui est bien le cadet de leurs soucis, que pour ne pas perdre le bénéfice de leur succès, et parce qu'il y a peut-être déjà des lézardes dans le bel édifice qu'on a orgueilleusement rêvé d'édifier.

Ne parlons pas de la situation économique de l'Allemagne, quoi qu'elle ait bien son importance dans le cas présent. Voyons plutôt la situation du brillant second, l'allié italien.

L'Italie n'est entrée en guerre effectivement qu'au mois de juin 1940, mais, elle aussi, elle croyait à une paix rapide et fructueuse. Or, elle a conquis la Somalie britannique, elle utilise Djibouti et puis.....

Et puis, la Méditerranée est bouclée, le commerce arrêté, les touristes font grève.

Alors, cette guerre, qui n'a jamais été très populaire, pourrait bien devenir impopulaire, si des revers impossibles à cacher remplaçaient des succès incontrôlables.

Tant que la paix n'est pas signée avec la France, on n'a rien de ce que l'on a demandé à si grand cris : la Tunisie, la Corse, Nice et la Savoie. Il n'est pas très sûr que l'allié du nord soit tellement intéressé à satisfaire ces désirs.

Certes, l'Égypte serait une proie tentante; mais le désert de Libye manque diablement d'eau.

La Yougoslavie n'a pas d'industrie de guerre, mais ses soldats sont de redoutables fantassins. La Grèce offrirait des points d'appui sérieux pour la flotte, mais l'Angleterre y a des amitiés solides, et la Turquie ne laisserait peut-être pas faire. Tout cela est bien ennuyeux quand le chef est dévoré d'ambition, mais que le Roi est prudent et que la nation ne marche qu'en rechignant.

Tant qu'il ne s'agit que de s'agiter, de crier, de pavoiser, tout va bien. Quand il s'agit de se battre, avec tous les risques que cela comporte, on y regarde à deux fois. et cela est très naturel, aussi bien de la part du souverain que de celle du peuple, qui sait, peut-être même de celle du « Duce ». Une chose est certaine, c'est que l'Italie voudrait bien voir l'aventure se terminer, fut-ce même au prix d'un compromis. Tout arrêt des opérations militaires serait bien accueilli dans la péninsule, cela, l'Allemagne le sait, et certainement ne peut que s'en préoccuper. Alors ?.....

Parti avec l'idée d'une guerre courte, limitée à la Pologne, voici Hitler dans la seconde année de guerre, et la quatrième année de mobilisation, avec une autarcie qui a donné de

magnifiques résultats, mais qui ne remplace tout de même pas le commerce libre, cher aux armateurs de Hambourg, aux usines de la Ruhr, aux commis voyageurs de toute l'Allemagne.

C'est entendu : on fait de la laine avec du charbon, du coton avec du bois, du verre avec du lait, ou inversement, tous ces ersatz ne valent pas les bonnes et simples marchandises naturelles que l'Allemagne a connues et utilisées jadis au temps où son « *liberum veto* »¹ ne s'étendait pas de Bordeaux à Braïla.

Les cloches sonnent, les drapeaux flottent, les cortèges se multiplient : cela n'empêche pas les avions de tomber un à un, et les objectifs non militaires de s'écrouler ou de flamber sous les coups des pirates britanniques.

La tension nerveuse monte certainement plus, proportionnellement, que ne s'accumulent les ruines jusqu'ici. Et rien ne dit que les agitateurs de l'est ne vont pas rechercher à expliquer le mécontentement pour exciter de nouveau les passions mauvaises dans un prolétariat auquel on a beaucoup promis, mais auquel on n'a pas donné la victoire complète sur les méchants ploutocrates.

Alors ?...

Sur qui l'Allemagne, la vraie Allemagne, celle de Frédéric II, de Metternich, de Bismarck, celle de la Wehrmacht de 1940, peut-elle s'appuyer pour bâtir quelque chose de stable, de solide, qui ne repose pas sur un concept plus ou moins changeant, plus ou moins défini, plus ou moins précis ?

Sur une nation et une seule : la France.

La France a été vaincue trop vite pour ne pas se redresser également vite. Quoi que fassent ceux qui l'ont abattue. Ils l'ont eu par surprise, comme le lutteur heureux qui réussit du premier coup une prise inconnue, ou l'escrimeur de classe qui tire droit une botte imparable. Cela n'empêche pas que ses possibilités sont intactes et que, tôt ou tard, elle les retrouvera. Mieux vaut qu'elle les retrouve avec l'accord tacite, disons mieux, la complicité, de la Wehrmacht, qu'avec l'opposition haineuse d'une opinion publique mal orientée et mal dirigée.

Dans le premier cas, c'est la neutralité certaine sinon bienveillante, car l'écho des coups de canons de Mers El Kebir et de Dakar n'est pas encore assourdi, d'une France qui se réveille de son ahurissement et demande à reprendre progressivement sa place au soleil et à ne pas être traité en nation finie.

Dans le second, c'est la résignation forcée, sinon malveillante, car les ruines de Dunkerque fument encore, d'une France qui n'a jamais plié sous le joug, et qui attendra le moment favorable pour se venger de l'injustice du sort et de l'incompréhension de ses dirigeants.

Dans un cas, c'est l'Allemagne tranquille à l'ouest et pouvant concentrer tous ses efforts à l'est.

Dans l'autre, c'est la dispersion obligatoire des forces, c'est l'occupation prolongée, avec toutes ses servitudes, ses charges, ses dangers.

L'Allemagne victorieuse est à la croisée des chemins.

La France vaincue attend la décision du vainqueur. De cette décision peuvent sortir des années de paix, de collaboration, de richesse, ou, au contraire, des monceaux de ruines et des torrents de sang.

1- Aux XVII^e et XVIII^e siècles, dans la diète polonaise était appliqué le principe dit du *liberum veto*, la « liberté de ne pas consentir ». Pour un député, il suffisait de crier en séance : *liberum veto* pour interrompre la séance et rendre invalides toutes les décisions préalablement adoptées. Cet usage, peu à peu transformé en loi, était la conséquence du principe que la promulgation des lois exigeait l'unanimité totale.

A l'Allemagne de choisir.

Plus longtemps les prisonniers resteront prisonniers, plus longtemps les provinces de France resteront occupées, plus les stigmates de la défaite se creuseront, moins les rancunes s'apaiseront, moins les sages se feront entendre. Ce que les pères ne feront pas sera légué comme consigne à leurs fils, puis à leurs petits fils, et l'histoire est là pour nous enseigner des résurrections qui n'ont rien de miraculeuses.

A cette époque là on aura oublié Mers El Kebir comme Dunkerque et l'on partira sur de nouvelles bases qui seront fixées et par Washington, et par Moscou, et où chacun n'écouterait que ses rancunes avant même de penser à ses intérêts.

Ce jour-là, il sera trop tard pour parler de collaboration, alors qu'il est toujours facile de crier : « Revanche », et les lois de l'arithmétique qui ont joué avec 10 avions et 5 chars contre 1 joueront avec 100 avions et 50 chars contre 5.

Et, ce que les maréchaux de Napoléon n'ont réussi ni à Dantzig, ni à Hambourg, ni en Illyrie, ceux du III^e Reich ne le réussiront ni à Bayonne, ni à Brest, ni à Lille.

Les grands conquérants ont toujours le même destin, un peu plus tôt ou un peu plus tard. Le sort des peuples vaincus est de savoir attendre leur heure, et de ne pas oublier.

Mais, ce qui existait avant le 10 mai existe encore le 1^{er} octobre. Le potentiel de la France est temporairement diminué, il n'est nullement supprimé. La France existe, même si son matériel de guerre n'existe plus, même si son sol est occupé; même si deux millions de prisonniers ne sont pas rentrés dans leurs foyers. Vis à vis de l'Amérique, vis à vis de l'Afrique, vis à vis de l'Asie il n'en est pas de la France comme de la Tchécoslovaquie et de l'Autriche. Celles-ci peuvent être des protectorats ou des gouvernements généraux, la France est un état, qu'un trait de plume ne suffit pas à rayer de la carte du monde, et que le monde entier a intérêt à ne pas voir rayé.

Et, en tête de ce monde sympathique, il faut placer les Etats-Unis, avec leurs énormes possibilités matérielles et spirituelles. Il se trouve que ces marchands, ces fabricants, ces cultivateurs sont plus ou moins intéressés, dès maintenant, à nos guerres européennes. N'oublions pas que la récente loi de conscription porte sur 16.000.000 d'individus, que les budgets de fabrications aériennes et maritimes nous révèlent des engagements insoupçonnés. Il serait vraiment naïf de notre part, pour ne pas dire plus, de nous opposer, dès maintenant, à cette masse énorme, en faisant aveuglément le jeu de l'Allemagne, alors que la sagesse commande de voir venir et d'agir en connaissance de cause. Le traité germano-japonais ne peut que confirmer cette manière de voir.

Il est une autre façon d'envisager la question. C'est de renverser délibérément les alliances, dès maintenant. Après avoir joué la carte anglaise, et sans attendre que de nouveaux jeux soient faits, jouer la carte allemande, sans hésiter, les yeux fermés.

Ce furent jeux de rois, jadis, et notre XVIII^e siècle nous en a laissé de cuisants souvenirs, avec un partenaire qui s'appelait Frédéric II, et devant le réalisme auquel notre idéalisme n'a pas pesé lourd.

Aujourd'hui, la situation est beaucoup plus grave, parce qu'il ne s'agit plus de l'Europe mais du monde.

Les colonies du XVIII^e siècle et le commerce international n'existaient pas à côté des empires coloniaux de 1940 et du trafic maritime et aérien qui sillonnent le monde. Les Etats-Unis n'étaient pas nés, le monde anglo-saxon se limitait au Royaume-Uni.

Mais maintenant, il faut voir plus loin et plus large, et considérer nos intérêts non plus seulement en Europe, mais sur tous les continents, et sur les mers.

Je l'ai déjà dit la débâcle militaire, qui a surpris le monde entier, n'a pas eu pour effet de supprimer instantanément la puissance française; elle a simplement démontré que la France n'a pas su prévoir, ni préparer la guerre, et que l'armée française a fait preuve d'une outrecuidance coupable en se croyant capable de lutter à armes égales contre une armée

allemande qui était incroyablement supérieure.

Certes, le mieux serait d'arrêter le massacre.

Pour l'honneur de l'humanité, pour son bonheur tout simple, son unité, pour qu'on parle enfin d'autre chose du Groenland au Cap de Bonne Espérance, et de Bretagne en Chine, que de bombardements, d'incendies, de tués, de blessés, d'infirmes et de mutilés. Souhaitons que la science, dont nous nous vantons tellement, nous serve à autre chose qu'à détruire, quelle ait au contraire, une action constructive qu'elle embellisse notre planète, matériellement et moralement au lieu de la dévaster.

A la base de ces cataclysmes périodiques, se trouve toujours l'orgueil d'un homme ou d'un peuple ou d'une race. L'orgueil qui a perdu Lucifer et entraîné avec lui les mauvais anges, a aussi perdu successivement tous les grands conquérants et a entraîné dans leur chute les peuples qui les avaient suivis. L'histoire donne de grandes et salutaires leçons. Comme je le disais plus haut, il s'agit de savoir attendre.

Par exemple, « Attente » ne signifie pas « Résignation », et « Discrétion » ne signifie pas « Oubli ». Ceux qui ont l'honneur d'appartenir à une nation ayant des traditions, le passé de la France; ceux dont les aïeux ont travaillé, ont souffert, sont morts pour faire la France, n'ont pas le droit d'abandonner cet héritage.

Quoi qu'il doive, quoi qu'il puisse leur en coûter, ils ne doivent admettre que des solutions logiques, des décisions justes, n'effaçant pas d'un trait de plumes des siècles de labeur et de notre gloire.

Si l'adversaire le comprend, si le traité de paix imposé ne laisse pas de plaies béantes, l'avenir peut être chargé des plus belles promesses.

Si, devant une décision implacable, et l'impuissance du moment présent, nous n'avons qu'à nous soumettre, nous rongerons notre frein en silence, et nous y penserons toujours en n'en parlant jamais.

L'histoire n'est qu'un éternel recommencement.

Octobre 1940

Engins nouveaux, parades nouvelles

L'Allemagne a remporté sur la France une victoire foudroyante, dont la rapidité et l'ampleur ont surpris nos adversaires eux-mêmes.

Abstraction faite des raisons morales, voyons les raisons intellectuelles et matérielles qui nous ont conduit au désastre.

Nous avons tout sacrifié au dogme de la défensive, de la puissance de feu, sans accorder au mouvement, à la manœuvre, la part qui leur revenait : voilà notre première faute et la plus grave.

Nous nous sommes grossièrement trompés sur la qualité et la quantité des engins nouveaux que nous avions en face de nous, et nous n'avons pas su nous équiper et nous organiser pour riposter à leurs attaques : c'est notre erreur impardonnable.

Les succès allemands sont dus à l'aviation et aux chars, c'est certains; mais ils sont dus avant tout au dynamisme, à la jeunesse, et à la volonté de vaincre d'une armée ardente et dressée au combat offensif.

En cinq ans, l'aviation allemande sort du néant. Elle aborde la guerre de 1939 avec 5.000 appareils environs, tandis qu'à l'arrière elle a environ le double de pilotes de rechange, et que ses fabrications sont lancées pour une production intensive.

La guerre d'Espagne a été pour elle une occasion unique de vérifier les caractéristiques de ses appareils, en même temps d'ailleurs que celles du matériel français livré au camp adverse. Aussi bien au point de vue des avions, que canons anti-chars, comme au point de vue chars, il est certain que les batailles de Biscaye et de Catalogne ont permis au commandement allemand de mettre au point des conceptions jusque là purement théoriques.

La campagne de Pologne fait la preuve des possibilités du matériel et du personnel devant une armée brave mais mal armée. L'aviation polonaise est détruite avant d'avoir pu lutter. L'infanterie et l'artillerie polonaise sont survolées manœuvrées, enveloppées, sans pouvoir combattre à armes égales contre une infanterie et une artillerie allemande qui leur était vraisemblablement inférieure en qualité sinon en quantité.

Il ne restait au haut commandement allemand qu'à s'assurer une supériorité incontestable en matériel pour attaquer, avec toutes chances de succès, l'armée française et l'armée anglaise, sur lesquelles il était exactement renseigné. Ce fut l'affaire de sept mois, pendant lesquels les usines allemandes travaillent fiévreusement.

Nous savons, de façon à peu près certaine, que la sortie des avions fut de 700 par mois, en chiffres ronds, 5.000 pour la période envisagée.

Quand aux chars, le nombre des divisions cuirassées passe de 6 à 10 chacune, de 500 chars, sans parler des bataillons de chars non endivisionnés.

C'est donc vers un effectif très voisin de 10.000 avions et de 5.000 chars que l'Allemagne entre vraiment en campagne le 10 mai 1940.

Quelle était la valeur de ce matériel, et que représentait-il par rapport au matériel français ?

Aussi bien en aviation qu'en engins cuirassés, l'Allemagne n'avait rien à envier à ses adversaires.

Les appareils de chasse, de reconnaissance, de bombardement étaient soigneusement étudiés, et leurs performances égalaient, sinon surclassaient, celles des appareils adverses.

Au point de vue bombardement, en piqué principalement, les exercices avec tirs réels d'Espagne avaient permis de mettre la chose parfaitement au point. L'aviation allemande comptait beaucoup sur ses « Stukas ». Elle n'a pas été déçue. Leur action matérielle et surtout morale a été énorme. Que ce soit sur terre ou sur mer, sur les troupes en colonne ou sur les

navires en ligne de file; nous devons reconnaître que nous avons sous-estimé l'effet du bombardement aérien.

Celui-ci n'a pas, de loin, les résultats matériels de tir d'artillerie bien calculé, bien observé, et qui peut durer. Mais son effet moral est peut-être plus puissant, par sa soudaineté même et sa brutalité. Sur des troupes mal aguerries, mal entraînées, mal commandées, il peut conduire, et il a conduit, à la panique et à la débandade.

Tant par sa rapidité, que par sa portée, l'avion est donc un agent de destruction puissant. Pour qu'il donne son plein rendement dans la bataille, il faut qu'il agisse en liaison avec les troupes à terre, là où elles en ont besoin. Nous devons reconnaître, là aussi, que les Allemands nous ont donné un magnifique exemple.

Leurs avions de reconnaissance, que nous avons rapidement appris à connaître, venaient audacieusement au-dessus de la région qui les intéressait, faisaient leur métier, sans être gênés par ailleurs par la moindre chasse française ou anglaise; communiquaient par T.S.F. leurs observations au bombardement à l'écoute, et au bout d'une demi-heure au grand maximum commençait la ronde des avions de combat, à une altitude variant de 50 à 500 mètres.

Qu'il survienne un incident dans l'action, toujours une aviation réservée était prête à intervenir, en liaison intime avec les troupes combattant à terre, à leur plus grand profit. Nous pouvons citer des exemples de contre-attaques menées uniquement par l'aviation, qui n'ont évidemment pas occupé le terrain, mais qui ont empêché nos divisions de l'occuper, et donné aux chars, puis à l'infanterie ennemis, le temps d'intervenir.

Reconnaissance et bombardement furent donc étroitement conjugués avec l'action des troupes à terre. Nous aurions pu le prévoir, sinon en faire autant, vu notre pénurie en aviation de chasse. Mais ce que nous n'avions pas prévu fut l'emploi intensif de l'avion comme moyen de transport, soit d'infanterie portée ou parachutistes.

L'expédition de Norvège laissa constater avec quelle audace, et quelle précision aussi, les Allemands utilisèrent leurs avions de transport, aussi bien à Trondjhem ou à Skavanger qu'à Narvik.

Dès que la campagne de l'ouest commença, ils cherchèrent à employer les mêmes méthodes. Les débuts ne furent pas heureux.

Sur le terrain de Rotterdam, à peine arrivés, les avions de transport furent pris à partie par un groupe de bombardier anglais qui en détruisit la majeure partie. Mais l'infanterie débarquée avait pu s'éloigner à temps, et le millier d'hommes qu'elle représentait fut d'une importance capitale pour s'emparer de quelques points importants en attendant l'arrivée des divisions cuirassées et motorisées.

L'action des parachutistes ne fut pas négligeable. Elle ne revêtit pas l'importance que l'imagination des foules lui attribua.

Nous manquons jusqu'ici de renseignement sur les transports de même nature qu'ils purent faire au cours de la campagne de France. On peut admettre qu'ils ne s'en sont pas privés, dès que leur avance leur eut livré les terrains d'atterrissage nécessaires. La flotte de transport aérienne allemande était suffisamment nombreuse pour permettre les transports stratégiques demandés par le haut-commandement.

Cette aviation de transport et de bombardement a été protégée par une aviation de chasse, sinon très nombreuse du moins très bien équipée.

Les Messerschmitt, de tous numéros, ont largement valu les Morane, les Curtis, et les divers appareils anglais. Les pilotes, par contre, ne se sont pas révélés supérieurs aux pilotes adverses. A nombre égal, la qualité franco-anglaise s'est affirmée meilleure, quoi qu'aient pu raconter les communiqués, le nombre d'appareils abattus a été sensiblement équivalent au début des opérations. En raison, hélas, du nombre infime de nos appareils par rapport aux appareils ennemis, le handicap s'est fait cruellement sentir au bout de quelques jours de bataille.

Quant à l'artillerie anti-aérienne, les Allemands ont aligné une « Flak »¹ à haute altitude à peu près dix fois supérieure à la notre. Elle a agit autant en artillerie anti-chars qu'en artillerie anti-aérienne. C'est une leçon que nous pouvons méditer, et dont nous tirerons les enseignements qu'il convient.

A côté de l'aviation, et en liaison intime avec elle, la division cuirassée.

C'est à dessein que j'insiste sur cette coordination des efforts qui nous a tous frappés et qui a été une des causes essentielles de la victoire.

L'armée aérienne allemande et l'armée cuirassée allemande ont mené la lutte ensemble, sous le même commandement, contre une armée de terre et une armée de l'air française, où le terrien était le demandeur auprès de l'aérien, et où, même si les avions avaient existé, nous eussions perdu un temps précieux pour les avoir à temps au point nécessaire.

La division cuirassée allemande, telle que nous l'avons vu dans la bataille des Flandres, est un outil puissant, remarquablement adapté à la guerre de mouvement.

500 chars environ, véhicules robustes, plus ou moins rapides, plus ou moins protégés, mais tous unis d'une arme anti-chars et tous montés par un personnel jeune, entraîné, ardent, ayant l'initiative, l'ardeur, la décision propre au cavalier.

A côté des chars, et marchant dans leurs rangs, un canon automoteur à grande vitesse initiale, suffisamment protégé pour braver les feux de mousqueterie, suffisamment puissant pour briser les résistances locales du béton ou de la cuirasse.

A proximité immédiate également, les moyens de franchissement légers mais solides permettant à des engins de 10 à 20 tonnes de franchir les coupures de nos canaux et de nos rivières de faibles largeur.

Enfin une infanterie, portée sur des véhicules tous terrains, manoeuvrant et débordant largement les résistances, sans souci du coude à coude, poussant audacieusement de l'avant sur l'axe de marche, jetant des groupes de combat aux points importants, entourant les P.C., interceptant les communications, arrêtant les isolés, terrorisant la population civile : voilà ce que nous avons vu, voilà ce qui nous a battus, voilà ce qu'il faut loyalement avouer, sans perdre de vue que cette forme de bataille n'est pas toute la bataille, et que l'heure des assauts d'infanterie, avec l'appui d'artillerie, de chars et d'aviation n'est pas passée, comme la lutte de chars contre chars, l'aviation contre l'aviation. Il faut être prêts à l'une comme à l'autre.

La transformation de notre mentalité, de notre armement, et de notre organisation aurait du s'exercer dans les domaines tactiques et stratégiques. Nous les étudierons successivement en nous limitant à la lutte contre avions et à la lutte contre chars. Mais, posons d'abord le principe qu'un armement ne vaut que par l'esprit qui l'anime et l'ardeur des exécutants. L'esprit guerrier de la France n'exista pas en 1940. C'est la cause de la catastrophe.

La puissance de l'armée aérienne est étroitement fonction du nombre de ses appareils, des caractéristiques du matériel, et de l'entraînement des équipages. Cette armée est incapable de gagner la guerre à elle seule, et son action doit être si étroitement lié à celle des troupes de terre, qu'elle doit être placée sous le même commandement.

La première condition pour lutter à terre à armes égales est de prendre en permanence la maîtrise de l'air. Nous avons tous vu, au début de mai, les escadrilles de bombardement allemandes, chacune d'une dizaine d'appareils, disparaître devant quelques patrouilles de nos chasseurs. Par contre, nous avons vu ces patrouilles attaquées au bout de peu de temps par de véritables escadres de chasse qui les écrasaient sous le nombre et permettaient alors aux bombardiers de revenir faire leur travail.

1- *Flak* est l'abréviation du mot allemand *Fliegerabwehrkanone*, signifiant « canon antiaérien ». Le mot peut être pris selon deux sens : *la flak* (n.f., lui-même abréviation de *Flakartillerie*) étant le nom générique des unités de batteries antiaériennes statiques, ou les unités de DCA attachées aux unités combattantes.

Il faut donc, avant tout, posséder une aviation de chasse supérieure en nombre à l'aviation ennemie. Dès que cet ennemi est contraint, comme nous l'avons été, à ne plus avoir recours qu'au bombardement de nuit, il est lourdement handicapé, et le résultat de ses attaques est insignifiant par rapport au résultat des attaques de jour.

Il faut nous orienter ensuite sur l'appareil de bombardement à basse altitude, capable de déposer avec précision sur un but, mobile ou immobile, des bombes de 50 à 500 Kilogrammes.

Les effets sur une troupe abritée sont surtout moraux, mais, sur une colonne en marche, mal échelonnée, ils peuvent être terrifiants.

Et toujours, je ne cesserai de le répéter, action conjuguée entre les troupes de terre et les troupes de l'air, pour que les aviateurs fassent du travail utile, en fonction des renseignements et des projets du commandement, et ne courent pas des risques inutiles devant la défense des troupes terrestres.

Cette défense est à base d'artillerie à grande portée, et d'artillerie de petit calibre à projectile autodestructeur.

Le tir des F.M. et des mitrailleuses est de faible rendement.

Le calibre qui a fait ses preuves pour l'artillerie puissante est le 90. On a également préconisé le 105. Peu importe, l'essentiel est que la maniabilité du matériel et la vitesse initiale soient considérables pour que le pointage sur l'avion ennemi et l'encadrement de cet avion soient instantanément obtenus. Nous avons à ce point de vue de gros progrès à faire.

L'arme de petit calibre varie entre le 20, le 25, le 37, ou le 40. Que ce soit l'un ou l'autre, le canon doit être, comme le précédent, à grande vitesse initiale, à pointage facile, et porté ou tracté sur une voiture tous-terrains. Il doit pouvoir indifféremment servir contre avions et contre chars. Seul le projectile varie, autodestructeur dans un cas, perforant dans l'autre; mais le nombre de projectiles doit atteindre un millier de coups par pièce, en admettant que la cadence moyenne de tir soit de 18 coups à la minute.

Qu'il s'agisse de gros ou de petit calibre, cette artillerie anti-aérienne ne doit pas être rattachée à l'aviation. Elle doit dépendre des unités terrestres qui ont à se défendre contre les avions ou contre les chars et qui doivent à leur tour défendre cette artillerie contre les attaques terrestres.

En principe, la dotation est d'une section de 4 pièces de 20 par E.M de Régiment, bataillon, ou groupe d'artillerie. Pour l'instruction, ce matériel peut être avantageusement groupé en compagnies ou en batteries contre engins aériens, à condition qu'il soit bien entendu qu'un bataillon ou un groupe ne s'engage pas sans sa section de 20mm.

Les échelons supérieurs, DI., C.A., et armée doivent comporter organiquement chacun deux batteries de 6 pièces de 25 de 37, ou de 40 mm. Destinées en principe, l'une à la couverture du P.C, l'autre à celle de la gare de ravitaillement. Chacune de ces unités a son personnel et son matériel fixés par les tableaux d'effectifs.

Des batteries de réserve générale seront prévues pour la protection des terrains d'aviation et des points importants reconnus dans la zone des armées. Elles seront mobiles, de petit et de gros calibre, constituées en groupe et groupement. Chaque groupement comprend, en principe, un groupe de 90, un groupe de 75 un groupe de 40. La D.A.T est indépendante de cette D.C.A.¹

Cette dotation est indispensable pour empêcher les avions de bombardement en piqué d'appliquer leurs bombes avec précision au point qu'ils visent. Elle n'exclue nullement la présence d'une aviation de chasse nombreuse et bien équipée, à laquelle elle indique, par ses tirs, la zone où elle doit intervenir.

1- DAT et DCA : Défense Aérienne du Territoire et Défense Contre Aéronefs.

La lutte contre les chars

La lutte contre les chars est à base de mines, d'armes anti-chars d'artillerie, et d'aviation.

Je mets en tête la mine parce qu'elle est un engin facile à fabriquer, facile à manier, et dont seul le problème du transport est compliqué.

De même qu'il y a D.C.A. et D.A.T., de même il doit y avoir mines des armées et mines du territoire, en admettant pour les armées des prévisions autrement considérables que celles prévues en 1938. C'est de l'ordre du décuple, tout au moins à l'échelon armée et C.A., qui doivent pouvoir donner aux divisions sous leurs ordres, en fonction de leur mission, une dotation suffisante pour barrer la route, en toute certitude, certains axes de mouvement sur un front et une profondeur suffisante; en principe 500 mines aux km. La mise en œuvre sera effectuée par l'infanterie, guidée par le génie, dont certaines unités seront spécialisées à cette effet. Le sapeur de 1940 connaissait trop la guerre de mines, et pas assez la guerre des mines.

Quant au type de mines, peu importe, pourvu qu'elle soit efficace, facile à manier, facile à amorcer, et d'une fabrication rapide en grande série quand elle sera décidée. Il est lamentable de penser que nos chars ont durement éprouvé en Lorraine, en septembre 1939, l'efficacité des mines allemandes, et que nous n'en ayons aucune en mai 1940. L'arme complémentaire de la mine est l'arme anti-chars. Elle fait partie intégrante des unités aux divers échelons. Il est inadmissible, en effet, de paraître admettre qu'une troupe, quelle qu'elle soit, soit livrée en pâture aux chars ennemis, pas plus qu'à l'aviation ennemie, sans pouvoir se défendre.

Abstraction faite d'autres considérations d'ordre morale et, sans vouloir excuser certaines défaillances, il est bien certain que le fait d'avoir laissé des divisions sans armes anti-chars ou avec un nombre ridiculement insuffisant d'armes anti-chars, explique en partie le recul, sinon la fuite de ces divisions devant les attaques massives des chars.

On doit donc poser cette règle absolue que toute unité élémentaire d'infanterie, de cavalerie, ou du génie est dotée d'une arme portative anti chars.

Cette arme, variant d'un calibre entre 10 et 20 mm., doit être portative, avec approvisionnement immédiat de 200 coups et capable de perforer à 400 m. un blindage de 40 mm. d'acier. C'est l'arme du combattant de première ligne, au même titre que le F.M.

A coté de cette arme légère et à courte portée, les unités supérieures d'infanterie, bataillons et régiments, de même que le G.R.D.I. ¹ doivent être dotées d'un canon anti-chars mobile, d'un calibre variant entre 25 et 47, monté sur un tracteur tous-terrains, et pouvant tirer efficacement à partir de 800 m sur un engin blindé à 40 mm. Le type A.M. ² légèrement blindé, de superstructure aussi basse que possible, conviendrait parfaitement.

La dotation devrait être d'un peloton de trois voitures par bataillon, et deux pelotons par régiment, abstraction faite des armes portatives. Ces pelotons, groupés pour l'instruction, formeront la compagnie anti-chars du régiment, comme nous avons vu plus haut la compagnie anti-avions.

Le G.R. de toute division, motorisée ou non, comprend un escadron de ces mêmes A.M., du même type, destinées au même usage et recevant sensiblement les mêmes instructions, avec l'indépendance cavalière en plus. Son effectif est de 15 A.M., y compris les voitures de commandement.

Dans toutes les divisions également, le G.R. comprend un deuxième escadron, de chars celui-là, du type H 39 par exemple armé d'un canon de 47 ARX et pouvant intervenir en contre-attaque locale sur n'importe quel point du front de la division. Son effectif est fixé à 4 pelotons de 5 chars.

L'armement anti-chars de la D.I. est complété par la compagnie et la batterie divisionnaire

1- GRDI : Groupe de reconnaissance de division d'infanterie

2 - AM : Auto Mitrailleuse.

anti-chars, de 12 canons chacune, montés sur châssis cuirassé tous-terrains et pouvant indifféremment tirer sur avion ou chars, suivant le projectile employé. Le calibre varie du 37 au 47 mm. Pour avoir une efficacité suffisante. Les deux unités dépendent directement du général de division.

Si nous additionnons les armes anti-chars de la D.I. ainsi équipé, abstraction faite des fusils spéciaux, nous arrivons au total de :

Infanterie	3X15	45
Cavalerie	15+20	35
C.D.A.C.		12
B.D.A.C. ¹		12
total		104

En admettant qu'une D.I. occupe un front moyen de 10 kilomètres, c'est donc sensiblement 10 armes anti-chars au kilomètre qui vont s'échelonner sur une profondeur de 2 à 5 kilomètres, sans compter les armes portatives. C'est une densité défensive sérieuse à l'échelon de la D.I.

A l'échelon C.A., il faut aussi une unité mobile. De même que nous avons renforcé le G.R.D.I., nous allons renforcer le G.R.C.A. en lui adjoignant organiquement un bataillon anti-chars auto, remplaçant les bataillons de mitrailleurs.

Ce sera la possibilité pour le commandant de C.A. de parer à une défaillance locale, au point de vue dynamique. Tout G.R.C.A. comprendra donc également un escadron de chars du type préconisé plus haut. En effet, le véritable adversaire du char est le char. Nous avons été écrasés en Thiérache et en Artois, par les chars allemands, alors qu'en Belgique le corps de cavalerie, quoique vivement pressé, a parfaitement tenu le coup, avec ses chars Somua et Hotchkiss 39.

Il s'agit donc de disposer, à l'échelon C.A. et armée, des chars nécessaires, soit pour attaquer, soit pour contre-attaquer, chars blindé de 40 mm et armés de canon de 47 mm. Je prends ces chiffres pour fixer les idées, et surtout, pour éliminer une bonne fois cette théorie néfaste qui nous a fait adopter sur un engin moderne un canon archaïque. Ne pas mettre sur le char une arme anti-char est une hérésie.

Quels sera le nombre de ces chars ? Quelle en sera l'organisation ? La répartition ? Je laisse à d'autres le soin de le résoudre. A mon avis, le minimum doit être le régiment de chars par C.A.; chars que l'on peut baptiser d'accompagnement, sensiblement le type de nos H39 ou S.F.C.M.

A la disposition du G.Q.G., pour être réparties entre les armées, des unités cuirassées, rattachées toutes à la cavalerie, organisées soit en corps, soit en divisions, soit en brigades.

Le type des engins sera à déterminer, en tenant compte de leur poids, de leur vitesse, de leur armement, de leur protection, de leur rayon d'action. Cette dernière notion est capitale. Nos chars B étaient de puissants outils, qui surclassaient la plupart des chars allemands. Malheureusement, leur consommation n'était pas en rapport avec la capacité de leurs réservoirs et un grand nombre ont dû être abandonnés par suite de panne d'essence. Sans préjuger du ravitaillement, toujours aléatoire sur le champ de bataille, il ne faut pas qu'un char de manœuvre d'ensemble soit incapable d'un effort prolongé. Il faut qu'il puisse combattre et exploiter. Les chars allemands ont prouvé à ce point de vue, leur supériorité sur les chars français.

Quant au rattachement à la cavalerie, je le justifie par la sanction de l'expérience. Les D.M.M.² ont prouvé leur efficacité, les D.C. leur carence. Je connais parfaitement les excuses qu'elles peuvent invoquer. Le fait n'en est pas moins patent. Au surplus, cavalerie ou

1- CDAC : Compagnie Divisionnaire Anti Chars ; BDAC : Bataillon de Défense Anti Chars

2- DMM : Division Marocaine de Montagne et DC : Division de Cavalerie

infanterie, peu importe : disons arme cuirassée ou plus brièvement chars, et constituons cette arme nouvelle, de manœuvre d'ensemble, avec un esprit offensif et une tradition qui sont essentiellement l'apanage de la cavalerie.

Ce char puissant, a grand rayon d'action, que nous voulons dans nos grandes unités cuirassées, n'est pas encore suffisant. Il doit être complété par un canon d'accompagnement, monté sur chenille, légèrement blindé, mais d'un calibre suffisant, avec une grande vitesse initiale, pour détruire tous les engins connus chez l'adversaire.

Le calibre adopté par les Allemands sur leur canons automoteurs paraît avoir été le 105. Il a démoli nos chars blindés à 60 mm et entamé notre béton. C'est une arme de ce type qui est le complément indispensable d'une unité de chars. Elle peut se tenir à distance suffisante de l'obstacle à détruire pour se jouer des armes anti-chars de petit calibre, et elle est assez mobile pour suivre au plus près les avant-gardes.

Il n'est pas nécessaire d'en posséder un grand nombre, mais il est nécessaire de prévoir leur répartition sur les divers axes de marche de la grande unité de façon à réduire au minimum le temps d'intervention efficace.

Après les chars, l'artillerie et l'aviation sont les plus puissants atouts que le commandement a dans sa main pour lutter contre les engins blindés ennemis. Encore faut-il modifier, et la portée, et l'amplitude du tir de cette artillerie. L'obusier de 105 s'est montré nettement supérieur au 75, au 155 grâce à la souplesse de son emploi. En combinant avec le canon de 105, on aurait obtenu une efficacité certaine sur les marches d'approche et les rassemblements de chars que nous avons observés.

Quant à l'aviation, l'essentiel est qu'elle soit instantanément disponible là où le commandement d'armée, sinon même le C.A., peut la toucher par radiophonie, et qu'elle agisse là où il lui est prescrit d'agir, à l'instant fugitif et favorable.

Ce que l'artillerie et l'aviation peuvent réaliser, c'est l'extension en profondeur de la lutte contre les chars.

Les armes anti-chars, telles que nous les avons définies plus haut, réalisent nous l'avons vu un échelonnement qui ne dépasse pas normalement 5 Km. Or, le char moderne, avec ses possibilités, parcourt cette distance en quelques minutes. Il faut donc pouvoir le retarder par tous les moyens et utiliser à cet effet les armes à grandes portées, en les appliquant sur les zones de passages obligées et en concentrant leur feu opportunément sur ces zones.

Question d'observations terrestres et aériennes, de transmissions aussi, en principe radiophoniques, sans perdre de temps à chiffrer. Combien de messages allemands n'avons nous pas capté, qui nous auraient sans doute révélé la présence de telle ou telle unité à tel point, mais sans que nous ayons le temps d'exploiter le renseignement ou de parer au danger. La rapidité de la guerre des chars dépasse toutes les prévisions que nous avons faites. Il faut nous habituer aux décisions rapides et aux ripostes encore plus rapides.

L'éducation de la bataille contre avions et chars

Des troupes équipées et organisées comme nous venons de le supposer ont, matériellement, ce qu'il leur faut pour arrêter avions et chars. Il leur faut autre chose, qui est l'éducation de la bataille contre avions et chars, et je ne parle pas ici de l'instruction du tir ou du maniement du matériel, je les suppose parfaitement connus.

Le char, comme l'avion, agit peut-être plus par l'effroi qu'il inspire que par son effet propre de destruction. Il faut avoir préparé l'homme, et essentiellement le fantassin, à cette éventualité, à ce combat. Il est inouï de penser que des blockhaus bétonnés ont été lâchés sous la simple action du bombardement par Stukas, alors que la majorité de ces blockhaus était intact.

Il est moins admissible qu'une troupe d'infanterie ou d'artillerie, arrivée depuis 24 heures

sur une position qu'elle était chargée de défendre, n'ait pas trouvé le moyen de s'enterrer en même temps qu'elle établissait son plan de feu.

C'est cela que j'appelle l'instruction morale pour le combat contre avions.

Contre les chars, il est lamentable de constater que la majorité de nos hommes s'est moins bien comportée en présence des chars allemands que ne se sont comportées les milices espagnoles, qui n'avaient pas plus d'armes anti-chars que nous n'en avons nous mêmes.

Il a suffi, en bien des cas, de la pointe audacieuse de quelques chars pour faire capituler des compagnies ou des batteries, et surtout pour amener la débandade de gens estimant toute résistance superflue.

La lutte contre chars s'apprend avec ou sans armes anti-chars. Elle est plus tragiquement difficile dans un cas que dans l'autre, elle n'est pas impossible. Les miliciens espagnols, je le répète, nous avaient donné l'exemple.

Admettons l'armement réalisé et le soldat résolu à se battre, comment allons nous tactiquement et stratégiquement, organiser la lutte contre engins blindés et surtout contre de grandes unités blindés.

Nous avons dit un mot plus haut de l'échelonnement des armes anti-chars en profondeur, soit dans la défensive soit dans l'offensive. Elles doivent être également réparties en largeur, en fonction du terrain, des cheminements, des axes d'effort, étant entendu que, toujours, l'arme portative reste affectée à la section et qu'aucune section ne pourra arguer du manque d'armes pour excuser sa défaillance.

Une organisation défensive comprend un certain nombre de points forts, conçu sous forme de centres de résistance fermés, se flanquant l'un l'autre.

Une marche offensive comprend un certain nombre de bonds de coupure en coupure, ou d'objectif en objectif, s'appuyant l'un sur l'autre.

Il est nécessaire que les armes anti-chars soient toujours prêtes à intervenir dans la zone d'action de la division, pour arrêter, à n'importe quel moment, une attaque ou une contre-attaque de chars ennemis.

Cela s'applique aussi bien aux éléments réservés qu'aux éléments de première ligne, aux éléments de queue qu'aux éléments d'avant garde. C'est pourquoi, à dessein, j'ai prévu, pour la défense de chaque P.C., de chaque gare de ravitaillement, une batterie pouvant aussi bien tirer contre avions que contre chars. Que ce soit dans un village, dans un bois, dans un couvert quelconque, un élément arrière se cerce dès qu'il s'arrête, obstrue les issues, les armes, prévoit leur défense et s'enterre sans idée de recul, avec la volonté de résister là où les ordres supérieurs l'ont placé.

A tout moment de la bataille, un commandant de D.I., de C.A., ou d'armée, doit être sans aucune inquiétude sur ses arrières et la sécurité de ses communications. Encore faut-il que le personnel de toute obédience soit instruit, ait fait le nécessaire, et ait la volonté de résister. Pour que cette volonté soit bien étayée, il faut que chacun sache que la résistance n'a qu'un but : permettre à la riposte de se déclencher. La défensive pure est vouée à l'insuccès. Seule la défensive dynamique, à base de contre-attaques préparées, affaire de commandement à tous les échelons, et toujours avec chars, est payante.

Dans notre conception, la D.I., le C.A., l'armée, possèdent chacun en propre un élément de chars. En combinant ces divers éléments, en sachant en jouer, en s'appuyant sur des points bien choisis, c'est avec le minimum d'infanterie et le maximum d'éléments cuirassés que les contre-attaques réussissent.

Dispositions stratégiques

L'échelonnement tactique étant supposé réalisé, quelles dispositions stratégiques convient-il d'adopter pour parer à une contre-attaque de grande unité blindée.

D'abord, bien entendu, la mise en place des grandes unités réservées en arrière des zones considérées comme zone dangereuses sur le théâtre d'opération envisagé. Parmi ces grandes unités il faut disposer d'un nombre suffisant de chars capables de lutter avec chance de succès contre les chars adverses. Il ne s'agit pas là de contre-attaques locales à mener avec des chars d'accompagnement n'ayant qu'un rayon d'action, une vitesse, une protection et un armement insuffisants. Il s'agit de groupements de chars, appuyés par des canons auto-moteurs qui puissent aller à la contre-attaque sans aucune appréhension. Qu'on les baptise du nom que l'on voudra, qu'on les organise en groupe, en régiments, en brigades, en divisions, peu importe, l'essentiel est qu'ils aient la puissance nécessaire, les transmissions indispensables et le ravitaillement en essence et en munitions assuré.

Leur action doit être étroitement conjuguée avec celle de l'aviation. Le succès ne sera complet que si les deux armes agissent en parfaite coordination.

Mais cette articulation des réserves ne suffit pas. Il peut se produire en tel ou tel point du champ de bataille une brèche imprévue, par laquelle les engins blindés ennemis fassent irruption dans les arrières. Il faut que les arrières soient capables d'endiguer l'avalanche. C'est une organisation territoriale à monter de toutes pièces.

Jusqu'ici, on s'est contenté, en France, de garder les voies ferrées contre les attentats isolés, et les grands centres contre les bombardements aériens. Il faut maintenant tenir les voies de communications routières et les terrains d'atterrissage contre les engins blindés terrestres et les avions de transport à gros rendement. Je néglige l'action des parachutistes qui peut être tenu pour secondaire.

Le principe doit être celui qui a été adopté pour les frontières de Lorraine.

Le territoire est tenu par les territoriaux, c'est à dire par des hommes des classes anciennes, auxquels il ne s'agit pas de demander des manœuvres compliquées, mais qui doivent être décidés à opposer une résistance statique, et sans esprit de recul, là où le commandement les a placés : problème d'organisation psychologique d'abord, matériel ensuite.

Il s'agit de tendre, en arrière de la zone des armées, un réseau dans les mailles duquel les détachements légers ennemis ne passent pas, et où des éléments puissants se dissocieront avant de s'arrêter.

Une division cuirassée, quel que soit le nombre de ses véhicules tous-terrains, est liée aux routes pour ses ravitaillements, et en particulier ses ravitaillements en essence. Il lui faut la possession des carrefours importants pour pouvoir progresser par centaines de kilomètre. Le problème pour le défenseur, est d'abord de discerner les points à tenir, leur importance relative, leur répartition dans la zone envisagée, l'articulation du commandement, et l'installation des transmissions.

Décision du gouvernement. Travail d'état-major en fonction de cette décision, depuis le commandement en chef jusqu'à la subdivision territoriale.

Une remarque préjudiciable. Il s'agit d'une défense statique territoriale. Il convient donc de mettre à la tête de chaque point d'appui l'homme capable de commander, et les hommes résolus à défendre leurs biens. Il ne faut pas, ici, chercher à caser le colonel X ou le commandant Y venus d'ailleurs, et ayant bien suivi ailleurs les écoles de perfectionnement. Il faut des gens du crû, commandés par un homme du crû, intéressés individuellement et collectivement à la défense de leurs terrains, de leur maison, de leur famille, de tout ce qui matérialise pour eux la Patrie. Cela n'empêche nullement leur instruction, au contraire.

Ces sections, ces compagnies, ces bataillons, ou ces régiments de G.V.C. ¹, et il s'agit effectivement de voies de communications routières et aériennes aussi bien que ferroviaires, ont une tâche à remplir : l'obstruction et l'interdiction du carrefour ou de la localité envisagée, la défense du passage obligatoire. Tâche simple parce que statique. Il s'agit en effet

1- GVC : Groupe des Voies de Communication

essentiellement de disposer des armes anti-chars, automatiques et individuelles d'infanterie derrière une barricade ou un fossé, ou un réseau, même dans un blockhaus et de le servir.

Tâche rude en même temps. Service de garde permanent; de jour et de nuit, et on a vu, dans cette guerre, des détachements blindés faire 200 kilomètres dans la journée.

Tâche sacrifice total. Ces hommes qui se sont encerclés volontairement dans leur forteresse improvisée, savent qu'ils doivent résister jusqu'à l'extrême limite de leurs forces, avec peu de chances d'être secourus. Ils peuvent craindre que l'ennemi ne se venge sur leurs femmes, et leurs enfants, des retards sinon des pertes qu'ils leur auront infligés. Il faut qu'ils fassent abstraction de toute vaine sensibilité. Leur mission est aussi importante que celle de leurs fils en 1^o ligne. Ils doivent le comprendre et être fiers de la remplir. C'est pourquoi, je le répète que le choix du chef prime toute autre considération de grade et d'ancienneté.

L'organisation territoriale envisagée nécessite une instruction et une préparation minutieuse.

L'instruction est essentiellement celle du maniement d'armes de l'infanterie, à tir tendu et à tir courbe; dans certains cas, il faut prévoir le mortier à côté du canon anti-char. Connaissance de l'arme et pratique du tir seront donc les exercices dominicaux de ces G.V.C., en même temps que la construction d'obstacles efficaces contre engins blindés.

Les transmissions comporteront obligatoirement le téléphone, avec ou sans fil suivant les réseaux établis par les commandants de régions et de subdivisions, communications assurées en principe par le fonctionnaire civil mobilisé à son poste sur place, quelque soit son âge et son sexe.

L'habillement et l'équipement de ces G.V.C. sont alloués à la mairie du village le plus proche du point à défendre. L'armement et les munitions sont entreposés au poste de gendarmerie ou de garde mobile le plus voisin, qui aura prévu le ou les véhicules nécessaires au transport, dès qu'il sera prescrit.

Tout ce travail de mobilisation incombe, bien entendu, aux commandements de régions, au même titre que la garde des voies ferrées ou des terrains d'aviation. Il faut que, par des inspections fréquentes, des exercices répétés, les cadres et les hommes désignés pour la défense du territoire aient confiance dans les mesures prises, dans l'efficacité de ces mesures, et dans la grandeur de leur rôle. Si l'on en juge d'après les résultats obtenus par l'expérience des frontaliers en Lorraine, avec un peu de panache à la clef, on est sûr, en France, de trouver toutes les bonnes volontés et tous les concours nécessaires; et les servants de F.M., du canon de 47, ou du mortier de 81 sauront tirer de leur armement tout le parti qu'un homme instruit est capable d'en tirer.

La question des points sensibles et de l'étendue de la zone est, nous l'avons dit, affaire de gouvernement. Elle se lie à une question qui le touche étroitement, celle des évacuations.

Le souvenir des sévices endurés de 1914 à 1918, l'effroi irraisonné des populations, a causé sur les routes de France, au mois de mai et de juin 1940, un désordre et un embouteillage indescriptibles. Les piétons, les voitures d'enfants, les bicyclettes, les chariots à deux ou à quatre chevaux, les automobiles, et cela sur toute la largeur de la route, ont opposé à la marche des troupes, et surtout aux mouvements des divisions mécaniques ou motorisées un obstacle quasi insurmontable.

D'autres ont été prises sous le feu d'engins cuirassés cherchant à couper des fuyards, ou réalisant des mouvements d'encerclement de grande envergure.

Tous ont souffert abominablement, comme souffrent et souffriront de tous temps les malheureux sans défense, livrés aux coups des soldats armés aussi bien des armes les plus simples que des plus perfectionnées.

Que ce soient les légions romaines, les lansquenets de Wallenstein, les grognards de Napoléon, ou les avions hitlériens, le résultat est le même, avec cette différence que, jadis, on ne coupait qu'une tête d'un coup de sabre, tandis que, maintenant, on déchiète 500 corps

avec une seule bombe. La civilisation n'a apportée aucune atténuation aux horreurs de la guerre, bien au contraire.

Il faut donc régler, dans un pays, le problème des évacuations, les prescrire ici, les interdire là, et fixer la circulation en conséquence.

A priori, doit être évacuée toute zone gênant le tir de la fortification permanente, soit à la frontière du pays, soit en avant des zones fortifiées prévues à l'intérieur du pays. Doit être interdite toute autre évacuation, sauf celle des grands centres industriels qui présentent un objectif tentant pour un bombardement ennemi.

Je sais combien une règle aussi brutale peut paraître inhumaine. Il ne doit pas en être autrement, si l'on veut conduire la guerre jusqu'à la victoire. Le correctif indispensable est la construction d'abris collectifs ou individuels, dans ces localités non évacuées, de telle sorte que les femmes, les enfants, les vieillards puissent être protégés autant que possible. Les hommes de 18 à 50 ans, eux, sont fait pour se battre chacun à sa place.

C'est donc fatalement à l'idée de la guerre totale à laquelle on arrive, où tous les individus qui composent la Nation, comme jadis la tribu, ont leur rôle à jouer, ceux-ci aux armes ceux ou celles-là à l'intérieur, soit pour combattre, soit pour travailler, soit pour veiller, tous pour souffrir.

Mais cette souffrance est volontairement acceptée, et vaillamment supportée, il en sort, à coup sûr, la victoire, cette victoire que nous n'avons pas su exploiter après l'autre guerre, qui nous a conduit à l'abandon de nos traditions, de nos croyances, de nos habitudes mêmes de travail et de courage, et nous a fait reculer au fond de l'abîme.

Plus la chute est brutale, plus le réveil doit être prompt. Nous avons été battus par plus fort que nous. Sachons être plus adroit que lui : David a bien vaincu Goliath.

Je me résume.

Une grande nation, riche du capital amassé pendant des siècles, et du travail quotidien de ses fils, a toutes les possibilités pour lutter contre les engins de combat modernes.

Il faut s'équiper en conséquence, d'abord. Il lui faut aussi savoir se servir de cet équipement, non pas avec des formules et des règles statistiques; mais avec le dynamisme qui est la condition de toute réussite.

Celui qui se résigne ne sera jamais un héros.

Celui qui veut, en sachant attendre son heure, est sûr du succès.

Pendant la guerre mondiale, il s'est produit naturellement, du fait de la stabilisation des fronts, une discrimination entre les combattants réels et ceux qui, à un titre quelconque, servaient plus ou moins à l'arrière, et plus ou moins abrités des coups de feu.

Très malheureusement, cette notion s'est affirmée et développée dans la guerre actuelle, et il s'est fait tout un classement instituant pour certain, en raison de leur emploi, ou de leur service, de leur situation de famille, de leur âge, de leur spécialité, etc.... le droit pratique de se soustraire au devoir militaire et aux dures réalités du combat.

Il n'est besoin que de découvrir cette plaie pour en montrer toute la nocivité et toute la laideur. Quant à sa profondeur il faudrait mettre en parallèle :

- d'une part, le nombre de ceux qui, servant effectivement une mitrailleuse, un canon, un F.M. un fusil sont dans la zone exposée.

- d'autre part, le nombre de ceux qui, à un titre quelconque, se croient dispensés de ce périlleux honneur.

Il est certain que les seconds sont beaucoup plus nombreux que les premiers. Or, le devoir militaire est absolu, universel, et identique pour tous, la guerre actuelle n'est pas accrochée à une ligne frontale. Le plus triste est que cela n'est pas nouveau, cela a été dit avant la guerre actuelle, et rien n'a été fait.

Pourquoi M. l'intendant et ses boulangers, M. le payeur et ses comptables, pourquoi les parcs d'artillerie et du génie, pourquoi les bataillons de pionniers, et pourquoi les états-majors

de tous ordres et leur personnel de transmission et de liaison, n'auraient-ils pas l'obligation primordiale de se défendre eux mêmes et de constituer un centre de résistance ayant comme les combattants ordinaires, une mission ferme et une mission de sacrifice pour assurer, dans la mesure de leurs moyens, leur propre sécurité et la sécurité de l'arrière en général ?

Prenons un exemple : l'E.M. d'une armée et ses services comprend environ 380 officiers avec le personnel subalterne correspondant. On peut croire à priori qu'il y a là pléthore de personnel, que beaucoup de missions auraient pu être remplies par des civils ou inaptes militairement, au bénéfice de l'encadrement des unités combattantes réelles, si précaire. En tout cas, tout ce personnel, choisi, trié, étoffé solidement en cadres, auraient du constituer partout, en cas de besoin, un groupe défensif de premier ordre, avec une mission définie et une organisation étudiée.

Des mesures de cet ordre doivent nécessairement être prise. Sinon, en cas de percée du front, service et E.M., inutilisables, inutiles, ou encombrant dans une guerre de mouvement, mêlés à la tourbe des fuyards et des réfugiés, ne peuvent être qu'une gêne et donner des exemples attristants.

Il faut regarder le mal en face. Il est indéniable, et il est grand. C'est toute une mentalité à redresser. Il faut que tout porteur d'un uniforme militaire, à quelque service qu'il appartienne, ait comme premier devoir d'utiliser les armes défensives modernes, mitrailleuses, F.M., canon anti-chars et anti-aériens.

Au surplus, et secondairement, il sera secrétaire, téléphoniste, intendant, officier d'E.M. etc... Nul grade, nul avancement, nulle situation militaire, ne devrait être donné à celui qui, par incapacité, pusillanimité, ou toute autre cause, serait inapte à ce devoir primordial. Le personnel des usines de guerre aurait, bien évidemment, le même devoir.

Il est à remarquer que nulle obligation nouvelle n'est à instaurer. Il s'agit simplement de restituer au devoir militaire son caractère universel, impératif et absolu qu'il n'aurait jamais du perdre.

Parallèlement, le devoir non moins impératif incombera au commandement de fournir l'outillage, l'instruction nécessaires à ces organismes.

L'avant, prévenu que l'arrière arrêtera, au besoin réprimera ses défaillances, sera nécessairement soutenu dans l'accomplissement de sa mission.

Voilà ce qu'il faut obtenir à tout prix.

Novembre 1940

Le 26 Octobre 1940

Où en sommes-nous ?

Voici quatre mois que l'armistice est signé entre la France et l'Allemagne. La France s'est retirée de la lutte qui continue, plus acharnée que jamais entre l'Allemagne et l'Angleterre. Il est permis de jeter un coup d'œil sur la situation autant que nous puissions la juger de notre observatoire médiocre. Nous la verrons au point de vue général d'abord, et ensuite au point de vue spécial des relations franco-allemandes. Nous ne nous hasarderons qu'avec les plus expresses réserves à envisager un avenir, proche ou éloigné, soumis à de multiples contingences.

Au point de vu général, la caractéristique de cette fin octobre, est l'incapacité où s'est trouvée, jusqu'ici l'Allemagne de débarquer en Angleterre.

Le führer avait annoncé l'invasion, sans en préciser la date certes, mais tous les Allemands la prévoyaient avant l'hiver. Ils pensaient avec quelques vraisemblances, que l'armée anglaise serait incapable de résister à l'armée allemande, une fois celle-ci débarquée en Angleterre.

Mais s'agissait de débarquer, et le haut commandement allemand a estimé ne pas avoir les moyens de le faire. Il a jugé qu'une pareille entreprise était vouée à l'insuccès, qu'il n'avait pas la maîtrise absolue de la mer et de l'air. Sans doute a-t-il fait quelques expériences, poussé par quelques pointes qui n'ont pas réussi, et lui ont prouvé que l'armée, la marine et l'aviation anglaise faisaient bonne garde. Il n'a pas voulu tenter l'essai en grand. L'Angleterre n'a pas été envahie.

Pour remplacer l'action terrestre, on s'est rabattu sur la lutte aérienne et le blocus maritime. Une chose ne remplace pas l'autre.

Envahir l'Angleterre, battre l'armée anglaise, occuper les îles britanniques, c'était vaincre. Le gouvernement anglais se fut-il enfui au Canada, la lutte eut-elle continué aux antipodes, c'était l'hégémonie allemande incontestée sur l'Europe entière, c'était la plate-forme d'envol des avions hostiles à l'Allemagne impossible à concevoir ailleurs qu'en Russie, c'était la possibilité de déclarer une paix honorable au monde, et, en face d'une Amérique des moins belliqueuses, c'était l'organisation en toute tranquillité de la « Nöu Ordnung »¹ qui hante les cerveaux germaniques, et l'expérimentation en grand, dans une Europe vassalisée, des méthodes qui n'ont fait leur preuve qu'en Allemagne proprement dite.

Bombarder de jour et de nuit l'Angleterre, abattre des maisons, allumer des incendies, couper des communications, tuer des femmes et des enfants, c'est évidemment la façon moderne de faire la guerre, mais cela n'avance pas l'heure de la décision, ou si peu qu'il est inutile d'en parler. Si l'Angleterre veut tenir sous les bombes, et l'on sait la ténacité anglaise, ce jeu sinistre peut durer des mois, sinon des années.

Pendant ce temps, les affinités de race, si chère à l'Allemagne nationale-socialiste, jouent au bénéfice de ses adversaires. Le monde anglo-saxon s'émeut devant les horreurs de Londres, sa métropole de toujours, et son émotion se traduit par une solidarité de jour en jour plus effective.

Les volontaires affluent d'autant plus qu'ils sont mieux payés, les fabrications démarrent, la production s'intensifie et au printemps de 1941, logiquement, l'Angleterre doit être incomparablement mieux défendue contre une invasion qu'elle ne l'était à l'automne 1940.

1- Ordre Nouveau

Fortifiée sur terre, renforcée dans les airs, elle doit défensivement tenir tête à l'envahisseur qui a manqué l'occasion en juin 1940. Sur ce front occidental, elle paraît avoir tenu en échec la puissance allemande.

Certes, depuis l'anéantissement de l'armée française, elle est incapable d'agir offensivement sur le continent. Incapable à terre, mais pas dans les airs, les raids de chaque nuit le prouvent. Si l'industrie américaine est capable d'approvisionner en quantité et en qualité la Royal Air Force, l'Allemagne peut connaître à son tour, de rudes journées. Le führer n'avait pas laissé prévoir cela au peuple allemand, et celui-ci est mal préparé aux bombardements massifs. La presse aura beau traiter de nobles héros les aviateurs allemands et de meurtriers infâmes les aviateurs anglais, il n'empêche que les bombes des uns et des autres font la même sinistre besogne dans les mêmes conditions. J'ai dit que c'était la façon moderne de mener la guerre. Elle n'est ni belle ni glorieuse. Elle n'amène aucune décision. Elle n'accumule que ruines. Celui qui a déclenché le cataclysme actuel pouvait le prévoir.

Tandis que l'Allemagne piétine en face des côtes anglaises, l'Italie fait de grandiloquents communiqués sur l'Afrique du nord et de l'est. Cherchons à discerner ce qu'il y a de réel derrière ce flot d'éloquence.

L'Italie a conquis la Somalie britannique, voilà l'essentiel de ses gains. Elle a occupé quelques postes frontières anglais au Soudan et bombardé à maintes reprises Aden. Elle a cueilli comme un fruit mûr la Somalie française, grâce à l'armistice, et elle s'est vue obligée à la guerre en Méditerranée.

Pourquoi, en plein mois de septembre, alors que la température dépasse 60° et que les puits sont à sec, s'est-elle lancée à l'attaque de l'Égypte à travers le désert de Libye ? Mystère. Peut-être une pression extérieure n'a-t-elle pas été étrangère à cette audace qui frise la témérité. Le général Graziani, qui connaît le désert, n'est certainement pas parti de gaieté de cœur pour villégiaturer tous le mois d'octobre à Sidi El Barani. Il serait intéressant de connaître l'état de ses unités en ce moment pour savoir leur chance de succès dans la future campagne d'Égypte. Le moins qu'on puisse dire, c'est à coup sûr, que les troupes blanches de l'armée de Libye ne sont pas fraîches, et que les bivouacs, même sans intervention de l'aviation anglaise, sont plutôt chauds.

Or l'aviation anglaise se manifeste chaque jour sur le front et sur les arrières de l'armée italienne, qui n'a pas comme la garnison de Marra Matrouk, une voie ferrée à sa disposition. La flotte anglaise de son côté, paraît surveiller étroitement la côte et les transports éventuels, soit le long de cette côte, soit entre la Métropole et la Cyrénaïque. L'Italie a la supériorité aérienne, vraisemblablement, mais cela ne lui donne pas la maîtrise de l'air, ni la maîtrise de la mer. Et en Méditerranée comme dans la Manche, il faut cette maîtrise pour réussir l'affaire terrestre. S'il n'intervient pas un nouveau facteur, l'Égypte n'est pas encore conquise.

Ce facteur nouveau ne peut être que l'armée allemande. Où et quand ?

Vraisemblablement, pas en Afrique, tout au moins initialement, car le transport ici est encore plus difficile qu'entre Calais et Douvres. Sans doute en un point tel qu'il n'y ait pas de traversée à envisager et dont l'occupation cependant gêne la puissance anglaise. Ce point est tout désigné : c'est la Grèce.

De toute éternité, la Grèce a été dénoncée comme une colonie anglaise. Ses ports servent de points d'appuis occultes aux unités de la flotte anglaise, petites et moyennes tout au moins. Sa marine de commerce est officieusement, sinon officiellement au service de l'amirauté anglaise. Son territoire est une plateforme de départ excellente, sinon pour les avions du moins pour les agents de l'intelligence service. Sa frontière albanaise est le théâtre d'une agitation permanente qui fournira aux italo-allemands tous les prétextes à intervention.

L'affaire se présente dans d'excellentes conditions. C'est une campagne comme celle de Norvège, où l'armée du pays intéressé ne compte pas et où l'on remporte des succès foudroyants à peu de frais. On y discerne parfaitement le point d'application de l'armée du Pô

étayée de quelques panzerdivisionen.

Le problème une fois résolu, il ne restera dans la péninsule des Balkans que la Yougoslavie encerclée, et la Turquie isolée. Peut-être alors pourra-t-on songer à faire passer en Asie les forces allemandes nécessaires à la reprise du « Drang nach Osten »¹, Ventre affamé n'a pas d'oreilles!

Dans quels délais un tel programme est-il possible ?

La rencontre Hitler-Mussolini est du 4 octobre. S'il a été décidé une action commune à ce moment, le général Keitel a dû demander deux mois de préparation pour que l'état-major mette sur pied son nouveau plan d'opération. L'affaire est donc possible au début Décembre, combinée d'ailleurs avec une tentative de progression en Lybie. Comme toute entreprise stratégique, elle a ses chances et ses risques. Ceux-ci sont surtout considérables de l'autre côté de l'eau. Si l'Angleterre garde la maîtrise de la mer, l'Egypte n'a pas grand chose à craindre.

Sans compter que la Turquie peut avoir son mot à dire en l'occurrence. L'Egypte a eu l'habileté peut-on dire, de se faire envahir par l'Italie. L'Egypte est une puissance musulmane, la Turquie est essentiellement la protectrice des musulmans et la Turquie n'aime pas essentiellement les Italiens. Il est probable que l'Angleterre a développé ces arguments à Ankara et que la Turquie se hâte à l'heure actuelle. Elle sent plus que l'Italie le danger de l'installation allemande en Méditerranée. Elle se rappelle le chemin de fer de Bagdad et les projets de Guillaume II. Jeux d'enfants à côté de ceux du III^e Reich.

En même temps que la Turquie, la Russie a le droit d'être inquiète. Voici les Allemands en Roumanie, nous savons tous ce que signifie le terme « mission militaire » en pareil cas. C'est le Danube et la mer noire aux mains de l'armée et de la flotte allemande. Et la Russie n'oublie pas plus les visées de jadis sur l'Ukraine que les pages de « Mein Kampf » sur la nation et le régime bolchevique. Staline a été jusqu'ici le gros gagnant de cette guerre. Il ne tient certainement pas à reperdre tout son gain et plus encore.

Le bassin oriental de la Méditerranée est donc le théâtre d'opérations nettement indiqué pour cet hiver. L'occuper, conquérir l'Égypte serait porter un rude coup à la puissance anglaise. Mais rappelons-nous que notre grand conquérant, après avoir triomphé aux Pyramides, a dû finalement abandonner sa conquête et que la lutte s'est terminée à Waterloo, quelques quinze ans plus tard. Les mêmes causes produisent les mêmes effets.

A l'opposé de ce bassin oriental où l'Italie devrait jouer le premier rôle, l'Allemagne vient de trouver un nouvel allié. L'Espagne paraît bien s'être décidée.

Le remplacement de Beigbeder par Serrano Suner à la tête de la politique étrangère espagnole est significatif. Ce dernier n'est pas spécialement germanophile et admirateur convaincu de Mussolini. Sans haïr la France, il n'aime pas les français. Autant nous pouvions compter sur son prédécesseur, camarade de beaucoup d'entre nous, autant nous devons nous méfier de lui. Il a une influence certaine sur son beau-frère et peut vaincre sa prudence, pour l'entraîner ensuite à l'aventure.

Cette aventure s'appelle certainement Gibraltar, sans doute Tanger, peut-être le Maroc, il n'est pas dit d'ailleurs que l'Allemagne marche à plein dans la combinaison qui peut la gêner à de multiples points de vue. Elle peut laisser carte blanche à l'Espagne en lui laissant le soin de se débrouiller avec la France. Dans ce cas, la chance de la France serait énorme. Ni la nation, ni l'armée espagnole ne sont en état de faire la guerre actuellement. Elles se lanceraient dans une aventure comme je l'ai dit plus haut. Il faudrait payer cher et vite. Le

1- Le *Drang nach Osten* (« Marche vers l'Est ») ou *Ostkolonisation* était à l'origine un mouvement de colonisation germanique vers l'est, depuis la première moitié du XIII^e siècle et jusqu'au XIX^e siècle. Ce nom désigne aussi la politique expansionniste de la Prusse et de l'Autriche en Pologne ou dans les Balkans, à la fin du XVIII^e siècle et au XIX^e siècle.

maintient de notre armée d'Afrique à 100.000 hommes bien instruite, bien encadrée, nous donne actuellement toutes les possibilités.

Rien ne dit d'ailleurs que la France qui connaît mieux le Maroc que Serrano Suner, le laissera risquer les destinées de l'Espagne, mal remise de la guerre civile, sur les bords de l'Ouergha ou du Sebbou.

Quoiqu'il en soit, on sent l'Allemagne attiré invinciblement vers la Méditerranée. Que ce soit pour y frapper l'Angleterre, que ce soit pour ouvrir des rives ensoleillées après lesquelles soupire le poète allemand, que ce soit pour aller toujours plus loin vers l'est, le résultat est le même. Pendant vingt siècles, Rome d'abord, la Latinité ensuite ont pu barrer aux peuples allemands de Germanie les accès de la mer intérieure. L'Angleterre les aidait à en contrôler le trafic, maintenant l'ambition et l'impulsivité d'un homme ont renversé la vapeur. C'est l'Italie qui sentira le plus durement le poids de la chaîne qu'elle se forge elle-même si l'Allemagne parvient à en river les derniers anneaux.

Par la Méditerranée, l'Allemagne peut accéder non seulement à l'Asie mais à l'Afrique. Le Golfe Persique ne lui suffit plus. Elle rêve maintenant d'un empire Africain, qui d'ailleurs n'est pas forcément méditerranéen.

En effet, cet empire ne peut s'édifier qu'aux frais commun de la France, de l'Angleterre et de la Belgique, et l'on ne discerne pas bien comment il serait baigné par une mer dont les rivages appartiennent soit à l'Italie, soit à la France et dans une partie qu'il est difficile de s'approprier. Au contraire les colonies qui avoisinent l'équateur paraissent particulièrement menacée, c'est vers elles que se portera vraisemblablement le regard allemand, indépendamment des parts d'intérêts que demandera l'industrie dans telle ou telle mine, telle ou telle plantation du nord de l'Afrique.

Il est certain que nos efforts doivent tendre à conserver intact notre bloc nord-africain, quitte à consentir ailleurs des sacrifices qui n'ont pas pour nous la même importance vitale. Nous avons à cela un intérêt moral, matériel, politique, militaire. Ce sera une des conditions de notre relèvement de demain.

En dehors du problème méditerranéen, la question qui préoccupe le plus l'Allemagne est la question américaine. Amérique du Nord pour le soutien qu'elle a déjà donné et surtout qu'elle peut donner à l'Angleterre, Amérique du sud pour les débouchés qu'elle offrira ou n'offrira pas à la production allemande.

En ce qui concerne les États-Unis, le danger a dû paraître bien sérieux à l'Allemagne pour qu'elle se résolve à signer le pacte japonais. Car elle se rend bien compte que cet accord élimine les blancs d'Extrême Orient. Pour acquérir le point d'appui éventuel du Japon, contre l'Amérique du nord, l'Allemagne s'est fermé à elle, comme aux autres nations européennes, le marché chinois, et elle a ouvert à l'industrie japonaise des possibilités inespérées.

Or rien ne dit que les États-Unis entreront ouvertement en guerre dans l'Atlantique. Ils pourront camoufler leur appui à l'Angleterre, de multiples façons qui ne forceront pas le Japon à se déclarer à moins qu'il ne s'estime de taille à battre son adversaire dans le Pacifique: c'est au moins douteux. Quant aux électeurs de Roosevelt, leurs livraisons d'avions, de bateaux de munitions, les engagements volontaires, les crédits illimités autant de forme de coopération, qu'ils peuvent utiliser sans négliger les petits bénéfices, et qui aideront puissamment l'Angleterre.

Par ailleurs, La grande république du nord peut s'assurer grâce aux hostilités une supériorité incontestée dans l'économie sud-américaine.

Ce sera un coup terrible porté au commerce allemand. Celui-ci le sent intensément, et si l'on en juge par les articles plus ou moins inspirés de la presse depuis plusieurs semaines. On peut bien proclamer le blocus des îles britanniques, il n'en reste pas moins que l'Angleterre est pratiquement maîtresse de l'Atlantique et que le commerce allemand est inexistant. Qu'en pensent les armateurs de Hambourg ?

La conclusion de cette récapitulation rapide est que la guerre entamée par l'occupation de l'Autriche, continuée par la conquête successive de la Tchécoslovaquie, de la Belgique, de la France et de la Roumanie, n'est pas terminée, que logiquement elle doit s'étendre. Ce n'est plus la guerre éclair prévue et annoncée par le führer à son peuple, à laquelle nous assistons mais bien une nouvelle guerre mondiale où les partenaires ont changés, et où le potentiel économique peut prendre une importance très supérieure au potentiel militaire.

Les dirigeants de l'Allemagne voient certainement le danger. Ils ont intérêt à brusquer les choses, et à provoquer la décision le plus tôt possible. C'est la raison de la nouvelle attitude allemande vis-à-vis de la France.

Il y a deux mois la presse allemande était remplie des attaques les plus virulentes et souvent les plus basses contre la France. On n'avait pas assez d'expressions pour avilir tout ce qu'avait fait et faisait la France, les projets les plus insensés au point de vue de notre dépeçement s'étaient dans les journaux les plus officiels du parti. L'insolence germanique ne connaissait plus de bornes.

Peu à peu, progressivement, le ton s'est calmé. Aujourd'hui, il est presque aimable. Le chef d'orchestre a donné des ordres.

Au point de vue de l'exécution de l'armistice, autant que nous le puissions savoir, il n'y a pas eu de tiraillements. La correction a été de règle de part et d'autre, l'armée qui nous a été consentie, soit en France, soit en Afrique, paraît s'organiser sans difficultés.

Par contre, la séparation brutale entre la France occupée et la France non occupée, est un obstacle à la reprise de la vie française économique et socialement parlant, que ce soit au point de vue des personnes ou des correspondances, il ne semble pas que la sévérité des mesures initiales se soit relâchée. C'est là une des premières atténuations à réaliser.

La libération des prisonniers ne paraît pas non plus faire aucun progrès. La chose est grave au point de vue moral. Social, démographique, économique et financier. Tant que 1.800.000 hommes resteront enlevés à l'économie française, celle-ci ne se relèvera pas.

Enfin l'occupation militaire s'étend sur la moitié la plus riche de la France. Tant qu'elle durera, avec autant d'intensité, le pays est incapable de vivre.

Au contraire, l'Afrique du nord et les colonies paraissent ne pas rencontrer de difficultés notables, si ce n'est dans leurs communications gênées par le blocus anglais. Leur situation est nettement supérieure à celle de la métropole.

En Allemagne, même dans notre camp de prisonnier, il y a une différence de traitement visible! Le lieutenant-colonel commandant le camp dont le moins que l'on puisse dire est qu'il n'était pas à sa place a été avantageusement remplacé par un officier général qui s'efforce d'être aimable. Ses auxiliaires immédiats, en particulier le lieutenant Graeff emboîtent le pas, et rendent les menus services compatibles avec les ordres supérieurs. La ridicule affiche de propagande « N'oubliez pas Oran » a été brûlée et enlevée. Certes la nourriture ne s'améliore pas et le luxe des sentinelles est toujours aussi grand le long des barbelés, mais ce sont là des choses qu'il faudra notre libération pour faire changer. En résumé, les Français constatent leur défaite, en souffrant, mais ne subissent pas d'humiliations.

Et voici que nous apprenons coup sur coup les entrevues de Hitler successivement avec Laval, Franco et le Maréchal Pétain. Evènement au moins inattendu et qui prête à de multiples réflexions.

D'abord ces rencontres ont été voulues et sûrement préparées. Celle d'Espagne a été entourée d'une pompe spéciale, en présence d'assistants civils et militaires en nombre inusité lors des déplacements habituels du führer. Elle a été précédée de l'entrevue Laval, suivie de l'entrevue Pétain. Programme non improvisé.

Quel a été le sujet ? Les imaginations vont bon train. Personne ne sait rien de positif.

Ce qu'on peut logiquement supposer, c'est qu'il a été question de la guerre, de

l'Angleterre, de la Méditerranée, des empires coloniaux, sans doute aussi de l'Italie.

Peut-être même est-ce là le nœud de la question. Les progrès italiens sont lents. L'Égypte n'est pas encore conquise.

La Méditerranée n'est pas, tant s'en faut, débarrassé de la flotte anglaise. Là comme dans le nord, l'Angleterre tient en échec la puissance allemande, et plus les jours, les semaines passent, plus le hérisson se charge du côté américain. Les élections aux États-Unis sont le 5 Novembre. Roosevelt a toutes les chances d'être élu. Il n'a pas caché ses sympathies pour l'Angleterre. On verra donc l'aide à l'Angleterre s'intensifier. C'est là guerre longue, la guerre d'usure que l'Allemagne ne veut pas, ne peut pas admettre. Il lui faut donc un autre appui que l'appui italien pour sa lutte coloniale, et seule la France peut le lui donner. C'est peut-être là l'essentiel des conversations avec Laval et le Maréchal Pétain.

Occasion à saisir ou ballon d'essai à dégonfler ? La question est délicate et nous sommes on ne peut plus mal placés pour la résoudre. Ce qui est certain, c'est qu'il ne faut pas nous battre contre l'Angleterre pour les beaux yeux du roi de Prusse, ce roi s'appellerait-il Adolf Hitler. Nous avons assez fait la guerre en chevalier, faisons-là nous aussi en marchands.

Donnant, donnant. D'abord il ne s'agit pas de se battre en Europe avec une nouvelle mobilisation. Il ne peut s'agir que de nos troupes d'Afrique et d'Asie équipées en conséquence. Par contre, il faut refaire notre aviation en France et notre artillerie anti-aérienne. Car le risque n'est pas mince du bombardement de la France par les escadrilles anglaises. Paris est autrement vulnérable que Berlin, et le Français comprendrait mal une politique qui aurait de telles conséquences.

Ensuite, il faut évidemment la libération immédiate des prisonniers. Il faut aussi l'évacuation d'une bonne partie de la France.

Ce n'est qu'en constatant des avantages tangibles, évidents que le pays comprendra un pareil renversement des alliances.

Ce n'est pas suffisant, si nous faisons la guerre aux colonies ce n'est pas pour perdre notre empire colonial, surtout au profit de l'Italie ou de l'Espagne. Il faut donc surtout en Afrique une précision absolue sur ce que l'on peut perdre, et ce que l'on ne doit pas perdre. Battus nous devons faire des sacrifices, c'est entendu, mais ces sacrifices ne doivent à aucun prix porter sur la France Africaine qui va de la Méditerranée au Niger. Je vais même plus loin. Si l'Allemagne, en octobre 1940 nous demande notre collaboration c'est qu'elle a vraiment besoin de nous. Il ne nous est donc pas interdit de demander beaucoup, et ce beaucoup inclus l'Alsace et surtout la Lorraine.

Laisser Metz à la France, serait faire l'unanimité des Français contre l'Angleterre. La chose a son importance.

Et puis, il n'y a pas que les questions territoriales qui importent. Nous avons signalé plus haut l'importance que l'Allemagne à juste titre attribue à l'Amérique et aux possibilités américaines, dans tous les ordres d'idées.

Pour nous aussi l'Amérique est importante, mais je dirais que son importance à notre point de vue, est peut-être plus psychologique que matériel.

Comment va se présenter la France dans le monde de demain.

Battue par l'Allemagne, séparée de l'Angleterre, haïssant l'Italie, lâchée par toutes les petites nations qui avaient cru en elle et en son armée, elle va se trouver isolée au milieu d'un monde ruiné, haineux, jaloux et inassouvi.

Les nations d'Extrême-Orient, la Russie, toutes les branches de la famille anglo-saxonne, auront leur mot à dire en dehors de l'Europe et l'on admet que l'Europe soit pliée sous la tutelle allemande.

Or la France n'est pas seulement européenne. Elle est et doit rester africaine et asiatique. Il lui faut pour cela une sympathie, un appui. Elle ne peut le trouver que dans la grande république américaine.

Dès maintenant, nous avons des amis dévoués aux Etats-Unis, dévoués et sincères qui l'ont prouvé dans l'autre guerre et dans celle-ci.

Nous avons aussi des clients, intéressés à notre relèvement à nos achats, à nos ventes. Il faut que cette sympathie agissante nous reste, et que nous ne fassions rien de définitif qui puisse l'aliéner.

Par conséquence, il faut savoir conjuguer notre intérêt de collaboration allemande avec notre intérêt de sympathie américaine. Les américains sont des gens pratiques. Il savent que « les affaires sont les affaires » mais ils sont aussi sentimentaux et ne comprendraient pas certains gestes inélégants. Il faut donc être adroit dans la négociation qui s'engagera, soit incessamment, soit d'ici quelques mois. Ne pas laisser passer une chance de relèvement, mais ne pas compromettre l'avenir.

Ne pas rater un barreau de l'échelle, mais ne pas déséquilibrer toute l'échelle! Le pire serait, au jour de la paix, de se retrouver en présence d'une Allemagne ironiquement victorieuse, d'une Angleterre ulcérée, d'un Japon inassouvi, et d'une Amérique méprisante. Pesons nos conditions et exigeons la réponse par un traité aussi complet que possible. Le passé nous apprend que les papiers sont souvent des chiffons. Ils sont tout de même supérieurs aux paroles d'un homme habitué à vivre dans le « Worden ».

Certes nous sommes battus et nous n'avons le droit ni d'être exigeants, ni intransigeants, mais nous avons à être pratiques sans mufleries et prévoyants sans idéologie.

Si l'Allemagne s'adresse à nous, c'est qu'elle a besoin de nous. Profitons-en.

Notre armée d'Afrique et d'Asie est la seule qui ait l'expérience des campagnes coloniales, la seule qui puisse aller à la conquête des colonies anglaises, avec une autre efficacité que les légions italiennes, et espagnoles. L'état-major allemand le sait. De notre côté sachons faire payer cher les lansquenets que nous louerons contre l'Angleterre.

Celle-ci a commencé à Mers-El-Kebir et à Dakar. Le monde Anglo-saxon comprendra. Il faut que le peuple français comprenne aussi. Ce ne sera possible qu'en face de satisfactions substantielles obtenues de l'Allemagne.

Mais je le répète, nous sommes mal placés ici pour juger de questions aussi difficiles qui n'ont peut-être aucune base, et faisons confiance à l'homme qui mène la France.

général Giraud

L'opération Torch et le putsch d'Alger

Le choix de l'armistice ou du départ en Afrique du nord

En Juin 1940, la défaite est totale, l'armée de terre est submergée par les chars appuyés par l'aviation et suivis de l'infanterie portée. Le Gouvernement, réfugié à Tours puis à Bordeaux, hésite entre la capitulation en rase campagne ou l'armistice et la fusion avec l'Angleterre ou le départ en Afrique du nord pour y continuer la lutte. Paul Reynaud, président du conseil et Charles Noguès, résident général au Maroc et commandant en chef en Afrique du nord, poussent au départ « *dans une de nos provinces, et si nous en sommes chassés, nous irons en Afrique du nord, et au besoin, dans nos possessions d'Amérique* » écrit Reynaud à Roosevelt. De Gaulle, secrétaire d'état, est envoyé à Londres pour obtenir les navires nécessaires à ce transport, ainsi que l'appui de la Royal Air Force et le renvoi en France de l'armée anglaise évacuée par Dunkerque. Seuls Pétain, que Reynaud vient de nommer ministre, et Weygand, le général en chef qui vient de succéder à Gamelin, sont, par principe, totalement opposés à ce que le gouvernement quitte la métropole, et poussent à l'armistice. De Gaulle pense alors à constituer un « réduit breton ». L'allié anglais donne son accord à ce que la France recherche un armistice séparé, à condition que la flotte rejoigne un port britannique.

L'Afrique du Nord toute entière est animée de l'esprit de résistance. Noguès, dans un télégramme adressé au Général Weygand, exprime l'avis qu'il est possible de continuer longtemps la lutte en Afrique du Nord, dont les Assemblées élues, appuyées par l'opinion publique, s'offrent pour l'aider dans cette tâche ; les autorités françaises d'Afrique Occidentale Française et de Syrie proposent aussi leur concours. L'amiral François Darlan, l'artisan de la rénovation de la flotte, parle de se battre jusqu'au bout et, s'il le faut, de mettre la flotte sous pavillon britannique ; il prépare par ailleurs le départ de la flotte vers Bizerte.

Mais, la situation empire de jours en jours, les maires des grandes villes demandent aux militaires de ne pas défendre leurs villes, de les déclarer villes ouvertes, et finalement la solution de l'armistice l'emporte, Pétain remplace Reynaud, Weygand est nommé ministre de la défense et Darlan ministre de la marine.

Le 16 juin cependant 600 avions rejoignent l'Afrique du nord. Mais Darlan n'envisage plus ce départ pour la marine. Le 17, Pétain annonce à la radio : « *C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat. Je me suis adressé cette nuit à l'adversaire pour lui demander s'il est prêt à rechercher avec moi, après la lutte et dans l'honneur, les moyens de mettre un terme aux hostilités. Je fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur* ».

La négociation des conditions d'armistice

La marine est intacte, mais comme elle ne rallie pas l'Afrique du nord, Churchill s'inquiète de la voir tomber dans les mains allemandes. L'amiral Darlan le rassure : le 20 juin, des ordres de sabordage ont été donnés en cas de danger. Par son ambassadeur à Bordeaux, Roosevelt fait savoir que « *au cas où le gouvernement français, avant de conclure un armistice avec les allemands, ne s'assurerait pas que la flotte ne peut tomber entre les mains de ses ennemis, le gouvernement des Etats-Unis verrait, dans une telle négligence, le signe d'une politique qui porterait fatalement atteinte à la préservation de l'empire français ainsi qu'à la restauration future de l'indépendance et de l'autonomie de la France* »

Hitler compte faire pour la flotte des conditions d'armistice modérées, pour éviter qu'elle ne rejoigne la Royal Navy. Il ne veut pas non plus occuper la France entière, pour éviter et la constitution d'un gouvernement français à l'étranger et la sécession de l'Afrique du Nord. Il joue, et gagne, sur l'esprit de défaitisme et de résignation du gouvernement.

Mussolini et Franco espèrent bien se partager les dépouilles de la France : le Maroc et la Tunisie. La Tunisie surtout, qui conformément aux conventions d'armistice sera en grande partie démilitarisée. Mais Hitler rejette le projet d'occupation de Gibraltar et du Maroc, car cela le pousserait à maintenir des forces en Méditerranée et en Afrique, or il veut réserver toutes ses forces pour la bataille d'Angleterre et à l'est, vers la Russie. Les généraux allemands considèrent qu'on ne peut débarquer d'importantes forces en Afrique, à 1500 km des bases de la luftwaffe, sans détruire ou neutraliser les flottes anglaise et française.

Le 18 juin, de Londres, le Général de Gaulle lance ses appels à la résistance : *«La France n'est pas seule. Elle a un vaste empire derrière elle. Elle peut faire bloc avec l'empire britannique qui tient la mer et continue la lutte.... Moi, général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique, ou qui viendraient à s'y trouver, avec ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialisés des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique, ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en contact avec moi », «L'honneur, le bon sens, l'intérêt supérieur de la patrie commandent à tous les français libres de continuer le combat là où ils seront et comme ils pourront ».*

Jean Monnet écrit à de Gaulle *« Ce n'est pas de Londres qu'en ce moment-ci peut partir l'effort de résurrection. Il apparaît aux français, sous cette forme, comme un mouvement protégé par l'Angleterre, inspiré par ses intérêts et, à cause de cela, condamné à un échec qui rendrait plus difficile les efforts ultérieurs de ressaisissement».* *« Si les français se divisent, cela les mènera à se battre entre eux. »* ajoute Castellane. D'autres considèrent cela comme un appel à la désertion. Il est vrai que Churchill a, heureusement, fait rajouter la mention *« qui se trouvent en territoire britannique ».*

Cet appel, qui apporte une lueur d'espoir et de fierté, reste sans grand écho en Afrique du nord, partie essentielle de l'empire où subsistent tant de ressources qui resteront inemployées pendant plus de deux ans, et où l'attachement au maréchal est inébranlable.

Maréchal, nous voilà

Paroles: A.Montagard. Musique: A.Montagard, C.Courtioux 1941

Une flamme sacrée

Monte du sol natal
Et la France enivrée
Te salue Maréchal !
Tous tes enfants qui t'aiment
Et vénèrent tes ans
A ton appel suprême
Ont répondu "Présent".

Maréchal nous voilà !
Devant toi, le sauveur de la France
Nous jurons, nous, tes gars
De servir et de suivre tes pas
Maréchal nous voilà !
Tu nous as redonné l'espérance
La Patrie renaîtra !
Maréchal, Maréchal, nous voilà !

Tu as lutté sans cesse
Pour le salut commun.
On parle avec tendresse
Du héros de Verdun
En nous donnant ta vie

Ton génie et ta foi
Tu sauves la Patrie
Une seconde fois :

Quand ta voix nous répète
Afin de nous unir :
"Français levons la tête,
Regardons l'avenir !"
Nous, brandissant la toile
Du drapeau immortel,
Dans l'or de tes étoiles,
Nous voyons luire un ciel :

La guerre est inhumaine
Quel triste épouvantail !
N'écoutons plus la haine
Exaltons le travail
Et gardons confiance
Dans un nouveau destin
Car Pétain, c'est la France,
La France, c'est Pétain !

Si Hitler ne s'intéresse pas à l'Afrique, ses alliés comptent bien en récupérer les miettes. Noguès commence donc par prendre des dispositions face aux espagnols qui s'approprient à occuper Tanger. Comme les italiens ne bougent pas, Noguès fait passer des troupes de Tunisie vers le Maroc. Certaines unités n'ont pas d'armes, car ces armes ont été envoyées en métropole pour y armer les mobilisés. Noguès écrit à Pétain : « *Envisager la cession des protectorats à l'étranger sans leur consentement et sans avoir combattu, serait considéré comme une trahison. Si nous ne défendons pas l'Afrique du nord, nous aurons du mal à garder une réelle autorité sur ce que nous en laisseront nos adversaires, au règlement de compte final, car on ne gouverne pas dans le mépris général. C'est donc avec une respectueuse mais brûlante insistance que je demande au gouvernement, au nom des intérêts les plus vitaux de notre pays, de venir poursuivre ou de laisser poursuivre la lutte dans l'Afrique du nord s'il n'est plus possible de le faire sur le continent. Permettre à l'Afrique du nord de se défendre, c'est entreprendre dès maintenant le redressement de la France* ». Dans la foulée, il envoie un télégramme à Weygand : « *J'ai fait censurer, dans toute presse Afrique du nord, appel adressé radio anglaise par de Gaulle. Ai attiré attention chef mission britannique auprès de moi sur inconvenance cette manifestation inadmissible alors qu'armée française continue à lutter suivant vos ordres* ». Il envoie en métropole trois officiers avec mission « *par tous les moyens licites ou illicites, de faire embarquer sur des bateaux tout ce que vous pouvez faire passer vers l'Afrique du nord.* » (troupes, argent et armement). Par ailleurs, les réponses britanniques et américaines aux demandes d'armement sont négatives, les anglais redoutent un débarquement sur leur sol, et les américains, neutres, n'ont pas encore d'industrie de guerre.

Le 20 juin, Laval retient in extremis le président de la république, Albert Lebrun, qui s'appropriait à rallier Alger, et les velléités de résistances s'éteignent avec la signature de l'armistice, le 22 juin.

L'Afrique du nord reste sous le contrôle du gouvernement; Weygand y est envoyé comme délégué général, et compte y faire appliquer « *les conditions d'armistice, rien que l'armistice ... Toute ma bataille contre Laval, l'amiral Darlan, ... c'est la lutte dans laquelle j'entre avec des hommes qui croient qu'à ce moment là nous sommes suffisamment battus pour ne pas pouvoir nous relever et que le salut de la France est dans une entente plus complète avec l'Allemagne* ». Tout en appliquant la politique de la révolution nationale, il s'opposera à toutes nouvelles demandes et s'efforcera de créer pour l'avenir les conditions d'un retour de l'armée d'Afrique au combat aux côtés des alliés et une existence pour le règlement final, en la renforçant par tous les moyens, malgré les commissions d'armistice. Avant tout, il veut éviter de donner un prétexte aux allemands pour s'emparer purement et simplement des bases stratégiques, ports et aérodromes, qu'ils réclament pour alimenter l'armée de Rommel venu en Lybie au secours des italiens qui menacent l'Égypte et attaquer les champs pétrolifères du moyen orient.

Les commissions d'armistice veillent, entre autre, au respect de la diminution des effectifs. Il faut donc trier, exclure : les juifs, évidemment, car l'antisémitisme est une constante qui date sinon de la nuit des temps, au moins des origines du christianisme (*que son sang retombe sur nous et sur nous enfants* disaient les pharisiens condamnant Jésus), et dépasse toutes les frontières; les communistes, les francs maçons, les étrangers, réfugiés antifascistes et communistes, en particulier espagnols, sont également des exclus tous trouvés.

L'unité de l'empire a été sauvegardé par l'armistice, sa « neutralité » la préserve, et la hiérarchie de l'armée d'armistice fera tout pour la conserver en attendant le traité de paix, en s'opposant à toutes tentatives alliées ou gaullistes, et à toutes visées espagnoles ou italiennes. En effet, l'occupation d'une colonie par toute puissance étrangère saperait l'autorité française sur les colonisés et entraînerait la perte de cette colonie. La propagande allemande auprès des

indigènes est efficace, elle suscite des idées d'indépendance, et des manifestations qui sont durement réprimées. L'objectif est d'attendre les négociations de paix où la France, bardée de ses colonies et de son armée coloniale, pourrait tirer son épingle du jeu.

QG le 5 juillet 1940

Note du général commandant en chef Pour les cadres de l'armée d'Afrique

L'armée d'Afrique a douloureusement accueilli l'armistice, obligée qu'elle a été de déposer les armes avant d'avoir pu donner sa mesure sur le territoire confié à sa garde.

Animée d'une foi ardente dans les destinées du pays, consciente de son courage et de sa force, elle avait le plus vif désir de poursuivre la lutte jusqu'au bout.

Je partageais cette espérance et j'ai plaidé la cause de la résistance à outrance, avec la plus grande ardeur, auprès de nos chefs militaires.

Après un examen, dont le maréchal Pétain a dit lui-même combien il a été approfondi, le gouvernement, qui détenait tous les éléments d'information et d'appréciation, en a décidé autrement. L'armistice a été signé.

Le devoir militaire et l'intérêt supérieur du pays, étant donné les conditions dans lesquelles la défense pouvait être poursuivie par l'Afrique du nord, lui commandaient de faire bloc derrière le gouvernement.

Les conditions d'armistice vous sont connues. Elles sont redoutables et nous émeuvent douloureusement. Cependant, l'Afrique du nord, dont le sol inviolé ne sera pas occupé, bénéficie, comme notre flotte et notre aviation, de certaines atténuations qui consacrent aux yeux du monde notre possession ; il nous appartiendra de la défendre avec acharnement lors des négociations de paix.

La question de l'armistice est close. Toutes discussions sur ce sujet sont désormais stériles et ne peuvent que diviser. Je les interdis formellement.

La lutte pour le traité de paix est ouverte.

Nos armées vont subir des diminutions sérieuses ; nous devons travailler à ce qu'elles soient aussi atténuées que possible pour l'armée d'Afrique, ainsi que le principe en a été admis par l'ennemi lui-même.

D'autre part, au moment où le blocus, le retour de France des unités nord-africaines meurtries et la démobilisation vont poser au commandement et au gouvernement des problèmes d'une gravité exceptionnelle, il est essentiel que l'armée d'Afrique donne à tous le spectacle d'une force intacte au moral élevé, qu'elle demeure entièrement dévouée à ses chefs, qu'elle se montre enfin prête à maintenir l'ordre en toute circonstance, afin d'enlever à l'ennemi tout prétexte d'intervention par les armes en Afrique.

Les événements de Mers-el-Kebir, où l'agression est venue d'une direction tout à fait inattendue, confirmeraient tragiquement, s'il en était besoin, la nécessité d'une discipline vigilante et sans restriction.

L'Afrique du nord tout entière doit, enfin, s'efforcer sans relâche d'accroître sa force par le travail, dans l'union tous les jours plus intime des français et des indigènes, de façon à montrer, au moment des négociations de paix, un bloc sans fissure décidé à maintenir son intégrité et qu'il serait dangereux de vouloir désagréger.

Les cadres de l'armée doivent être l'âme de ce redressement. Ils y emploieront leur courage, leur discipline, leur désintéressement, leur ardent patriotisme. Ils travailleront ainsi directement au relèvement de la France blessée qui doit trouver, dans la sollicitude et la force de son empire, le réconfort moral et l'appui matériel nécessaire à sa résurrection.

Je vous fais pleine confiance dans la tâche nouvelle qui vous attend.

De votre côté, comptez sur vos chefs et, en particulier, sur le commandant du T.O.A.F.N.

Le général d'armée Noguès

Commandant en chef le théâtre d'opération de l'Afrique du nord.



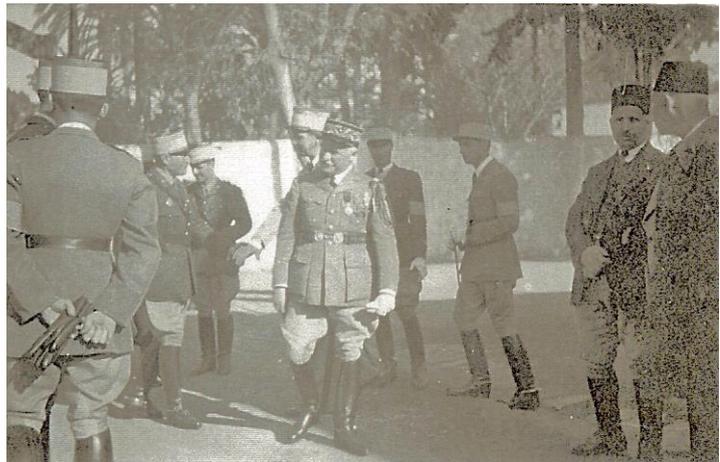
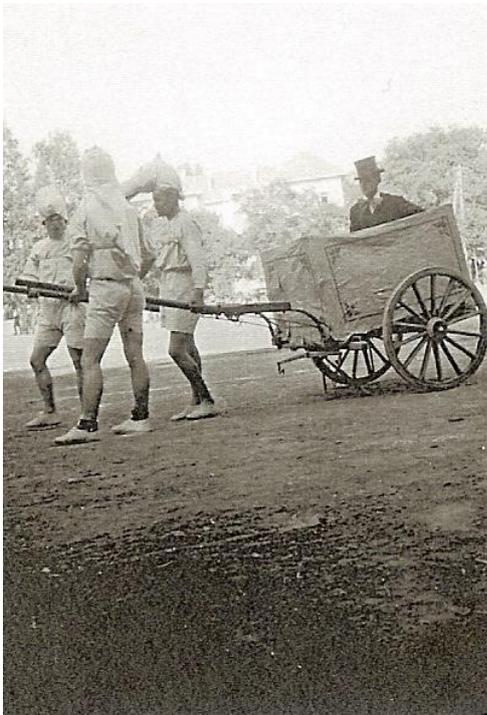
Fête du centenaire des tirailleurs et spahis – Alger 1941



Jamilloux dans le rôle du général Bugeaud passant la revue



Maxime Weygand



Monsabert à la fête du régiment – Blida 1942



Méchoui à Ksar el Hallouf



Juin fait Monsabert commandeur de la légion d'honneur – Blida 1942

Les premiers résistants en Afrique

Seule l'Angleterre continue la lutte, mais chacun est convaincu qu'une armée aussi mal entraînée que celle des britanniques ne pourra résister longtemps à des forces qu'on commence à croire invincibles, l'idée de la race supérieure fait son chemin. L'esprit de revanche fait place peu à peu à une forme de neutralisme, d'inaction. Ne pas faire confiance au maréchal, c'est participer à la division des français, c'est être un traître à la patrie.

A la fin de 1940, l'Amérique, qui a compris la valeur de la plate-forme africaine, installe en Afrique du Nord, une mission économique dirigée par Mr Robert Murphy, délégué personnel du président Roosevelt. L'objectif est de prendre l'initiative par une opération d'envergure en Afrique du nord, combinée avec une offensive des anglais à partir de l'Égypte.

Au début de 1941, quelques officiers établissent, en cas d'attaque allemande venant à travers l'Espagne sur Casablanca, ou venant de Lybie, avec les chars de Rommel, le plan d'un appui des Alliés en Afrique du Nord combiné avec le réarmement de l'armée d'armistice. Mais, dénoncés par un camarade, deux d'entre eux, le commandant Beaufre du cabinet de l'Amiral Abrial gouverneur-général de l'Algérie et le commandant Faye, chef du 3ème bureau du commandement supérieur de l'air en Afrique du Nord sont arrêtés, transférés en France et condamnés; le lieutenant-colonel Jousse, ancien chef du 3ème bureau du théâtre d'opérations de l'Afrique du Nord échappe de justesse.

Weygand refuse l'aventure : « *Je suis là pour garder l'Afrique à la France et pour ne pas donner le prétexte aux allemands d'y venir* » dira-t-il peu après à Rigault, un autre résistant qui le contactait. Mais il négocie cependant, lui aussi, avec les Américains des conditions de ravitaillement, conduisant à un accord signé le 26 février 1941 avec Robert

Murphy. Weygand étend alors les discussions à l'armement nécessaire en cas de reprises des hostilités, pour équiper six divisions.

Les contacts pris par Murphy et les résistants révèlent une réalité : à quelques exceptions près, les autorités civiles et militaires non seulement ne faciliteront pas un éventuel débarquement, et ne seront même pas passivement neutres, elles sont résolues, au contraire, à suivre strictement les consignes de Vichy et à s'opposer à toute tentative.

Il appartient donc à la résistance de neutraliser durant quelques heures les communications et d'empêcher l'exercice du commandement pour que les forces françaises restent inactives.

A l'époque, tous les responsables sont convaincus que les alliés ne sont pas encore en mesure de monter une opération d'envergure avec des chances de succès si loin de leurs bases, ils n'ont pas assez de navires, et c'est le coup de Dieppe qui recommencerait, un raid voué à l'échec. « *S'ils viennent avec quatre bateaux, je les fous à la mer ; s'ils viennent avec quatre divisions, je les embrasse* » dira Weygand. Mieux vaut rester encore dans le camp du vainqueur, d'autant plus qu'il est le dernier rempart face au bolchévisme, ennemi encore plus redoutable que les allemands.

L'objectif de Churchill : rallier la flotte française ou la détruire

Alors que les Etats-Unis restent neutres, sur un point aussi capital que la sécurité de l'empire britannique, le cabinet de guerre ne peut pas faire confiance à la parole de l'amiral Darlan. En aucun cas il ne peut courir le risque fatal que les navires français tombent aux mains de l'ennemi. Mieux vaut leur donner l'assaut et les couler, avant que, d'après les clauses de l'armistice, ils ne rejoignent leurs ports d'attache du temps de paix, en zone occupée, tombent aux mains des allemands et se retrouvent bientôt à combattre avec les forces de l'axe pour assurer le blocus de l'Angleterre ou la maîtrise de la méditerranée.

L'opération *Catapult* est alors montée, pour se rendre maître des navires français, par la négociation ou la force, en plusieurs actions simultanées. Le 3 juillet les navires stationnés dans les ports britanniques sont arraisonnés sans difficulté. Ceux du port d'Alexandrie également. Restent le gros des forces, dans le port de Mers el Kébir, près d'Oran. Le même jour un ultimatum leur est envoyé, laissant le choix, dans un délai de 6 heures, de rejoindre, avec leur équipage, la flotte britannique pour continuer le combat, de rejoindre un port britannique avec un équipage réduit, de rejoindre un port français dans les Antilles pour y être désarmés, d'être confiés aux Etats Unis ou de se saborder. L'amiral Gensoul refuse l'ultimatum, et les anglais ouvrent le feu, faisant 1200 morts. En représailles, la marine envoie une dizaine d'appareils bombarder Gibraltar.



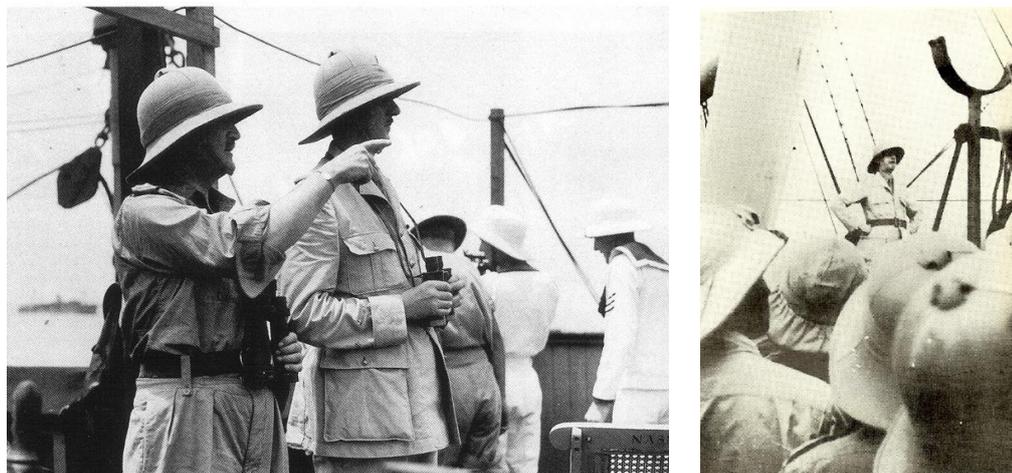
Le bombardement de la flotte française à Mers el Kébir – 3 juillet 1940

De Gaulle, d'abord effondré, finit par justifier l'intervention, ce qui crée le trouble même parmi ses fidèles et a pour effet d'assoier l'autorité de Pétain et de souder la marine à Darlan. Mais surtout, les conditions d'armistice sont alors allégées pour permettre à la France de défendre son empire.

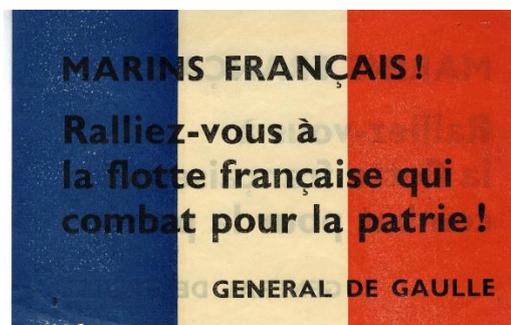
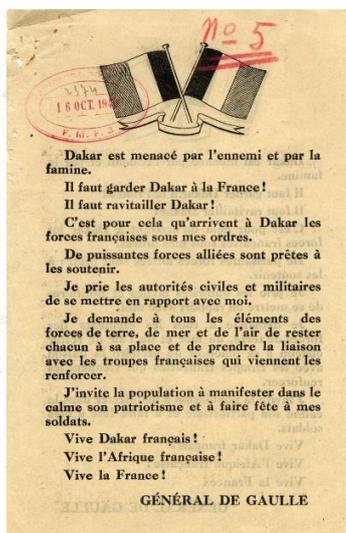
L'objectif de de Gaulle : avoir des troupes au combat aux cotés des alliés et prendre pied sur une parcelle du territoire de l'empire

Le 23 septembre, nouvelle opération du même genre à Dakar, cette fois de Gaulle, après l'Afrique Equatoriale Française (Tchad, Cameroun), espère rallier à lui l'Afrique Occidentale Française et s'y installer. Il est présent dans la flotte anglaise et envoie un ultimatum de ralliement au gouverneur général Pierre Boisson. Suite au rejet de « ces leçons de patriotisme », de Gaulle tente, sans succès, de faire débarquer ses troupes, tandis que les anglais ouvrent le feu, mais l'aviation et les bâtiments envoyés préventivement depuis Toulon font échouer cette tentative.

Après cet échec, plutôt que de rentrer à Londres, de Gaulle passe au Tchad, et de là il repousse les français vichystes du Gabon. Puis, il prépare une action similaire sur la Syrie.



Spears et de Gaule au large de Dakar – 23 septembre 1940



Tracts à destination des marins largués sur Dakar

Simultanément, les britanniques de Montgomery repoussent Rommel de Cyrénaïque et de Lybie vers la Tunisie. Mais, si Rommel recule jusqu'en Tunisie, l'armée d'Afrique du nord ne sera-t-elle pas amenée, par la politique de collaboration, à combattre avec lui contre les anglais et les gaullistes ?

Darlan et Weygand s'opposent sur la politique de collaboration

En mai 1941, l'accès des anglais à leur route des Indes par le canal de Suez est menacé par une révolte en Irak et par les allemands qui, prenant la Grèce et la Crète, menacent Malte et veulent utiliser les aérodromes français de Bizerte, de Dakar, de Syrie et du Liban pour aller soutenir les insurgés d'Irak d'une part et l'armée de Rommel d'autre part. Darlan l'autorise par des accords signés à Paris le 28 mai, en contrepartie de quelques concessions allemandes. Weygand, convoqué à Vichy le 2 juin, s'oppose fermement à toute cession de base en Afrique française « *Si les allemands ou les italiens arrivaient à obtenir de nous l'usage de points d'appui terrestres, aériens ou maritimes, dans l'une de nos possessions africaines, ce manquement de notre parole soulèverait des remous dont il est impossible de prévoir les conséquences. L'Afrique ne peut être défendue que par nos propres forces ... C'est une autre politique que celle que j'ai été chargé de faire en Afrique. Elle me ferait mentir à tout ce que j'ai affirmé d'accord avec le gouvernement. Le gouvernement change de politique, à politique nouvelle, homme nouveau. L'armistice n'a pas dit collaboration avec l'ennemi* ». Son attitude, et celle des fonctionnaires civils et militaires se chargèrent de retarder le plus possible l'envoi de ces ravitaillements exigés par les allemands.

Les anglais sont donc amenés à réagir, le 8 juin 41. Avec l'aide des forces françaises libres, au bout de 5 semaines, ils forcent les troupes vichystes du général Dentz à évacuer la Syrie. 1500 français sont tués.

C'est alors que, le 22 juin, l'armée allemande attaque la Russie. Weygand confie à Murphy : « *Je sais maintenant d'où viendront les divisions pour vaincre l'Allemagne, elles viendront de Russie* ».

Après les fêtes du centenaire des spahis¹, où l'armée d'Afrique apparaît renaissante, les allemands imposent le rappel de Weygand en métropole. L'Afrique du Nord est alors dirigée par l'amiral Jean Pierre Esteva, résident en Tunisie, le général Noguès, résident au Maroc et Yves Chatel, gouverneur général en Algérie. Juin, récemment libéré de Koenigstein, est commandant en chef des forces terrestres, la marine dépend directement de l'amiral Darlan et l'aviation du général Mendigal s'attribue une large indépendance.

Les instructions secrètes données par Juin comportent trois niveaux : l'alerte simple, pour une action dans le cadre des conventions d'armistice, l'alerte renforcée, dans laquelle l'armée reçoit un appoint de l'Axe pour résister aux anglo-saxons, et l'alerte générale, qui signifie la rupture avec l'Axe, la mobilisation, l'activation des matériels camouflés, ...

Juin se retrouve convoqué chez Goering, pour discuter des suites des accords Darlan concernant Bizerte et la Tunisie, pour ravitailler Rommel. Juin défend que l'Afrique peut se défendre seule, même avec son vieux matériel qu'il faudrait rénover, et transmet les demandes au gouvernement. Laval, redevenu chef du gouvernement, prône la coopération totale « *Pour construire cette Europe, l'Allemagne est en train de livrer des combats gigantesques. Je souhaite la victoire de l'Allemagne, parceque, sans elle, le bolchevisme demain s'installerait partout* ».

Au début de la guerre, les soviétiques espéraient, à la faveur du pacte germano soviétique, que la guerre dure à l'ouest, que la France, puis l'Angleterre épuise l'Allemagne, leur permettant ensuite de se retrouver face à des adversaires affaiblis.

1- Cavaliers indigènes

Mais, du fait de la défaite rapide de la France, qui a permis à Hitler de se retourner contre eux, ils risquent maintenant de s'épuiser contre l'Allemagne. Ils menacent donc les alliés d'une paix séparée avec l'Allemagne si un second front n'est pas ouvert, pour hâter la défaite allemande et leur permettre de libérer et d'occuper une grande partie de l'Europe. Churchill défend l'ouverture du second front, qui soutiendrait ses positions en méditerranée. Les américains ont déjà le front du pacifique et veulent réserver le reste de leur effort pour le débarquement en Normandie.

L'organisation de la résistance en Afrique du nord

A Oran et à Alger, s'étaient constitués, dès octobre 1940, deux groupements de résistants français favorables à la cause alliée. Ils s'étaient rassemblés et avaient été organisés sur la base d'un secret et d'un cloisonnement rigoureux par deux cousins, Roger Carcassonne à Oran et José Aboulker, à Alger. Le dos au mur, opprimés par les lois racistes de Vichy, les juifs vont se mobiliser en nombre dans ce réseau.

A Oran

Dès le milieu de 1941, une organisation est déjà montée tant pour renseigner les alliés que pour appuyer leur action s'ils étaient amenés à intervenir. Le colonel Tostain, chef d'État-major de la division prend la tête de l'organisation et assumera cette responsabilité jusqu'au débarquement.

Il a auprès de lui, à son état-major, le lieutenant de réserve Henri d'Astier de la Vigerie qui tiendra une place considérable dans la résistance nord-africaine et entre dès cette époque en relation avec les organisations du Maroc, le capitaine Jobelot, René Brunel, chef des transmissions, l'abbé Cordier et le père Théry. L'organisation comprend d'ailleurs de nombreux éléments civils recrutés et organisés par Roger Carcassonne, un industriel Jean Moine, Pierre Smadja, Labat, Brosset, Salas, Ségura.

A Alger

Henri d'Astier, après avoir établi des liens avec Carcassonne à Oran, est venu s'installer à Alger comme cadre des Chantiers de jeunesse, et y rencontre Aboulker.

Les deux cousins, dirigeants initiaux, se placent sous la direction d'Henri d'Astier. Celui-ci étend ensuite la conjuration au Maroc, auprès de certains dirigeants civils ou militaires, comme le général Béthouart. A Alger aussi, il obtient le concours de quelques officiers supérieurs, comme le lieutenant-colonel Germain Jousse, major de garnison, et le colonel Baril (alors en disgrâce pour avoir adressé à ses supérieurs un rapport prévoyant la victoire alliée et dénonçant la politique de collaboration).

Le commissaire Achiary qui dirige la brigade de surveillance du territoire chargé du contre-espionnage, poursuit, depuis l'armistice une action intense. Il a monté un attentat contre la commission de contrôle italienne, égaré l'enquête dans l'affaire Beaufre et se tient en contact avec le lieutenant-colonel Jousse, le commandant Dumoncel, le colonel Vette et L'Hostis, ce dernier, jeune ingénieur, dirige un réseau de renseignements et dispose d'une liaison-radio avec les alliés.

Marius Faivre, un jeune qui n'a pas dix-huit ans, et a déjà tenté sans succès de rejoindre Londres par Gibraltar, organise avec le Lieutenant Darridan, un groupe dont le capitaine Pillafort acceptera le commandement quand il arrivera en Afrique du Nord. *« Pillafort tenait beaucoup à ce que les musulmans participent à notre action. C'est par la fraternité des armes, me disait-il, par la promotion des musulmans à une dignité qui ne se*

discutera plus, que nous aurons la possibilité, tous ensemble, d'éviter la dislocation et la ruine d'un avenir qui ne peut être que commun ». ¹

Aux chantiers de jeunesse, Van Hecke, chef régional pour l'Afrique du Nord met au service de la résistance toutes les possibilités que lui offre le poste qu'il occupe, soit qu'il appelle auprès de lui des patriotes, soit qu'il couvre leur activité de son autorité, soit qu'il leur donne les moyens d'action nécessaires. C'est ainsi que servent sous ses ordres dans les chantiers, outre Henri d'Astier, Beyler, Watson et de Freydaigue.

Bouchara, André Temine et Atlan créent une société de culture physique dès novembre 1940. En fait, il s'agit de préparer des groupes de choc; ces éléments gaullistes encadrés par des officiers de réserve tels que Fredj, Jais, Zermati et Dreyfus fourniront une part notable des volontaires du 8 Novembre.

D'autre part, le commandant Bouin, chargé de la démobilisation des prisonniers et évadés s'adonne activement au recrutement d'éléments résistants en liaison avec Paul Ruff, universitaire, Jean Athias jeune étudiant, Maurice Ayoun et le Docteur Morali-Daninos.

José Aboulker organise de solides petits noyaux de résistants et s'efforce de fédérer les organisations civiles d'Alger pendant que son ami Pierre Alexandre, très lié avec Marcel Felus recrute parmi les Alsaciens, ses compatriotes, et les Espagnols républicains réfugiés.

Le groupe "Combat" se consacre surtout à la propagande sous l'impulsion du professeur Capitant, du colonel Tubert, du docteur Duboucher, du colonel Grossin, Fradin et Kadji; son rôle deviendra capital après le débarquement.

Enfin, Escoute dirige un réseau de renseignements en liaison avec les services de renseignements alliés.

Les contacts avec les américains

C'est dans ces circonstances, que par l'intermédiaire d'Achiary et de L'Hostis, se forme à Alger le « groupe des cinq », sorte de directoire, qui s'efforcera de négocier avec les Américains et de fédérer la résistance nord-africaine :

- Jacques Lemaigre-Dubreuil, industriel, directeur des huiles Lesieur, arrivé à Alger en novembre 1941, et qui a déjà été mêlé à l'affaire Beaufre.
- Jean Rigault, journaliste, son secrétaire;
- le colonel Van Hecke, chef des chantiers de jeunesse ;
- Henri d'Astier de la Vigerie qui vient d'être affecté aux chantiers de jeunesse;
- Jacques Tarbé de St Hardouin, conseiller d'ambassade en disponibilité.

Aucun d'eux n'exerce la direction : Lemaigre-Dubreuil et de St Hardouin se consacrent surtout aux négociations; Van Hecke et d'Astier à l'organisation de la résistance et Rigault à la recherche des renseignements et aux liaisons. Auprès d'eux le lieutenant-colonel Germain Jousse est le conseiller militaire du groupe.

À la suite de longs mois de négociations entre les chefs de la résistance et les représentants américains, il est décidé que, lors du débarquement allié en Afrique du Nord, les principales personnalités et points stratégiques devront être neutralisés pendant plusieurs heures, afin de permettre aux alliés d'effectuer leur intervention sans heurts. On espère qu'une fois le débarquement opéré, l'armée d'Afrique se joindra aux alliés et rentrera, à leurs côtés, dans la guerre. Il est aussi décidé que le débarquement s'effectuera sans intervention des Français Libres, car la participation du général de Gaulle à l'opération ne pourrait que braquer davantage encore les généraux vichystes dans leur hostilité. Un autre facteur est le peu de sympathie de Roosevelt pour de Gaulle, accentuée par la libération de Saint-Pierre-et-Miquelon effectuée par les Forces Navales Françaises Libres (FNFL) de l'amiral Muselier le 24 décembre 1941, sans l'accord des États-Unis. Quant à Robert Murphy, il continue de juger

1 - Mario Faivre – *le chemin du palais d'été*

possible le ralliement des vichystes à la cause alliée, malgré leurs déclarations et leur participation au ravitaillement de la Lybie.

Il n'en faut pas moins trouver un général acceptable pour prendre la direction de la rentrée en guerre du côté français.

L'évasion du général Giraud

C'est alors qu'on apprend en avril 42 l'évasion retentissante du général Henri Giraud. Les allemands exigent, sans succès, qu'il se rende. Il se cache dans le sud de la France, avec une discrétion toute relative, puisqu'il fait le tour de la zone libre pour rencontrer entre autre de Lattre. Il constitue une troisième force, entre le pétainisme et la France Libre, ralliant un grand nombre d'officiers. Il refuse le patronage de de Gaulle, et Churchill, déçu par le faible nombre de ralliement à de Gaulle envisage même de le faire venir en Angleterre. Lemaigre-Dubreuil avait été son aide de camp en 1940 et "Le Groupe des Cinq" décide de lui offrir de prendre la tête de l'organisation. Pressenti au mois de mai par Lemaigre-Dubreuil, puis visité par Mrs Rigault et Van Hecke, il accepte de prendre, le moment venu, la tête de la dissidence. Mais ses vues dépassent largement le théâtre africain qu'il juge secondaire et s'il accepte volontiers l'idée d'un débarquement en Afrique du Nord, il pense surtout au théâtre européen. Il voudrait que simultanément au débarquement en Afrique se constituât au sud de la France une tête de pont alliée, protégée sur terre par l'armée de l'armistice repliée, aux ordres de de Lattre, et sur mer par la flotte de Toulon, afin dit-il de « *matérialiser l'indépendance française, assurer les communications françaises avec l'Afrique du Nord et permettre ultérieurement la constitution d'un deuxième front européen* ». Il demande d'exercer personnellement le commandement en chef du débarquement. En attendant, il désigne, pour le représenter auprès des conjurés, le général Charles Mast, chef d'état-major du corps d'armée d'Alger, qui était prisonnier avec lui et l'a aidé dans son évasion. Ne réalisant pas l'état d'avancement et l'imminence du débarquement, il fait un peu cavalier seul vis-à-vis des cinq, qui jusqu'au dernier moment le laisseront sur ses illusions de débarquement principal en France. Giraud contacte directement les américains pour donner ses conditions. Il contacte aussi, sans succès, Weygand pour l'inciter à prendre la tête du soulèvement. Weygand avait déjà refusé plusieurs avances américaines.

Giraud avait la faveur des américains, qui le préféraient à de Gaulle, soutenu par les anglais, et dont le jugement et les méthodes étaient considérées peu fiables, dictatoriales même, par Roosevelt.

En mars 42, Le colonel Jousse rédige une note qui est remise aux américains par Van Hecke. Cette note expose la nécessité d'un appui militaire important, et fixe les bases générales d'une intervention militaire en Afrique du Nord dont s'inspireront les alliés pour préparer le plan des opérations qu'ils exécuteront quelques mois plus tard. Les cinq prônent un débarquement simultané au Maroc, en Algérie et en Tunisie, alors que les américains ne prévoient au début que le Maroc. Ils y ajouteront Oran, puis Alger. Mais, en partie faute de navires, et par crainte de la présence proche de la Lybie de Rommel et des forces aériennes de Sicile, la Tunisie restera hors du champ, et devra être reconquise par des opérations terrestres.

Un secret de polichinelle

Murphy ne négocie pas qu'avec les cinq et Giraud. Il cherche, par une multitude d'actions parallèles, à prévoir les réactions de chacun, et même à provoquer des ralliements.

Le seul qui soit tenu à l'écart est de Gaulle : il ne doit pas y avoir de troupes de la France Libre dans le débarquement. D'ailleurs, comme les américains n'ont pas les effectifs suffisants, les anglais qui doivent eux aussi être discrets, seront là en uniformes américains.

Le comte de Paris, ardent supporter du maréchal, se rend à Vichy et lui demande ce qu'il ferait en cas de débarquement en Afrique du Nord, s'il passerait à Alger ? « Non, car alors les allemands envahiraient la zone libre et nommeraient un gauleiter. » lui répond Pétain.

Murphy est en contact avec Darlan depuis février 42, par l'intermédiaire du commandant Chrétien, chef du renseignement en Afrique du Nord, et par les voyages de son propre fils, Alain Darlan, à Alger. Mais Darlan ne croit absolument pas à l'imminence du débarquement, les alliés n'ayant à son avis pas la masse de navires ni les forces nécessaires. Darlan, comme Giraud, envisage un débarquement principal en France et simultané en Afrique, vu comme une base arrière de ravitaillement. Pour le convaincre, il faudrait discuter longuement, répondre à ses demandes de précisions, dévoiler l'organisation de l'opération. Or il ne fait aucune proposition concrète concernant un appui par la flotte de Toulon.

Au début d'octobre, Murphy rapporte d'Amérique la nouvelle d'une intervention prochaine de puissantes forces alliées en Afrique du Nord. Il contacte alors Juin, par son chef de cabinet Dorange, pour l'assurer que les Etats Unis sont prêts à aider l'Afrique du Nord en cas d'une attaque allemande en Tunisie qu'il annonce imminente. Et là aussi, il apparaît que Juin ne croit pas à la possibilité d'être ravitaillé efficacement en masse et rapidement. Murphy doit insister : « A l'heure actuelle, les USA sont prêts à mettre à disposition ces hommes, ces avions, ces chars et beaucoup plus encore à la fraction de la France qui serait contrainte de reprendre la lutte ». Enfin, Murphy affirme que « les Etats Unis n'interviendront que sur la demande officielle de la France »

Les accords de Cherchell

Quelques jours plus tard, Murphy est avisé qu'une conférence d'État-major doit être organisée sans délai, pour réunir les officiers représentant le commandement en chef américain en Méditerranée et les officiers représentant le général Giraud.

Cette conférence a été suggérée depuis de longs mois par le groupe des cinq, qui estime indispensable que les problèmes militaires que pose l'intervention américaine soient étudiés en commun par des techniciens qualifiés.

Du côté français, la délégation va comprendre le Général Mast, délégué militaire du général Giraud, le lieutenant-colonel Jousse, assurant le rôle de chef d'état-major, le capitaine de vaisseau Barjot, technicien naval et le commandant Dartois, conseiller aérien de l'entreprise depuis le printemps 1941.

En prévision de la conférence, le lieutenant-colonel Jousse en accord avec le général Mast prépare une nouvelle note. Cette note, véritable mise à jour des propositions antérieures pose les bases d'un plan d'action combiné des forces alliées et de la résistance et indique les approvisionnements indispensables à l'Afrique du Nord pour satisfaire les besoins civils et militaires du premier mois ainsi que le matériel nécessaire au réarmement et à l'entretien de l'armée d'Afrique.

Cette note souligne l'importance d'Alger, siège du haut-commandement dévoué à Vichy, la nécessité d'agir simultanément dans les trois pays d'Afrique du Nord et de subordonner les considérations d'ordre stratégique ou tactique aux possibilités de la résistance.

La conférence qui doit se tenir près de Cherchell, port situé à 100 km à l'ouest d'Alger, est d'abord fixée au 21 octobre, puis reportée au lendemain. Enfin, le 23 octobre à 1 heure du matin, 15 jours avant le débarquement, la délégation américaine, venue en sous-marin, débarque près de la ferme Tessier lieu choisi pour la réunion où elle est accueillie par le colonel Jousse et Henri d'Astier. Elle comprend le général Clarck, chef d'état-major du général Eisenhower, le général Lemnitzer chef du bureau des opérations d'état-major d'Europe, le colonel Holmes, le colonel Hamblen et le commandant Gérard Wright de la marine américaine. L'organisation matérielle et la sécurité de la réunion sont assurées par Van Hecke, Henri d'Astier de la Vigerie, José Aboulker, Karsenty, Tessier propriétaire de la ferme,

Queyrat, avocat, chef de la résistance de Cherchell, le capitaine Watson, les lieutenants Le Nen et Michel des douair (police indigène) ; enfin Rigault est venu pour assurer la liaison.

Les entretiens durent toute la journée du 23, mais interrompu en fin d'après-midi par une menace de perquisition policière qui est évitée par la présence d'esprit et le dévouement de Michel et Le Nen.

Au cours de la matinée, les conversations se poursuivent en conseil restreint auxquels participèrent les généraux Clarck et Lemnitzer, le colonel Holmes, Mr Murphy, le général Mast et le colonel Jousse, puis Rigault.

Sont discutés successivement les intentions américaines, les moyens d'actions envisagés, la question du commandement interallié, les possibilités alliées de riposte à une initiative éventuelle de l'Axe.

Au cours de l'après-midi les travaux reprennent en séance plénière, le lieutenant-colonel Jousse remplaçant à la tête de la délégation française le général Mast qui a dû rentrer à Alger.

Les conversations portent alors principalement sur les propositions françaises contenues dans la note préparée avant la conférence. L'attention des américains est attirée particulièrement sur l'importance décisive d'Alger, ainsi que sur la nécessité de modeler leur action militaire, sur les possibilités de la résistance, pour cela d'armer cette résistance et de prendre toutes mesures utiles pour assurer avec elle une liaison étroite dans chaque zone de débarquement.

Le ton des entretiens est cordial et la délégation américaine paraît accueillir favorablement toutes les suggestions.

En fait, les américains ne tiendront pas toutes leurs promesses, retenus, diront-ils plus tard, par la crainte que le secret des opérations s'en trouve compromis.

Le rembarquement des américains qui s'opère au cours de la nuit suivante, donne lieu à quelques péripéties, en raison du gros temps qui s'est levé.

Outre leur partie militaire, les accords de Cherchell incluait des dispositions très favorables à la France, qui devait être traitée en alliée après le débarquement.

Le comportement de l'armée d'Afrique

A part les commissions d'armistice, qui contrôlent les limitations imposées, les forces italiennes et allemandes ne sont pas présentes, et n'opèrent qu'à l'est du protectorat français de Tunisie. Aussi, la réussite de l'opération dépend-elle en grande partie du comportement des troupes françaises de l'armée d'Afrique (110 000 hommes) stationnées sur les différents sites de débarquement. Alors que les objectifs alliés se situent tous en des territoires sous contrôle français, le doute n'est toujours pas levé chez les dirigeants américains, quant à l'attitude de l'armée d'armistice. Les membres de l'armée de Vichy gardent encore les très mauvais souvenirs de la destruction de la flotte de Mers el Kébir par les britanniques, le 3 juillet 1940, de la neutralisation de la flotte d'Alexandrie le 4, de l'attaque de Dakar le 8 juillet, par le général de Gaulle, soutenu par les anglais, enfin l'armée qui a combattu en Syrie contre les anglais et les français-libres vient d'être rapatriée en Afrique du Nord et ses cadres manifestent une vive hostilité à l'égard du général de Gaulle. On espère donc que le drapeau étoilé sera le meilleur ralliement pour entraîner l'empire dans la guerre.

Les positions du général Juin, commandant des forces françaises d'Afrique du Nord, et du général Noguès, résident général au Maroc, représentent également des inconnues.

Les accords avec la résistance sont justement destinés à parer toute réaction négative des troupes françaises. Mais Roosevelt et Eisenhower, se fiant aux rapports optimistes de Murphy, ne perdent pas l'espoir d'obtenir au dernier moment le ralliement des dirigeants vichystes. Pour cela, les dirigeants alliés comptent beaucoup sur le général Giraud, auquel ils réservent le commandement des forces françaises stationnées en Afrique du Nord.

Mais les événements se précipitent; brusquement le 29 octobre, les américains informent le général Mast que le débarquement aura lieu dans une semaine, alors qu'à Cherchell ils avaient déclaré qu'il ne se produirait pas avant un mois.

Cette nouvelle met le groupe des résistants dans une situation difficile, aussi bien pour obtenir le consentement du général Giraud et assurer son passage en Afrique du Nord que pour réaliser la coordination des éléments de résistance qui, tous, seront surpris par une échéance si courte ¹.

Le général Giraud à Gibraltar

Après de multiples difficultés, il est finalement convenu que le général, accompagné du commandant Beaufre embarquera à Antibes pour l'Afrique du Nord sur un sous-marin le 6 Novembre.

Le général Mast adresse les instructions nécessaires au général Béthouart et au colonel Tostain pendant que Rigault et d'Astier se rendent au Maroc et en Tunisie pour accorder l'action des organisations de résistance.

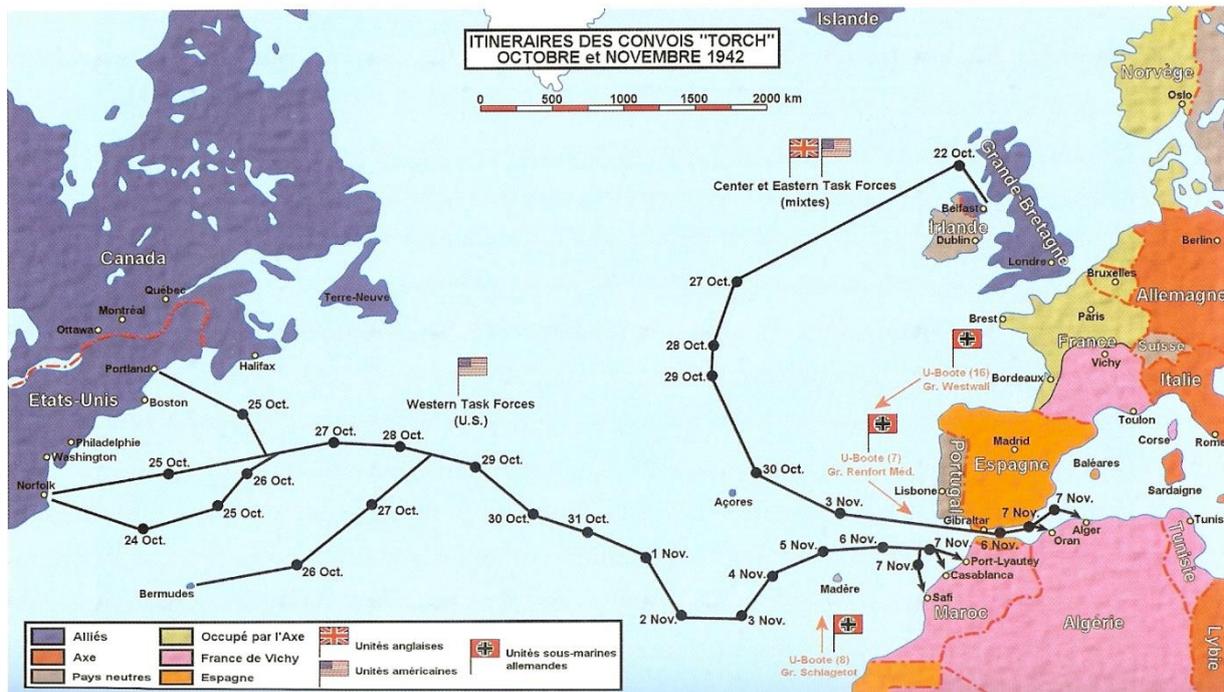
Or, Giraud, au moment de sa décision ultime, continue à compter sur le commandement en chef des troupes d'invasion, bien que n'ayant reçu aucune réponse à ce sujet. En réalité cette condition ne peut en aucun cas être satisfaite par les alliés. Il leur est impossible de confier le commandement d'une opération militaire aussi complexe à un général de langue étrangère, ignorant les préparatifs et les moyens d'intervention en jeu. Giraud n'en est pas moins révolté lorsqu'il apprend, dans le sous-marin qui le conduit à Gibraltar, que le débarquement se limite à l'Afrique du Nord et que la fonction réclamée par lui a été attribuée à un autre. C'est ainsi que, le 7 novembre 1942, Eisenhower doit perdre de précieuses heures à discuter avec lui d'une décision qui ne peut être révoquée. Il s'attarde pendant deux jours à Gibraltar pour marquer son mécontentement, sans tenir compte des résistants qui vont l'attendre vainement le lendemain, sur l'aérodrome de Blida et à Alger, pour lui remettre la ville neutralisée pendant la nuit. Le même soir l'opération commence, tant du côté de la résistance que de celui des forces de débarquement alliées, sans le porte drapeau français prévu.

Le coup du 8 novembre 1942 à Alger

Le 7 novembre dans la soirée, la flotte alliée, formée d'un convoi venant des Etats Unis et deux autres venant d'Angleterre, fait cap à l'est, puis brusquement elle vire au sud, face à Casablanca, Oran et Alger. A partir de 2h du matin, les premiers vaisseaux de l'opération « Torch » abordent les plages d'Afrique du Nord.

¹ Jean-Claude Perez, dans « l'islamisme dans la guerre d'Algérie » raconte que dans les semaines qui ont précédé le 8 novembre 1942, un contact ultra-secret aurait été établi par le général Mast avec le cabinet militaire du maréchal Pétain, par l'intermédiaire d'un officier supérieur d'Alger, le colonel Raymond, partant en permission dans son village d'Etroussat, tout près de Vichy, sa mère gravement malade vivant ses derniers instants.

Mast lui aurait dit : « Puisque votre maison familiale se situe tout près, je vous demande de vous rendre auprès du général Verneau qui fut naguère votre chef et qui fonctionne, comme vous le savez, tout près du maréchal Pétain. Dites-lui tout simplement, qu'ici à Alger tout est prêt et que, comme convenu, nous attendons son feu vert pour déclencher l'opération ». Qu'y a-t-il de vrai dans cette épisode ?



L'opération Torch du 8 novembre 1942



Débarquement à Alger



Débarquement à Oran

La flotte alliée atteint sans encombre ses différents objectifs, à la surprise de ses équipages, sans avoir été inquiétée par les sous-marins de l'Axe, qui l'attendent plus loin, du côté de Malte, ou sur les arrières de Rommel en Lybie. Un seul vaisseau a été perdu, le *Thomas Stone* touché par un avion de la Luftwaffe. L'objectif allié est de s'assurer du Maroc français et de l'Algérie en vue d'occuper le plus tôt possible la Tunisie et d'établir au Maroc une force d'attaque capable de contrôler le détroit de Gibraltar en pénétrant, si nécessaire, au Maroc espagnol pour sécuriser les futurs convois de renfort. L'opération suit la réussite de l'offensive de la VIII^e armée britannique de Montgomery en Lybie.

L'accueil qui sera réservé aux unités alliées par les forces armées vichystes demeure cependant une inconnue. Alger est le siège du haut-commandement en Afrique du Nord, qui s'opposerait aux alliés et qui, laissé libre d'agir ne manquerait pas de les rejeter à la mer et se trouverait inéluctablement entraîné à les combattre sur toute l'étendue du théâtre d'opérations avec l'appui des allemands.

Sont en effet réunis à Alger les haut-commandements terrestres navals et aériens de l'Afrique du Nord et de l'Algérie, des organes de coordination impériale, les hautes autorités civiles de la colonie. Pour les seules transmissions, dix grands centraux doivent être occupés. Stationnent dans cette capitale, une vingtaine d'états-majors et de nombreux corps de troupes dont un régiment blindé et de forts contingents de gardes mobiles.

Au cours de la nuit du 7 au 8 novembre 1942, 400 résistants français (dont les deux tiers étaient des Juifs) et quelques officiers, paralysent pendant une quinzaine d'heures le 19^e corps d'armée d'Alger, tandis que quelques officiers neutralisent les batteries côtières de Sidi-Ferruch et l'aérodrome de Blida.

Ils occupent, pendant la nuit, la plupart des points stratégiques. En particulier, l'un de leurs groupes a réussi à arrêter le général Juin commandant en chef en Afrique, le général Koeltz, ainsi que l'amiral Darlan, inopinément présent à Alger.

L'organisation du putsch

Les armes promises à Cherchell (750 pistolets mitrailleurs Sten) ont vainement été attendues, par suite d'une mauvaise indication des points de livraison au commandant de la corvette britannique chargée de les débarquer. Les résistants ne disposent donc pour remplir

leur mission que de vieux fusils Lebel cachés aux commissions d'armistice, grâce au colonel Jousse.

A Alger, le 6 novembre 1942, les principaux chefs de groupe de la résistance se rencontrent pour la première fois, au Q.G. de la conjuration, chez le professeur Henri Aboulker, au 26 de la rue Michelet. Il s'agit de Jean Athias, André Morali-Daninos, Maurice Ayoun, Paul Ruff, Raphaël Aboulker et du capitaine Pillafort. Plusieurs se connaissent de longue date. Mais ils ignoraient leur appartenance au même complot, tant le secret a été rigoureusement respecté. José Aboulker les présente alors à Henri d'Astier de la Vigerie et au colonel Germain Jousse qui leur exposent les buts de la conjuration et les invitent à commencer la mobilisation de leurs hommes.

La résistance s'était engagée, à la conférence de Cherchell, à neutraliser, pendant au moins 2 heures, les éléments du 19^e corps d'armée, soit quelques 12 000 hommes, dont 5 000 à Alger (et une partie dans les garnisons de Blida et Koléa), sans parler de près de 2000 membres du SOL (Service d'Ordre Légionnaire), créé par Joseph Darnand, et du PPF (Parti Populaire Français) de Jacques Doriot, directement armés par les commissions d'armistice de l'Axe. Simultanément devraient être réduites au silence les batteries du fort de Sidi-Ferruch, principal site du débarquement.

Pour atteindre ces objectifs, les résistants vont, grâce au colonel Jousse, major de garnison, retourner le plan « M.O. » (plan de Maintien de l'Ordre), destiné à repousser toute intervention : ce plan visait en effet à faire occuper, en cas de débarquement, les différents points stratégiques par les membres du SOL de Darnand, porteurs de brassards spéciaux revêtus des lettres VP (Volontaires de Place), de façon à permettre aux forces de Vichy, sachant leurs arrières assurés, de porter tout leur effort contre les assaillants et de les rejeter à la mer. Mais c'est finalement le contraire qui arrive, car les résistants, pourvus des brassards "VP" et avec des ordres réguliers du major de garnison relèvent les postes militaires ou occupent les organes qu'on veut contrôler. Ainsi, à l'heure dite, tous les moyens de commandement passent régulièrement aux mains des conjurés sans la moindre effusion de sang.

Le 7 novembre à 17 heure, les chefs de groupe se retrouvent au 26 rue Michelet, pour rendre compte des premiers résultats de leur mobilisation. Ces résultats s'annoncent en baisse par rapport aux prévisions, en raison de l'absence des armes américaines promises et de la défection des communistes, croyant à une provocation. On ne mise plus sur 800 volontaires, mais sur 600 seulement.

Delgove, le chef de la police politique, intrigué par le remue-ménage, se fait arrêter en venant voir ce qui se trame.

A 18h Jousse donne le mot de passe : « Whisky – Soda », les chefs de groupe reçoivent leurs ordres de mission et leurs dernières instructions en vue de rassembler leurs groupes dans la soirée, et d'aller ensuite occuper les points relevant de leurs différents secteurs et sous-secteurs. Les brassards officiels VP leur sont remis.

Mario Faivre reçoit son ordre : « *En application des dispositions du plan de protection de la place d'Alger, le groupe de volontaires A4 assurera la garde de la XIX^e région et du central de communication protégé Mogador, il relèvera le poste de garde dont le personnel rejoindra immédiatement son corps.* »

Au garage Lavaysse, on charge fusils et munitions dans les voitures préparées depuis la veille, et, vers 23h, les chefs de groupe montent dans les autos qui leur sont affectés et partent vers leurs points de rendez-vous.

Le 8 novembre 1942, trois des « Cinq » sont partis d'Alger, tandis qu'un autre, Lemaigre Dubreuil, va attendre Giraud à Blida. Seul Henri d'Astier est à Alger et participe aux arrestations et occupations de points stratégiques effectuées par José Aboulker, Germain Jousse, Bernard Karsenty et leurs camarades.

La prise des points stratégiques d'Alger par les résistants

Finalement, seuls quelque 400 volontaires, se présentent aux points de rendez-vous. Leur effectif réduit ne les empêche pas d'occuper presque tous les points stratégiques sans coup férir. Peu après 1 h 30 du matin, ces résistants, auxquels on a distribué en cours de route les brassards officiels VP destinés aux militants collaborationnistes et un armement léger (fusil lebel ou revolver modèle 92), se faisant passer pour une milice régulière, atteignent, puis occupent leurs objectifs : munis d'ordres de mission signés du général Mast ou du colonel Jousse, leurs chefs de groupe ou de secteurs, dans leurs uniformes d'officiers ou de sous-officiers de réserve, relèvent sans difficulté les différents postes de garde vichystes, et s'installent dans les casernes, à l'arsenal, dans les centraux téléphoniques, dans les commissariats de police, au gouvernement général, à la préfecture et à Radio Alger.

José Aboulker, accompagné d'une vingtaine de camarades, occupe le commissariat central, vers 1 h 30 du matin, après l'installation préalable d'un nouveau commissaire central, nommé par le général Mast, en vertu de l'état de siège. Aboulker, accueilli par ce nouveau maître des lieux, le commissaire Esquerré, s'installe immédiatement au standard téléphonique, et y fait brancher la ligne officielle. De là un contact suivi est établi vers 1h50 avec les différents chefs de groupes, qui rendent compte, les uns après les autres, de l'exécution de leurs missions respectives.

Seuls l'amirauté et l'état-major de la Marine, à l'Hôtel Saint-Georges, n'ont pu être pris en raison du manque d'effectifs. Néanmoins, les jeunes gens du lieutenant Cohen, chargés d'occuper l'état-major de place, réussissent à fermer l'entrée de l'amirauté pendant toute la nuit, tandis que le volontaire Rager, accompagné de 15 amis bloque les issues de l'état-major de la Marine, où se trouve l'amiral Moreau.

Pendant que tous les autres points stratégiques sont occupés, un groupe de policiers résistants dirigé par le commissaire Achiary se charge de neutraliser les personnalités civiles collaborationnistes. Dans le même temps, d'autres groupes de volontaires se chargent d'arrêter ou d'encercler dans leurs résidences les généraux au-dessus de trois étoiles (les généraux Juin, Mendigal, Koeltz, ainsi que l'amiral Fenard). Ainsi espère-t-on faire passer automatiquement le pouvoir militaire au général Mast, en attendant l'arrivée de Giraud.

On attire au commissariat central les autorités qui demandent des ordres, certains sont furieux, d'autres heureux d'être soulagés de toute responsabilité.

De son côté, vers 2 h du matin, le général de Monsabert, chef de la garnison de Blida, rallié par Mast à la conspiration, se charge d'intervenir, avec un détachement de ses tirailleurs algériens, à l'aérodrome de Blida. Il importe de neutraliser cet aérodrome du point de vue stratégique, et, de plus, c'est là que Giraud doit atterrir. Mais le nom de Giraud ne produit aucun effet sur le colonel d'aviation Montrelay. Un face-à-face menaçant s'établit pendant plusieurs heures à Blida, entre les soldats de l'armée de l'air et les tirailleurs algériens de Monsabert. A Sidi-Ferruch, un autre des officiers d'active dans le complot, le colonel Baril, fait occuper le fort par l'une de ses compagnies, et neutralise les batteries contrôlant les plages, avec le capitaine Fournet et le lieutenant Laporte. Si bien que les forces de débarquement alliées vont pouvoir y prendre pied sans aucune perte. Les autres points de débarquement se situent à la Pointe Pescade, à l'entrée ouest d'Alger et sur les plages du Cap Matifou, de l'autre côté de la ville.

Les difficultés des forces de débarquement

C'est avant d'atteindre le rivage que de nombreux soldats du général américain Ryder vont perdre la vie cette nuit là. En effet, la mer est agitée et la nuit très noire. Or, les pilotes des barges de débarquement, qui vont ultérieurement faire leurs preuves en Normandie, n'ont pratiquement subi aucun entraînement, faute de temps. Si bien que de nombreuses barges chargées de soldats lourdement équipés cognent les coques des navires, s'entrechoquent, ou

sont mal amarrées sur les plages de débarquement et sont rejetées par la mer sur celles qui les suivent. Aussi nombre de ces embarcations se retournent et coulent avec leurs occupants. De ce fait, les soldats survivants débarquent en nombre plus réduit que prévu, tandis que les barges de matériel sont jetées sur d'autres plages que celles où prennent pied les soldats chargés de les utiliser.

Dans ces conditions, le général Ryder, qui pendant des heures ne dispose d'aucun véhicule, n'ose pas, malgré les objurgations des envoyés de la résistance, marcher immédiatement sur Alger. Et par la suite, lorsqu'il se met en route, il se borne, conjointement avec ses forces débarquées à l'est de la ville, à encercler celle-ci par les hauteurs sans y pénétrer. En vérité, il ne parvient pas à admettre que quelques centaines de volontaires civils ont réellement pu s'emparer d'une ville défendue par un corps d'armée. Du moins, le colonel Baril, qui avait aussi réquisitionné plusieurs camions les jours précédents, les met-il à la disposition d'un commando britannique, qui part dans l'après-midi pour l'aérodrome de Blida¹. Il y parvient à point pour soutenir les hommes de Monsabert. Le colonel Montrelay accepte alors de neutraliser sa base. Mais Giraud n'arrive pas. Si bien que les résistants qui occupent les points stratégiques vont attendre vainement leur relève par les alliés.

Capture de Juin et Darlan par les résistants

Vers une heure du matin, le consul Murphy se rend à la villa des Oliviers pour remettre un message du président Roosevelt au général Juin. La résidence a été préalablement encerclée par un groupe de lycéens de terminale du lycée de Ben Aknoun, commandés par le jeune aspirant de réserve Pauphilet². Le message de Roosevelt demande à l'armée d'Afrique d'accueillir les forces des États-Unis en amies et de se joindre à elles pour libérer la métropole. Juin répond que Darlan, son supérieur, étant à Alger c'est de toutes façons à lui qu'il convient de transmettre le message de Roosevelt. Darlan a en effet été appelé à Vichy, la veille, pour venir d'urgence à Alger, au chevet de son fils Alain. Celui-ci, qui semblait à l'article de la mort, a été installé dans le poumon d'acier de l'hôpital Maillot, à la suite d'une attaque de « paralysie infantile » (poliomyélite). Darlan rejoint alors Juin à la villa des Oliviers, où les jeunes conjurés le laissent pénétrer. Entrant dans une violente colère, il rejette la demande de Roosevelt. Henri d'Astier survient peu après et informe les deux officiers généraux qu'ils sont prisonniers, avant de se retirer.

Peu après le départ de d'Astier, Darlan laisse entendre que Pétain pourrait peut-être prendre une décision favorable et demande à Murphy l'autorisation d'envoyer une lettre à l'amirauté, en donnant sa parole d'officier qu'elle n'aurait aucun caractère militaire. En réalité, tout en invitant l'amiral Leclerc, destinataire du message, à le faire parvenir télégraphiquement à Pétain, il lui donne, dans le dernier paragraphe de cette lettre, l'ordre de résister aux alliés. En outre, en demandant expressément l'envoi de son télégramme en « clair », c'est-à-dire sans le coder, il avertit du même coup les services d'écoute allemands de l'intervention alliée. Murphy se laisse convaincre et donne son accord, mais heureusement le porteur de ce message s'arrête en chemin au Q.G. de la résistance, au 26 de la rue Michelet. Là se trouve le lieutenant abbé Cordier, compagnon d'Henri d'Astier, auquel il vient rendre compte de la neutralisation du central militaire protégé. Cordier intercepte le message. Une demi-heure plus tard, Darlan envoie une seconde lettre à l'amirauté, avec l'assentiment renouvelé de Murphy, et celle-ci y est directement portée. A la réception de cette lettre, apportée par un vice-consul américain, les forces navales de l'amirauté se préparent

1- Ces britanniques sont-ils ceux que trouva le capitaine de Boishéraud, envoyé par Monsabert à leur recherche, et qu'il emmena à l'aérodrome ainsi qu'il le raconte dans le livre « Hommages au général de Monsabert » ?

2 - voir son témoignage ci après.

immédiatement à ouvrir le feu. C'est pourquoi, vers trois heures du matin, des détonations retentissent dans le port, où deux destroyers alliés ont réussi à s'introduire, et à débarquer sur l'une des jetées un détachement de 300 marines dirigés par le colonel Swenson. Le but de ce débarquement est de s'emparer du port, pour le maintenir intact, afin qu'il puisse immédiatement être utilisé pour débarquer les renforts alliés. L'artillerie de l'amirauté, en canonnant les bâtiments alliés, réveille alors tout Alger. Quant à la gendarmerie maritime de Darlan, après avoir tué une douzaine de soldats alliés, elle ne parvient pas à l'emporter face aux commandos bien armés. C'est seulement beaucoup plus tard, que, avec l'aide des blindés du 5^e chasseurs, les forces vichystes neutralisent le commando Swenson.

Alger sous contrôle : arrestation des responsables vichystes

Le bruit des détonations ayant réveillé la population, beaucoup d'algérois tentent de téléphoner pour s'informer. Mais les communications civiles ont été coupées par les volontaires qui occupent le central téléphonique. Aussi les personnalités locales, désireuses de s'informer, se retournent-elles vers les commissariats de police, où fonctionne toujours la ligne officielle qui les relie au commissariat central. Là, José Aboulker, Bernard Karsenty ou Guy Calvet qui reçoivent leurs appels, leur répondent que l'on a besoin d'eux, et les invitent à venir rapidement au commissariat central pour y organiser la riposte. Ces personnalités s'empressent d'accourir et, à leur arrivée, les volontaires de garde les poussent dans les cachots.

C'est ainsi que le secrétaire général du gouvernement général Etori, qui, en l'absence du gouverneur Châtel, dirige l'administration, vient spontanément se faire capturer par les résistants. Un autre officiel, le général Roubertie, passant par là, félicite, au vu de leurs brassards VP, un groupe de volontaires pour leur bonne tenue. Ceux-ci le remercient de sa bienveillance et l'arrêtent. A la préfecture, le chef de la légion, Breuleux, réputé collaborationniste, vient lui aussi se mettre à la disposition de l'administration et subit le même sort.

Cependant, au fur et à mesure que le temps passe, les chefs des groupes de volontaires, inquiets de ne pas être relevés par les alliés, téléphonent eux aussi au commissariat central pour demander des nouvelles. José Aboulker répond à leurs appels impatients en leur décrivant les étapes d'une lente et imaginaire progression américaine vers Alger.

Les tentatives de reprise en main

Les colonels, lorsqu'ils se rendent compte de la coupure des lignes téléphoniques normales et de la présence de volontaires civils qui bloquent l'entrée de leurs casernes, s'enferment dans ces casernes, « en attendant les ordres », et pas un n'eut d'initiative avant 6 heures du matin.

Seul, le chef de cabinet de Juin, le commandant Dorange, s'étonne de voir des civils armés monter la garde devant l'état-major de place. Ces civils portent des brassards « V.P. » destinés à la mise en œuvre du plan « M.O. ». Or, si un tel plan avait été déclenché, même à titre d'exercice, Dorange aurait dû le savoir. Aussi s'adresse-t-il au lieutenant-médecin, qui commande ces volontaires, et, après s'être fait reconnaître, lui demande-t-il d'expliquer sa présence. Ce dernier, le lieutenant André Cohen, le fait dans les formes réglementaires, et lui présente alors son ordre de mission signé du général Mast. Le nom de Cohen porté par cet officier, alors que tous les officiers juifs ont été chassés de l'armée par le régime de Vichy, ne peut que paraître suspect au commandant Dorange, et, lorsqu'il entend les premiers coups de canons, ses soupçons deviennent certitude. C'est alors qu'il se rend à l'amirauté et déclenche la reprise en main.

A ce moment un volontaire se présente à l'amirauté, porteur d'un ordre du général Mast, indiquant que les allemands viennent de débarquer en Tunisie et qu'à l'appel du maréchal les américains interviennent pour les repousser.

Dorange rejoint la caserne de la 7^e légion de la garde mobile, sur les hauteurs d'Alger, et demande son intervention rapide pour rendre sa liberté au commandant en chef. Le colonel Zwinglin, qui la commande, se rend alors vers 5h30 du matin, avec un escadron motorisé, à la villa des oliviers, où réside Juin. Là il surprend les jeunes résistants. Ceux-ci, qui ont reçu comme les autres volontaires l'ordre de ne pas verser le sang français, ne résistent pas. Ils sont presque tous capturés et menacés d'être fusillés, ainsi que les représentants des États-Unis encore sur place.

Darlan et Juin ont reçu un choc en constatant l'apparition subite de la marine américaine devant leurs ports d'Afrique du Nord, alors qu'ils la croyaient hors d'état de lancer une attaque transatlantique avant plus d'un an. Mais ils sont plus encore démoralisés, lorsqu'ils se rendent compte de leur séquestration par de jeunes civils en armes. Aussi, passant d'un extrême à l'autre, surestimèrent-ils, pendant toute la nuit et la journée suivante, la force des résistants.

Une fois libéré, Juin donne l'ordre à la garde mobile, aux chars du 5^e chasseurs et au 13^e sénégalais de reconquérir, avant tout, les positions tenues par les volontaires. Aussi lancent-ils leur contre-offensive contre les volontaires civils, au lieu d'attaquer immédiatement les américains encore présents sur les plages.

Au lieu de se rendre au palais d'hiver où se trouvait son Q.G. opérationnel normal, Juin s'installe au Fort-L'Empereur pour y diriger la reconquête d'Alger. Il perd en outre son temps à recevoir ses colonels qui, au lieu de se mettre à la tête de leurs troupes, viennent justifier leur inaction. Quant à Darlan, en réponse à un télégramme lui offrant une aide de l'aviation allemande, et demandant des précisions sur les cibles à attaquer, il adresse à Vichy un télégramme demandant à la Luftwaffe de bombarder les transports alliés au large d'Alger.

Parallèlement, entre 3 h et 6 h du matin, le commando du colonel Swenson, débarqué dans le port a remporté plusieurs succès. Aussi l'amiral Leclerc demande-t-il, pour le réduire, des renforts qu'il ne reçoit que progressivement. L'arrivée des premiers renforts permet d'abord le succès de la contre-offensive menée par les gendarmes maritimes de Darlan contre les résistants qui occupaient l'état-major de place, d'où ils bloquaient l'entrée de l'amirauté depuis plusieurs heures : à 7 h 30, renforcés par des sénégalais qui ont bouché toutes les issues, les gendarmes de Darlan attaquent les résistants français. Ceux-ci qui s'étaient d'abord refusés à riposter, sont tirés au fusil mitrailleur et obligés de faire feu à leur tour avec leurs faibles moyens, pour ralentir leurs adversaires. Les marins mitraillent même ceux qui tentent de s'échapper en se jetant à la mer. Finalement les volontaires sont capturés et enchaînés, sans soins pour les blessés, dans les cachots de l'amirauté. Par contre, face aux commandos américains bien armés, les marins de Darlan reculent d'abord jusqu'à ce que, vers 11 heures, ils reçoivent le renfort du 5^e Chasseurs et de ses automitrailleuses, auxquelles se sont joints 2 tanks.

Auparavant, deux groupes d'automitrailleuses du 5^e Chasseurs étaient d'abord venus vers 7 heures encercler la grande poste, commandée par le lieutenant Jean Dreyfus et le volontaire Boillat, inspecteur des postes, tandis que les gardes mobiles de Zwinglin, accompagnés de Dorange, toujours en civil mais mitraille au poing, s'étaient présentés devant le 19^e corps. Ce poste était tenu par le capitaine Pillafort, résistant et vieux baroudeur. Les chefs de groupe, informés de la contre-offensive vichyste, téléphonèrent alors au commissariat central pour demander ce qu'ils devaient faire. Une lourde responsabilité pesa alors sur José Aboulker, leur chef de 22 ans. Il y fit face en répondant aux chefs de groupes que leur opération était réussie, puisque les alliés avaient, grâce à leur action, débarqué sans opposition et progressaient tout autour d'Alger. Dans ces conditions, il n'y avait pas lieu de

résister, mais simplement de n'abandonner leurs positions que le plus tard possible, en essayant de parlementer pour gagner du temps. Ainsi serait retardée d'autant la mobilisation des forces vichystes et leur réaction contre les forces alliées.

A la grande poste, un premier tir de mitrailleuse, auquel les volontaires ne répondent pas, prend fin à 8 heures. Un parlementaire du 5^e Chasseurs s'approche alors de la poste. Jean Dreyfus vient à sa rencontre, et est sommé de se rendre. Il rejette l'ultimatum ainsi formulé, et exhorte son interlocuteur à reprendre le combat contre l'Allemagne, seul véritable ennemi. Après quoi Dreyfus se retourne pour rejoindre ses camarades. C'est alors que l'adjudant-chef Constant du 5^e Chasseurs lui tire une balle dans le dos. Les camarades de Dreyfus, le voyant s'écrouler, quittent alors leur position, pour venir à son secours, et les vichystes en profitent pour réoccuper la grande poste.

Le sacrifice de Jean Dreyfus n'a pourtant pas été vain. En effet, à l'heure où le 5^e Chasseurs assiège les volontaires mal armés retranchés dans la grande poste, alors que ce régiment aurait dû garder, selon le plan "M.O", l'aéroport de Maison-Blanche, cet aérodrome, le plus important d'Algérie, est occupé sans résistance, à 7 h 30, par le 39^e d'infanterie des États Unis. Ce succès joint à la neutralisation de l'aérodrome de Blida par Montsabert, prive les forces vichystes de toute possibilité d'intervention aérienne (39 bombardiers et 50 chasseurs) contre les alliés.

A 5h45, les gardes mobiles et le colonel Zwilling sont devant la XIX région, emmenés par Dorange. Il invite lui-aussi les volontaires à se rendre. Mais Pillafort, tenu en joue par les fusils mitrailleurs de 2 gardes mobiles, rejette lui aussi l'ultimatum et informe Zwinglin de la venue du général Giraud. Dorange veut alors attaquer, mais Zwinglin adjure Pillafort de se rendre, pour lui éviter la mort dans un combat perdu d'avance. Pillafort répond alors qu'il préfère mourir que se rendre et tous ses compagnons font de même. Alors commence un marchandage de longue haleine. Pour le faire durer, des volontaires sortent du bâtiment par l'arrière et se présentent ensuite à l'entrée principale, en affectant de venir de l'extérieur, et en annonçant une arrivée des alliés de plus en plus proche.

Après quoi les résistants obtiennent un délai d'une heure pour libérer leurs prisonniers, qu'ils s'emploient à relâcher le plus lentement possible. Le général Koeltz qui sort le premier, hurle qu'il faut fusiller les volontaires. Entre temps, les derniers prisonniers sont sortis, et c'est alors qu'est annoncé que Giraud parle à Radio-Alger. En réalité, c'est le docteur Raphaël Aboulker, cousin de José, qui remplace à la radio Giraud - toujours à Gibraltar - et lit un discours censé être prononcé par ce dernier. Ce discours, qui se termine par le slogan « Un seul but, la victoire », dont Giraud se prévaudra par la suite, passe sur Radio-Alger pendant plusieurs heures. L'appel n'a cependant pas l'effet escompté par les alliés, qui ont surestimé l'impact du général.

Après avoir entendu ce discours, les volontaires et les gendarmes entonnent ensemble la Marseillaise, et le colonel Zwinglin annonce, passant outre aux protestations de Dorange, que les gardes mobiles arrêtent les hostilités contre les volontaires.

Mais, lorsqu'il se retire, arrivent derrière lui les automitrailleuses du 5^e Chasseurs, venues de la grande poste, où le lieutenant Dreyfus vient de trouver la mort. Après une discussion entre le commandant du 5^e Chasseurs et Pillafort qu'il connaît, chacun comprend qu'il n'est plus question de se tirer dessus, et un arrangement est conclu. Aux termes de celui-ci chacun doit se retirer de ses positions, et le 19^e corps rester vide. Les volontaires de la grande poste et du 19^e corps, ainsi libérés, vont alors établir des barrages dans Alger, pour empêcher l'armée de se mobiliser, ou renforcer le commissariat central.

Vers 10 h 30, Zwinglin, se présente devant la préfecture, avec son escadron, et tente d'en obtenir la reddition. Les chefs de groupe, Jacques Zermati et Sadia Oualid, en avertissent José Aboulker au commissariat central. Celui-ci vient alors en renfort, lui-même, avec un groupe de résistants répartis dans cinq voitures, et reprend la négociation avec le colonel. Le

but est toujours de retenir les gardes mobiles un maximum de temps, au profit des alliés. Or Aboulker porte en évidence, accrochée à l'épaule, une mitrailleuse Sten que Murphy lui a remise, comme échantillon des 750 autres qui auraient dû être livrées, mais que les conjurés ont vainement attendues sur les plages.

Zwinglin, qui n'a jamais vu d'arme de ce modèle, interroge à ce sujet Aboulker qui lui répond qu'une grande partie des volontaires en dispose. Au terme de cette négociation, il est convenu que les volontaires se retireront « avec les honneurs de la guerre ». En conséquence de quoi les deux groupes volontaires se replient en bon ordre avec leurs armes et deux fusils-mitrailleurs « récupérés »... pour aller renforcer leurs autres compagnons, au commissariat central.

Lorsqu'Aboulker y rejoint son P.C., vers 12 h, il apprend que Pillafort est en difficulté à la colonne Voïrol, à la sortie sud d'Alger. Il part immédiatement le rejoindre avec Bernard Karsenty et un groupe mobile.

Pillafort y a d'abord été arrêté par des gendarmes. Il a alors rapidement renversé la situation et installé un barrage où, à son tour, il arrête les personnalités vichystes tentant de fuir vers l'intérieur. C'est ainsi que sont capturés, entre autres fuyards, l'amiral Moreau, préfet maritime, et le secrétaire général de la préfecture Ordioni. Après quelques heures, le groupe redescend avec ses prisonniers, au commissariat central, qui tient toujours, dans le centre d'Alger.

A 12 h 15, ordre est donné aux volontaires du central téléphonique, menacés par 6 auto-mitrailleuses, ainsi qu'à ceux de Radio-Alger d'évacuer ces édifices. Puis vers 12h30 le même ordre est donné au groupe du palais d'été du gouverneur. Les autres points occupés par les volontaires sont évacués à leur tour en début d'après-midi. Mais leur base principale, le commissariat central, reste entre leurs mains jusqu'à la reddition de Juin et Darlan aux alliés, en début de soirée, sans que les forces vichystes ne tentent de le reprendre, alors que cette position, la plus stratégique de toutes, contrôle le principal axe de communication d'Alger. Devant cet édifice, Pillafort et Aboulker ont installé un nouveau barrage sur le boulevard Baudin. D'autres arrestations continuent à être effectuées sur ce barrage, où Bernard Karsenty, armé d'une carabine automatique que lui a offert le général Clark à Cherchell, capture une douzaine de S.O.L. de Darnand qui tentaient de se mobiliser. Pillafort, de son côté, arrête, les uns après les autres, plusieurs véhicules militaires, y compris même deux autos-canon, dont les occupants se rendent sans difficulté. Les volontaires mettent immédiatement ces pièces en batterie, bien en évidence, face à l'entrée du commissariat central.

Mais, peu avant 16 heures, un nouveau véhicule approche : Pillafort lui fait signe de stopper. C'est alors qu'entrouvrant une portière, l'officier qui s'y trouve, le colonel Jacquin tire sans sommation une rafale de mitrailleuse dans le ventre de Pillafort. Celui-ci réussit à riposter avant de s'écrouler, et tous les volontaires présents vident leurs armes sur Jacquin. Fort heureusement, leurs balles épargnent de justesse le chauffeur du colonel, qui n'est pour rien dans cet incident. Celui-ci, décomposé, sort alors de son véhicule et peut s'en aller. José Aboulker, qui était étudiant en médecine, prend alors Pillafort dans sa voiture et l'emmène d'urgence à la clinique Solal. Faute de médecins ce dimanche, il y réalise lui-même l'anesthésie et assiste le chirurgien qui fait l'opération. Mais le cas est désespéré et Pillafort mourra deux jours plus tard.

C'est seulement vers 18 h, donc après la capitulation d'Alger, que le commissariat central, dernier point stratégique tenu par les volontaires, est librement évacué par ceux-ci, sans que les vichystes aient tenté de le récupérer. Auparavant, les résistants libèrent volontairement tous leurs prisonniers. Leur dernier poste a été tenu 16 heures au lieu des 2 prévues, avec l'aide des agents de police, dont la plupart se sont joints aux résistants. Ainsi, peu avant 17 h, les vichystes qui surestiment le nombre et la force des putschistes, n'ont rien

tenté pour s'emparer de cette position clé et n'ont-ils toujours pas repris le contrôle complet d'Alger, au centre de laquelle subsiste la base la plus forte des volontaires.

De leur côté, les hommes du général Ryder, profitant de la concentration exclusive des forces de Vichy contre la résistance et le commando de l'amirauté, ont achevé l'encerclement d'Alger sans opposition, et commencent à y pénétrer. Vers 16 h 30, deux de leurs tirs de mortier atteignent le Fort-L'Empereur.

Le cessez le feu d'Alger

Au soir du 8 novembre, à 18 heures, Juin obtient de Darlan l'autorisation d'ordonner le cessez-le-feu, ce qui permet aux troupes alliées de pénétrer dans Alger sans trop de problèmes. Ainsi le débarquement, très compromis à Oran et au Maroc, comme on le verra, par la violente contre-attaque des forces vichystes, vient-il de réussir à Alger, centre stratégique de l'Afrique du Nord, grâce à la résistance française. Du même coup, les alliés disposent, le soir même du 8 novembre, d'un grand port intact, où troupes et matériels vont pouvoir immédiatement débarquer sur une grande échelle.

Dorange rédige alors pour Juin une note qui est un véritable programme pour la mise en état de guerre de l'Afrique du Nord, par un gouvernement dont Noguès prendrait la tête, avec Juin comme commandant en chef, et Darlan allant chercher Pétain à Vichy et le ramenant en Afrique du nord. En fait, pour lui, « aucun militaire français ne consentirait à exécuter les ordres d'un général dissident ».

Ce premier cessez-le-feu concerne seulement Alger. Darlan est désormais entre les mains des alliés, mais pensant à la rupture inévitable de l'armistice en métropole qui va s'ensuivre, alors même que Laval est en route pour Munich pour discuter de l'engagement de la France, il tergiverse pendant trois jours avant de donner l'ordre de cessez-le-feu à ses subordonnés d'Oran et du Maroc, où le combat fratricide et sanglant entre français et alliés se poursuit inutilement.

Les combats à Oran et au Maroc

Là où les résistants ont échoués, il y a eu des milliers de morts et de blessés, notre flotte présente et notre aviation détruites.

Arrestation des conjurés à Oran

A Oran, le plan de la résistance consiste à s'emparer des transmissions et à neutraliser les autorités et les éléments armés par l'action combinée de certains corps de troupe et de groupes de patriotes civils. L'organisation est prête depuis de longs mois, mais le colonel Tostain, chef de la résistance, mis en difficulté par la défection du colonel commandant la Brigade Légère Mécanique sur le concours duquel il pensait pouvoir compter, se décide finalement à informer le général Boisseau commandant la division d'Oran, espérant le décider à recevoir amicalement les américains et à prendre la direction de la résistance. Ce dernier met immédiatement Tostain aux arrêts et déclenche un dispositif d'alerte dans son secteur.

Roger Carcassonne, pour ne pas risquer d'envoyer ses hommes au carnage, décommande l'opération. Il se borne seulement à maintenir certaines interventions de sabotage et de guidage des parachutistes alliés, ainsi que la protection par son adjoint, l'ingénieur Moyne, des installations portuaires, qu'il faut conserver intactes pour les alliés. Ainsi ces équipements vont-ils pouvoir rester utilisables après la prise d'Oran. Par ailleurs, le Service d'Ordre Légionnaire, parvient à se déployer, et pendant trois jours on livrera de sanglants combats aux Alliés.

L'échec du putsch militaire au Maroc

Au Maroc, seuls quelques officiers et contrôleurs civils ont été associés à la conspiration, car Rigault, collaborateur de Lemaigre-Dubreuil, a volontairement laissé de côté la seule organisation gaulliste pourvue d'armes, celle de Valabrègue. Le chef des conjurés, le général Béthouart, ne dispose que de quelques jours pour préparer son action, lorsque la date du débarquement lui est communiquée par Rigault qui lui transmet un horaire inexact. Il se réserve l'arrestation à Rabat du général Noguès, résident général, avec l'aide du régiment du colonel Magnan. Il doit y prendre le pouvoir et constituer un cabinet, avec les contrôleurs civils Gromand et Boniface pour le seconder. Il a chargé son adjoint, le général Desrée, d'accueillir pacifiquement à Casablanca les deux colonnes alliées qui doivent y faire leur jonction. Il annoncerait alors la rentrée en guerre derrière le général Giraud et inviterait l'amiral Michelier à accueillir pacifiquement à Casablanca la flotte alliée. Ainsi, Michelier, complètement isolé, ne pourrait-il que s'incliner.

Dans la nuit du 7 au 8 novembre, après avoir fait arrêter par les frères Guillaume, résistants civils, les généraux Lascroux et Lahouille, Béthouart fait encercler, à 1 heure du matin, la résidence générale par les hommes du colonel Magnan. Béthouart envoya à Noguès l'un de ses officiers, le colonel Moll, pour lui demander de se rallier à la résistance et d'en prendre la tête.

Il attend en vain une réponse pendant plusieurs heures, au lieu d'arrêter immédiatement Noguès, comme le lui proposait le colonel Magnan. Son envoyé ne revient pas, et pendant ce temps Noguès ne perd pas de temps ; Béthouart ayant omis de lui couper le téléphone, il appelle l'amiral Michelier à Casablanca. Selon cet amiral, les États-Unis sont incapables après leurs désastres maritimes initiaux dans le Pacifique, de disposer des navires nécessaires à une telle entreprise. En outre le service de renseignements de la marine, « capable de déceler la moindre sortie d'une barque de pêche du port de New York », est formel : aucun navire des États-Unis ne s'annonce au large, et donc aucune trace du débarquement massif allégué par Bethouart. Michelier réfute donc formellement les dires de Bethouart. Noguès appelle alors le colonel Leyer et ses chasseurs, ainsi que le colonel de Vernejoul et ses spahis. Sur son ordre, ils viennent encercler le régiment insurgé de Magnan, qui est sommé de se rendre. En outre, lorsque Béthouart l'appelle à son tour, Noguès lui répond qu'il ment ou a été abusé par la propagande américaine.

Béthouart, abusé par l'horaire inexact donné par Rigault, a déclenché son action trois heures trop tôt. Aussi croit-il, à tort, que les alliés ont débarqué depuis plusieurs heures aux endroits prévus. Il décide donc de se rendre, et est immédiatement arrêté et emprisonné avec ses compagnons, en attente de passer en conseil de guerre. Le général Patton interviendra auprès de Noguès pour qu'on en reste là.

Les opérations militaires au Maroc

Les forces alliées sont donc attendues de pied ferme, et, même après le survol de Casablanca par les avions lanceurs de tracts, selon lesquels les alliés viennent en libérateurs, l'armée d'Afrique se prépare à les combattre.

En ce qui concerne l'escadre française basée à Casablanca où les combats seront les plus meurtriers, le vice-amiral Michelier l'envoie à la bataille. Disposant d'informations erronées du deuxième bureau de la Marine, il s'est décidé trop tard à faire sortir ses bâtiments du port, d'où ceux-ci appareillent en formations serrées sous les ordres du contre-amiral Gervais de Lafond. Les commandants des bâtiments de la marine de Vichy mènent au combat leurs navires contre la flotte alliée dans une bataille navale inégale, tant la supériorité numérique et la puissance de feux des unités alliées est écrasante. De plus les navires de guerre alliés sont équipés de radars et de sonars dont ne disposent pas les unités de la marine de Vichy. A quai, le cuirassé *Jean Bart*, inachevé, est mis hors de combat. Le croiseur

Primauguet est coulé ainsi que plusieurs contre-torpilleurs, torpilleurs, sous-marins et avisos, après une lutte tant héroïque qu'inutile. Les bâtiments hors de combat sont échoués à la côte ou sabordés pour épargner les équipages survivants.

Les forces terrestres de Noguès reçoivent les alliés à coup de canon et bloquent leurs débarquements à Casablanca et Safi. Les hommes d'Eisenhower manquent d'entraînement ; aussi ils subissent de grosses pertes pendant trois jours. Noguès fait fuir au Maroc espagnol les membres des commissions d'armistice de l'Axe. Il engage par ailleurs une forte répression contre les milieux réputés gaullistes, tandis qu'il fait comparaître les auteurs du putsch manqué de Rabat devant un tribunal où ils vont jouer leurs têtes. N'étant pas sûr de vaincre sur le littoral, Noguès propose au sultan Mohammed V de se replier avec lui dans l'intérieur, pour y engager des opérations de guérilla contre les alliés. Mais, le sultan refuse de suivre ses conseils.

Les opérations militaires à Oran

Le plan d'attaque allié sur Oran se résume en un mouvement en pince entre les alliés débarquant à l'est et l'ouest de la ville. L'est d'Oran est l'objectif de la Force Z : ce sont les 16^e et 18^e régiments de la 1^{re} Division d'Infanterie US, le 1^{er} Bataillon de Rangers, la 2^e brigade (combat command B) de la 1^{re} Division Blindée US qui effectuent l'assaut sur le port d'Arzew. A l'ouest de la ville, la Force Y prend pied sur la plage des Andalouses avec le 26^e régiment de la 1^{re} Division d'Infanterie US sous le commandement du général de brigade (*Brigadier General*) Theodore Roosevelt (que l'on reverra plus tard sur la plage d'Utah Beach, puis à Sainte-Mère-Église lors du débarquement en Normandie). Enfin, le centre du dispositif, sous la direction du général de division (*Major General*) Lloyd Fredendall qui a combattu sous les ordres du général John Pershing, doit prendre Oran par le sud avec la 1^{re} Division Blindée US et s'assurer le contrôle de La Senia et de Tafaroui.

L'assaut sur Arzew s'effectue à 0 h 55 : les barges de débarquement déversent leurs troupes qui se rendent rapidement maîtresses des lieux, en surprenant les troupes françaises en plein sommeil. Arzew sous contrôle, les rangers du Lieutenant-colonel Darby s'attaquent alors au Fort du Nord situé sur les hauteurs d'Oran qui menace, de par sa position, la flotte alliée : les français de Boisseau accueillent les « visiteurs » sous le feu de leurs armes automatiques. La réponse alliée se fait à coup de tirs de mortiers qui écrasent la défense : le fort est pris à 3 h 55.

De son côté, la Force Y débarque sans aucune opposition : le général Eisenhower prend pied sur la plage à la nage, après que sa jeep eut coulé à la suite d'une mauvaise appréciation de la profondeur de l'eau par les barges de débarquement. Au centre, la situation est beaucoup moins enviable : les sloops *HMS Walney* et *HMS Hartland*, engagés dans l'Operation Reservist, qui se dirigent sur les ports d'Oran, se retrouvent sous les canons des sous-marins français *Céres* et *Pallas*, ainsi que des torpilleurs *Tramontane* et *Typhon*. Le *Walney* et le *Hartland* sont détruits et l'on dénombre environ 120 morts et une centaine de blessés dans les rangs alliés. Parallèlement, le commandant du port fait saborder une trentaine de bateaux français et tente de bloquer l'entrée du port, sans succès, grâce aux résistants de l'ingénieur Moyne.

Pendant trois jours, des combats acharnés se déroulent à Casablanca, Fedala et Safi, avec de fortes pertes dans les deux camps : à Oran et au Maroc, les français perdent en trois jours 1 346 tués et 1 997 blessés, contre 479 morts et 720 blessés du côté des alliés. La marine voit disparaître presque tous ses navires, 475 avions sont détruits.

Le cessez le feu général

Le 10 novembre, Juin et Darlan, prisonniers du général Clark, qui s'impatiente, sont placés sous la garde d'une cinquantaine de rescapés des deux sloops de la Royale Navy coulés

le 8 novembre à Oran. Juin finit par persuader Darlan de signer l'ordre de cessez le feu général. Dorange est chargé de le porter au Maroc. Juin active alors sa directive d'alerte générale pour que la Tunisie se mette en état de résister aux attaques allemandes, car déjà les avions précurseurs du débarquement allemand y ont atterri. Mais, après l'arrivée de Laval à Munich et le désaveu de Pétain, la confusion est à son comble : Darlan annule son ordre, et se déclare prisonnier de guerre.

Attaque de sous-marins allemands à Casablanca

Le jour de la reddition des troupes vichystes, plusieurs U-Boot allemands, sous les ordres du capitaine Ernst Kals, arrivent dans la baie de Casablanca et entament des opérations contre les bâtiments alliés. Le 12 novembre, le sous-marin *U-130*, commandé personnellement par Ernst Kals, coule quatre bâtiments américains de transports de troupes et endommage également un destroyer et un pétrolier ravitailleur. Les manœuvres des U-Boot durent jusqu'au 16 novembre, date à laquelle le sous-marin *U-173* fut coulé par les destroyers américains. *U-130* parvient à quitter la baie sans dommages. Les opérations allemandes, bien qu'ayant pris par surprise les alliés, n'eurent pas d'impact décisif sur la prise de contrôle du Maroc.

Considérations sur la hiérarchie et la discipline

La discipline est, c'est bien connu, la force des armées, surtout en présence d'un ennemi. Un militaire ne peut pas s'opposer à son supérieur hiérarchique, il peut tout au plus espérer infléchir sa décision, mais une fois la décision prise, il doit obéir aux ordres. Ainsi Juin, quelque soit son opinion, devra suivre Darlan. Tout au plus pourra-t-il le pousser, à l'aube du 8 novembre, à déclarer le cessez le feu. Bethouard parlementera avec Noguès, mais le laissera libre de communiquer, de contacter son supérieur, mettant ainsi en danger l'opération à laquelle il participe.

A l'aérodrome de Blida, Monsabert agira de même avec Montrelet, n'employant la force qu'au tout dernier moment. Pour lui-même, il refusera de répondre au téléphone à son supérieur, Koeltz, se laissant ainsi libre de continuer à agir. Les volontaires n'ayant pas ces scrupules, leur action sera bien plus efficace ; ils commencèrent par mettre tout le monde sous les verrous, et ne parlementèrent qu'après.

Les officiers ainsi neutralisés, en furent doublement humiliés, d'une part que ce soit le fait d'une bande de jeunes, mal armés, et qui plus est juifs, et d'autre part que cette neutralisation démontre qu'on ne leur faisait pas confiance pour agir au mieux pour les intérêts de la nation. Force est de constater que là où les autorités n'ont pu être neutralisées, à Casablanca et à Oran, elles ont données l'ordre de résister. Enfermé à Alger, Koeltz est furieux, « vous serez tous fusillés » hurle-t-il, et il tente d'envoyer des ordres de résistance. Darlan enfermé lui aussi, a tenté par deux fois de faire passer un ordre de résistance, la deuxième tentative ayant d'ailleurs réussi. Une fois libéré, il demande à la Luftwaffe de Sicile de bombarder la flotte alliée.

Ripostes de l'Axe

Les conséquences immédiates de l'opération Torch sont les représailles d'Hitler en Tunisie puis en métropole.

Le 8 novembre, relayant les ordres de Vichy, l'armée de terre du général Barré se met en place pour résister aux alliés, sur le littoral tunisien.

Le 9, Vichy prévient que le gouvernement a accepté l'utilisation des bases aériennes par les forces allemandes. L'amiral Esteva donne l'ordre de ne pas résister. Les aviateurs allemands se posent à Tunis sans encombre le 9 novembre. C'est alors que les ordres de Vichy et ceux d'Alger divergent. Le résultat est que soit on reste l'arme au pied et neutre

(comme la marine à Bizerte), soit on se retire vers l'ouest en constituant une ligne de défense face aux allemands au fur et à mesure qu'ils développent leur implantation. A partir du 12 novembre, et sous la protection des forces aériennes de Sicile, les allemands amènent une division blindée et deux divisions d'infanterie. Les italiens ont deux divisions.

D'autre part débute la campagne de bombardement de l'Algérie par la Luftwaffe. De 1942 à 1943, les bombardiers décollant depuis la colonie italienne voisine de Libye attaquent des cibles civiles dans le département de Constantine, notamment à Bône et Djidjelli. Dans le département d'Alger, les bombardiers en piqué allemands prennent pour cible le port d'Alger.

Les conséquences politiques

Les conjurés se retrouvent chez Lemaigre Dubreuil, à la villa Mahieddine. On y trouve Mast, Beaufre, Monsabert et Giraud. En métropole, est publié le décret annonçant que les traîtres Mast, Béthouart, Monsabert, Jousse sont déchus de la nationalité française.

Monsabert raconte *« Au début la villa est gardée par un détachement américain, qui disparaîtra un beau jour ; ce sont les chantiers de jeunesse qui nous garderont jour et nuit, armés de leur seule bonne volonté. Certains soirs, on se tiendra prêt à soutenir un siège. Certes, l'armistice est signée, mais ce sont les autorités d'hier qui sont en place. Giraud n'a pas encore imposé sa volonté. Dans le palais arabe défilent les personnalités les plus diverses, un vrai kaléidoscope. Le palais Mahieddine est le creuset d'où va sortir l'organisation de demain ».*

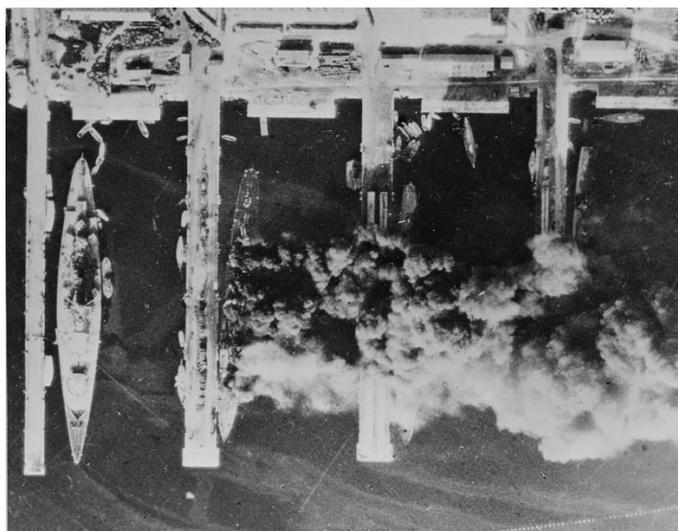
Arrivent le général Clark et Murphy. Clark s'adresse à Giraud :

« L'armée américaine a réussi à débarquer en Afrique du nord ; l'amiral Darlan a ordonné le cessez-le-feu en Oranie et au Maroc et les troupes françaises observeront partout la neutralité. Nous devons maintenant pousser nos troupes, le plus rapidement possible, sur la Tunisie. Nous avons besoin qu'un chef militaire français prenne le commandement civil et militaire. L'amiral Darlan est notre prisonnier. Que comptez vous faire ? » Mais, plutôt que de répondre *« je prends le commandement civil et militaire »*, Giraud en reste à sa prétention chimérique d'être le commandant en chef. Il refuse et tergiverse. L'armée d'Afrique ne s'est pas levée à son nom, le maréchal réagit dans un sens qu'il n'avait pas prévu. Murphy souhaiterait une solution plus régulière, qui puisse avoir l'assentiment de Vichy. On voudrait l'Amiral avec nous, momentanément, et la flotte française, définitivement. A la place d'un accord avec un gouvernement de libération, libre et indépendant, dirigé par un chef incontesté, ayant en poche les accords Clark/Giraud de Cherchell, les américains sont donc amenés à traiter avec un amiral vaincu, soumis à leurs exigences.

Murphy exige de l'amirauté la libération des volontaires qui ont été fait prisonniers (et qui ont failli être fusillés).

Constatant le fait que Darlan est prisonnier, Pétain nomme Noguès comme son représentant en Afrique du nord. Darlan appelle Noguès à Alger.

A tout moment, on attend l'annonce de la fuite de la flotte de Toulon vers la haute mer. Si ces navires rallient Alger, la France reprendra sa place aux cotés des alliés. Elle pourra s'imposer auprès des trois grands. Le 11, Darlan, pressé par les américains, a lancé un message à la flotte pour l'inciter à gagner non pas Alger, mais Dakar, terrain plus neutre. L'amiral Laborde refuse catégoriquement, et, le 11 novembre 1942, l'opération Anton provoque l'invasion de la zone libre. Le sud de la France épargné de l'occupation depuis 1940 est envahi par les Allemands et les Italiens. Le 27 novembre la flotte se saborde lamentablement pour éviter de tomber aux mains de l'ennemi. Un seul sous marin, le Casabianca, s'échappe.



Sabordage de la flotte de Toulon – 11 novembre 1942

Chacun des chefs militaires présents (Giraud, Juin, Darlan, Dorange, Noguès) joue un jeu personnel dépendant plus ou moins des nouvelles qui ne cessent de parvenir de Vichy et qui, à l'image des événements d'Alger, passent par les alternances les plus diverses. A la moindre anicroche, on se réfugie derrière l'affirmation de sa fidélité au maréchal, du respect de la hiérarchie du moment et l'attente d'ordres. Giraud ne se révèle pas comme un fin négociateur, et Darlan apparaît finalement comme le seul à pouvoir se faire obéir de l'armée.

Les généraux Weygand et Georges, que Pétain a appelés d'urgence à Vichy, le pressent de partir à Alger. Mais, comme au moment de l'armistice, il refuse.

Le 12 novembre, Roosevelt répond à Churchill :

« Je suis tout à fait d'avis qu'il nous faut éviter une rivalité entre les factions des émigrés français, et ne vois aucun inconvénient à ce qu'un émissaire de de Gaulle aille voir Giraud à Alger.

Nous devons également nous rappeler que Giraud et Darlan sont entre eux comme chien et chat La première chose à faire comprendre à ces trois prima donna, c'est que la question militaire est primordiale actuellement, et que toute décision prise, par l'un d'entre eux ou par les trois, est sujette au contrôle et à l'approbation d'Eisenhower ».

Les protagonistes du putsch à Alger



Van Hecke
Chef des chantiers de jeunesse d'Alger



Henri d'Astier de la Vigerie
résistant monarchiste



José Aboulker
résistant juif algérois



Jacques Lemaigre Dubreuil
industriel résistant



André Achiary
Commissaire de police



Comte de Paris



Général François d'Astier de la Vigerie
représentant de de Gaule



Amiral Darlan
dauphin du maréchal Pétain



Anniversaire du débarquement d'Alger le diplomate Tarbé de st Hardouin et Robert Murphy
Giraud décore Jousse, van Hecke et Lemaigre Dubreuil



Le Général Mast et le Colonel Baril
qui occupa la plage de Sidi Ferruch



Général Joseph Goislard de Monsabert
qui occupa la base aérienne de Blida



Colonel Germain Jousse
qui fournit armes et brassards



Général Charles Mast
représentant de Giraud



Général Alphonse Juin
commandant en chef en
Afrique du nord

Le gouvernement Darlan

Le gouvernement est constitué le 14 novembre 1942 par Darlan sous le nom de « Haut-Commissariat de France en Afrique ». Il prend le pouvoir « au nom du Maréchal », et mobilise les français d'Afrique du Nord pour « libérer le Maréchal ». Giraud est nommé commandant de l'armée de Terre et de l'air, Michelier de la marine. Les "Cinq", malgré leur déception, acceptent d'entrer dans ce gouvernement : Jean Rigault est secrétaire à l'intérieur, Henri d'Astier secrétaire-adjoint à l'Intérieur et obtient la responsabilité de toute la police et du renseignement. Saint Hardouin est secrétaire aux affaires étrangères. Alfred Pose, financier, ami des cinq, est secrétaire aux finances.

Le 23 novembre le gouverneur général Pierre Boisson à Dakar se rallie au nouveau gouvernement.

Le Haut-Commissariat maintient toutes les lois et mesures d'exception de Vichy, y compris même l'internement des résistants déportés dans les camps de concentration du sud. Ceux qui ont fait le coup de main se sentent frustrés, Van Hecke et d'Astier parlent de reprendre la ville.

« Nous décidons de réalierter l'ensemble des groupes de façon qu'ils soient disponibles en toute éventualité. Nous mettons au point un plan de permanence pour avoir toujours sous la main un contingent disponible » (Mario Faivre – le chemin du palais d'été)

Les correspondants de guerre alliés, alertent les opinions publiques du Royaume-Uni et des États-Unis. Churchill se fait interpellé aux Communes, tandis que Roosevelt, pris à partie par la presse américaine, explique que les accords Clark-Darlan ne sont que des « expédients militaires », tout en les maintenant.

Churchill écrit à Roosevelt : *« Darlan a un passé odieux. C'est lui qui a inculqué à la marine son mauvais esprit. Hier encore, des marins français étaient envoyés à la mort devant vos navires de ligne, au large de Casablanca, et, voici qu'aujourd'hui ce même Darlan tourne casaque par soif du pouvoir et désir de rester en place. La grande masse des gens du peuple, dont la fidélité simple et franche fait notre force, ne comprendrait pas la formation d'un gouvernement constitué par lui en Afrique du nord ».*

Roosevelt répond à Churchill : *« Je comprends et j'approuve tout à fait ceux qui, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et dans toutes les autres Nations Unies, estiment qu'en raison des événements historiques de ces deux dernières années, aucun accord durable ne doit être conclu avec l'amiral Darlan »*

Staline ajoute : « *Il me semble que les américains ont traité Darlan avec certains égards afin de faciliter l'occupation de l'Afrique du nord et de l'ouest. La diplomatie militaire doit pouvoir se servir, dans ses desseins militaires, non seulement d'un Darlan, mais du diable lui-même et de sa grand-mère* »

L'Afrique du Nord a été mise entre les mains d'un homme qui, symbolisant la collaboration, concentre sur lui la haine des résistants, qui ne peuvent évidemment pas s'unir derrière lui ; ils pensent que l'empire en guerre ne peut rester morcelé, qu'il faut remplacer le système actuel par un gouvernement où siégeront ensemble, qu'ils le veulent ou non, Giraud et de Gaulle, et qui aura ainsi l'autorité nécessaire pour discuter avec les anglo-saxons et préparer la paix. Pose et d'Astier trouvent même un dénominateur commun aux deux généraux : le comte de Paris. Les représentants des gouvernements alliés comprennent eux aussi qu'ils devront provoquer dans le régime de l'Afrique du nord les changements nécessaires pour faciliter l'entente entre les dirigeants de l'Afrique du nord et de Gaulle, et réunifier ainsi l'empire français. En somme, Alger est une grenouillère et on y conspire de tous les côtés.

Le général de Monsabert

Face au débarquement du 8 novembre 1942 à Alger.

Par Bernard de Boishéraud ¹
(extrait du livre « *hommage au général de Monsabert* »)

La préparation

Après avoir commandé le 9° RTA², de 1937 à 1939, puis le Groupement de Défense du Sud Tunisien en 1940, le colonel de Goislard de Monsabert est, en septembre 1940, nommé commandant de la 5ème Brigade et de la Subdivision de Blida.

La 5ème Brigade comprend à l'époque le 1° RTA³ (Blida-Cherchell-Boghar) et le 9° RTA (Miliana-Tenes-Orleansville⁴) dont le colonel de Monsabert, son ancien colonel, a obtenu le maintien au prix de la dissolution du 5° RTA pourtant plus ancien. D'où une certaine rancune de ceux des anciens cadres du 5° RTA affectés au 1° RTA, et qui ne sera pas sans conséquences sur l'évolution de la situation dans la journée du 8 novembre 1942.

La 5ème Brigade sera complétée ultérieurement par le Régiment de Marche du Levant, puis, après le départ de celui-ci, par le 29° RTA du colonel Baril⁵, constitué d'éléments rapatriés de Syrie à la suite des combats fratricides de l'été 1941 et violemment anglophobes. Le PC du 29° RTA s'installera à Koléa.

La subdivision de Blida s'étend sur 200 kilomètres, entre la mer et l'Atlas Tellien, depuis la ligne générale Koléa-Boufarik jusqu'à la limite ouest du département d'Alger (Le Guelta-Charon-Bou Caïd). Elle comprend notamment la partie occidentale de la riche Mitidja, la partie centrale de la vallée du Chélif, les massifs du Zaccar et du Dahra et le versant nord de l'Ouarsenis. Ces limites ne coïncident pas toujours avec les zones de stationnement de la 5ème Brigade, dont certains bataillons occupent ou occuperont Maison-Carrée et Dellys, dans la subdivision d'Alger, et Boshar, dans la subdivision de Médéa. Inversement, quelques unités n'appartenant pas à la 5ème Brigade stationnant sur le territoire de la subdivision de Blida. C'est le cas notamment du 65° RA ⁶ dont le PC et un groupe sont à Blida et de l'importante base aérienne de Blida-Joinville⁷.

Dès sa prise de commandement, le colonel de Monsabert s'attache à la réorganisation des régiments, nécessité par le vaste brassage des effectifs qu'ils

1- Les notes « pdb » ont été ajoutées pour la publication de ces livrets d'archives familiales. Le livre « *notes de guerre* » du général de Monsabert, est paru lui-même en 2000, bien après le livre d'hommage au général (1978). (note pdb)

2- RTA : Régiment de Tirailleur Algériens (note pdb)

3- Colonel Conne

4- Colonel Monnier-Condroyer. Au 9° RTA appartiennent aussi le lieutenant Galharague et le lieutenant de Waresquiel.

5- Le colonel Baril, ancien chef du 2e Bureau de la 1^{ère} Armée à Vichy, avait été muté à Alger à la suite d'un rapport prédisant la défaite allemande. (note pdb)

6- Colonel Dumas

7- Général Montrelet

viennent de subir en application des conditions de l'armistice. Il consacre surtout ses efforts à l'instruction et à l'entraînement des cadres et de la troupe. Il s'agit de tirer les enseignements des combats et de développer au maximum l'endurance, la mobilité, l'aptitude à la manœuvre des unités et le goût de l'initiative à tous les échelons. Aussi, inspections, conférences, exercices d'alerte, manœuvres et prises d'armes se succèdent sans relâche pendant deux ans. Quand viendra l'heure de reprendre les armes, les unités, pauvrement équipées, seront remarquablement entraînées.

Le colonel de Monsabert, profondément convaincu de l'importance du moral, se réfère sans cesse aux enseignements développés après 1918 par le général Von Ludendorf dans son livre "*Moral et Matériel*". Avec persévérance, il s'efforce, à l'intérieur de sa brigade, d'entretenir la flamme de la revanche et de créer un véritable esprit de corps.

La mutinerie de Maison Carrée, fin janvier 1941, vient précisément montrer combien est fragile le moral des tirailleurs après la défaite de nos armes. Un soir, après avoir égorgé le poste de police et s'être emparé d'un magasin d'armes et d'une poudrière, 3 à 400 hommes dévalent dans la grande rue de Maison Carrée tuant tous les Européens sur leur passage. L'enquête sur les origines de l'émeute¹ fait apparaître l'erreur du commandement qui avait rassemblé là un véritable troupeau d'hommes provenant de tous les horizons, avec des cadres inconnus des tirailleurs et n'ayant souvent aucune expérience de la troupe nord-africaine. L'enquête dévoile également la responsabilité de quelques notabilités civiles locales sympathisantes du P.P.A.² et le fait que certains des meneurs étaient à la solde de l'Allemagne. L'enquête met aussi en avant, pour la première fois, la personnalité d'un certain caporal Ouamrane Randan qui, bien que gravement compromis, bénéficia d'une indulgence regrettable et que nous retrouverons en 1955 à la tête des premiers maquis kabyles.

Le colonel de Monsabert est très affecté par cette malheureuse affaire, à l'intérieur de sa brigade, et par la répression énergique qui a suivi. Convaincu plus que jamais de l'interdépendance entre le moral des tirailleurs et celui du milieu civil qui les entoure et dont ils sont originaires, il se lance avec ardeur dans une politique de contacts avec la population de sa subdivision. Il multiplie les rencontres avec les autorités administratives, les caïds ou Bachagas et les propriétaires fonciers dont il connaissait déjà la plupart depuis son commandement du 9^o RTA Avec l'aide de son officier A.M.M.³, le dévoué capitaine Castaing, il organise un système de renseignements qui lui permet de suivre de près l'évolution du moral des Français et des musulmans.

Il lance l'idée des fêtes du Centenaire de la création des tirailleurs, qu'il fait adopter par le général Weygand. Chargé de les organiser⁴, il en fera, en novembre 1941 la manifestation du magnifique redressement de l'armée d'Afrique et de l'élan patriotique qui anime toute la population algérienne.

1- C'est à l'occasion de cette enquête que le colonel de Monsabert fait connaissance du commissaire André Achiary dont on connaît le rôle lors du débarquement américain de novembre 1942.

2 - PPA : Parti du Peuple Algérien, fondé le 11 mars 1937 par Messali Hadj en France après l'interdiction de l'Étoile nord-africaine (ENA). (note pdb)

3 - AMM : Affaires Militaires Musulmanes (note pdb)

4- Avec l'aide du colonel Jamilloux, futur commandant du CID/3 et la collaboration du lieutenant Vrillon futur officier du chiffre de la 3^o DIA.

Cette politique est le prétexte de rapports fréquents avec l'Etat-major du général Weygand (en particulier avec le colonel d'astaing de Villate, le commandant Gasser et le commandant Beaufre) ; mais il est peu vraisemblable que le colonel de Monsabert ait eu vent, par ce canal, d'éventuels contacts entre le général Weygand et les anglo-saxons.

Dès la fin de 1940, il faut mettre sur pied le "Plan de Protection" et le "Plan de Défense" de la subdivision, tant pour le maintien de l'ordre que pour la surveillance et la défense du littoral et du territoire contre toute agression. Ce dernier point est le plus délicat compte tenu de la faiblesse des moyens (au mieux 3 bataillons sur les 200 kms de côtes à Tenes, Cherchell et Kolea et 3 bataillons en arrière à Orleansville, Miliana et Blida - avec un groupe d'artillerie à Blida). Par ailleurs, un certain nombre de moyens, implantés sur son territoire, échappent à l'autorité du commandant de la subdivision. C'est le cas notamment des "Douaïrs" des douanes et des "Phares et Balises", chargés de la surveillance du littoral et dont les renseignements seraient précieux pour le déclenchement de l'alerte et la conduite de la défense. Malgré les nombreuses et pressantes démarches auprès des autorités d'Alger, les particularismes demeurent et seules peuvent être réalisées des ententes locales au niveau des commandants d'armes¹.

Outre la défense de ses 200 kilomètres de côtes, la subdivision est chargée de défendre la Base aérienne de Blida-Joinville contre toute attaque terrestre ou aéro-terrestre. Cette mission, qui suppose l'établissement d'un Plan de Défense commun, entraîne des contacts fréquents avec cette base, dont le climat est assez différent de celui des régiments de tirailleurs. En simplifiant, on pourrait dire que les aviateurs se sentent plus attirés par le gaullisme que le reste de la garnison de Blida. C'est ainsi que lorsque le général Weygand fait officieusement interdire aux familles d'officiers de fréquenter une aimable et très accueillante famille britannique installée depuis plusieurs années dans la banlieue blidéenne, la consigne, respectée par les officiers de l'armée de terre est interprétée assez librement par certains de nos camarades de Joinville. Les uns et les autres cependant écoutent très régulièrement la BBC.

Au cours de l'hiver 1940-1941, le colonel de Monsabert reçoit la copie de documents rédigés par le général Giraud dans sa prison de Königstein. Il s'agit de réflexions sur la défaite provisoire de la France et ses causes ainsi que sur les voies et moyens de son redressement. Ces documents, au nombre de six, datés de juillet à novembre 1940, parviennent confidentiellement par le canal d'un ami commun, le chef de bataillon Lardin, qui commande le 1er bataillon du 1^o RTA à Cherchell. Celui-ci sera malheureusement muté en métropole avant novembre 1942².

Le général de Monsabert est lui aussi un fidèle du général GIRAUD sous les ordres duquel il a servi au Maroc. Il en parle souvent avec respect et admiration et, après la destitution du général Weygand, il voit en lui un des chefs possibles de la revanche.

1- Ce qui explique le comportement des douaïrs lors de la réunion clandestine des généraux Mast et Clark, le 22 octobre 1942 dans une villa de l'Oued Messelmoun sur le territoire de la place de Cherchell.

2- Le commandant Lardin réussira à regagner Alger quelques temps après le débarquement. Ayant passé quelques temps au cabinet du général Giraud, il rejoindra la 3^o DIA à la veille de l'attaque du Garigliano. L'adjoint du capitaine adjudant Lardin au 1^o RTA était le capitaine de Rocquigny futur commandant du 1/3^o RTA.

Tout a été dit sur le rôle du général Weygand pendant son proconsulat à Alger et sur son prestige auprès des populations françaises et musulmanes. Son élimination par les Allemands en novembre 1941, au lendemain des fêtes du Centenaire, est douloureusement ressentie par l'armée d'Afrique à laquelle il avait insufflé son dynamisme et sa foi et dont il avait rétabli la cohésion. Le colonel de Monsabert en est d'autant plus affecté qu'il lui doit ses étoiles de brigadier.

Le nouveau commandant en chef à Alger, le général JUIN, ne laisse pas le doute s'installer dans les esprits. A l'issue de la première manœuvre qu'il prescrit aux abords de Blida, il fait réunir les officiers au milieu d'un immense champ entouré de sentinelles, et là, à l'abri d'oreilles indiscretes, il précise nettement, dans son langage un peu rude, que la mission demeure inchangée et que l'armée d'Afrique doit poursuivre sa préparation à la reprise de la lutte contre "le boche".

Cette consigne règle la vie des unités durant les dix premiers mois de 1942. En avril, l'évasion du général Giraud¹ est saluée comme un exploit et un succès.

En mai, le général Mast², ex-compagnon de captivité du général Giraud, et l'un des organisateurs de son évasion, est affecté à la division d'Alger. Il est bientôt (on ne le saura que plus tard) désigné comme délégué personnel du général Giraud en Algérie pour la préparation clandestine d'un débarquement allié qui n'est pas attendu avant 1943³.

Le général de Monsabert rencontre fréquemment à Alger son ancien camarade de promotion de Saint-Cyr, devenu en septembre commandant de la division d'Alger ; les motifs de service ne manquent pas. Leur foi commune dans les possibilités de revanche les rapproche ; mais le général de Monsabert déclarera plus tard qu'il ne fut pas à cette époque informé des projets de débarquement allié en AFN. D'ailleurs aucune modification importante n'est apportée pendant l'été 1942 ni au Plan de Défense de la subdivision ni aux activités de la 5^{ème} brigade. La seule innovation est la constitution dans les massifs du Zaccar et du Dahra de quelques petits dépôts clandestins de vivres et de munitions, en prévision d'actions de guérillas éventuelles contre un agresseur quelconque. Cette mesure ne paraît pas spécialement adaptée à l'hypothèse d'un débarquement allié, et la réalisation de ces dépôts sera peu à peu abandonnée.

Le mois d'octobre 1942 se déroule sans incident notable pour qui n'est pas dans la confiance. C'est cependant le 18 octobre que le général Mast aurait mis le général de Monsabert au courant du projet de débarquement et lui aurait demandé de participer à la préparation et au déroulement de celui-ci ; le patronage du général Giraud aurait suffi si nécessaire à lever les hésitations éventuelles du général de Monsabert. Celui-ci gardera jusqu'au 8 novembre le secret le plus absolu sur cette opération, même vis-à-vis de la générale comme il le dira plus tard.

La rencontre secrète du général Clark et du général Mast, le 22 octobre dans une villa de la côte à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Cherchell, est totalement

1- dont le commandant de Linares, futur commandant au 3^o RTA, a été un des principaux artisans.

2- Mast est nommé chef d'état-major du 10e corps d'armée, le 1er juin 1940. Fait prisonnier par les nazis le même mois, Mast est déporté à la forteresse de Königstein. Il s'y retrouve captif avec une centaine d'autres généraux dont les généraux Juin et Giraud. (note pdb)

3- Le général Béthouart reçoit la même fonction au Maroc. (note pdb)

ignorée de l'Etat-major de la subdivision de Blida¹. Le général de Monsabert n'a prescrit aucune mesure pour assurer la sûreté de cette réunion qui, cependant, se déroulait sur le territoire dont il avait la responsabilité. Rien ne me permet de dire s'il était oui ou non au courant. Il apprendra certainement dans les jours suivants par le général Mast que, bien que le général Clark n'ait précisé aucune date, l'intervention américaine est vraisemblablement à prévoir pour la fin novembre.

En cette fin d'octobre, quelques jours avant le débarquement américain, que bien peu imaginent si proche, le climat moral à l'intérieur de la subdivision de Blida peut se décrire à peu près de la façon suivante :

Les trois régiments de la 5^{ème} Brigade et le 65[°] RA ont un moral excellent, et un esprit de discipline sans faille. Ils sont supérieurement entraînés et le premier bataillon venu est capable d'accomplir d'un trait un raid de 50 à 60 kms à travers le djebel.

Tous attendent le jour où, ayant reçu un armement et un équipement modernes, ils pourront, aux côtés des Américains, reprendre la lutte contre la Wehrmacht.

Tous ou presque, sont fidèles au Maréchal Pétain, chef prestigieux à qui a été prêté serment d'obéissance.

Dans l'ensemble, cadres et troupes ne sont pas favorables aux gaullistes, tout en reconnaissant qu'ils maintiennent le drapeau avec honneur sur les champs de bataille et en applaudissant sans réserve aux succès du colonel Sarrazac et du général Leclerc. Mais Mers el Kebir, Dakar et Libreville ont laissé des traces profondes et les unités rapatriées de Syrie (le 29[°] RTA et quelques aviateurs de Joinville) conservent un souvenir douloureux des combats qui les ont opposés aux "Free French". C'est pourquoi, lors de la réunion Clark-Mast du 22 octobre, il avait été recommandé, vainement, au général Clark de ne pas débarquer de troupes britanniques entre Castiglione et Sidi Ferruch, face au 29[°] RTA.

A l'intérieur de la 5^{ème} Brigade, seuls, semble-t-il, le général de Monsabert et le colonel Baril commandant le 29[°] RTA sont prévenus des événements qui se préparent. Le général de Monsabert conservera le secret jusqu'à la dernière minute, même vis-à-vis de ses collaborateurs les plus proches, soit par souci de discrétion, soit pour ne pas les compromettre dans une aventure encore hasardeuse, soit pour ne pas les placer devant un cas de conscience qu'il n'était pas certain lui-même d'avoir bien résolu.

Dans la population européenne, on pouvait distinguer :

- une minorité favorable au gaullisme, les uns par patriotisme sincère se recrutant essentiellement dans la jeunesse, les autres par réaction contre les mesures prises vis-à-vis des Juifs, des francs-maçons et des communistes.

- Une seconde minorité, plus importante, inconditionnellement pétainiste se recrutant essentiellement parmi les héritiers du mouvement "Croix de feu" et les anciens combattants des deux guerres. Les hommes sont rassemblés dans les organisations de la "Légion Française des Combattants". Leur armement et leur emploi sont prévus dans certaines hypothèses du "Plan de Protection" et du "Plan de Défense". Jusqu'au 8

1- Le général Mark Wayne Clark, adjoint d'Eisenhower est venu secrètement en sous-marin rencontrer divers représentants militaires et civils de la résistance, dont le colonel Jousse, le général Charles Mast, et Bernard Karsenty, adjoint de José Aboulker, le chef de la résistance algéroise. (note pdb)

novembre 1942, les relations seront très bonnes entre l'armée et les dirigeants de la Légion.

- La masse, attentiste, prête comme toujours à suivre le plus fort.

La population musulmane, après avoir flotté dangereusement au début de 1941, en raison de la perte de prestige de la France et du soutien allemand apporté au P.P.A., a été rapidement reprise en main grâce à l'impulsion énergique du général Weygand, à l'activité incessante de l'armée et à l'action des officiers des Affaires Militaires Musulmanes. La masse est gouvernementale, donc pétainiste (il existe encore de nombreux combattants de 14-18) ; mais pour elle, le gouvernement, c'est encore un peu l'armée : son comportement dépendra donc de l'attitude de celle-ci.

La journée du 8 novembre à Blida

Quand le général de Monsabert a-t-il été prévenu de la date exacte du débarquement ? Les auteurs diffèrent sur ce point. Dans « Histoire d'une rébellion », le général Mast écrit que Murphy lui a précisé le 28 octobre la date du 8 novembre et qu'il en avait avisé le 5 novembre le général de Monsabert. Ce dernier, dans ces notes personnelles, dit seulement « vers le 3 novembre », Quoi qu'il en soit, dès les premiers jours de novembre, le général de Monsabert fait preuve d'une activité inhabituelle, entreprenant une tournée rapide de toutes les garnisons, vraisemblablement pour essayer de deviner et d'orienter les réactions possibles des unités face à un débarquement américain qui n'est pas attendu si tôt.

Le général de Monsabert fait cette inspection seul, contrairement à son habitude, sans avoir auprès de lui d'officier de son Etat-major. C'est au cours de cette tournée, qui durera jusqu'au vendredi 6 novembre, que le général est blessé assez grièvement à la tête, sa voiture ayant rebondi violemment sur un cassis. Pendant une huitaine de jours, il sera contraint de supporter autour de sa tête un pansement épais et peu esthétique. Cet accident n'est nullement arrivé le 8 novembre au soir à la base de Joinville, lors d'une fuite précipitée du général comme l'a prétendu M. Lemaigre Dubreuil¹ dans un récit d'une mauvaise foi écœurante et qui laisse sceptique sur le crédit à accorder au reste de son propos.

Au cours de la nuit du 30 au 31 octobre, le général de Monsabert fait exécuter à Blida un exercice d'alerte pour tester le "Plan de Défense" de la base aérienne de Joinville et vérifier la coordination des moyens du 1° RTA, du 65° RA et de la Base. Deux autres exercices seront déclenchés au début de la semaine du 1er au 8 novembre visant à améliorer les conditions de la transmission de l'alerte et du ramassage des cadres. Un dernier exercice de "Défensive passive" se déroulera dans la nuit du vendredi 6 au samedi 7 novembre, vingt quatre heures avant le débarquement.²

Le samedi 7 novembre, vers 11 h, le général de Monsabert, convoqué à Alger par le général Mast, me demande, en tant que responsable du 3ème bureau, de vérifier dans l'après-midi si les 1° RA et 65° RA sont bien prêts à mettre en œuvre le "Plan de

1- Version reprise notamment par M. Ordioni dans son livre "Tout commence à Alger", Stock, 1972, p. 416.

2- C'est le *Seraph*, submersible britannique, qui embarque le général Giraud au Lavandou et le transporte à Gibraltar, le 7 novembre 1942, d'où il doit prendre l'avion pour Blida. (note pdb)

Protection" et de régler avec eux les mises à jour qui s'imposeraient. A son retour, en fin d'après-midi, il reçoit, sur sa demande, le chef de bataillon Moulins de l'EM du 1° RA et précise avec lui une question de répartition d'effectif à l'intérieur du Plan.

Après le départ du commandant Moulins, prévenu par mes soins que la Place de Blida a reçu l'ordre de faire prendre le surlendemain lundi 9, un pli urgent à l'EM du 19° CA¹ ce qui était inhabituel et paraissait illogique, le général me répond que le général Koeltz va probablement faire exécuter un exercice d'alerte à son échelon et qu'il est à prévoir que le général Mast voudra lui-même faire une répétition la nuit prochaine. Il me recommande de n'en parler à personne et de revenir cette même nuit à 1h30 au PC de la subdivision. Il demande également au capitaine Castaing son officier AMM, en qui il avait une confiance totale, de prendre dans la soirée le "pouls" de la population blidéenne et de revenir également pour 1h.30 au PC de la subdivision. Il ne donne aucune consigne particulière pour les trois autres officiers de son Etat-major qui ont déjà quitté les bureaux.

Ainsi le 7 novembre vers 20 heures, six heures avant l'heure prévue pour les premiers débarquements, le capitaine Castaing et moi quittons le général de Monsabert sans qu'il n'ait fait aucune allusion à l'éventualité de ce débarquement. Nous sommes loin d'imaginer ce que nous réserve le lendemain. Il en est de même, j'en suis persuadé, de tous les autres officiers de la garnison à l'exception d'un capitaine aviateur qui m'a dit le lendemain avoir su l'imminence du débarquement sans en connaître la date exacte.

Le dimanche 8 novembre à une heure et demie, le général de Monsabert m'attend à son bureau. Il vient de recevoir de la Division d'Alger un message prescrivant d'appliquer la mesure "Berthe" du mémorandum de défense de la 19° Région, sans indiquer s'il s'agit d'un exercice ou d'une alerte réelle, mais précisant de ne pas mettre en état de marche les véhicules auto stockés (ce qui fait pencher pour un exercice). Le dispositif d'alerte doit être en place pour huit heures².

Le colonel Conne commandant le 1° RTA, le colonel Dumas commandant le 65° RA et le capitaine commandant la batterie qui, en application de la mesure prescrite doit se porter sur Sidi Ferruch sont convoqués immédiatement. Les sous-officiers de permanence des deux régiments reçoivent, par téléphone, l'ordre de rassembler les sous-officiers de semaine, puis, vers deux heures de faire mettre les hommes en tenue de campagne et d'appliquer le plan de ramassage des cadres.

A leur arrivée, le général de Monsabert communique au colonel Conne et au colonel Dumas le message de la division et leur donne l'ordre de prendre les mesures correspondantes. Ils devront, en outre, faire assurer la garde des points sensibles classés en première urgence dans le "Plan de Protection" : PTT - Gare - Sociétés Shell et Standard - Bâtiments militaires. Les détachements destinés à la garde de la station de radio de Boufarik et du petit terrain d'aviation de Soum resteront provisoirement à Blida, prêts à être enlevés en camions. Même attente pour la batterie de Sidi Ferruch.

1- Je n'ai jamais su ce que contenait ce pli.

2- En raison de l'importance des délais accordés, on peut se demander, encore aujourd'hui, s'il ne s'agissait pas effectivement d'un message d'exercice de la 19° Région, retransmis automatiquement par la permanence de la division et qui aurait eu pour résultat de nous faire gagner deux heures pour la mise sur pied des unités.

Il n'est toujours pas question de débarquement¹.

Vers 02 h 30, le général de Monsabert demande au capitaine Castaing de se rendre au monument aux morts, sur la route d'Alger, et d'y attendre un officier de liaison porteur des ordres du général Mast. De mon côté, je vais réveiller le capitaine James, commandant un détachement du 9^e RTA arrivé par hasard la veille à Blida et qui bivouaque le long de la route d'El Affroun avant de repartir à l'aube sur Miliana. Je lui ordonne de mettre immédiatement une forte section aux ordres du Major de garnison.

Le capitaine Castaing est de retour au PC un peu après trois heures ; il est accompagné d'un officier de cavalerie que je ne connais pas et qui se présente comme le capitaine Dubreuil de l'Etat-major du Général Mast (il s'agit de M. Lemaigre-Dubreuil). Cet officier remet au général de Monsabert, qui a l'air de le connaître, quelques exemplaires de l'ordre du général Mast. Ce document revêt plutôt la forme d'un ordre du jour que d'un ordre d'opération classique : une agression allemande en Tunisie est imminente. A l'appel du général Giraud, qui prend le commandement en AFN, les Américains (à l'exception des Anglais et des Forces Françaises Libres) se préparent à intervenir en Algérie. Les premiers éléments vont débarquer dans les heures qui viennent. Les unités des garnisons côtières doivent se porter à leur rencontre pour faciliter leur mise à terre. Le général de Monsabert a pour mission de prendre le commandement de la base aérienne de Joinville pour en assurer la défense contre toute agression allemande, y recevoir le général Giraud attendu en début de matinée et y accueillir les premiers avions alliés.

Le général de Monsabert, toujours très calme, convoque à nouveau les colonels Conne et Dumas et leur remet l'ordre du général Mast pendant que j'en fait porter deux exemplaires à Miliana et à Orléansville par un motocycliste de la gendarmerie. D'après le capitaine Dubreuil, le colonel Baril a reçu son exemplaire à Koléa, directement en raison de l'urgence.

Sur le moment, personne ne paraît surpris et ne met en doute l'authenticité de l'ordre du général Mast bien que sa forme et son mode de transmission ne soient pas très habituels.

L'événement va dans le sens de l'attente générale, et la brièveté des délais dont nous disposions pour exécuter les ordres ne laissent guère le temps de la réflexion. De plus, dans l'armée française de 1942, il était impensable que des officiers généraux prennent des initiatives d'une telle importance sans l'accord de leurs chefs hiérarchiques. Beaucoup d'eau a coulé depuis ...

L'annonce de l'arrivée du général Giraud, en qualité de Commandant en Chef constitue, pour la plupart une garantie. Cependant, au cours de la journée, j'entendrai des membres de l'entourage du colonel Conne se plaindre qu'avec les généraux Giraud, Juin et Monsabert, l'armée allait être coiffée par la "mafia marocaine".

1- A partir de 1 heure du matin, au cours de cette nuit du débarquement, José Aboulker commanda du commissariat central, avec son adjoint Bernard Karsenty et les concours de Guy Calvet et du commissaire Achiary, l'occupation d'Alger par 400 résistants. Ces volontaires neutralisèrent les centres de commandement et de transmissions, occupèrent les points stratégiques et arrêtaient les responsables militaires et civils, à commencer par le général Juin, commandant en chef, et l'amiral François Darlan. (note pdb)

Quoiqu'il en soit, à trois heures du matin, les colonels Conne et Dumas semblent satisfaits de cette situation imprévue et n'élèvent aucune objection aux ordres qu'ils viennent de recevoir. Cette satisfaction sera partagée par leurs subordonnés si l'on en croit la rumeur qui les accueillera à leur retour dans leurs quartiers et qui parviendra jusqu'à l'Etat-major de la subdivision. Jamais encore les unités n'avaient été mises sur pied si rapidement que cette nuit-là.

Vers quatre heures, le général de Monsabert quitte le PC de la subdivision pour rejoindre la Base de Joinville, dont il doit prendre le commandement. Il est accompagné du "capitaine" Dubreuil et de moi-même. Nous serons rejoints plus tard par le capitaine Castaing et par le capitaine Taupin, chef du 4^{ème} Bureau de la subdivision récemment rapatrié de Syrie, puis par le petit détachement du capitaine James tout dévoué à l'ex-colonel du 9^o RTA.

A la Base de Joinville, le climat est tout différent, malgré la courtoisie de son chef, le colonel Montrelet, qui nous offre une tasse de café. Mais, par un câble enterré direct, il est en liaison avec le général Mendigal, commandant l'Air en Algérie, qui lui interdit d'exécuter les ordres du général Mast, dont nous lui remettons un exemplaire. Il a fait prendre à la base son dispositif d'alerte et ordonné à ses unités, y compris à la batterie de FTA¹ du capitaine de Conchard en position à Joinville, d'ouvrir le feu sur tout avion étranger à la Base. Toutes les issues sont gardées par les aviateurs disposant de quelques vieux chars Renault de 1917, et je peux vérifier que le dispositif, que je connais bien, est parfaitement en place.

Comment permettre l'atterrissage de l'avion du général Giraud ? et comment faire sortir celui-ci de la Base ?

Le 1^o RTA est maintenant en place autour de la Base. A plusieurs reprises, entre quatre et six heures, le général de Monsabert m'envoie voir le chef de bataillon Le Hingrat, commandant le II/1^o RTA pour le tenir au courant de la situation et lui transmettre l'ordre d'empêcher les aviateurs de tirer sur l'avion du général Giraud. Il est finalement convenu, que, dès l'atterrissage, une compagnie de tirailleurs se précipitera sur la piste, s'emparera du général Giraud et le conduira hors de la Base en passant par le secteur de la batterie du capitaine de Conchard. J'ai l'accord de ce dernier et de quelques aviateurs. Le signal convenu est la sonnerie "La Charge", quatre clairons du 1^o RTA étant immédiatement mis à la disposition du général de Monsabert.

Il est remarquable que durant cette période ainsi du reste que toute la journée, le général de Monsabert et les deux ou trois officiers qui l'accompagnent ont conservé une entière liberté de mouvement : cela montre le trouble qui régnait dans les esprits. Il est vrai que nous avons beaucoup d'amis parmi les aviateurs qui, pour la plupart étaient de cœur avec nous. Seul probablement le malencontreux câble direct reliant le colonel Montrelet au général Mendigal l'empêchait de se placer aux ordres du général de Monsabert. Il faut noter cependant le revirement inattendu de quelques officiers supérieurs de la Base qui, ayant affiché depuis deux ans leurs soi-disant sentiments gaullistes, se sont retranchés ce jour-là derrière leur serment de fidélité au Maréchal Pétain : certains d'entre eux resteront dans leurs pantoufles jusqu'en 1945 sans compromettre leur carrière.

Vers six heures, le général de Monsabert, inquiet de la situation locale, envoie le capitaine Taupin en direction de Kolea avec mission de rameuter vers la Base les unités

1- FTA : Force Terrestre Anti-aérienne (note pdb)

américaines et les éléments du 29° RTA qu'il rencontrerait. Simultanément, la batterie du 65° RA destinée à rejoindre Sidi Ferruch reçoit l'ordre de se mettre en position à la corne N.O. de la Base, vers la ferme de la Bretonnière. Le capitaine Taupin rentre bredouille vers sept heures et demi. Le général de Monsabert m'expédie, à mon tour, à Koléa, avec quatre cars que j'ai fait réquisitionner, pour ramener ce que je pourrais du 29° RTA et surtout d'Américains afin de pouvoir montrer une preuve concrète de la réalité du débarquement.

En chemin, je rencontre le capitaine d'aviation Ducasse, un de mes camarades de promotion habitant Koléa. Ayant plus ou moins trempé dans la préparation du débarquement sans en connaître la date, il a contemplé à l'aube le dispositif impressionnant de la flotte alliée. Il rejoint Joinville pour en témoigner auprès de ses camarades et supplier son commandant de groupe de ne faire décoller aucun avion. On ne l'écouterait malheureusement pas et, discipliné jusqu'au sacrifice, il sera descendu quelques heures plus tard par un chasseur néo-zélandais.

A Koléa, je me présente au lieutenant-colonel Andlauer, commandant la place et le 29° RTA en l'absence du colonel Baril parti la veille au soir rejoindre le général Mast et dont on est sans nouvelle¹. Il m'indique que, sur l'ordre du colonel Baril, le peloton français du lieutenant Gaudeul (constitué de jeunes Français venus de France pour se battre et que le général de Monsabert avait passé en revue une dizaine de jours plus tôt) s'était porté sur les plages pour accueillir les premiers Américains débarqués. Mis au courant de la situation à Blida, il met à ma disposition deux sections de jeunes tirailleurs aux ordres d'un officier.

Les premières unités américaines, fraîchement débarquées arrivaient à Koléa. J'avais croisé quelques détachements sur la route et leur allure, malgré la suie dont ils étaient barbouillés, ne m'avait pas paru particulièrement guerrière.

Sans interruption, sans ordre de mission formel, j'ai bien du mal à trouver une autorité qui accepte de m'écouter et à qui je puisse exposer la situation et ma mission.

Le colonel, à qui je propose d'embarquer deux de ses sections dans les cars pour les transporter au plus vite à Blida, doit me considérer comme un jeune farfelu ou un individu dangereux, car lui sait qu'on se bat à Alger, ce que j'ignore. Après avoir voulu m'expédier jusqu'au bateau du commandant de l'opération dans cette zone, il accepte pourtant ma suggestion. Je quitte Koléa avec deux sections du 29° RTA, une petite compagnie d'"Américains" et une dizaine de chenillettes (brenn carrier).²

1- Un historien local de Koléa rapporte que : *Le samedi 7 novembre 1942, depuis l'Hôtel Thuaire, situé près du Blockhaus de Tombourouf, le Colonel Baril, appelle, la poste de Koléa, à 19 heures, et demande à l'opératrice de lui passer à l'hôtel toutes les communications téléphoniques destinées au « 20 Koléa », n° téléphonique de la Caserne d'Aurette. L'employée de service refuse sans ordre écrit de passer les communications. C'est alors que le colonel envoie un jeune homme habillé en tirailleur, le visage barbouillé de noir - qui pouvait être son fils - expliquer par la fenêtre de la Poste toute l'importance du message. Peu après, les appels téléphoniques commencent à déferler des villages voisins.* (note pdb)

2- Bernard de Boishéraud pense être le premier à avoir amené des américains à l'aérodrome, et donc vraisemblablement à l'annonce de l'arrivée de ces cars et chenillettes, le général fait effectuer par le capitaine Jammes la charge racontée par le colonel Goutard, afin de prendre possession du PC de la base immédiatement avant l'arrivée de ces américains. (note pdb)

Tout ce joli monde arrive vers dix heures à l'entrée de la Base de Joinville où le général de Monsabert accueille fort aimablement le colonel "américain" qui m'a suivi.

A Joinville, le climat est lourd. Le général Giraud n'est toujours pas arrivé, le colonel Montrelet est maintenant enfermé dans son bureau. Les aviateurs affectent une attitude de neutralité hostile ; quelques-uns parlent d'arrêter le général de Monsabert. L'arrivée de mes "Américains" provoque des mouvements divers.

C'est le moment que choisit un avion néo-zélandais pour atterrir sur la piste, ce qui n'améliore pas le climat. La proclamation du général Mast affirmait en effet que seuls débarqueraient des Américains : et voici que se présente, un peu confus et s'excusant presque un sujet de sa Majesté britannique. La nouvelle n'est pas longue à se répandre.

Aussi le général de Monsabert, de plus en plus inquiet et désespérant de voir arriver le général Giraud, me demande vers onze heures de partir à la recherche du général Mast, quelque part sur la côte, pour lui rendre compte de la situation délicate où il se trouve et le prier de faire diriger d'urgence sur Joinville des renforts américains.

Passant d'abord à la gendarmerie pour y emprunter un side-car, je reprends la route de Koléa. Là, je trouve un lieutenant-colonel Andlauer perplexe et consterné. Il vient de recevoir la visite de deux officiers britanniques qui se sont excusés de se trouver là et ont prétendu n'être que quelques-uns servant d'interprètes et de guides aux unités américaines. Le lieutenant-colonel Andlauer redoute l'effet sur le 29^o RTA de cette présence britannique. Il est lui-même profondément troublé. Il ignore où sont le colonel Baril et le général Mast, mais pense que je les trouverai dans la région de Sidi Ferruch.

Tout le long de la route littorale, les villages sont pavoisés, et la population en liesse acclame les troupes débarquées. Nulle part je ne perçois de fausse note. L'ambiance est celle que nous retrouverons plus tard en Italie et en France, en pénétrant dans les villages libérés. Mais le temps est splendide et il fait chaud. Nos vaillants libérateurs, fatigués par trois semaines de mer, peu habitués au soleil africain, mal entraînés à la marche, peut-être aussi trahis par la fraîcheur de l'anisette, n'ont rien de farouches guerriers. Que de désordre ! Que de traînards ! La moindre opposition armée eut été catastrophique.

Aux environs de 13 h 30, dans un restaurant de Sidi Ferruch, je trouve enfin de général Mast déjeunant tranquillement avec cinq ou six officiers de son Etat-major, face au spectacle impressionnant de la flotte alliée déployée au large. Cette fois, c'est certain, il ne s'agit pas d'une répétition du malheureux coup de main de Dieppe.

J'expose au général Mast la situation à Blida et lui fait part des inquiétudes et des demandes du général de Monsabert. Il me répond qu'il lui fait confiance pour faire face à la situation locale. Le général Giraud, retardé à Gibraltar, n'arrivera vraisemblablement à Joinville que le lendemain lundi. Par ailleurs, Alger est déjà presque entièrement contrôlé par les Américains et les combats y ont cessé. Un régiment britannique fait actuellement mouvement de Daouda sur Birtouta et Maison-Carrée.

Nanti de ces bonnes paroles qui ne m'apportent aucun réconfort pour notre situation à Blida, toujours à jeun, je reprends la route par Daouda et la ferme Saint-Charles, dépassant le régiment britannique dont a parlé le général Mast. A Boufarik, je rencontre le commandant de l'important établissement du matériel. Conformément aux

ordres qu'il reçoit directement de la 19^{ème} Région, il se prépare à résister aussi bien aux Américains qu'aux Anglais. Je lui raconte ce que j'ai vu sur la côte et il me laisse heureusement poursuivre mon chemin.

Je suis de retour vers 15 h 30 à la base de Joinville. Pendant mon absence la situation s'est complètement renversée. Un officier de liaison du 19^o CA a informé le colonel Conne et le colonel Dumas de la situation confuse qui règne à Alger et leur a communiqué les directives du général Koeltz. Les deux colonels viennent de prévenir le général de Monsabert qu'ils ne se considèrent plus sous ses ordres. Ils vont rentrer à Blida avec leurs unités avant de rejoindre la région de Koléa par les pistes de montagne.

Les aviateurs, de leur côté, ont repris leurs postes de combat face à l'extérieur de la base, c'est-à-dire face aux tirailleurs.

Autour de tout cela, quelques unités américaines (ou britanniques ?) ont pris position face à la Base, et sont en cours de renforcement.

Une centaine d'excités de la "Légion des combattants" auxquels un inconscient a distribué des armes, manifestent devant l'entrée de la Base. Ils vocifèrent des insultes à l'adresse du général de Monsabert et de ses officiers et nous menacent des pires châtiments.¹

Avec le général de Monsabert, nous continuons cependant à circuler au milieu de tout cet imbroglio et je prends contact avec les uns et les autres. Le fameux "capitaine" Dubreuil a disparu discrètement, probablement au début de l'après-midi. Seules les deux sections du capitaine Jammes nous restent fidèles.

La situation est de plus en plus tendue. Le moindre incident peut dégénérer en catastrophe. Devant son impuissance, le général de Monsabert décide de rejoindre le général Mast à Sidi Ferruch. Auparavant, pour tenter de détendre l'atmosphère, il obtient des Américains qu'ils se replient légèrement en direction de l'hôpital psychiatrique. Il quitte la base vers seize heures, sans aucune précipitation (contrairement à ce que racontera M. Lemaigre-Dubreuil qui est déjà parti), après m'avoir ordonné de rejoindre Blida avec les capitaines Castaing et Jammes et de nous mettre à la disposition du colonel Conne.

A Blida, l'ambiance s'était détériorée tout au long de la journée. A l'enthousiasme initial d'une partie de la population, a succédé une réaction assez vive de la "Légion des Combattants" qui, nous l'avons vu, avait réussi à se faire armer. Il faut l'intervention énergique du colonel Conne pour ramener le calme dans la soirée.

Vers 22 h 00, le 1^o RTA prend la direction de Médéa à travers l'Atlas blidéen.

Ainsi se termine à Blida cette très longue journée du 9 novembre 1942. Si elle n'a pas tourné plus mal, c'est certainement grâce au calme et au sang-froid du général de Monsabert mais aussi, il faut le reconnaître, au bon sens des trois colonels qui eurent à prendre des responsabilités dans cette aventure et à l'esprit de camaraderie qui avait toujours régné dans la garnison.

1- Des amabilités du genre : « trahison – Monsabert au poteau ». (note pdb)

Les troupes américaines¹

Vers 16 heures, le dimanche soir, la situation des troupes américaines aux environs de Blida devait être à peu près la suivante :

- 1- Deux compagnies et un détachement de chenillettes étaient installées à l'ouest de la base, tenant la ferme de la Bretonnière et les lisières est de Joinville.
- 2- Une Cie tenait les ponts de la Chiffa
- 3- Une Cie était à Boufarik
- 4- 2 Cies faisaient mouvement de Douaouda sur la base de Joinville avec de l'artillerie
- 5- Une Cie tenait la ferme St. Charles au nord de Boufarik
- 6- Le reste du régiment devait être aux environs de Koléa
- 7- Un régiment britannique faisant mouvement à pied sur la route des 4 chemins-Birtouta

D'une façon générale, les troupes américaines bien équipées semblent peu instruites et peu disciplinées. Cadres et hommes semblent très jeunes. Très peu comprennent le français.

Ceux que j'ai pu interroger m'ont dit venir d'Ecosse et aller en Tunisie, ne laissant en Algérie que les unités indispensables pour en interdire l'accès aux italo-allemands.

Ils semblent considérer les français comme quantité négligeables.

Les officiers sont dotés de cartes au 1/50000, reproduction exacte des nôtres, éditées en Angleterre.

Je n'ai pas vu d'armes anti-aériennes ou de chars et très peu de canons anti-chars (deux aux environs de Sidi-Ferruch), le matériel lourd devant débarquer dans l'après-midi.

Les retombées

Parti de Joinville en fugitif dans la soirée du 8 novembre, le général de Monsabert disparaît pendant quelques jours, réfugié dans une villa de la banlieue algéroise. Le général Giraud atterrit enfin à Blida le 9 novembre après-midi. Son retard de vingt-quatre heures a permis à l'amiral Darlan, curieusement présent à Alger, de retourner la situation à son profit : le général Giraud est d'abord considéré comme un rebelle.

Après quelques jours d'une pénible confusion, le bon sens et le souci de l'intérêt national reprennent leur droit face à l'agression allemande en Tunisie. Le Général Giraud est nommé commandant en Chef des Forces Françaises sous l'autorité de l'amiral Darlan, et l'armée d'Afrique est immédiatement engagée en Tunisie avec son équipement et son armement désuets. La mobilisation, préparée dans la clandestinité suivant les directives du général Weygand, se déroule sans à coup.

Mais, dans le même temps, le général Giraud abandonne à leur triste sort ceux de ses fidèles qui, participant au complot du "groupe des cinq" ont préparé sa venue en Afrique du Nord et sont maintenant considérés comme des traîtres. Le général JUIIN s'est engagé à les tenir à l'écart de tout commandement, au grand désespoir du général de Monsabert. Cet exclusive le rapproche de certains des conjurés, en particulier du général Mast, de M. d'Astier et du colonel Van Hecke, le futur commandant du 7° RCA.

1- Ce paragraphe, écrit pour le rapport initial, ne figure pas dans l'article du livre d'hommage à Monsabert. (note pdb)

Heureusement, moins de quinze jours après le débarquement, le général Giraud, désireux de rassembler toutes les bonnes volontés, décide de créer une unité spéciale regroupant tous ceux qui voudraient reprendre les armes mais que la législation discriminatoire de Vichy, toujours en vigueur, interdit d'incorporer dans l'armée régulière. Cette unité, le "Corps Franc d'Afrique", devra également récupérer tous les jeunes gens ayant participé à la neutralisation des autorités d'Alger au cours de la nuit du 7 au 8 novembre, qui se sont enrôlés dans le "French Commando" ou "Spécial détachement" dépendant de l'Intelligence Service et dont certains se trouvent déjà en Tunisie.

Le général Giraud confie au général de Monsabert la mise sur pied de ce Corps Franc d'Afrique, qui, armé, équipé et ravitaillé par la 1^{ère} Armée Britannique sera engagé dans le cadre de celle-ci, donc hors de la zone du 19° CA.

Pendant trois mois, le général de Monsabert¹ se donne avec sa fougue habituelle à sa nouvelle tâche qui se révèle une aventure passionnante et pleine de risques de tous ordres.

Il négocie âprement avec les Britanniques la fourniture des équipements nécessaires, bouscule un peu l'inertie hostile de l'Etat-major général français, lutte avec l'Intelligence Service pour lui arracher les jeunes du "French Commando" échelonnés depuis la ferme Demangeat² au cap Matifou jusqu'au Cap Serrat et à Souk el Khemis en Tunisie, en passant par le camp de la Mahouna près de Guelma. Chaque semaine, il fait en voiture la navette Alger-Tunisie et retour, prenant liaison avec les PC de la 1^{ère} Armée à Sétif et Constantine, avec l'Intelligence Service à Guelma ou à Aïn Drahem, avec le V^{ème} Corps d'Armée britannique à Souk el Khemis, avec le général JUIN à Laverdure puis à Djérisa, avec le général Koeltz au Kouif lorsque celui-ci veut bien le recevoir. Au cours d'une de ces tournées, à Tabarka chez le Contrôleur civil qui nous a aimablement reçus, le général apprend par la radio française qu'il est déchu de la nationalité française. Bien qu'il n'en dise rien, cette nouvelle l'affecte profondément sans altérer son dynamisme.

Il faut en effet filtrer soigneusement les nombreux candidats qui désirent se faire incorporer au Corps Franc, et dont les motivations ne sont pas toujours très avouables, ramener à un juste niveau les prétentions de certains aventuriers sans papiers. Il faut encore mettre de l'ordre dans les nombreux centres de recrutement qui se sont créés spontanément ici et là de Rabat à Constantine et qui parfois, rivalisent entre eux comme à Oran.

Il faut enfin diriger et surveiller la constitution et l'instruction des premières unités.

Dès janvier 1943, le 1^{er} Bataillon du Corps Franc d'Afrique commandé par le chef de bataillon Balensi³, après un bref séjour à Tabarka, est engagé à 55 kilomètres à l'est de cette ville au sud du Cap Serrat, dans le cadre de la Brigade du général Teachester Constable. Peu après le PC du Corps Franc d'Afrique fuyant l'atmosphère délétère d'Alger s'installe à proximité du village de Sedjenane sur la route de Bizerte.

1- Rejoint, le 25 novembre, par le colonel Jamilloux, le capitaine Castaing, le lieutenant Angeletti et moi-même.

2- C'est dans le petit groupe de la ferme de Demangeat que se trouve Fernand Bonnier de La Chapelle, l'assassin du général Darlan. (note pdb)

3- qui rejoindra le 3^{ème} DIA au Monte Amiata.

En février, le général de Monsabert obtient enfin d'être réintégré dans l'armée du général Juin. Laissant le commandement du Corps Franc au colonel Magnan¹, il est mis à la disposition du général Koeltz pour assurer le commandement des éléments réservés du Corps d'Armée. Malheureusement, le 19° CA ne dispose plus d'éléments réservés. Le général Koeltz maintient le général de Monsabert en quarantaine pendant trois semaines à Ebba Ksour (30 kms sud-est du Kef), seul avec deux officiers, l'adjudant Apouchkine ancien tambour major du 9° RTA, et Manceur son fidèle chauffeur qui trouvera la mort lors du débarquement en Provence.

Cette retraite forcée chez un modeste huissier d'Ebba Ksour sera pour le général de Monsabert l'épreuve la plus pénible de toute cette période. L'inactivité le ronge, l'accueil imprévisible à chaque visite du général Koeltz le désespère, l'attitude hostile de certains officiers du corps d'armée le peine profondément, l'amitié rugueuse que lui témoigne le général Juin le reconforte, mais les jours passent ... à Ebba Ksour, et certains soirs l'humeur est sombre.

Enfin en mars, probablement sur l'insistance des généraux Giraud et Juin, le général Koeltz se résout à confier au général de Monsabert le commandement d'un groupement tactique de la division marocaine du général Mathenet, au sud ouest de Pont du Fahs. Le chef du 4ème Bureau de cette division n'est autre que le capitaine Fritsch². Au cours des opérations auxquelles il va participer, le Groupement Monsabert sera appuyé par les canons du colonel Besancon³.

C'est la fin du temps de pénitence dont le général de Monsabert a dû payer son dévouement inconditionnel au général Giraud le 8 novembre précédent.

Il a maintenant la promesse des généraux Giraud et Juin d'être placé à la tête d'une des divisions du futur CEF⁴ à l'issue de la campagne de Tunisie.

Il participe aux derniers combats en conduisant son groupement au grand trot du djebel Mansour et de Bou Arada au pied du Zaghouan et aux abords de Pont-du-Fahs.

En mai, à Constantine, succédant au regretté général Welvert qui vient de tomber glorieusement en Tunisie, il prend le commandement de la 3^{ème} DIA.

Une aventure exaltante commence sous le signe de la victoire aux trois croissants, mais le général de Monsabert conservera un souvenir amer de cette période trouble qu'il lui répugnera toujours d'évoquer.

Général Bernard Mosnay de Boishéraud⁵

1- Autre indésirable dans l'armée régulière, en raison de sa participation à la préparation du débarquement américain au Maroc. A sa dissolution au cours de l'été de 1943, le Corps Franc d'Afrique fournira la compagnie de garde du Q G de la 3° DIA – (capitaine Fourastier)

2- Que le général de Monsabert a bien connu lorsqu'il était chef du 3ème Bureau de la division d'Alger.

3- A l'Etat-major de ce Groupement on retrouvera le lieutenant colonel Lesage, futur commandant en second du 4° RTT, le capitaine Budet qui trouvera la mort sur la route de San Elia, le lieutenant Angeletti et le lieutenant Vrillon.

4- CEF : Corps Expéditionnaire Français, qui sera engagé en Italie. (note pdb)

5- Le rapport initial du capitaine de Boishéraud au sujet de ces événements de Blida a été remis le 10 novembre à Médéa au général Dario, directeur de la cavalerie en AFN, et a ensuite servi de base à une note sur « l'opération Torch vue par un témoin à Blida » puis, avec de nombreux compléments, à cet article dans le livre collectif d'hommage au général de Monsabert. (note pdb)

au Col de Boisheau
avec toute mon affection reconnaissante
pour son dévouement en toute circonstance et
sa collaboration active au cours de
notre campagne d'Italie

J. L. Monsabert
Bordeaux le 14 mars 1962

Dédicace du livre « hommage au général de Monsabert »

Récit du Colonel Goutard (Chef de Bataillon au 9° RTA) sur les journées des 6/8 Novembre 1942. 1

Vendredi 6 novembre. Prise d'armes à Miliana en l'honneur du général de Monsabert, ancien colonel du régiment, qui nous a laissé à tous, officiers, sous-officiers et tirailleurs, un souvenir inoubliable de fermeté en même temps que de bonté, et nous a préparés à la « reprise des armes ».

Après la revue, je fais défiler mon bataillon, le seul qui soit en garnison à Miliana, devant le général. Les tirailleurs « en mettent un coup » et le général me félicite. Puis il réunit les officiers à la salle d'honneur du régiment et il nous tient un petit discours qui change de ton avec ce que nous avons entendu ou lu ces derniers jours.

« Je ne sais rien, nous dit-il, mais vous lisez les journaux et vous savez ce qui se passe en Russie (l'échec allemand sur Stalingrad) et en Libye (la défaite de Rommel dont le front a été enfoncé à El-Alamein). Nous pouvons être appelés à rentrer dans la lutte. Ce jour-là, je compte sur le 9e, mon ancien régiment. Je compte bien qu'il me suivra partout. Du reste, je vous montrerai le chemin, je marcherai devant vous. »

« Je ne sais rien » dit le général. Cela signifie sans doute qu'il sait quelque chose qu'il ne peut nous révéler. En tout cas, s'il nous appelle à marcher au combat, ce ne sera certainement pas aux côtés des Allemands, mais contre eux.

Ce petit discours nous reconforte et le colonel Monnier-Condroyer, qui commande le régiment, s'avance devant le général de Monsabert, se met au garde-à-vous et dit, à notre nom à tous : « Mon général, vous pouvez compter sur le 9e. »

Dimanche 8 novembre 1942. Grande nouvelle du débarquement américain à Sidi-Ferruch ! Le colonel nous réunit et nous lit l'ordre qu'il vient de recevoir du général Mast, commandant la division d'Alger.

Dès les premiers mots, un large sourire s'épanouit sur nos visages. Enfin le masque est levé. L'ennemi, c'est le Boche ! La mission de tous est simple : faciliter le débarquement des forces américaines sur le littoral et sur les terrains d'aviation.

Quand le colonel a terminé sa lecture, un brouhaha joyeux emplit son bureau. On se congratule. Un de mes jeunes lieutenants me dit avec un sourire radieux : « Ah, mon commandant, j'avais si peur qu'on nous fasse battre contre les Américains ! »

Mais, dans la matinée, nous apprenons que l'on se bat réellement contre eux au Maroc et en Oranie. Le colonel Monnier-Condroyer cherche alors à téléphoner au corps d'armée, à Alger, ou à la division, mais en vain. Il peut seulement avoir au bout du fil le général Boisseau, commandant la division d'Oran, qui lui dit : « Le général Mast et le général de Monsabert sont en dissidence. Annulez tous leurs ordres. A Oran, nous avons résisté dès le début du débarquement. L'affaire est rude et nous avons de la casse.»

1- Ce récit est extrait du livre « *hommage au général de Monsabert* ». Il a été publié également en annexe à « *notes de guerre* »

A 21 heures, le chef d'état-major de la 19^e région, d'Alger, téléphone enfin que le général Juin a signé, à 18 heures, avec les Américains une suspension d'armes pour la région d'Alger, mais que la lutte continue en Oranie et au Maroc.

Mardi 10 novembre. A 8 heures, on téléphone ceci de la 19^e région : « Le général Giraud est à Alger. Des conversations sont en cours avec les Américains en vue d'un armistice général. Donc, conservez une attitude purement passive. »

Jeudi 12 novembre. Je reçois dans l'après-midi le capitaine James, commandant la 1^{ère} compagnie de mon bataillon, qui était détachée à Berrouaghia, près de Blida, pour des travaux forestiers.

Il me raconte que le 6 novembre, un ordre du général de Monsabert l'a appelé d'urgence, avec sa compagnie, à Blida.

Lorsqu'il y arriva, le 7 novembre, il fut envoyé sur le terrain d'aviation de Blida¹. Là, il trouva le général de Monsabert, qui sortait de la base aérienne et qui lui dit : « On attend le général Giraud. Dès que son avion se posera, entourez-le avec vos tirailleurs pour le protéger. « Contre qui, demande le capitaine? » Le général ne répond pas et James n'ose pas lui renouveler sa question.

Le 8 novembre à 7 heures, toujours pas de général Giraud, mais voilà que des avions à étoiles blanches, donc américains, survolent le terrain d'aviation, et la D.C.A. de la base aérienne ouvre le feu sur eux, à la mitrailleuse. Les avions ripostent, les balles claquent². Le général de Monsabert et le capitaine James se jettent dans un fossé. Puis, les avions étant partis, le général ordonne au capitaine de déployer sa compagnie en tirailleurs et de donner l'assaut à la base, quand le clairon, qu'il a amené avec lui, sonnera « la charge ».

« Mais charger où ? Sur qui ? » demande James. — « Là, droit devant vous, sur la base! Du reste, je vous suivrai », répond le général.

Le capitaine déploie alors sa compagnie et fait mettre baïonnette au canon. La charge sonne. Les tirailleurs s'élancent, baïonnettes hautes. Le général, qui marche derrière le capitaine, l'oriente « obliquez à droite, obliquez à gauche... ». Les aviateurs qui étaient dehors, sur le terrain, rentrent précipitamment dans les bâtiments de la base aérienne.

Après avoir traversé tout le terrain, sur 300 ou 500 mètres, la compagnie s'arrête. Le capitaine se retourne alors pour voir si quelqu'un le suit, et en effet à quelques 200 mètres, derrière lui, il voit une deuxième vague d'assaut, précédée par un grand diable, qui, coiffé d'un curieux casque rond comme une marmite, et le visage barbouillé de suie, gesticule avec un pistolet-mitrailleur à bout de bras ; il est sans galons. Le capitaine marche aussitôt sur lui : « Ne fais pas le c... avec ton PM, et pourquoi t'es-tu

1- Le 7 novembre au soir, le capitaine James bivouaquait à la lisière ouest de Blida, sur la route de Miliana. C'est là que je l'ai réveillé dans la 2^{ème} partie de la nuit du 7 au 8 novembre. Il n'a rejoint le terrain d'aviation de Blida-Joinville qu'au début de la matinée du 8, après que le général de Monsabert se soit rendu compte des réticences et des scrupules du colonel Montrelet. (commentaire de Bernard de Boishéraud)

2- Le commandant de la batterie de DCA m'a affirmé par la suite qu'il avait sciemment faussé ses éléments de tir (commentaire de Bernard de Boishéraud)

barbouillé la figure ? » Mais l'autre se borne à lui répondre : « American ! », et il lui montre l'insigne qu'il porte au bras, aux couleurs américaines, et le capitaine s'aperçoit en même temps que toute la troupe a également le visage passé au noir de fumée ! C'est ainsi que le capitaine Jammes apprit le débarquement américain. Cette troupe était arrivée de Sidi-Ferruch par la route.

Le Général commande alors : « Les Américains, à moi ! », et il leur donna ses ordres pour occuper le terrain, tandis qu'il envoyait la Compagnie Jammes entourer le PC de la Base pour, dit-il, que les aviateurs se sachent « prisonniers ».

Je demande au capitaine James : « Mais pourquoi cet assaut ? ». Il m'explique alors que le général de Monsabert était allé, de très bonne heure, trouver le colonel Montrelay, commandant de la base, pour lui annoncer l'arrivée des Américains et lui demander de les recevoir sur son terrain.

« Mais j'ai l'ordre de résister aux Américains ! », avait répondu le colonel. — « Que ferez-vous si ce sont des Français qui attaquent votre base ? » avait alors demandé le général.

« J'ai l'ordre de tirer sur les Américains, mais pas sur les Français. Dans ce cas, je préférerai me rendre. »

Le général avait alors déclenché, avec mes tirailleurs, l'assaut spectaculaire qu'il avait prévu.

A midi, le Général Giraud n'est toujours pas là. Le Général de Monsabert invite alors le capitaine Jammes à déjeuner au mess des aviateurs. A la fin du repas, le colonel Montrelay, « prisonnier », vient demander au Général s'il a été bien servi !

Vers quatorze heures arrivent à la Base les deux colonels commandant les régiments de Blida (1° RTA et 65° d'Artillerie) qui viennent voir le Général. Sorti de la salle par discrétion, le capitaine Jammes entend, du dehors, de vifs éclats de voix. Survient alors le capitaine adjoint au Colonel du 1° RTA qui dit à Jammes : « Tu sais ce que tu fais ? Tu fais de la dissidence, car le Général de Monsabert n'obéit pas aux ordres ! ». A ce moment les deux colonels quittent le bâtiment et s'éloignent vers Blida.

En fin d'après-midi, toujours pas de général Giraud ! Le général de Monsabert quitta alors le terrain et renvoya ma 1ère compagnie à Miliana.

Lorsqu'enfin, le 9 novembre à 14 heures, le général Giraud, venu de Gibraltar où il s'était attardé en vaines discussions, prétendant prendre le commandement des troupes alliées débarquées, descendit de son avion, en civil, pardessus gris et chapeau mou, la canne à la main, son heure était passée ! Le colonel Montrelay le reçut fraîchement. On lui donna une voiture pour se rendre à Alger, mais quand il y arriva, l'amiral Darlan avait déjà pris le commandement sur l'Afrique du Nord et engagé des négociations avec les américains.

Extraits du livre « *notes de guerre* » du général de Monsabert

Le 6 novembre, je fais une inspection à Miliana. Maunier-Condroyer me présente mon ancien drapeau, profonde émotion au moment où je le salue au son de la Marseillaise. Réunion des officiers dans ma Salle d'Honneur. Je leur fais pressentir que l'heure de la décision approche — sans leur dire laquelle ! : « Je vous ai toujours promis la guerre ! Je serai toujours devant vous, soyez toujours derrière moi ! » Repas enthousiaste à la table du mess des Officiers Supérieurs. Café avec les Officiers subalternes. Toutes les chansons du répertoire. J'annonce à Rieux qu'il reprendra l'uniforme.

Visite aux Chantiers de Jeunesse franco-musulmans à Rouïba. Au retour, accident de voiture : un chaos me projette contre le bord de la voiture et me blesse assez sérieusement au crâne. Arrêt à Hammam Righa pour pansement, puis, dès l'arrivée, soins chez le professeur Lacaze, qui m'enveloppe la tête. Je ferai figure de premier blessé dans l'opération qui se prépare, sans qu'il n'en soit rien !

Le 7 novembre après-midi, je rends visite à Mast, qui me remet ses ordres d'opérations, me présente à Lemaigre-Dubreuil, qui viendra attendre Giraud à la base, et à Mademoiselle de Camas, qui a « tapé » les ordres¹. Foi profonde. Un convoi de plus de 100 milles de long est en train de franchir le méridien d'Alger. Calme plat dans les États-majors. Les grands chefs sont aux compétitions sportives du 19^e CA. Retenu à Blida, où je prépare un exercice d'alerte. Alerte officielle « menace » vers 23 heures 30. Cela facilitera ma tâche.

8 novembre

Vers 4 heures, arrivée de Lemaigre-Dubreuil avec qui je pars à la Base Aérienne.

Les ordres de Mast sont tout d'abord acceptés sans discussion. Je laisse le Colonel Conne pour commander la Place et lui interdit d'armer les légionnaires.

Dès le début, discussion avec le Commandant de la Base (Montrelay), qui est alerté par le Commandant de l'Air en Algérie au courant du « coup de main » de nuit sur les États-Majors. Montrelay s'opposera bientôt à mes décisions². Je fais « coiffer » les défenses de la Base par le 1^o RTA, encore sans nouvelles officielles, et déclare que j'assurerai coûte que coûte la liberté d'action de Giraud.

Il fait toujours nuit.

Six heures et demie, heure prévue pour l'arrivée de Giraud, passe sans changement.

Le grand jour se lève, rien de nouveau. Angoisses. Qu'est-il devenu ? Maître

1- Les ordres envoyés par les conjurés (note pdb)

2-Mes contacts avec les officiers de la Base, réunis autour de Montrelay, sont glacials. Montrelay, qui a la liaison téléphonique avec ses supérieurs, et par là, aura Koeltz, temporeuse manifestement. L'annonce d'un avion de la Base abattu par les Américains, met l'électricité dans l'air. C'est pourtant cela que nous ne voulions pas... Bergeret, en mission de Vichy, (et que j'avais connu comme professeur à l'Ecole de Guerre), m'interroge prudemment par téléphone, depuis Biskra. Je refuse de répondre à un appel téléphonique de Koeltz. A quoi bon ? C'est l'avenir qui décidera. (Monsabert)

encore des éléments de terre, je manœuvre pour encercler la Base.

A l'arrivée des premiers éléments américains, Montrelay me dit que, pour ne pas tirer sur des Français, il cède à la force, et qu'il se considère comme mon prisonnier. Je couvre la Base et aiguille les premiers éléments américains¹.

A Blida, on s'agite. Petit à petit, les communications sont rétablies avec Alger, où la Garde Mobile a rétabli la situation officielle. Scrupule de mes seconds, les Colonels Conne (1^{er} RTA) et Dumas (65^e RAA) qui viennent me voir à la Base pour me dire qu'ils me quittent avec leurs troupes. Discussion calme où j'ai l'impression de les dominer.²

Peu à peu, les troupes partent, la Base reprend sa liberté d'action. Je renvoie un à un tous mes éléments, le capitaine Jammes, du 9^e RTA. que j'avais fait venir en réserve avec sa compagnie, et mon fidèle officier d'État-major, mon aide de camp de Boishéraud, qui me regarde d'un air tragiquement triste.

Je reste seul avec quelques éléments américains à qui je donne quelques conseils de prudence.

Vers 16 heures, je pars vers Kolea et Sidi Ferruch, ma mission remplie. J'avais tardé, à tort peut-être, à faire occuper la Base et surtout Blida par des éléments étrangers, pour n'éveiller aucune susceptibilité.

1- C'est là qu'a lieu le contact de Jammes et le mien avec les premiers soldats soi-disant américains : ils sont habillés comme tels, mais sont Anglais. Avec leur chef, le Colonel Taylor, je m'entends fort bien. Quoiqu'il arrive, la Base ne bougera plus; des avions alliés y atterriront bientôt. Mais Giraud n'arrive toujours pas...

2- D'entrée de jeu, Conne et Dumas me déclarent qu'ils ne me suivent plus parce que je n'obéis pas au Maréchal, alors qu'ils sont tenus par le Serment que nous lui avons prêté. Je leur répons en substance : « Je n'ai pas la prétention de vous convaincre, mais je vous prie de réfléchir sur les 3 points suivants : 1° en suivant Giraud, c'est l'Armée Française elle-même qui, en dehors de toute politique se relève de sa défaite aux yeux des Alliés et du Monde, et qui remet la France sur le chemin de la Victoire : c'est elle qui aura sauvé la France. 2° en refusant, vous la placez dans une situation difficile vis-à-vis des Alliés et vous compromettez sa position pour le Traité de Paix après la victoire des Alliés, désormais inéluctable ; 3° vous ne voulez pas du Général de Gaulle parce que, dites-vous, il ramènerait les Communistes qui ont trahi la France en 1939 ; votre refus de Giraud les ramènerait inexorablement, et c'est la Résistance seule qui aura contribué – trop peu sans doute – à la victoire des Alliés. Ce peut être le triomphe du Communisme en France (Monsabert).

Petit à petit, j'apprends ce qui s'est passé à Alger, à Tunis, à Rabat, au moment où l'armada anglo-américaine approchait, dans la nuit historique du 7 au 8 novembre...

L'action des militaires était entée sur une organisation civile pro-anglo-américaine, qui serait restée vaine sans l'action militaire (putschs d'Alger et de Rabat).

A Rabat, les chefs conjurés, qui venaient « s'assurer de sa personne », se présentèrent au Général Noguès, pour le mettre au courant de ce qui allait se dérouler. Il ne voulut pas y croire et demanda à téléphoner séance tenante à l'Amiral Michelier qui se trouvait dans le même état à l'autre bout du fil. On le lui accorda. Le Général Noguès demanda alors s'il était au courant de l'arrivée imminente de l'armada anglo-américaine. L'amiral lui répondit que le SR Marine, qui ne saurait être en défaut, ne connaissait pas la présence du moindre bateau dans l'Atlantique. – « Dans ce cas, déclara Noguès, vous comprenez que je n'ai rien à vous dire ».

Les Américains arrivèrent avec du retard et ne descendirent point où on les attendait, faute qu'ils commirent en divers endroits, augmentant ainsi les difficultés de leurs alliés français... D'où la résistance de Casablanca et de Rabat.

A Oran, le Chef d'État-major, Colonel Tostain qui avait participé à la préparation, crut devoir mettre le Général Boisseau au courant dès le 7 au soir. Celui-ci hésita, convoqua même le Colonel Du Vigier, commandant la Subdivision de Mascara, pour en discuter, et, après de longues tergiversations, se décida pour la résistance, sans en référer à ses supérieurs. Felix culpa ! Des éléments du « miracle » que constitue la réussite incroyable d'un projet grandiose, dont la difficulté ne serait être méconnue !

Lorsque, pour créer le Corps Franc, j'irai, à la mi-décembre à Oran, j'entendrai Boisseau, à qui j'avais rendu visite, me raconter, sur un ton bravache, au cours d'un monologue vantant ses exploits et son attitude, me dire sincèrement : « Dès le 7, j'avais averti tout le monde que je ne tolérerai aucune indiscipline et que j'arrêterai quiconque n'agira pas suivant mes ordres. Moyennant quoi, je me suis battu contre les Américains pendant trois jours, ce qui ne m'empêche pas d'être aujourd'hui très bien avec eux ! »... *Risum teneatis.*

A Alger, le Colonel Chrétien fit décider qu'une démarche serait faite vers minuit par Murphy lui-même auprès du Général Juin, déjà entouré par sa nouvelle garde. Juin, très hésitant, très sympathisant dans le fond, fit remarquer qu'il ne pouvait rien décider de lui-même, l'amiral Darlan étant à Alger. On décida donc de l'envoyer chercher. Nouvelles conversations Murphy-Juin-Darlan, à la Villa des Oliviers, sous la garde des « gaullistes » (dont Pauphilet). L'amiral, très ébranlé paraît-il, finit par conclure qu'il fallait résister. Il demeure prisonnier à la Villa. Il est sans doute heureux qu'il ne soit pas demeuré à l'Amirauté, sans quoi la résistance eut été peut-être plus longue et plus sanglante.

Pour Tunis, j'ai appris le détail des événements par le Consul des Etats-Unis à Tunis — qui put rejoindre Alger -, au cours d'un déjeuner offert par d'Astier à l'hôtel Albert, à La Bouzaréa. Peu avant le débarquement des Alliés en Afrique, le Consul demanda (vers minuit) une audience à l'Amiral Esteva. Celui-ci le reçut aussitôt, habillé mais en chaussons. Le consul lui tendit un télégramme personnel de Monsieur Roosevelt qui lui était adressé. L'Amiral le lut, les mains tremblantes. « Pauvre France », dit-il, puis, sans hésiter : « j'exécuterai les ordres du Maréchal. En ce qui vous concerne, je vous demande de vous considérer comme mon prisonnier, à votre domicile ».

Attitude que le consul trouva, d'ailleurs, très correcte. « Connaissant son caractère, ajouta-t-il avec son flegme anglais (!), je n'insistais pas ».

La première Libération : la nuit du 7 au 8 novembre 1942 à Alger

Matériaux pour l'histoire de notre temps N° 39-40 - 1995

Hugues Fanfani et Paul Ruff sont deux des volontaires qui ont participé, à Alger, à la préparation du débarquement allié en Afrique du Nord, le 8 novembre 1942. Ce sont leurs témoignages d'acteurs - à deux voix - qui sont reproduits ci-après.

H.F.: Le déroulement des événements en Afrique du Nord est mal connu. La censure et les fausses nouvelles et aussi, il faut bien le dire, l'extraordinaire complexité des événements qui s'y déroulent permettent difficilement de se faire une idée de ce qui se passe là-bas. Plus tard, quand l'information sera redevenue libre, il y aura eu et il y aura encore tant d'événements importants que cette affaire du 8 novembre sera, en France, un peu perdue de vue. Et pourtant il s'agit là d'un remarquable exploit de la Résistance et d'une opération militaire d'une importance considérable dans le déroulement de la guerre.

Les prémisses d'un engagement

H.F. : J'étais Algérois par accident, je suis né en fait à Paris et, par suite de différentes circonstances, ma mère était venue habiter à Alger dans les années trente - à l'époque j'étais tout gosse - et je l'avais suivie.

J'étais engagé politiquement. Je me situais dans ce qu'on appelait à l'époque «la gauche». Je n'étais plus communiste depuis pas mal d'années ; je l'avais été jusqu'aux premiers procès de Moscou de 1936-1937 mais ce que j'ai lu à l'époque là dessus m'est resté en travers de la gorge. Je me suis dit : «Non, je m'en vais, je ne reste pas là-dedans».

Lors du Front Populaire, il y a eu beaucoup d'effervescence en Algérie aussi. *Alger Républicain*, qui n'était pas un journal communiste, mais où il y avait beaucoup de communistes, a commencé à paraître alors. Je connaissais les socialistes, je connaissais les communistes et je connaissais les milieux nationalistes arabes, ceux de *l'Etoile Nord-Africaine*. J'ai été frappé, lors de l'abolition du décret Crémieux en 1940, d'entendre des nationalistes arabes que je connaissais me dire : «Oui, évidemment, quand on veut rabaisser quelqu'un, on le met à notre niveau à nous, les Arabes. Les Juifs, on a voulu les rabaisser, on leur dit "Vous êtes comme des Arabes maintenant" !» (je ne dis pas que ça reflétait l'opinion de tous les nationalistes arabes). Ce n'était pas l'expression d'un contentement du style : «Ah ! ces salauds de Juifs» ou quelque chose du genre, mais c'était cette réflexion-là.

J'ai aussi connu Camus, mais disons que je n'étais pas d'un milieu qu'il fréquentait. Lui était «milieu littéraire, théâtre et intellectuel», moi, à l'époque, j'étais «milieu ouvrier, syndicats». Mais je l'ai quand même connu, et je l'ai retrouvé après la guerre aussi, mais également d'assez loin. Disons qu'on avait une sympathie mutuelle sans se fréquenter.

Avant guerre - j'avais 26 ans à la déclaration de guerre -, si par tempérament, j'étais assez belliqueux, j'étais par raison plutôt pacifiste et rien ne me prédestinait à ma future action dans la résistance, sinon Hitler. En 1942, je me trouvais à Alger, civil, «deuxième classe» et même réformé définitif. A l'époque où se passent ces événements, je travaillais à la compagnie Air France,

comme chef du service «Appointements et salaires pour l'Afrique».

P.R. : Pour moi, ce chapitre de mon existence commence en octobre 1934. J'entre à l'ENS. J'avais passé ma dernière année de préparation comme interne à Louis le Grand. Contrairement aux idées reçues, je n'y avais pas été malheureux ; j'y avais souffert beaucoup plus de claustrophobie, après le soleil algérois, que de surmenage.

Les vagues de février 1934 n'avaient pas envahi notre lycée où nous étions plus intéressés par les concours que par les scandales. Bref, j'avais passé une année studieuse, calme et tout à fait ordonnée. L'entrée à l'Ecole changeait tout cela. J'arrivais dans un microcosme assez extraordinaire. Le directeur, dans son topo de bienvenue, nous disait que «la discipline est libérale, c'est-à-dire qu'elle n'existe pas». Nous n'avons pratiquement plus de véritable obligation scolaire, il règne un climat à la fois horriblement élitiste, d'une liberté et d'une tolérance incroyables et, en même temps, très politisé. Action française et parti communiste cohabitent sans bagarre (au moins intérieure). En cette période de constitution du Front Populaire, la gauche est fortement majoritaire avec toutes les composantes de l'époque. La cellule y est fort active mais aussi la section socialiste, un groupe de frontistes (organisation animée par Gaston Bergery), les discussions vont bon train, mais elles sont très marquées d'un certain dogmatisme, on triomphe en trouvant la citation d'un grand ancêtre. On lit beaucoup Lénine, Trotsky, mais aussi Marx et Engels et des étrangers qui ont écrit sur la révolution russe : Max Eastmann, John Reed, Silone, Amado et tant d'autres. Dans ce contexte où la Révolution apparaît non seulement inévitable mais très proche se crée un petit noyau trotskyste, ou plutôt trotskysant auquel va ma sympathie.

Bref, en cette période tonique, ponctuée de quelques bagarres au Quartier latin, tout va bien : on manifeste, on rit, on chante, on lit beaucoup, on travaille un peu tout de même, mais les examens de licence ne posent pas de problèmes aux normaliens. Et puis la guerre d'Espagne, les procès de Moscou, le reflux un peu partout, la montée du fascisme, la perspective de la guerre. Le climat s'alourdit. Je fais à propos d'une action humanitaire «pour l'enfance espagnole » preuve d'une certaine efficacité dans le militantisme au ras des pâquerettes mais les perspectives de notre groupe sont pessimistes (lucides). Munich a montré combien la peur de la guerre est devenue massive et le pays face à la menace nazie nous paraît divisé entre gens de droite antiallemands mais qui ne veulent pas se battre contre les nazis qui bénéficient de toute leur admiration et les gens de gauche qui se proclament antifascistes mais qui n'acceptent de se battre contre personne.

Dans ce contexte, les chances françaises nous paraissent minces et nous pensons que la seule perspective est celle du «grain sous la neige» ; constituer de petits groupes d'un bon niveau théorique, capables d'échapper à la répression et susceptibles d'utiliser les occasions qui ne manqueront pas de s'offrir au bout d'une bataille que nous estimons devoir être longue, épuisante et probablement générale.

Lorsque la mobilisation est décrétée, je me marie un peu rapidement et je rejoins le camp de Biscarosse où nous devons acquérir les qualités techniques qui nous permettront d'encadrer (avec le grade de sous-lieutenant) les troupes que l'on va nous confier. La vie dans ce camp sera relativement douce mais confirmera nos perspectives les plus sombres quant à la volonté des uns et des autres de se battre et à la confiance qu'ils se portent mutuellement. Enfin le stage s'achève et nous sommes répartis dans des unités. Pour moi, ce sera une unité de DCA qui couvre les abords de la région parisienne.

La drôle de guerre se termine. Mon unité se retire toujours sur ordre et en bon ordre et nous nous retrouvons à Coulonges ; nous n'avons perdu ni un homme, ni un canon, seulement la guerre et ce, avec une rapidité plus grande que celle que nous avions prévue. Annie [i.e. madame Ruff] a

participé à l'exode au milieu des pires difficultés et s'est réfugiée dans le Limousin. Nous nous retrouvons fin août-début septembre et, fidèles à notre orientation et sans entendre l'Appel du 18 juin, nous pensons que la guerre ne fait que commencer. Un simple regard sur une mappemonde montre que la reconquête a toute chance de venir d'Afrique du Nord. J'ai mes parents à Alger, nous prenons le dernier bateau que l'on puisse utiliser sans laissez-passer et nous débarquons à Alger.

Nous arrivons là, Annie et moi, et nous installons chez mes parents. Je vais me présenter au proviseur du lycée d'Alger pour lui signaler qu'il a sous la main un «brillant» agrégé de maths, normalien et provisoirement sans affectation, donc disponible si le ministère ne donne pas signe de vie. Je suis donc nommé «délégué rectoral» au 1er octobre, ce qui assurera notre vie matérielle. Dès le 10 octobre, les premières lois antijuives sont publiées. Le gouvernement de Vichy chasse alors des Universités, lycées et écoles, tous ceux - professeurs, étudiants, écoliers même - qui étaient réputés Juifs. Mais la faculté de médecine d'Alger était déjà avant la guerre la seule de France à être ouvertement antisémite. Il n'y avait pas alors en Algérie d'école juive confessionnelle : nous avons dû créer des établissements pour recevoir les uns et les autres ; cela n'a pas toujours été facile, en particulier de négocier un compromis avec le rabbin, mais on s'en est tiré mieux qu'honorablement. Les professeurs révoqués étaient tout au plus une demi douzaine, il a donc fallu faire appel au recrutement étudiant pour compléter le corps enseignant.

Physionomie sociale et politique d'Alger à l'automne 1940

P. R. : Alger est à ce moment-là une ville grouillante. L'afflux des réfugiés de la métropole a presque doublé sa population (elle est passé de 300 000 à 500 000 habitants environ) sans pour autant changer sa structure clanique. Coexistent là toutes sortes de «familles» qui se méprisent, se détestent mais se tolèrent. Il n'y a pas de ghettos, mais des quartiers relativement séparés. Les Arabes habitent à la Casbah, les Juifs, rue de la Lyre, rue de Chartres ; Bab-el-Oued et Bel-court abritent le «petit peuple» européen : espagnol, italien, maltais. Quant à la «ville européenne» à proprement parler, celle des «Français de France», elle est au centre qui se déplace de la Place du gouvernement vers le haut de la rue Michelet, autour du Palais d'été du gouverneur. Tout cela forme un ensemble bigarré, bruyant, souvent superficiellement chaleureux mais dont chaque partie vit relativement repliée sur elle-même. Certes, les fractures sont estompées, des Arabes (médecins, avocats) habitent rue d'Isly et les Juifs ne sont pas tous rue de la Lyre ou rue de Chartres, mais dans l'ensemble, si les communautés se rencontrent dans le travail, chacun vit chez soi.

Les clivages politiques qui se superposent à cette division accentuent ou, au contraire, aplanissent les séparations : Bab-el-Oued est plutôt communiste, la rue Michelet réactionnaire, tandis que les Juifs sont socialistes et radicaux-socialistes par opposition aux deux autres variantes. Les décrets contre les Juifs ont au moins eu le mérite d'ôter à la population juive toute illusion sur le régime : ils ne peuvent plus être pétainistes ; par contre les Arabes, très travaillés par la propagande allemande et méfiants, sont attentistes. Quant à la population non juive et non musulmane, elle place dans sa grande majorité un patriotisme incontestable au service du maréchal Pétain plutôt que d'une résistance à peu près invisible. Sur ces clivages «ethniques» et politiques vient se greffer une opposition locale entre «libéraux» et «coloniaux» sur l'attitude à adopter vis-à-vis des Arabes.

La prise de contacts et la constitution de réseaux

P.R.: Dès mon arrivée, j'ai commencé à contacter discrètement quelques amis sûrs pour examiner avec eux ce qu'il était possible de faire. Il s'agissait de créer des petits groupes qui pouvaient se recruter chez les «libéraux», chez les Juifs et dans la gauche. L'école juive où j'enseignais offrait une base. J'y ai rencontré mademoiselle Attali, Retbi, un étudiant d'anglais qui était en contact avec la bande à Camus (que je retrouverai ainsi, après avoir été avec lui en sixième), Avran, un étudiant communiste de France qui avait été journaliste à *Ce soir*.

Par ailleurs, j'ai pris contact avec le milieu «gauchiste», d'anciens copains de mon frère : Fanfani, Dechezelles, le docteur Sacha Cviklingski, célèbre à Alger pour ses mauvaises manières et comme excellent médecin. Par un de mes anciens professeurs, j'ai aussi trouvé un petit groupe anarcho-syndicaliste. S'est produit également une rencontre inévitable mais accidentelle : celle avec la famille Degueurce-Leonardon chez qui se retrouvaient les libéraux d'Alger, les milieux artistiques, dont beaucoup de peintres : il y avait peu de chances d'y retrouver des collabos. Enfin, un copain avec qui je jouais au tennis m'a mis en contact avec la famille Aboulker, avec Raphaël. C'est ainsi qu'à la fin de 1940, j'ai découvert les différentes formes de résistance à Alger.

Autour du docteur Duboucher, il y avait ceux qui étaient plus ou moins liés au consulat américain et s'occupaient d'information pour Londres et les Américains : ma mère racontait par exemple que les plans de défense de la ville du Havre avaient été cachés dans la poussette de ma fille Michèle. Mais c'était là un secteur dont je ne m'occupais pas.

Il y avait aussi un très faible groupe de résistance traditionnelle : écoute de la radio anglaise, diffusion des slogans ; puis un groupe gaulliste autour de Capitan, professeur nommé par Vichy à l'Université d'Alger. Je l'évitais parce qu'il se livrait à des provocations permanentes et me paraissait suspect.

Par José Aboulker, j'ai eu connaissance d'un important réseau économique de Français de France, pas du tout implantés en Algérie, très fortunés, en contact avec le consulat américain, hautement considérés par Murphy et regroupés autour de Lemaigre-Dubreuil. Le projet militaire de débarquement qu'ils évoquaient depuis la fin de 1940 mit longtemps à mûrir. Il a été rendu plausible par une idée du colonel Jousse, commandant la «Place» d'Alger, qui, au début de 1941, propose de neutraliser la police : en cas de crise, celle-ci doit pouvoir être mobilisée. Le service d'ordre serait alors confié à des volontaires, c'est-à-dire à la milice/SOL (service d'ordre légionnaire). Ce plan est accepté par le gouvernement général (Weygand). L'idée de Jousse consiste à remplacer ces derniers par des résistants, afin de neutraliser Alger assez longtemps pour que le débarquement puisse avoir lieu. Elle implique un recrutement clandestin ou discret. Et c'est Raphaël Aboulker qui s'occupe du recrutement dans le milieu juif, à partir de la salle de gymnastique.

Les préparatifs du débarquement

H. F.: L'Afrique du Nord française, à l'époque, était tenue en mains par une armée de près de 100 000 hommes, armée qui, après quelques hésitations en juin 1940, s'est ralliée à la politique du maréchal Pétain. Le pays, resté en dehors de la guerre, est calme. Un calme apparent car, depuis quelque temps, les Alliés s'y intéressent beaucoup. En effet, dans l'impossibilité où ils sont encore fin 1942 d'attaquer directement sur les côtes de l'Atlantique et d'y ouvrir ce second front que les Soviétiques leur réclament avec tant d'insistance, les Anglo-américains ont décidé de foncer sur la

Méditerranée occidentale.

Depuis longtemps déjà, les Américains cherchaient le contact avec les généraux français. Pour l'AFN, ils avaient approché Weygand, son fils, Juin, Noguès et même Darlan. N'ayant pu obtenir la coopération de ces grands chefs et ayant conclu qu'ils obéissaient aux ordres de Vichy et s'opposeraient avec force à toute opération de ce genre, ne voulant pas faire appel à De Gaulle et limitant par ailleurs la participation des Anglais dans cette opération, les Américains ont cherché d'autres appuis et se sont tournés vers le général Giraud, encore en France à l'époque, et vers ceux qui étaient nettement hostiles à la politique de collaboration et voulaient reprendre le combat interrompu en juin 1940.

P. R. : Les Américains voulaient à tout prix discuter avec un général, ce qui n'était pas facile à trouver.

H. F. : La cheville ouvrière de l'opération était, du côté américain, le consul général Robert Murphy, représentant personnel du président Roosevelt. Les contacts pris et les sondages effectués tant par Murphy que par la Résistance ont révélé une amère réalité : à quelques exceptions près, les autorités militaires et civiles non seulement ne faciliteraient pas un éventuel débarquement, ne seraient même pas passivement neutres mais elles sont résolues, au contraire, à suivre strictement les consignes de Vichy et donc à s'opposer par la force à toute tentative de ce genre. Il appartiendra donc à la Résistance de s'arranger pour neutraliser ces éléments hostiles durant les quelques heures cruciales pendant lesquelles les troupes alliées allaient débarquer tandis que le général Giraud, arrivant sur place, rallierait l'armée d'Afrique à notre cause. Une organisation de Résistance qui avait la liaison avec les Anglo-américains était curieusement articulée autour de trois personnalités fort différentes : Henri d'Astier de la Vigerie, royaliste, Lemaigre-Dubreuil, synarchiste et José Aboulker, républicain, et elle avait pour but d'aider à la réalisation d'un débarquement allié en Afrique du Nord.

P. R. : Elle comprenait aussi Van Hecke, directeur des chantiers de jeunesse (Henri d'Astier était lui-même commissaire-adjoint des chantiers de jeunesse) et un affairiste, Rigault, une équipe bizarre et composite, mais sans ces militaires dont les Américains auraient voulu faire leurs interlocuteurs.

H. F. : Avec quelques amis, nous formions une espèce de groupe informel qui comprenait cinq à six gars, un médecin, un avocat, un professeur (licencié parce que Juif : Paul Ruff), un chef de chantier et Bernard Amiot. On était à l'affût de tout ce qui se passait et je dirai que dans notre groupe, on n'était pas spécialement antiallemands, on était antinazis. C'est ainsi qu'est né notre «complot» et que s'est constituée cette résistance qui regroupait une majorité de civils. Notre prof a eu le contact avec les Aboulker.

Dans la dernière décade d'octobre se tient à Cherchell une ultime réunion de mise au point. Du côté américain y prennent part notamment le général Clarke qui vient de débarquer d'un sous-marin à proximité et Murphy. Du côté français participent entre autres le général Mast, commandant la Division d'Alger, représentant le général Giraud et le colonel Jousse, major de garnison, qui va contribuer d'une manière décisive au succès à Alger. Outre ces officiers, nous avons la chance d'avoir parmi nous le général de Montsabert, le colonel Baril, Bethouart et quelques autres. Nous avons aussi de sérieuses complicités dans la police dont celle, très active, du commissaire Achiary.

P. R. : L'entrevue de Cherchell a eu lieu dans une villa isolée sur la plage. Le général Clark a débarqué de son sous-marin dans un dingy peu sûr. Un grain de sable a failli tout faire rater : un commissaire des douanes se promenant sur la plage a vu de la lumière. Les «conjurés» se sont

empressés de déployer un tapis de jeu et de cacher les Américains dans la cave. Cet incident a servi à conforter leur méfiance. On y a néanmoins débattu des problèmes militaires et économiques, mais la date du débarquement n'a pas été précisée, tout au plus savait-on qu'il devait se produire en décembre ou en janvier. Nos tâches consistaient à trouver ceux qu'il faudrait neutraliser : pour les chefs de l'armée, ce n'était pas difficile. On savait où ils logeaient, leurs domiciles étaient bien localisés. C'était plus compliqué en ce qui concerne la marine au port d'Alger, dans les casemates. Il y avait beaucoup d'officiers sur place, on pouvait craindre des actions de commandos. Les communistes m'assurent que leurs militants espagnols connaissent bien le problème et qu'ils s'en occuperont.

Dans une quasi-légalité, nous devons rassembler les effectifs de police au commissariat central et les y garder inoccupés. Nous les remplacerions dans les commissariats de quartier et pourrions ainsi disposer de leur réseau téléphonique indépendant.

En neutralisant les centraux téléphoniques, nous pourrions donc couper toutes communications, tout en gardant les nôtres. Nous avons aussi localisé les autres objectifs : habitations des commandants militaires, casernes, poste centrale, central interurbain, immeuble de la radio, etc. La répartition des objectifs était faite, les groupes constitués. Entre onze heures et minuit, nous allions arrêter chez eux les chefs militaires, couper toute communication téléphonique et bloquer toute entrée et sortie des casernes. Nous devons indiquer aux Américains où ils devaient débarquer, faciliter le débarquement, les guider à travers Alger. Ainsi, armée et police neutralisées, Alger se réveillerait entre les mains de l'armée américaine. Le miracle est que, malgré une cascade de difficultés imprévues, le plan se soit déroulé presque comme prévu.

Le commandement américain nous avait promis pour nos «commandos» un armement léger, style mitraillette.

H. F : En ce qui concerne notre armement, nous devons par ailleurs recevoir quelques jours avant le jour J une cargaison par un sous-marin britannique, mais pour des raisons encore controversées aujourd'hui, nous n'avons pas reçu le chargement promis. Nous avons su à la dernière minute - peut-être, je dirai le soir même ou deux ou trois soirs avant - que les armes que nous devons recevoir pour faire l'opération ne seraient pas là ! Qu'on aurait peut-être des armes, on ne savait pas très bien où... Les Alliés ont-ils craint des indiscrétions qui auraient alerté les autres ou n'ont-ils pas voulu que la Résistance soit trop forte, ayant en vue des négociations avec les autorités en place à Alger, nous ne le savons pas, mais heureusement les Lebel et les pistolets du colonel Jousse étaient, eux, bien au rendez-vous. Toujours est-il que dans l'incertitude où nous étions jusqu'au dernier moment, avec quelques camarades de notre groupe, nous sommes allés cambrioler un dépôt d'explosifs dans le tunnel où se construisait le grand égout collecteur d'Alger. On avait un copain chef de chantier, Michel Brudno, et puis Bernard Amiot. On est allés là-bas, on «a fait» le dépôt de dynamite. Cela nous a fait un armement d'appoint. Le soir, on est allés chez Dechezelles, l'avocat, avant d'aller au garage Lavaysse et on a commencé à introduire les détonateurs dans les cartouches de dynamite, au risque de tout faire péter ! Je savais qu'il fallait prendre quelques précautions, mais je n'étais pas spécialiste à l'époque de ces trucs-là. Ce qui fait qu'on s'est procuré notre armement de fortune, avant d'aller au garage Lavaysse où on a eu amplement une dotation de fusils Lebel, de munitions, quelques pistolets, qui allait bien au-delà de l'effectif qu'on avait trouvé.

P.R. : Parmi les contretemps, en plus du défaut d'armement, il y a eu la date qui a été avancée de plus d'un mois. Nous avons aussi appris au dernier moment que Darlan, venu voir son fils malade, était à Alger. Et puis, il y a eu les défections- Le parti communiste, que nous avions mis

dans la confiance et qui s'était engagé à participer à l'action, «craint une provocation» et retire ses hommes du coup. Par ailleurs, un certain nombre de nos camarades se découvrent des occupations aussi urgentes que capitales qui les empêchent, à leur grand regret, d'être des nôtres; d'autres sont tout simplement introuvables : bref, nous ne serons pas 800, comme prévu, mais 400 et nous devons réviser à la baisse le nombre des objectifs et l'effectif des groupes, par exemple nous devons renoncer à ouvrir la prison de Maison Carrée où sont détenus tous les parlementaires communistes.

H. F. : Il y a quand même dans toute cette affaire quelque chose d'assez extraordinaire, c'est que le secret n'ait pas été éventé. On savait que ça allait se produire, quand exactement, dans quelles circonstances, on ne le savait pas. A plusieurs reprises, on nous avait dit «c'est pour les jours qui viennent»... et ce n'était pas pour les jours qui venaient, ça ne se passait pas, il ne se passait rien. Il est stupéfiant que cette opération ait pu être faite sans que les autorités de Vichy aient réagi ou aient su que ça allait se passer. Après coup, je m'explique ça de cette manière-là : les Vichysois, c'était comme nous : on leur avait dit «c'est pour bientôt», «c'est pour tel jour», il ne se passait rien. C'est comme pour le débarquement en Normandie. Plus ou moins on savait que ça allait se passer, mais il y avait tellement de renseignements faux qui circulaient, plus le vrai que... allez démêler le faux renseignement du vrai renseignement. Impossible...

La nuit du 7 au 8 novembre 1942

Moi, à mon échelon de modeste chef de groupe, je savais qu'ils allaient débarquer cette nuit-là, tout le groupe le savait ; j'avais recruté quelques gars en renfort, il avait bien fallu que je les mette au courant et dans tous les groupes, à travers Alger, il en était de même et cela faisait au bas mot 500 personnes qui savaient... on s'est trouvé trois-quatre cents, presque tous très jeunes, une très grande proportion de nos compagnons sont Juifs, mais il y avait plus d'un millier de gars dans le coup. J'ai rencontré le même problème que notre ami Pauphilet : c'est-à-dire que, à un point de rendez-vous, je devais trouver quarante gars, j'avais amené un gros autocar que j'avais pris au garage Lavaysse et puis plein de fusils Lebel et puis total... les quarante gars, il n'y en avait plus aucun ! On a trouvé un gars au rendez-vous, il a dit «bon, je vais les chercher», puis il n'est jamais revenu. On s'est trouvé finalement une dizaine seulement. Ce fut pareil pour les autres groupes, mon copain Paul Ruff, lui aussi, s'est trouvé... sans personne.

Nos groupes d'action se rassemblent donc au soir du 7 novembre et reçoivent un armement léger (fusils Lebel et revolvers modèle 92), un brassard VP (Volontaire de la place), nous faisant passer pour une milice régulière, et des ordres de mission, dûment estampillés, nous mandant pour occuper, «pour les protéger » un certain nombre de points stratégiques.

Moi, j'étais dans ce qu'on appelait le détachement ou le groupement D qui s'occupait du Champ de Manœuvres et de Belcourt, Kouba et tout ce qui s'ensuit - il y avait un tas de sous-groupes, il y avait le groupe D1, D2, D3, etc. -, moi, j'étais le chef du groupe D1, et le «grand patron», c'était Paul Ruff. Le détachement D1 dont j'étais le modeste «patron» devait s'assurer du central téléphonique du Champ de Manœuvres pour couper toutes les communications téléphoniques. Ce que nous sommes allés faire, avec un ordre de mission, sans grandes difficultés, il n'y avait ni police, ni armée, ni poste de garde à l'endroit. On s'est présentés, le chef du bureau des PTT qui était là nous a regardés d'un air un peu bizarre, on était tous en civil et armés de manière hétéroclite, finalement on a forcé la porte et on a occupé les locaux. Après coup, on s'est aperçu qu'il y avait deux gars des services de la DST à l'étage

supérieur qui continuaient à assurer les communications téléphoniques. Mais tout à fait après coup, à la fin de l'opération.

A minuit, nos groupes étaient partis vers leurs objectifs respectifs et c'est ainsi qu'il faisait encore nuit noire dans ce dimanche matin du 8 novembre quand :

- Radio Alger, la grande poste et le central téléphonique du Champ de manœuvres sont occupés et toutes communications coupées ;

- le commissariat central où nous établissons notre PC est également occupé ainsi que la préfecture où nous bloquons le préfet, son directeur de cabinet et le chef du secrétariat ;

- la garde de la caserne Pelissier, siège de l'Etat major de la division, est relevée par nos hommes et il en est de même pour le Palais d'été, siège du commandant en chef des troupes d'Afrique du Nord ;

- la garde de l'Amirauté est neutralisée par une trentaine des nôtres jusqu'à l'aube où un bâtiment anglais tente en vain de forcer l'entrée du port ;

- le siège de l'Etat major du 19e corps d'armée où réside le général Koeltz est occupé par les nôtres ;

- la villa des Oliviers où loge le général Juin (qui y sera rejoint dans la nuit par les amiraux Darlan et Fenard) est investie par nos hommes et les trois chefs militaires y sont prisonniers pendant quelques heures ;

- sont bloqués également les généraux Mendigal et Roubertie ainsi que le centre de transmissions de l'armée de l'air ;

- un certain nombre d'activistes vichyssois civils ou même fonctionnaires de police sont arrêtés par notre groupe de policiers résistants.

Nous avons donc surpris en plein sommeil les autorités qui, à force d'en entendre parler, ne croient plus au débarquement. Nous n'étions pas cependant sans inquiétude. Je me souviens que nous nous disions entre nous : pourvu qu'ils ne nous fassent pas le coup de Dakar, on se présente, on sent que les autres résistent et puis on s'en va... Vers les 3 heures du matin, on a entendu la canonnade, on s'est dit... enfin ils arrivent... mais pourvu qu'ils tiennent

P.R.: De la place que nous occupons, nous dominons le port et nous sommes prêts à sabler le champagne quand un bâtiment léger de la marine britannique force l'entrée et vient s'emboîser presque à nos pieds. L'amirauté a été coupée des contacts extérieurs mais n'a pu être occupée ; les cadres sur place prennent l'initiative de tirer sur le navire anglais entré en fanfare ; la bataille est inégale : le bateau doit se dégager en catastrophe.

H. F. : Les Anglais avaient en effet essayé de forcer l'entrée du port, mais cela n'a pas marché. Nous sommes maîtres de la place cependant que les Américains débarqués à l'ouest et à l'est de la ville, en retard et ailleurs qu'aux endroits convenus, progressent sans rencontrer d'opposition vers Alger et vers les terrains d'aviation de Blida et Maison Blanche. Ils étaient là et bien que peu nombreux (c'est à Alger que les effectifs engagés ont été les plus faibles), ils ont progressé lentement sans avoir à combattre pour prendre Alger.

P. R.: Le commandement américain, imprégné de ses principes stratégiques et plus soucieux de la vie de ses hommes que de la nôtre, prend la décision de ne pas entrer directement en ville, mais de l'investir méthodiquement en occupant d'abord les hauteurs qui l'entourent. Le jour s'est levé révélant la faiblesse de notre dispositif. Les généraux sont toujours gardés mais quelques officiers ont pu, malgré nos barrages, rejoindre leur corps. Au lieu des deux heures prévues, l'opération aura duré une demi-journée, de minuit à midi. Nous tenons encore un peu partout, mais il nous faudra bien abandonner nos positions. Pour nous, je décide de «décrocher» un peu après midi,

avant d'être totalement encerclés. Nous abandonnons notre stock de dynamite amorcée (ce qui retardera toujours un petit peu la «récupération» du central par les forces de l'ordre). Nous nous fondons dans la population et nous partons vers les troupes américaines qui poursuivent sagement leur progression.

H. F.: Dans la matinée, en effet, la situation va s'aggraver brusquement pour les résistants. Alertés par le commandant Dorange, chef de cabinet du général Juin, les gardes mobiles, des éléments du 5e chasseur et du 13e sénégalais ainsi que la gendarmerie maritime reprennent petit à petit les positions tenues par nos groupes et libèrent les généraux ; notre groupe de l'Amirauté est fait prisonnier et deux de nos camarades sont tués : le lieutenant Dreyfus devant la grande poste et le capitaine Pilafort devant le commissariat central.

Il était heureusement trop tard pour renverser la situation et arrêter les troupes américaines dont les effectifs se renforçaient d'heure en heure. Cela s'est pratiquement passé sans combat. Tout le monde hésitait à tirer, nous d'une part, et les forces de l'ordre d'autre part qui, sachant que les Américains arrivaient, ne savaient pas comment tout cela allait tourner. On est resté au central téléphonique jusqu'à onze heures du matin, en liaison téléphonique avec le commissariat central (c'est Paul Ruff qui assurait la liaison) où on nous a dit à 12 h : «Les gardes mobiles vont venir, les Américains sont arrivés, maintenant vous pouvez évacuer, ce n'est plus la peine de rester là-bas».

Pendant ce temps, retardé par ses laborieuses discussions avec le général Eisenhower sur le commandement en chef des troupes interalliées, le général Giraud n'était pas venu au rendez-vous du 8 novembre à Alger. Toujours est-il qu'on a entendu le laïus de Giraud à 7 heures du matin (ou à 8 heures du matin) à Radio Alger, d'ailleurs on croyait que c'était Giraud qui était déjà là, en fait ce n'était pas Giraud, c'est un des nôtres, Raphaël Aboulker, qui a lu le message à la radio, comme si c'était lui, un appel aux officiers, sous-officiers et soldats de l'armée d'Afrique. On a surtout été déçus, à ce moment-là, que ce ne soit pas De Gaulle, que ce soit Giraud, mais enfin bon, va pour Giraud !

L'amiral Darlan, délivré d'entre nos mains par les gardes mobiles (et qui, entre-temps, avait essayé de faire passer un message à l'Amirauté lui ordonnant de résister aux Alliés) se retrouve quelques heures plus tard en face du général américain Ryder qui vient de s'emparer de la ville. Darlan, laissé libre de communiquer avec Vichy et qui, à un moment, acceptera même le concours de l'Axe contre les transports américains au large d'Alger, finit par autoriser le général Juin à signer une suspension d'armes qu'il limite strictement à Alger et sa banlieue. 18 heures, le cessez-le-feu est signé ; en fait, il n'y a pratiquement pas eu de combat. Nous avons gagné Alger, sur le plan militaire seulement, car ce n'est pas avec nous mais avec les tenants de Vichy que les Américains discutent et en Oranie et au Maroc, de sanglants combats font rage.

Après le 8 novembre

H.F.: Certains qui n'y ont pas participé ou qui étaient de l'autre côté ont voulu contester l'intérêt de l'action menée par la Résistance, en particulier le général Juin qui, dans une interview parue il y a quelques années dans le *Figaro*, allait jusqu'à dire en substance : qu'il y a eu une bande de petits jeunes qui ont bien essayé de semer le trouble, mais heureusement, moi, Juin, j'étais là et j'ai tout arrangé. Eh bien, c'est une contre-vérité flagrante, car si nous n'avions pas été là, si nous n'avions pas réussi notre coup, je dis qu'il se serait passé à Alger au moins et dans le meilleur des cas ce qui s'est passé à Oran et à Casa, là où la Résistance n'a pas réussi, c'est-à-dire des jours de

combats acharnés, des milliers de morts et de blessés, et notre flotte de guerre et notre aviation présentes sur les lieux détruites, détruites dans la quasi-totalité.

On était plutôt malheureux quand on a vu finalement que c'était Darlan qui a pris le pouvoir, à la suite de ses négociations avec les Anglo-américains, surtout avec les Américains. Sur le plan politique, on était refaits, dans le fond, c'était presque Vichy qui continuait... Parce que la législation vichyssoise a continué pendant un certain temps, même après l'élimination de Darlan.

P. R. : Les autorités «vichystes» ont changé de camp mais sont restées en place : la situation ainsi créée («expédient provisoire» dira Roosevelt) sera quasi-florentine. Pendant un temps, les factions «pétainistes », «monarchistes», « gaullistes », « communistes» et autres vont s'agiter à qui mieux mieux. L'amiral Darlan sera assassiné et nous pourrions craindre un moment d'être poursuivis pour «trahison». Les Américains eux-mêmes seront divisés : «militaires», «diplomates » et «politiques» auront des attitudes très diverses. Une certaine confusion va régner pendant plus de trois mois, propice à tous les complots ;

H. F. : Pendant un bon moment, nous nous sommes consacrés à l'action de propagande anti-Darlan. Dans un film, on voit que dans un défilé qui se passe rue d'Isly, il y a une pluie de tracts qui tombent d'un immeuble avec comme « papier » : «Darlan à la flotte » ! Eh bien c'était moi et Bernard Amiot qui étions montés en haut de l'immeuble et qui avons jeté ces tracts sur le défilé. On allait enfoncer les vitrines où il y avait encore le portrait de Pétain, dans les rues d'Alger. Il y a eu même des copains qui ont été arrêtés, qui ont passé une quinzaine de jours en prison.

P.R.: Nous étions en effet un petit groupe gauchiste qui voulait «secouer le cocotier » et s'est lancé dans l'agitation en collant des papillons sur les murs : «Nous voulons De Gaulle» (parce que de Gaulle, c'est la République), «Vive Roosevelt» (ce qui signifiait «à bas Murphy»), «l'amiral à la flotte». Le lendemain, les autorités américaines se décident à agir. Giraud est nommé à la tête des armées françaises d'Afrique du Nord. Dechezelles prend contact avec le groupe Capitan pour pouvoir procéder à un affichage plus massif. Celui-ci recrute une douzaine de jeunes gars juifs et... prévient la police pour qu'elle les protège. Méfiants, nous décidons de commencer l'affichage à onze heures au lieu de minuit. A minuit, les flics viennent cueillir les jeunes gens. Nous nous faisons arrêter aussi (Dechezelles et moi, mais pas Fanfani) pour ne pas laisser dire que les jeunes Juifs sont des irresponsables. Arrêtés par les vichystes, nous restons en prison une douzaine de jours et y subissons toutes sortes de vexations. Annie va protester auprès de Murphy et de José Aboulker. Nous sommes amenés devant un tribunal qui, sans nous juger, nous relâche pour nous renvoyer dans nos unités.

H. F.: Bon, nous, on n'a pas voulu s'engager dans l'armée régulière, on s'est dit : «c'est encore Vichy». On ne connaissait pas les commandos britanniques. Henri Rosencher (qui avait fait partie d'un autre groupe) partira sur le front de Tunisie dans les commandos britanniques. Blessé, fait prisonnier, emmené en Italie, il s'évadera, rejoindra Alger et sera envoyé en France occupée et fait à nouveau prisonnier dans le Vercors et sera déporté à Dachau.

Avec un certain nombre de copains, nous voulions partir en France dans la Résistance. Et c'est ainsi que, par exemple, notre camarade Laurent Preziosi, est parti en Corse occupée début décembre avec le sous-marin Casabianca rescapé de Toulon. Et puis moi et quelques copains, on a fini par trouver la liaison avec un service qui recrutait des gens pour les envoyer en France. Ça s'est passé par l'intermédiaire du colonel Baril, et on s'est trouvés un jour finalement en contact avec le capitaine Véleau de la DST. Et c'est ainsi qu'un groupe d'entre nous a été amené au camp de Staoueldi Zeralda, pour suivre un entraînement de parachutistes, explosifs, sécurité,

code, armement, etc.

Le camp d'entraînement ne dépendait pas du BCRA, c'était encore Giraud. Les cadres étaient des Anglais, pour l'armement, les explosifs, pour la sécurité, sauf pour le parachutage où c'étaient des Américains. Je me rappelle d'un nom : Major de Gellys. Officiellement, quand on nous a engagés, administrativement, nous avons été affectés au «Bataillon de choc» du commandant Clipet... qui d'ailleurs nous regardait avec un drôle d'air : on était des gens qui avaient l'air plutôt «anarchisants», plus que de braves patriotes et de bons militaires. Enfin, comme il n'y avait pas tellement de monde, ça a passé quand même. Et c'est ainsi que moi-même j'ai été expédié à Londres puis parachuté en France en 1943, que Bernard Amiot a été parachuté en France après moi et qu'il s'est fait tuer au moment du débarquement dans le midi de la France, dans l'ORA, dans le corps-franc Pomiès, lors d'une opération de sabotage dans la région de Toulouse.

P. R. : La «réintégration» dans nos unités ne s'est pas passée sans encombre. La première circulaire de Giraud aux armées stipulait de ne pas intégrer les Juifs dans les unités combattantes pour qu'ils ne puissent pas se prévaloir en bloc de la qualité d'ancien combattant et ne pas préjuger de leur futur statut. A la suite de pressions, une concession a été faite pour les volontaires, mais j'ai refusé d'être aryen d'honneur. Finalement, je suis allé dans le camp d'entraînement pendant une quinzaine de jours au début de l'été 1943.

Dechezelles devient un «politique» : il est chef de cabinet de Le Trocquer. Pressenti pour être chef de cabinet du ministère de l'air, j'ai préféré rejoindre une unité régulière avec laquelle j'ai débarqué à Marseille.

(Propos recueillis par Claudie Weill)

Témoignage de l'aspirant Pauphilet

Cité en annexe dans « *L'opération Torch et la Tunisie* » par Jacques Belle

Avant l'évènement

C'est vers le mois de juin 1941 que j'entrai dans l'organisation grâce à Mario Faivre qui me présenta au capitaine Pillafort. Des explications, d'abord assez vagues qui me furent données au début, il ressortait que ce groupement clandestin était destiné principalement à neutraliser, par la force, les différentes commissions d'armistice se trouvant en Algérie. Cette action devait avoir lieu conjointement avec des opérations militaires, venant de l'extérieur, mais dont ni la nationalité ni les buts politiques ne m'étaient encore précisément définis.

Ce fut vers le mois de juin 1942 que grâce à un camarade de l'école d'élèves officiers de la marine marchande je pus recevoir plus régulièrement les numéros clandestins de *Combat*. Dans les mois qui suivirent, je restai en contact avec monsieur Capitant et c'est par son intermédiaire que je recevais des exemplaires de *Combat* à distribuer. Vers le mois d'août je fis connaissance avec Pillafort... Henri d'Astier. Capitant constata alors avec moi qu'il y avait deux organisations totalement différentes et bien difficiles à faire fusionner. Cependant Capitant s'y emploie de son mieux et je m'offre à le seconder dans cette tâche d'union. C'est à ce moment seulement que Capitant, se rendant compte du quasi-monopole des organisations actives qu'avait le groupe d'Astier, me demande de constituer des troupes de choc.

En définitive, je pouvais compter sur un minimum de 10 à 12 camarades absolument sûrs, ayant tous une formation militaire et pour la plupart officiers de réserve. Ce fut le 5 novembre que dans un rendez-vous au 26 de la rue Michelet, auquel assistait Henri d'Astier, la date du débarquement fut fixée pour le samedi suivant ; je vais à ce moment trouver Capitant pour lui faire part de l'imminence du débarquement. Il ne semblait d'ailleurs pas tenu au courant de ce qui se passait dans le groupe, alors que depuis quelque temps les groupes d'Astier et Combat avaient fusionné et devaient se faire part de leurs projets et échanger leurs renseignements. Dans la nuit du 7 et 8 novembre, nous avons été ravitaillés en armes.

J'avais, à l'époque, 24 ans. Aspirant de réserve d'artillerie au 65^e RAA, j'ai été désigné pour neutraliser la villa des Oliviers, résidence du général JUIN, commandant supérieur des troupes de Vichy à l'époque. Je devais retrouver un groupe d'une soixantaine de jeunes gens ; j'avoue avoir été un peu désappointé lorsque deux camarades et moi, qui étions montés depuis le bas de la ville, n'avons trouvé au rendez-vous que sept ou huit jeunes gens et un homme d'âge mûr ; ils m'étaient tous totalement inconnus. Aucun d'entre eux n'avait de formation militaire et, vu la date, pratiquement aucun n'avait touché une arme de guerre. La moyenne d'âge devait osciller autour de 20 ans.

Pendant l'action

Le tragique et le comique se sont constamment mêlés au cours de ces 24 heures qui ont

commencé le 7 novembre à 23 heures. Les instructions que j'avais étaient d'ailleurs sommaires. Il s'agissait : 1. de relever le poste de garde, disait l'ordre de mission ; 2. les instructions verbales me recommandaient de ne laisser sortir absolument personne de la villa, à l'exception des représentants de la diplomatie américaine.

J'étais le seul en uniforme, les autres avaient revêtu des tenues hétéroclites et plus ou moins martiales. Certains avaient reçu des brassards V.P. (volontaires de place) qui leur donnaient, malgré tout, une allure un peu officielle. Il faut se représenter ce que peut-être une troupe d'une dizaine de jeunes garçons affublés d'un brassard et tenant à la main un énorme fusil comme une canne à pêche. Je décidai de me présenter seul devant le poste de garde ou j'arrivai, d'ailleurs, à pied. Une sentinelle sénégalaise montait la garde, je demandai à parler au Chef de Poste, lui montrai un ordre de mission conçu en termes très généraux et signé par le colonel JOUSSE, alors commandant de la place. Le colonel JOUSSE, après avoir donné des conseils sur la manière de procéder, nous avait en effet remis les ordres de mission ainsi établis :

19^e Région
Division territoriale d'Alger
Place d'Alger
N° 808

Alger le 7 novembre 1942

Ordre de mission

En application du Plan de protection de la place d'Alger, le groupe de volontaires E.I assurera la garde de la villa « des Oliviers » résidence du Général Commandant en Chef des Forces en A.F.N. Il relèvera le poste de garde dont le personnel rejoindra immédiatement son corps.

Le général commandant d'Armes délégué
De la place d'Alger
P.O le Major de Garnison
Signé JOUSSE

Quelque temps après, un homme en civil, venant à pied de la villa, se dirige vers la sortie. Comme je lui demande son identité, il me déclare être le colonel Chrétien et que sa voiture l'attendait à la porte. Comme j'avais le droit de le laisser passer, il sortit pour renvoyer sa voiture, puis retourna dans la villa. A ce moment, la voiture de monsieur Murphy se présente à la porte, conformément aux ordres, je la laisse passer, puis vient le général Sevez qui demande à entrer, je fais rester sa voiture à la porte et l'accompagne jusqu'à l'entrée de la villa, bien décidé d'ailleurs à ne pas le laisser ressortir s'il en manifestait l'envie, étant donné les instructions que j'avais reçues de ne laisser aller et venir que le Colonel Chrétien et le personnel du consulat américain.

Un homme grand, en uniforme, étant sorti de la villa, s'avancait dans l'allée centrale, lorsqu'un de mes hommes l'arrêta et le pria, un peu sèchement, de réintégrer la maison, n'ayant pas le droit de dépasser la limite fixée par la voiture du consulat d'Amérique. Cet homme ayant demandé ce que faisait là ce civil qui l'arrêtait, mon camarade m'envoya

chercher, le dialogue suivant s'engagea entre lui et moi :

- « Qui êtes-vous ? Que faites-vous ?
- Je suis l'Aspirant Pauphilet et j'ai des ordres pour ne laisser entrer ni sortir personne.
- Je suis le général Juin. De qui avez-vous des ordres ? »

Après quelques instants de réflexion, je lui répondis :

- « Je n'ai pas à vous rendre compte, mon général. »

Sur cette réponse, il rentra dans la villa. Tout reste calme jusque vers deux heures du matin.

A trois heures du matin environ, monsieur Murphy me fait demander pour transmettre une requête de l'amiral Darlan qui désire être transporté chez l'amiral Fenard pour y finir la nuit. Monsieur Murphy me propose de faire garder Darlan là-bas comme il l'était à la villa des Oliviers. Mais n'ayant pas assez d'hommes à ma disposition, je refuse, pensant que l'amiral pouvait très bien rester là où il était. Néanmoins, je déclare à monsieur Murphy que je vais descendre en ville pour demander à monsieur d'Astier son avis sur le transfert et profiter de l'occasion pour lui rendre compte de la situation générale. Comme je sortais de la villa des Oliviers, la voiture du consulat d'Amérique arrivait ramenant l'amiral Fenard que l'on avait été chercher pour qu'il fasse pression sur l'amiral Darlan. Je continue à descendre jusqu'au 26 de la rue Michelet où je trouve installé un poste de radio, d'Astier et quelques autres. Ayant rendu compte de la situation et demandé du renfort, monsieur Rigaut décide de m'accompagner à la villa des Oliviers, je remonte donc avec lui, il engage une conversation à laquelle je ne participe pas, avec le colonel Chretien, puis avec le général Sevez, après quoi il redescend.

Ensuite 4 et 5 heures du matin, j'eus l'occasion de parler avec l'amiral Fenard qui était sorti pour se rendre compte de ce qui se passait en rade car on entendait le bruit sourd des canons de marine, ce qui lui était visiblement désagréable. Il me déclara même qu'il espérait bien que la marine française ne s'amuserait pas à livrer combat car ce serait complètement idiot de perdre des bateaux et des marins dans ce débarquement qui, par ailleurs, marchait bien. Je lui demandai des nouvelles de l'avance des alliés il ne semblait pas en savoir beaucoup plus que moi et était très optimiste sur la suite des événements.

Enfin vers 6 heures du matin, je reçus pour la première fois la visite d'un capitaine des gardes mobiles me disant qu'il venait délivrer le général Juin. Je manifestai alors la plus grande surprise étant donné que j'étais là moi-même pour assurer la garde du général et comme par ces temps troublés, on ne savait pas à qui on avait à faire, je ne laisserai pas entrer, aussi, surpris, il se retira ajoutant que décidément il n'y comprenait rien.

Malheureusement, quelques minutes plus tard, revenait un commandant de gardes mobiles, accompagné d'officiers, qui me posa les mêmes questions auxquelles je faisais les mêmes réponses. Mais cette fois sans succès puisque je me trouvais rapidement entouré et menacé d'un grand nombre de revolvers qui se dirigeaient fort désagréablement sur ma personne. Répondant à leurs injonctions, je levai les bras et ils me désarmèrent. Heureusement deux de mes camarades seulement furent pris, les autres s'enfuirent par les jardins. Vers 8 heures du matin, nous fûmes, transférés au Fort l'Empereur, escortés par les gardes mobiles avec leurs mousquetons chargés.

Je dois reconnaître qu'à quelques exceptions près, personne ne semblait prendre la résistance de l'armée au sérieux, on pensait que l'armistice serait signé le soir même. Ce fut d'ailleurs ce qui arriva, car à 17 heures 20, on nous fit sortir en nous rendant notre liberté, ce

qui occasionna quelques signes d'enthousiasme délirant entre certains Alsaciens prisonniers avec moi et d'autres officiers du Fort. Échappé de France et réfugié dans l'armée, l'un d'eux déboutonna même sa vareuse pour nous montrer une énorme croix de Lorraine qu'il porte attachée autour du cou.

En redescendant en ville, la surprise fut grande pour beaucoup d'apprendre qu'il n'était pas du tout question de l'arrivée de de Gaulle, mais qu'ils avaient été victimes d'une sorte d'escroquerie morale, car ils pensaient qu'en agissant comme ils l'avaient fait, ils retrouveraient des camarades de la France Libre. Je passai au 26 de la rue Michelet, prendre des nouvelles des uns et des autres et de ce qui s'était passé dans d'autres secteurs, j'appris notamment la blessure du capitaine Pillafort, qui devait entraîner sa mort quelques jours après.

L'exécution de l'amiral Darlan¹

Le complot monarchiste

François d'Astier convainc le général de Gaulle d'entrer en contact avec son frère Henri à Alger. Toutefois les gaullistes sont peu nombreux à Alger et même s'ils possèdent un poste radio clandestin les liaisons ne sont pas directes avec Londres, elles doivent être relayées par les Anglais à Gibraltar. En revanche, il est possible de contacter Henri d'Astier par l'intermédiaire des autorités britanniques à Alger. En effet, Henri d'Astier est très connu des services de renseignements anglais depuis le débarquement allié en Afrique du Nord. Il s'est fait de nombreux amis parmi les officiers anglais et reçoit leur appui et leur aide en matière de ravitaillement, armement et équipements pour ses Corps Francs d'Afrique, formation paramilitaire qu'il a mise sur pied et qui regroupe une partie des jeunes résistants qui l'ont aidé dans son action le 8 novembre ainsi que des jeunes des Chantiers de jeunesse impatients de reprendre la lutte contre les Allemands.

Par les Anglais, on sait qu'Henri d'Astier, vers la fin du mois de novembre, a proposé au général de Gaulle de le rencontrer à Gibraltar. D'ailleurs, l'historien allemand Elmar Krautramer a retrouvé un télégramme adressé par le général Catroux à de Gaulle le 15 décembre 1942, qui prouve non seulement l'existence de ces liaisons, mais aussi que le complot monarchiste tramé par Henri d'Astier est parfaitement connu de De Gaulle: "*SECRET LE PLUS ABSOLU. Il m'a été affirmé à Gibraltar que d'Astier de La Vigerie qui serait auprès de Darlan aurait à vous proposer une combinaison susceptible d'écarter l'Amiral et de réaliser une coordination. Un télégramme par voie anglaise aurait demandé une rencontre avec d'Astier à Gibraltar. Etes-vous au courant? signé: Catroux* (Hervé Coutau-Bégarie et Claude Huan, *Darlan*. Fayard, 1989.)" Et le télégramme porte cette annotation manuscrite de Gaston Palewski, directeur de Cabinet du général de Gaulle: "*Réponse faite par le Général: oui.*"

Henri d'Astier ne s'est pas résigné à subir l'autorité de Darlan en Afrique du Nord. Installé avec sa famille et l'abbé Cordier, son bras droit, au 2 rue La Fayette à Alger, il étudie les moyens d'écarter Darlan du pouvoir. Un de ses amis, Yves de Mangeat-Mens, a mis à sa disposition un important domaine agricole situé au Cap Matifou, à 20 minutes d'Alger, qui lui permet d'entraîner et d'abriter les 200 hommes de ses Corps francs d'Afrique. Un autre de ses amis, Alfred Pose, occupe le poste de ministre des Finances dans le gouvernement de Darlan. Comme lui aussi souhaite évincer Darlan, ils élaborent des plans à l'occasion de longues discussions auxquelles participent également l'abbé Cordier et Marc Jacquet, chef de cabinet de Pose. Dans un premier temps ils réussissent à convaincre les présidents des conseils généraux des trois départements d'Algérie qui sont des personnalités très influentes, d'écrire à Darlan pour exiger sa démission, conformément aux dispositions d'une loi promulguée en 1875 qui stipule qu'en cas d'occupation d'une partie du territoire national, les conseils généraux des départements restés libres peuvent former un nouveau gouvernement. Parvenu à Darlan le 26 novembre, ce courrier ne reçoit pas de réponse, ce qui ne décourage pas Alfred Pose et Henri d'Astier dont les idées monarchistes font peu à peu germer l'idée de faire appel au comte de Paris pour remplacer Darlan, comme l'explique Alain Decaux dans son récit

1- Ce texte est de Geoffroy d'Astier, petit-fils de François d'Astier, qu'il rend seul responsable de la décision de l'assassinat de Darlan, sans ordre de de Gaulle. Les notes de bas de pages ont été ajoutées et apportent une vision non uniquement « gaulliste ». Geoffroy d'Astier emploie le mot « exécution » pour ce qui, en l'absence de jugement, doit être qualifié soit d' « assassinat », soit plutôt d' « opération homo ».

consacré à cette affaire: "*Henri d'Astier, monarchiste de toujours, en vint à dire que, l'hypothèque Darlan levée - et il faudrait bien qu'elle le fût - un seul personnage, un personnage par essence au-dessus des partis, pourrait réconcilier les deux factions en présence et unir ainsi les fidèles de de Gaulle et ceux de Giraud. Pour lui, cet homme-là existait: c'était le comte de Paris. (Alain Decaux raconte. Perrin, 1980.)*"

Le comte de Paris résidait au Maroc, étant interdit de séjour sur le territoire métropolitain, et Henri d'Astier l'avait déjà rencontré durant l'été avec l'abbé Cordier pour l'informer des préparatifs concernant le débarquement en Afrique du Nord. A la fin du mois de novembre, Marc Jacquet est envoyé auprès du comte de Paris afin de le convaincre de succéder à l'amiral Darlan, non pas comme prétendant mais comme rassembleur. Le comte de Paris hésite et avant de se décider envoie à son tour Henri Billecocq, son conseiller, auprès des comploteurs. De retour le 5 décembre, Billecocq fait un compte-rendu suffisamment convaincant au comte de Paris pour que celui-ci donne son accord au projet et se prépare à rejoindre Henri d'Astier et Alfred Pose¹. Ceux-ci tentent alors de rallier le plus de monde possible à leur projet, à commencer par leurs amis les plus sûrs, le colonel Van Hecke qui entraîne les Corps francs et le commissaire Achiary qui, sous l'autorité d'Henri d'Astier, est responsable de la sécurité du territoire. A l'occasion de repas ils essayent de se montrer persuasifs sur la nécessité de remplacer Darlan par le comte de Paris, dans un cadre légal, selon la loi de 1875. Par ailleurs, Henri d'Astier a appris la présence de son frère François aux côtés du général de Gaulle, et il estime qu'il faut mettre celui-ci dans le coup : si le comte de Paris devient chef d'Etat, de Gaulle peut occuper la fonction de chef de gouvernement, ce qui favorisera l'union de tous les Français. Par l'intermédiaire des Anglais, des messages sont échangés avec Londres.

Le 10 décembre, l'abbé Cordier et Marc Jacquet conduisent le comte de Paris à Alger où il est accueilli par Henri d'Astier. Dans un premier temps, le comte est logé chez un ami d'Alfred Pose mais il est prévu qu'il s'installe à partir du 16 décembre au domicile d'Henri d'Astier où chaque jour sont organisés de nombreux rendez-vous avec des personnalités politiques et des officiers en civil: "*La présence à Alger du comte de Paris tourne vite au secret de polichinelle. (...) Il consulte pratiquement au grand jour et distribue les portefeuilles de son futur gouvernement. (Claude Paillat. L'échiquier d'Alger. Robert Laffont, 1967.)*"

De nombreux officiers de l'armée, dont le général Juin, ne sont pas opposés à ce que le comte de Paris remplace Darlan à la présidence du conseil d'Empire. Les présidents des conseils généraux confirment leur appui tandis que diverses personnalités apportent le leur, notamment Jacques Tarbé de Saint-Hardouin, ministre des Affaires Etrangères dans le gouvernement de Darlan, Pierre Alexandre, représentant de la communauté des Juifs d'Algérie, ainsi que René Capitant et Louis Joxe qui animent le groupe gaulliste d'Alger. Par ailleurs, trois jeunes gens d'une vingtaine d'années et faisant partie des groupes francs sont informés du projet : Jean-Bernard d'Astier, le fils d'Henri, son ami intime Mario Faivre, qui a activement participé aux opérations du 8 novembre, et Fernand Bonnier de La Chapelle qui se rend tous les jours au domicile d'Henri d'Astier car il est chargé d'assurer les liaisons entre le colonel Van Hecke et Henri d'Astier.

Henri d'Astier et Alfred Pose décident de passer à l'action le 17 décembre. Dans un premier temps, Jacques Tarbé de Saint-Hardouin est chargé de remettre à l'amiral Darlan un message d'Alfred Pose lui demandant un rendez-vous pour lui et les présidents des conseils

1- A ces solliciteurs, le comte de Paris répond : « si vous avez l'assentiment des éléments représentatifs du pays et l'accord des alliés, si je puis rassembler toutes les forces qui mènent le combat dans l'Empire et coordonner les efforts actuellement dispersés pour contribuer à assurer la libération de la métropole, j'accepte ... Je ne viendrai pas en prétendant, mais en rassembleur »

généraux pour le lendemain, 18 décembre: *"Ce jour-là, une délégation, formée par les conseillers généraux et ayant Pose à sa tête, se présenterait à l'amiral, porteuse d'une lettre de démission toute prête, et lui ferait valoir qu'il représentait un pouvoir illégal et, donc, qu'il devait se démettre pour éviter tout affrontement. L'armée cautionnait cette démarche. La signature de Darlan une fois obtenue, la délégation, faisant application de la loi Tréveneuc, m'appelait pour me confier une mission provisoire et limitée d'union nationale.* (Henri comte de Paris. *Mémoires d'exil et de combats*. Atelier Marcel Jullian, 1979.)" Mais Darlan ne se laisse pas prendre au piège, refusant catégoriquement d'accorder un rendez-vous¹. Pour les conjurés il s'agit de trouver une autre solution, d'échafauder un autre plan. Les fêtes de fin d'année sont maintenant trop proches pour tenter quelque chose dans l'immédiat. De plus, on attend d'un jour à l'autre l'arrivée à Alger de François d'Astier de La Vigerie.

L'ordre d'exécution

L'idée d'envoyer quelqu'un à Alger n'est pas nouvelle dans l'esprit du général de Gaulle. Déjà, le 8 novembre, jour du débarquement allié en Afrique du Nord, il s'était rendu aux Chequers, la résidence de Churchill, et lui avait demandé la possibilité d'envoyer Emmanuel d'Astier en Afrique du Nord afin de faire connaître au général Giraud la position du général de Gaulle et celle de la Résistance métropolitaine: *"Henri d'Astier, le frère d'Emmanuel, ayant été l'un des artisans les plus actifs de l'insurrection en Algérie, le général de Gaulle demanda à ce dernier de partir d'urgence pour l'Afrique du Nord afin d'essayer d'établir avec Giraud les liens indispensables au maintien de l'unité française.* (Le colonel Passy. *Missions secrètes en France*. Plon, 1951.)" Mais cette mission avorte lorsque de Gaulle apprend avec indignation la prise de pouvoir de l'amiral Darlan grâce au soutien des Américains. Cependant, il reprend cette idée après l'arrivée à Londres de François d'Astier car il aimerait avoir une compréhension bien plus précise de la situation et il espère bien intégrer la partie qui se joue en Afrique du Nord.

Le 1er décembre 1942, par un décret officiel de la France Combattante, François d'Astier est nommé adjoint au général de Gaulle, commandant en chef des Forces Françaises Libres et membre du Haut Comité militaire dont il prendra la présidence en l'absence du général de Gaulle. Cette nomination fait de François d'Astier le plus important responsable militaire de la France Libre après de Gaulle. En fait, le général de Gaulle avait souhaité confier un commandement important à François d'Astier dès son arrivée à Londres le 18 novembre comme on peut le lire dans un télégramme adressé ce jour-là aux délégations de la France Combattante dans l'Empire et à l'étranger: *"Le général d'Astier de La Vigerie et le délégué syndicaliste Morandat sont arrivés aujourd'hui de France en avion. (...) Suivant le général d'Astier de La Vigerie tout le monde en France a été soulevé par la stupeur et par la colère en apprenant que Darlan exerçait l'autorité sous la coupe des Américains. (...) Mon intention est de confier un commandement important au général de corps aérien d'Astier de La Vigerie. C. de Gaulle.* (Charles de Gaulle. *Lettres, notes et carnets*. Plon, 1982.)"

Dès le lendemain de cette nomination, le 2 décembre, de Gaulle adresse un courrier à Churchill afin de lui faire part de son souhait d'envoyer à Alger le général d'Astier: *"SECRET. Mon Cher Premier Ministre, Comme vous pouvez le penser, le Comité national français est très désireux d'être informé sur la situation actuelle en Afrique du Nord française. (...) Je voudrais que le général d'Astier de La Vigerie pût trouver d'urgence les moyens de se rendre en Afrique du Nord française afin d'étudier sur place les éléments des problèmes posés et d'en informer le Comité national. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir intervenir auprès des autorités alliées compétentes pour que ces moyens puissent être fournis au général*

1- Lorsque Murphy découvre le pot aux roses, il stoppe l'opération : « Jamais les familles de nos soldats ne comprendraient qu'ils sont en Afrique pour restaurer la monarchie française »

d'Astier de La Vigerie. (...) C. de Gaulle. (Charles de Gaulle. Lettres, notes et carnets. Plon, 1982.)"

Quelques jours plus tard, de Gaulle reçoit le feu vert d'Eisenhower pour cette mission. De Gaulle, le 14 décembre, adresse le télégramme suivant à Adrien Tixier, son représentant à Washington. "*SECRET. Les Américains viennent de consentir à transporter en Afrique du Nord française le général d'Astier de La Vigerie. Je lui ai donné pour mission de s'informer sur tout et de m'informer. Cela est nécessaire pour que nous puissions régler notre attitude d'après les faits et agir en conséquence. Naturellement, d'Astier n'aura rien à voir avec Darlan. Peut-être verra-t-il Giraud, mais non officiellement. (...) (Charles de Gaulle. Lettres, notes et carnets. Plon, 1982.)"*

Le 18 décembre, jour de son départ de Londres, François d'Astier reçoit son ordre de mission : "*Le général de corps aérien d'Astier de La Vigerie se rendra en Afrique du Nord française en vue de : a) Etudier la situation en Afrique du Nord à tous points de vue. b) En informer directement et personnellement le général de Gaulle. c) Eventuellement proposer au général de Gaulle toutes mesures d'ensemble ou de détails propres à hâter l'union dans l'effort de guerre des territoires français d'outre-mer en liaison avec la résistance nationale et en coopération avec tous les alliés. Le général de Gaulle. (Charles de Gaulle, Mémoires de guerre, tome II, L'Unité. Plon, 1956.)"*

En réalité, derrière cette mission s'en cache une autre. François d'Astier est chargé de contacter son frère et le comte de Paris afin de mettre au point le projet de gouvernement qui doit être instauré par les conseillers généraux. De Gaulle a donné son accord pour prendre la responsabilité de ce futur gouvernement qui serait placé provisoirement sous la tutelle du comte de Paris. Par l'intermédiaire des services secrets britanniques, de Gaulle fait remettre à son adjoint l'importante somme de 40 000 dollars destinés à Henri d'Astier qui s'est engagé à servir de Gaulle en constituant avec René Capitant et Louis Joxe un comité directeur chargé de préparer la venue de de Gaulle en Afrique du Nord. A ce moment-là, de Gaulle ignore que le plan prévu initialement par les conjurés a échoué puisque Darlan n'a pas donné suite à la demande de rendez-vous de la délégation qui lui a été transmise par Jacques Tarbé de Saint-Hardouin.

Parti de Londres le 18 décembre, François d'Astier, après une escale à Gibraltar, parvient à Alger dans l'après-midi du 19 décembre. Aussitôt il fait prévenir le général Eisenhower de son arrivée puis se rend à l'hôtel Aletti. La nouvelle de sa présence à Alger fait l'effet d'une bombe¹. Immédiatement informé, Darlan s'insurge contre les Américains qui ont permis la venue à Alger de François d'Astier qu'il déteste. Darlan convoque Robert Murphy qui affirme n'être au courant de rien et qu'il ne peut s'agir que d'un malentendu. Le général Bergeret, proche collaborateur de Darlan, suggère de dialoguer avec François d'Astier et charge le lieutenant-colonel Gibon-Guilhelm, son aide de camp, d'aller chercher celui-ci à son hôtel et de le conduire à son bureau. Le lieutenant-colonel Gibon-Guilhelm se présente à 19 heures à l'hôtel Aletti et transmet le message de Bergeret au moment où François d'Astier entame son dîner. Avant de lui répondre, François d'Astier termine tranquillement son repas puis déclare sur un ton particulièrement méprisant, révélateur de son état d'esprit: "*Je ne reconnais aucun*

1- Dans notes de guerre, Monsabert raconte : « *A la faveur de l'arrivée, restée cachée, du général d'Astier, frère de notre conspirateur, et mon camarade de promotion, l'exaltation des gaullistes n'a plus connu de bornes. On parle encore de coup d'état. J'essaie de démontrer que c'est un crime qui risque de plonger ce qui reste de la France dans une catastrophe sans précédent : hostilité certaine, active, de l'armée « unanime » contre le général de Gaulle, agitation des arabes, dissolution complète du front français. J'ai averti Giraud et fait avertir Darlan. »*

pouvoir à Darlan; Bergeret n'est qu'un petit général de brigade. Moi, je représente 36 millions de Français et je suis l'invité du général Eisenhower, je n'irai voir ni Darlan, ni Bergeret. (Journal de marche du général Bergeret)" On trouve la même tonalité dans le compte-rendu de François d'Astier au général de Gaulle à propos de cette déclaration: "Je fais observer au lieutenant-colonel Gibon-Guilhelm que le général Bergeret ne porte que deux étoiles, qu'il n'a aucun titre de guerre, que sa fonction actuelle n'a aucun fondement régulier, mais que par contre, moi-même suis grand officier de la Légion d'Honneur et adjoint au commandant en chef des Forces Françaises Libres, et que dans ces conditions il m'est absolument impossible de rendre visite au général Bergeret ni même à l'amiral Darlan. (Documentation familiale)"

Toujours le 19 décembre, à 21 heures, François d'Astier se rend au domicile de son frère où l'attend le comte de Paris alité depuis deux jours dans la chambre même d'Henri d'Astier à cause d'une crise aiguë de paludisme. Les deux hommes s'entretiennent durant deux heures, sans témoin, tandis que dans le salon situé à côté de la chambre attendent Henri d'Astier et sa femme Louise, l'abbé Cordier, Alfred Pose et Marc Jacquet¹. De nombreux historiens affirment que le destin de Darlan s'est joué au cours de cet entretien. Alain Decaux écrit notamment: *"Il semble évident que l'assassinat de Darlan a été évoqué explicitement entre l'envoyé de de Gaulle et le prétendant à la couronne de France. (Alain Decaux raconte. Perrin, 1980.)"*

Nécessairement, le comte de Paris apprend à François d'Astier que le plan initial a échoué, qu'il faut renoncer au projet ou bien trouver une autre solution. Non moins nécessairement François d'Astier lui déclare ce qu'il n'a cessé de répéter depuis son arrivée à Londres: *"Darlan est un traître qui doit être liquidé"*. Voici ce qu'écrivit le comte de Paris dans ses Mémoires à propos de cet entretien: *"Le 19 décembre une entrevue fut organisée par son frère Henri, ce qui me permit de faire la connaissance d'un homme sympathique, ouvert bien que prudent et qui veillait, avant tout, à ne pas engager le général. (...) Il m'écouta avec attention, puis s'accorda pour dire qu'il convenait, le plus tôt possible, d'écarter l'amiral Darlan d'un pouvoir illégitime. (Henri comte de Paris. Mémoires d'exil et de combats. Atelier Marcel Jullian, 1979.)"*

François d'Astier a commandité l'exécution de Darlan. D'ailleurs, le lendemain de cette entrevue, le 20 décembre, il reçoit à l'hôtel Aletti Paul Saurin, président du conseil général d'Oran, qui lui demande ce qu'il compte faire de Darlan. Alain Decaux qui a recueilli le témoignage de Paul Saurin cite la réponse *"claire et sèche"* de François d'Astier: *"Darlan va disparaître physiquement. (Alain Decaux raconte. Perrin, 1980.)"* Le même jour, en fin d'après-midi, sous la pression du général Eisenhower, François d'Astier accepte de rencontrer Darlan. L'entrevue a lieu au Palais d'Été, en présence du général Bergeret, du général Giraud, de Robert Murphy et de l'amiral Battet, aide de camp de l'amiral Darlan: toutes ces personnes ont par la suite témoigné du profond mépris que François d'Astier a manifesté à l'égard de Darlan. Pour commencer, François d'Astier ne s'est adressé qu'au général Giraud, ignorant complètement la présence de Darlan qui a fini par exploser de colère. S'en est suivi un

1- L'un des arguments de François d'Astier est de dire que de Gaulle est persuadé que *« Si Darlan n'est pas rapidement éliminé et remplacé par des hommes qui ont leur confiance, les résistants métropolitains se rangeront sous l'influence et les directives soviétiques, ce qui conduira à une situation catastrophique le jour où interviendra la libération du territoire. »* et Henri ajoute : *« Ces gens là sont actuellement désespérés par ce que nous acceptons à Alger depuis des semaines. De toute la France parviennent à Londres des messages qui reflètent la fureur des uns, le découragement des autres. La résistance non communiste a subi un choc qui peut être mortel et va laisser le champ libre aux extrémistes ».* (Mario Faivre – *le chemin du palais d'été*)

échange particulièrement orageux entre les deux hommes qui s'est terminé par un avertissement solennel de François d'Astier raconté par de Gaulle dans ses Mémoires: *"Terminant cette scène pénible, le général d'Astier dit tout haut à l'amiral que sa présence était le seul obstacle à l'unité et qu'il n'avait rien de mieux à faire que de s'effacer au plus tôt.* (Charles de Gaulle. *Mémoires de guerre, tome II, L'Unité.* Plon, 1956.)"

Le 21 décembre au matin, François d'Astier revoit le général Giraud et lui demande de se rallier au général de Gaulle. Au même moment, le comte de Paris, toujours alité chez Henri d'Astier mais en meilleure forme, convoque Henri d'Astier et sa femme Louise ainsi que l'abbé Cordier, et leur donne l'ordre d'exécuter l'amiral Darlan, dans un langage qui ressemble étonnamment à celui de François d'Astier, comme si le comte répétait ce que celui-ci lui avait dit en tête à tête. C'est Louise d'Astier de La Vigerie qui a plusieurs fois raconté cette scène, notamment à l'occasion de l'émission télévisée réalisée par Alain Decaux en 1969 sur ce sujet: *"Le comte de Paris nous fit la déclaration suivante: "L'amiral Darlan doit être éliminé, il faut le faire disparaître par tous les moyens"* (Cité par Alain Decaux. *Alain Decaux raconte.* Perrin, 1980.)"

A l'hôtel Aletti François d'Astier reçoit de nombreuses personnalités. C'est son frère Henri qui organise les rendez-vous, et les visiteurs qu'il introduit sont souvent les mêmes que ceux qui ont été reçus par le comte de Paris. François d'Astier rencontre notamment René Capitant avec lequel il met en place le "Comité des trois" chargé de prendre toutes les décisions concernant l'avenir du gaullisme en Algérie et qui comprend René Capitant, Henri d'Astier et Louis Joxe. Il remet à son frère les 40 000 dollars destinés à préparer la venue du général de Gaulle en Afrique du Nord.

Le 22 décembre à midi François d'Astier quitte Alger alors que se répand le bruit de l'imminence d'un attentat contre l'amiral Darlan. C'est Marc Jacquet qui annonce à plusieurs cadres de la banque dirigée par Alfred Pose, la BNCI, l'événement qui va se produire deux jours plus tard: *"Après-demain nous assassinerons Darlan, et le comte de Paris prendra le pouvoir.* (Témoignage paru dans le journal Le Monde du 1er février 1980.)"

L'exécution de Darlan

Le 22 décembre, comme à son habitude, Fernand Bonnier de La Chapelle passe en fin d'après-midi au domicile d'Henri d'Astier. L'abbé Cordier le met au courant de l'ordre transmis par le comte de Paris et le charge d'abattre l'amiral Darlan¹. L'opération est prévue pour le 24 décembre. Ce jour-là, à 10 heures du matin, l'abbé Cordier remet à Bonnier de La Chapelle un revolver qui appartient à Henri d'Astier, le plan du Palais d'Été où est situé le bureau de Darlan, 2 000 dollars prélevés sur l'argent apporté par François d'Astier, ainsi qu'une carte d'identité au nom de Morand qui a été établie par l'inspecteur Schmitt qui travaille dans les services du commissaire Achiary. Il est prévu que Bonnier de La Chapelle, après avoir abattu Darlan, s'échappe par la fenêtre laissée ouverte à dessein, puis prenne le train à destination du Maroc.

Après avoir été confessé par l'abbé Cordier, Bonnier, accompagné par Jean-Bernard d'Astier, monte dans la Peugeot d'Henri d'Astier conduite pour la circonstance par l'inspecteur Schmitt. Bonnier est déposé à l'entrée du Palais d'Été. Mais aux environs de midi il fait irruption au restaurant Le Paris où déjeunent les comploteurs et leur explique que Darlan n'est pas venu au Palais d'Été durant la matinée. Il est convenu que Bonnier y retourne. Cette fois-ci, Jean-Bernard, Roger Rosfelder et lui montent dans la voiture de Mario Faivre. Avant de se rendre au Palais d'Été Mario Faivre arrête la voiture dans un endroit isolé car Bonnier veut

1- « *il faut faire en sorte que ne puisse être mis en cause ni la résistance, ni de Gaulle, ni le comte de Paris. Ce doit être classé comme l'acte d'un isolé. Celui qui exécutera Darlan doit être un inconnu* » dit Cordier à Mario Faivre (Mario Faivre - *le chemin du palais d'été*)

essayer son arme. Effectivement, le premier coup ne part pas. Jean-Bernard d'Astier lui donne alors son revolver que Bonnier essaie et qui fonctionne parfaitement. Déposé à nouveau au Palais d'Été, Bonnier attend tranquillement Darlan dans la petite pièce qui précède son bureau. Peu après 15 heures, au moment où Darlan s'apprête à entrer dans son bureau, Bonnier s'avance et tire deux coups de revolver à bout portant sur l'amiral qui s'effondre à terre. Bonnier n'a pas le temps de s'enfuir par la fenêtre : attirées par le bruit des détonations, plusieurs personnes ont accouru et se sont emparées de lui. Il est alors amené, non pas à la brigade de sécurité du territoire dirigée par le commissaire Achiary, mais au commissariat central de la police judiciaire, ce que n'avaient pas prévu les conjurés. Bien qu'il prétende s'appeler Morand, sa véritable identité est rapidement découverte car Bonnier est le fils d'un journaliste connu à Alger.

Durant la nuit, Bonnier est interrogé sans relâche par les commissaires Garidacci et Esquerré et il finit par avouer qu'il n'a pas agi seul, que des personnes lui ont donné un revolver et des instructions. Au commissaire Esquerré qui lui demande: *"Mais ces personnes qui ont organisé l'assassinat de l'amiral, qui sont-elles?"*, il donne sans hésiter les noms d'Henri d'Astier de La Vigerie et de l'abbé Cordier puis il raconte tout ce qu'il sait du complot monarchiste qui a abouti à l'exécution de Darlan: *"Je dois vous dire que j'allais tous les jours au domicile de M. Henri d'Astier, comme chargé de liaison du corps franc. Dans ce corps franc, nous avons formé entre nous un groupe de "durs", que nous appelions le "groupe d'Hydra". M. d'Astier ignorait ce détail. C'est le colonel Van Hecke qui m'avait désigné pour cette liaison. M. d'Astier me recevait fort bien, parlait de moi et m'avait présenté à ses deux filles, qui étaient très gentilles. Je n'étais pas du tout monarchiste, je n'y pensais même pas! Au cours de nos conversations, M. d'Astier me montrait que la seule solution pour que la France voie s'ouvrir devant elle un avenir brillant était un retour à la monarchie, régime dont il me faisait l'éloge. Ces conversations ont duré environ un mois. Vers le 20 décembre, tant M. d'Astier que l'abbé Cordier, qui habitait chez M. d'Astier, me firent comprendre que le seul obstacle à l'arrivée en France de cet avenir si favorable était la présence de l'amiral Darlan à la tête du gouvernement. Progressivement, j'ai compris que ces messieurs recherchaient un jeune homme courageux, convaincu de la grandeur de sa mission, qui accepterait d'accomplir une action historique : faire disparaître l'amiral. Je me suis présenté spontanément comme celui qui serait capable de mener à bien cet acte d'épuration. Car, en réalité, sous ses allures de patriote, Darlan était inféodé aux Allemands. A cette époque, il y eut beaucoup de remue-ménage chez M. d'Astier, causé par des visites mystérieuses, et on me fit comprendre que la disparition de l'amiral était urgente. On fixa le 24 décembre 1942, veille de Noël, pour l'exécution. L'abbé Cordier me donna rendez-vous le 24 au matin dans une petite rue, près de l'église Saint-Augustin, où il disait la messe. Je m'y rendis et il me dit qu'il était nécessaire que je me confesse avant d'agir. Et qu'au nom de Jésus-Christ il me donnerait l'absolution. Tout en marchant, il m'invita à faire ma confession. J'avais à peine esquissé un signe de croix que l'abbé me dit: "Voici les plans du Palais d'Été, où se trouvent les bureaux de l'amiral." Il m'expliqua le procédé à employer pour pénétrer dans les bureaux et l'endroit où je devais me poster. Il me remit un revolver de gros calibre, chargé, et m'invita à confesser ce que j'allais faire puis me donna l'absolution. Mes camarades disposaient d'une automobile de marque Peugeot, que conduisait l'un d'entre eux, nommé Mario Faivre. Ils décidèrent de me conduire avec ce véhicule jusqu'aux grilles du Palais d'Été. Il était environ onze heures trente lorsque je pénétrai sans difficulté dans le palais, près des bureaux. Je me fixai à l'endroit décidé par l'abbé. Je n'ai rien pu faire, car j'ai vu de loin l'amiral partir. Après mon retour, j'ai été invité au restaurant "Le Paris" à déjeuner par M. d'Astier et l'abbé, qui m'ont encouragé à ne pas modifier ma ligne de conduite. L'après-midi vers quinze heures, mes camarades sont venus me reprendre avec la même automobile. Nous étions toujours quatre : le fils d'Astier, Sabatier, Mario Faivre et moi. Ils m'ont conduit au même endroit. Je me suis placé à l'endroit*

fixé et, dès l'arrivée de l'amiral, j'ai pu accomplir la mission dont j'étais chargé. (Albert-Jean Voituriez. L'affaire Darlan, l'instruction judiciaire. Editions Jean-Claude Lattès, 1980.)"

Le commissaire Garidacci décide de rédiger un procès-verbal qui résume le récit de Bonnier de La Chapelle: *"L'an 1942 et le 24 décembre, devant nous, Garidacci, commissaire de la police mobile, auxiliaire de M. le Procureur de la République, entendons: M. Bonnier de La Chapelle, Fernand, étudiant, 20 ans, demeurant à Alger, 56, rue Michelet: "J'affirme avoir tué l'amiral Darlan, haut-commissaire en Afrique française, après en avoir référé à l'abbé Cordier sous forme de confession. C'est M. Cordier qui m'a remis les plans des bureaux du Haut-Commissariat et du cabinet de l'amiral, et c'est par lui que j'ai pu me procurer le pistolet et les cartouches qui m'ont servi à exécuter la mission qui m'était assignée et qui était de faire disparaître l'amiral. Lorsque je me suis engagé dans les corps francs, j'ai recruté de ma propre initiative des hommes de main dont M. d'Astier aurait pu avoir besoin, mais M. d'Astier n'a jamais été au courant de cette initiative personnelle. Je sais que MM. Cordier et d'Astier ont rencontré récemment le comte de Paris, au même titre que d'autres personnalités. Enfin, j'ai l'impression que M. d'Astier ne vit pas en excellents termes avec M. Rigault, dont l'action auprès de l'amiral est gênante pour lui et ses amis." Lu, persiste et signe: Fernand Bonnier de La Chapelle. (Albert-Jean Voituriez. L'affaire Darlan, l'instruction judiciaire. Editions Jean-Claude Lattès, 1980.)"*

Troublé par les déclarations compromettantes de Bonnier de La Chapelle, le commissaire Garidacci décide de dissimuler le procès-verbal dont il compte se servir pour faire "chanter" Henri d'Astier, si bien que le premier juge d'instruction chargé de l'affaire conclut, dès le lendemain de l'attentat, à un crime d'isolé : Bonnier est un jeune exalté qui a assassiné Darlan en croyant faire son devoir de patriote.

Au cours de la matinée du 25 décembre, Bonnier reçoit la visite de son père, Eugène Bonnier. Alors que celui-ci manifeste une grande inquiétude, Fernand lui parle sur un ton décontracté: *"Alors, papa, tu es plus dégonflé que moi? Tu as tort. Il faut que tu saches que j'attends du secours de gens très haut placés. - Mais, Fernand, tu ne sais donc pas ce que tu risques? - La voix de Fernand est toujours assurée: - Ceux qui vont m'aider ce sont d'Astier de La Vigerie et le comte de Paris. C'est pour eux que j'ai agi. (Témoignage cité par Alain Decaux dans Alain Decaux raconte. Perrin, 1980.)"*

Pendant ce temps-là les conjurés font tout ce qu'il leur est possible pour sortir Bonnier de cette situation : Henri d'Astier, l'abbé Cordier et Alfred Pose usent de leur pouvoir pour tenter de le faire libérer en multipliant les démarches et en téléphonant sans la moindre discrétion aux membres du gouvernement, sans savoir que Jean Rigault, ministre de l'Intérieur et de l'Information, a fait placer sur écoute l'appartement d'Henri d'Astier, son ancien ami¹. De son côté, le comte de Paris fait savoir aux cinq membres du conseil d'Empire qu'il se porte candidat au poste de haut-commissaire en remplacement de l'amiral Darlan. En attendant ces élections, le pouvoir se trouve provisoirement entre les mains du gouverneur du Maroc², le général Noguès, et celui-ci, craignant pour sa vie, décide de précipiter les choses : Bonnier est transféré dans l'après-midi du 25 décembre au tribunal militaire et son procès a lieu en fin de journée. A l'issue d'une brève délibération, il est condamné à mort et son exécution est fixée au lendemain à l'aube. En attendant, il est enfermé dans un local situé dans l'enceinte du tribunal et surveillé par deux officiers de gardes mobiles, le capitaine Gaulard et le lieutenant Schilling.

Durant la nuit, le condamné se confie à ses gardiens et ses déclarations sont consignées par le capitaine Gaulard. En voici les extraits les plus significatifs: *"J'ai tué l'amiral Darlan*

1- Henri d'Astier envisage même une opération de force.

2- Giraud est en inspection sur le front de Tunisie; prévenu le 24, il rentre d'urgence à Alger et fait lui aussi pression pour activer la cour martiale.

*parce que c'est un traître, il vendait la France à l'Allemagne pour son profit. (...) J'ai appris qu'une personne (le général François d'Astier de La Vigerie), venant de la part du général de Gaulle, avait demandé à être reçue par l'amiral. Le général de Gaulle était prêt à faire sa soumission si une personnalité que je connais (le comte de Paris) prenait le pouvoir à la place de l'amiral Darlan. L'amiral a refusé de recevoir l'envoyé du général de Gaulle, marquant sa volonté de garder pour lui le pouvoir. Certaines personnalités ont parlé devant moi de cette démarche infructueuse et ont dit : "Il faut que Darlan disparaisse." J'ai dit alors: "Eh bien, moi, je me charge de le faire disparaître" (...) On m'a dit que, après l'affaire, je serais pris, condamné à mort et gracié. Cependant, on m'a jugé trop vite, il aurait fallu deux jours pour permettre à mes amis d'intervenir. Je sais que Maître Sansonnetti, mon avocat, s'y emploie maintenant. D'ailleurs, le comte de Paris que je connais, est depuis plusieurs jours ici, il est à vingt minutes d'Alger. Je connais aussi Henri d'Astier de La Vigerie, ils sont plusieurs frères, l'un est chez de Gaulle, un autre était avec moi aux Chantiers (Chamine. *La querelle des généraux*. Albin Michel, 1952.)" Pour le capitaine Gaulard, aucun doute possible: "L'assassin a eu en vue le rétablissement de la royauté (Chamine. *idem*.)"*

Toutes les démarches effectuées pour tenter de sauver Bonnier du peloton d'exécution demeurent vaines. Le 26 décembre, à sept heures trente du matin, Fernand Bonnier de La Chapelle est fusillé.¹

La succession de Darlan

Le comte de Paris n'a pas réussi à convaincre les membres du conseil d'Empire². Le 26 décembre, ils élisent le général Giraud qui devient le nouveau haut-commissaire en Afrique du Nord et qui prend pour adjoint le général Bergeret³. Giraud est convaincu que la police, dirigée par Henri d'Astier, est compromise dans le meurtre de Darlan. C'est la raison pour laquelle il fait arrêter le préfet de police Muscatelli ainsi que le commissaire Achiary. Par ailleurs, les Américains, furieux de l'élimination de Darlan, lui suggèrent d'interner les responsables gaullistes d'Alger qu'ils soupçonnent d'être impliqués dans l'attentat.

Le 9 janvier 1943, Giraud fait venir à Alger le commandant Voituriez, juge du tribunal militaire de Casablanca, afin qu'il reprenne l'instruction de l'affaire Darlan. Giraud lui demande de faire toute la lumière sur le complot qui a abouti au meurtre de Darlan et il signale au juge la présence à Alger de François d'Astier de La Vigerie, frère du chef de la police, deux jours avant l'attentat. Son conseiller, le commandant Paillole, chef des services secrets français, conseille au juge Voituriez de commencer par interroger le commissaire Achiary qui a accepté de faire des révélations très importantes à condition de ne pas être inquiété. L'interrogatoire d'Achiary commence vers minuit, toujours le 9 janvier. Celui-ci explique d'abord qu'il a lui-même activement participé à l'organisation mise en place par le comité des cinq destinée à faciliter le débarquement allié du 8 novembre 1942. Il est resté ensuite en collaboration étroite avec Henri d'Astier qui était devenu son chef direct dans la police. Ce dernier l'a tenu informé du projet monarchiste ainsi que de certains détails concernant l'exécution de Darlan. A la question du juge qui lui demande: "Qui est l'instigateur du complot ayant eu pour but l'assassinat de l'amiral?" Achiary répond immédiatement: "*Sans*

1- Une de ses dernières paroles : « *J'ai fait justice d'un traître qui empêchait l'union des français* »

2- Alors que le comte de Paris rejette la proposition d'un groupe d'officiers qui voulaient boucler le conseil.

3- Il reçoit immédiatement un message de de Gaulle lui demandant de le rencontrer « *afin d'étudier les moyens qui permettraient de grouper sous un pouvoir central provisoire toutes les forces françaises à l'intérieur et à l'extérieur du pays, et tous les territoires français qui sont susceptibles de lutter pour la libération et pour le salut de la France* »

conteste, l'instigateur est Henri d'Astier de La Vigerie et l'agent d'exécution l'abbé Cordier. D'ailleurs ils habitent ensemble, 2, rue La Fayette à Alger. (...) Ce qui est certain également, c'est que le personnage au profit duquel ces gens-là conspiraient est le comte de Paris, prétendant au trône de France. (Albert Voituriez. L'affaire Darlan. L'instruction judiciaire. Lattès, 1980.)"

Le juge pose alors une question concernant le rôle de François d'Astier dans le complot: *"Nous avons appris que deux jours avant l'assassinat se trouvait à Alger un émissaire du général de Gaulle, son bras droit, le général d'Astier de La Vigerie, frère de Henri. Ne croyez-vous pas que c'est ce général qui, au nom de son chef de Gaulle, a donné l'ordre d'assassiner?"* Réponse d'Achiary : *"Les conversations que j'ai eues tant avec Henri d'Astier qu'avec l'abbé Cordier me permettent de vous dire avec certitude que l'assassinat a été organisé au profit exclusif du comte de Paris et qu'il n'y a jamais été fait allusion à un accord secret avec de Gaulle. (Albert Voituriez. L'affaire Darlan. L'instruction judiciaire. Lattès, 1980.)"*

Les déclarations du commissaire Achiary sont suffisantes pour faire arrêter Henri d'Astier. Le lendemain matin, 10 janvier, quatre policiers armés de mitraillettes font irruption dans son appartement. Henri d'Astier et l'abbé Cordier sont arrêtés et amenés en prison. Après leur départ, le juge Voituriez procède à une perquisition : il découvre des dossiers concernant la préparation du débarquement allié, mais aussi une maquette destinée à figurer en première page d'un journal, qui comporte une photographie représentant le comte de Paris entouré du général de Gaulle et du général Giraud, et qui proclame l'accession au pouvoir du comte de Paris. Le juge trouve également la composition du gouvernement dirigé par le comte de Paris: Ministre d'Etat, adjoint au comte: le général de Gaulle. Ministre de l'Intérieur: Henri d'Astier de La Vigerie. Ministre de la Guerre: le général Giraud. Ministre des Finances: Alfred Pose. Ministre de la Justice: Marc Jacquet.

Il n'en faut pas plus au juge Voituriez pour notifier à Henri d'Astier ainsi qu'à l'abbé Cordier une inculpation de complicité d'assassinat et de complot contre la sûreté de l'Etat. Toujours le 10 janvier, au cours de la soirée, le juge fait venir le commissaire Garidacci qui avait interrogé Bonnier dans les heures qui ont suivi l'attentat, car celui-ci aurait aussi des révélations à faire. Garidacci avoue au juge que lui et son collègue, le commissaire Esquerré, ont obtenu de Bonnier de La Chapelle tous les détails sur le complot et le meurtre de Darlan organisés par Henri d'Astier et l'abbé Cordier. Quelques heures plus tard, le juge Voituriez découvre le rapport du capitaine Gaulard qui confirme en tous points les déclarations faites par Bonnier aux deux commissaires. Au cours des jours suivants, le juge interroge d'autres personnes mêlées au complot: le colonel Van Hecke, Marc Jacquet, Alfred Pose... Mais quand il demande au général Giraud l'autorisation d'interroger le comte de Paris, il se voit opposer un refus formel: *"Pour des raisons qui touchent à l'organisation du gouvernement, je ne veux pas que vous entendiez, même comme témoin, le comte de Paris. (Albert Voituriez. L'affaire Darlan. L'instruction judiciaire. Lattès, 1980.)"*

Le 16 janvier, le juge Voituriez rencontre Giraud et Bergeret pour leur faire part de son intention de faire arrêter Alfred Pose et Marc Jacquet dont l'implication dans l'attentat ne fait aucun doute. A sa grande stupéfaction, Bergeret lui dit: *"Le général Giraud désire que vous retiriez votre référé et que vous ne mettiez en cause ni Pose ni Jacquet. Nous savons bien qu'ils sont coupables, mais il existe des considérations supérieures à la justice et nous devons, nous, en tenir compte."* Et le général Giraud ajoute: *"C'est Monsieur Pose et sa banque qui alimentent financièrement mon gouvernement. Je ne puis me passer de lui."* Puis Giraud demande au juge de suspendre son enquête, il estime que le général de Gaulle n'est pour rien dans l'assassinat de Darlan: *"Les services spéciaux américains ont examiné votre dossier avec le général Bergeret. Ils sont maintenant convaincus que la collusion entre le comte de Paris et de Gaulle est le fait du hasard, qu'en réalité le but des conjurés était bien, à l'origine, la*

restauration de la monarchie, et que l'ensemble a été organisé à Alger. (Albert Voituriez. L'affaire Darlan. L'instruction judiciaire. Lattès, 1980.)"

Depuis la mort de Darlan le général de Gaulle envisage de s'installer à Alger. Son projet se heurte cependant à la position du général Giraud qui, en tant que haut-commissaire, assume en Afrique du Nord les fonctions de commandant en chef civil et militaire. Le 22 janvier 1943, invité par Winston Churchill à participer à une conférence qui réunit également le général Giraud et le président Roosevelt, le général de Gaulle se rend à Anfa, au Maroc. La conférence se déroule dans un climat de tension extrême et finalement de Gaulle rejette le plan proposé par les Alliés qui prévoit d'installer en Afrique du Nord une autorité placée sous la tutelle des Américains et dans laquelle de Gaulle serait subordonné au général Giraud.

Quelques semaines plus tard, de Gaulle annonce à Giraud son intention d'aller à Alger. Sachant qu'il devra composer avec lui, de Gaulle, dans un échange de courrier, lui fait part de son accord sur le principe d'un partage du pouvoir. Le 30 mai 1943, il s'envole pour Alger et laisse à Londres François d'Astier, son adjoint, à qui il délègue la majeure partie de ses attributions et qui est nommé, quelques jours plus tard, commandant des troupes françaises en Grande-Bretagne.

Geoffroy d'Astier

Giraud, puis de Gaule

Le gouvernement Giraud, la conférence d'Anfa

Monsabert raconte : « 14 janvier – L'enquête sur l'assassinat de l'amiral et le putsch gaulliste continue. D'Astier et son secrétaire, l'abbé Cordier, ont été arrêtés. Ils seraient complices de l'assassinat. L'imbroglio est à son comble. Les principaux conjurés du 7 au 8 pour l'arrivée des alliés, et par conséquent pour celle de Giraud, sont actuellement sous les verrous. De là à accuser Giraud d'ingratitude, il n'y a qu'un pas pour les mal intentionnés. Or Giraud ne pouvait pas permettre un putsch, qui aurait entraîné une révolution à l'arrière pendant qu'on se bat en Tunisie. Quant à l'assassinat, il est à peine besoin d'en parler : c'est intolérable... Je fais mon devoir, rien que mon devoir et je veux ignorer la politique qui divise la France, et je me fous de la république. »

Henri Giraud est devenu commandant civil et militaire d'Alger. Ainsi l'empire en guerre reste encore partagé entre deux pouvoirs : celui d'Alger, soutenu par Roosevelt, malgré son maintien de la législation de Vichy, et le comité français de Londres.

Le décret Crémieux, datant de 1870, avait donné la nationalité française aux juifs d'Algérie et aux rares musulmans qui l'ont demandée.

La politique d'« Aryanisation » voulue par les nazis consiste en un crescendo de mesure de vexation et de harcèlement contre en particulier les juifs, qu'on qualifie alors de « métèques » et de « cosmopolites ». Il faut distinguer la zone occupée et la zone libre sous l'autorité de Vichy, l'Algérie étant en zone libre mais ayant eu une histoire coloniale particulière, plus restrictive que la métropole.

Le décret Crémieux fut abrogé le 7 octobre 1940 par un décret de Marcel Peyrouton, ministre de l'Intérieur du régime de Vichy et ancien secrétaire général du gouvernement général à Alger. Peu après avait été instauré un statut, discriminatoire pour les juifs citoyens français, leur interdisant certaines professions. En même temps était prévu d'interner les juifs étrangers dans des camps spéciaux, situés en Algérie, et où furent envoyés aussi des communistes et des francs-maçons.

En zone occupée, les ordonnances antisémites sont allemandes, mais c'est l'administration française qui les fait appliquer : tampon « juif » sur les cartes d'identité, confiscation des entreprises et nomination d'administrateurs, interdiction de certaines professions et quotas, interdiction de fréquentation des établissements de spectacle, couvre-feu ouvert de 15h à 16h, port de l'étoile jaune (7 juin 42, en zone occupée), confinement des juifs dans le dernier wagon des métro, confiscation des téléphones et postes de tsf, rafles. (voir [Antijudaïsme et antisémitisme en Algérie coloniale - Les Juifs d'Algérie pendant la Seconde Guerre mondiale \(1940-1943\) - Presses universitaires de Provence \(openedition.org\)](http://www.openedition.org))

Après le débarquement anglo-américain en Algérie et au Maroc en novembre 1942, les lois de Vichy sont conservées par l'amiral Darlan, maintenu au pouvoir par les Alliés. Le 14 mars 1943, après l'assassinat de Darlan, le général Giraud, nommé à la tête du Commandement en chef français civil et militaire, abroge, sous la pression américaine, les lois antisémites de Vichy, mais maintient l'abrogation du décret Crémieux qu'il ne rétablira que le 22 octobre 1943, toujours sur la pression internationale, et des gaullistes. Les Juifs d'Algérie redeviennent alors citoyens français.

L'arrivée à Alger de Jean Monnet, envoyé par Roosevelt pour conseiller Giraud, avait contribué à ramener la démocratie en Afrique libérée alors que les premiers contacts s'établissaient avec les gaullistes. En fin janvier 43, Roosevelt et Churchill organisent la conférence d'Anfa, au Maroc. Giraud s'y rend mais de Gaulle refuse l'ingérence étrangère

dans les affaires intérieures. Les alliés doivent se faire menaçants pour le faire venir, et, des deux côtés, la poignée de main n'est ni chaleureuse ni franche !

En marge de la conférence, Roosevelt confie à son fils quelques réflexions qui ne manquent pas d'éclairer les événements à venir : « *Il (de Gaulle) m'a laissé entendre tout à fait clairement qu'il compte voir les alliés remettre sous le contrôle de la France toutes les colonies après leur libération... En vertu de quel droit le Maroc, peuplé de marocains, appartiendrait-il à la France ? ou bien encore, considérons l'Indochine. Cette colonie est maintenant au pouvoir du Japon ; Pourquoi était-il si important de conquérir ce pays ? Les indigènes y étaient si opprimés qu'ils se disaient : « tout vaut mieux que de vivre sous le régime colonial français » Un pays peut-il appartenir à la France ? En vertu de quelle logique, de quelle coutume, et de quelle loi historique ?...Ne crois pas un seul instant, Elliott, que des américains seraient en train de mourir ce soir, dans le pacifique, s'il n'y avait pas la cupidité à courte vue des français, des anglais et des hollandais ».*

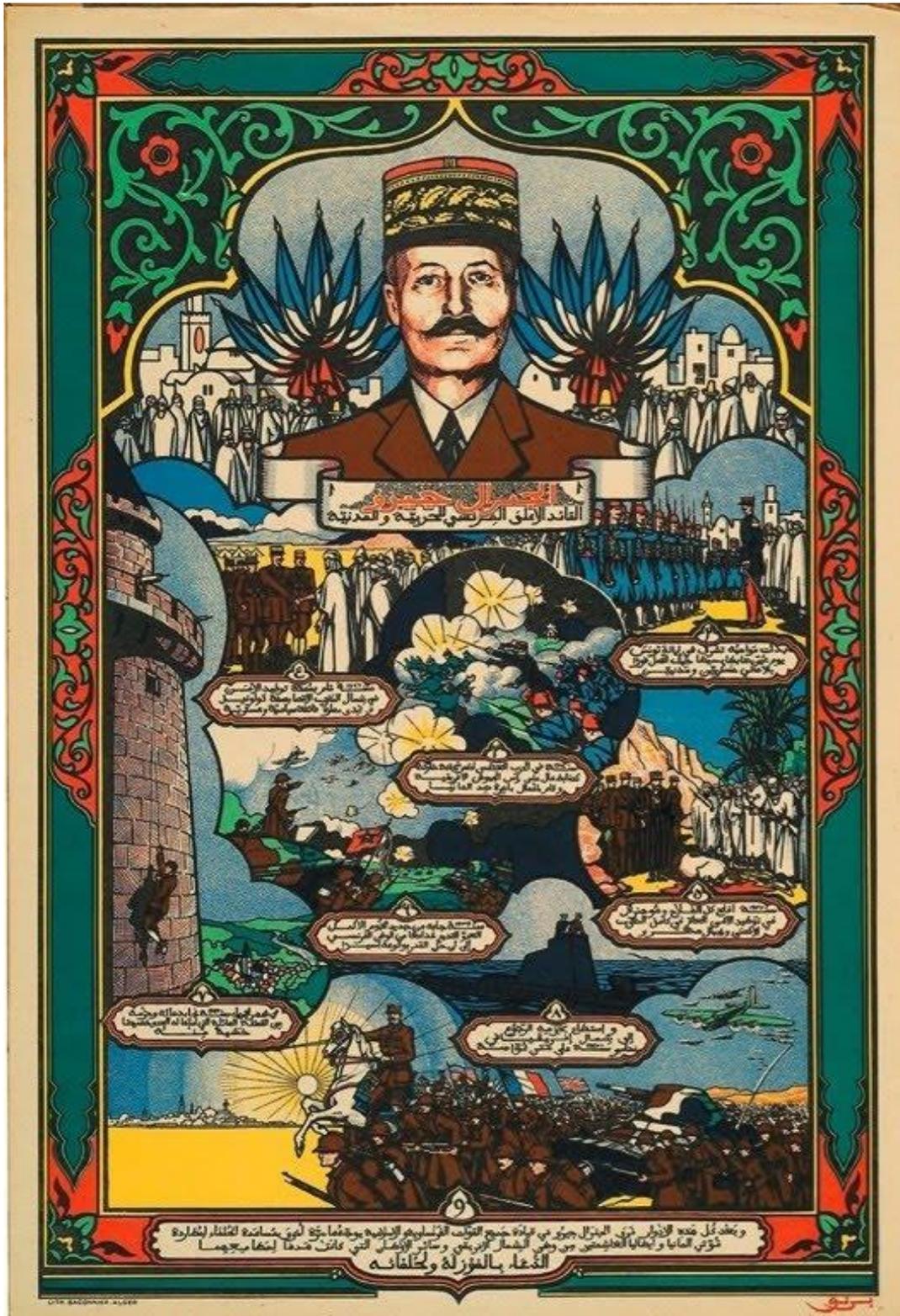
Les succès militaires de Giraud

En Tunisie, les pétainistes d'hier, intégrés à l'armée britannique, ont fait merveille avec leur armement vétuste, sans matériel moderne, sans soutien logistique, avec les équipements cachés par Weygand puis Juin. Les alliés défilent à Tunis en mai.

Giraud s'intéresse avant tout au réarmement de l'armée, et à obtenir de Roosevelt les aides nécessaires en matériel. Il envoie en fin décembre 42 à Washington Lemaigre Dubreuil et le général Béthouart négocier les détails de l'opération consistant à armer 11 divisions (sur les bases du mémoire de Mast). La précarité de la situation à Alger pousse Roosevelt à se poser la question de la pertinence du réarmement de l'armée d'Afrique mais un premier convoi de 15 cargos arrive le 13 avril, et le dimanche 9 mai, au champ de manœuvre d'Alger, Giraud, piloté par Eisenhower admire des centaines de chars, des mitrailleuses lourdes, des obusiers, des canons, des camions, des pièces de DCA sortant à peine de leurs caisses. Sur un calicot on peut lire cette proclamation : « Sous ce portique passe un fleuve d'énergie qui va concourir à la reconstruction de la France éternelle et de son empire. Un seul but : la victoire ».

Le 7 juillet, Giraud est à Washington pour demander des fournitures supplémentaires.

Les américains tiennent à ce que les divisions soient organisées à l'américaine. Des stages de formation sont organisés à Arzew près d'Oran. Toutes les divisions réarmées, en particulier celles du futur corps expéditionnaire en Italie, y participent pour s'habituer au nouveau matériel et se former aux techniques de débarquement.



Affiche en arabe de soutien au gouvernement Giraud

Le 9 septembre, alors que les américains débarquent dans le sud de l'Italie, à Salerne, les résistants corses se soulèvent, et avec l'aide du sous marin rescapé de Toulon «le Casabianca», qui lui servait depuis décembre 42 à alimenter la résistance en armes, Giraud envoie le 1er bataillon de choc établir une tête de pont à Ajaccio; ils sont suivis du 1° RTM, de spahis, de goumiers, sous le commandement du général Henri Martin. Il est à noter que les italiens du général Magli se rangent aux cotés des français. Giraud se rend dans l'île le 21 septembre. Les allemands se replient pour passer en Italie. L'île est libérée en octobre sans intervention alliée et servira de tremplin aérien vers la Provence.

La constitution du Comité Français de la Libération Nationale

Les négociations pour permettre la fusion des énergies de de Gaulle et de Giraud commencées à Anfa se poursuivent à Alger. de Gaulle compense la faiblesse de ses effectifs (300.000 hommes pour l'armée d'Afrique contre quelques milliers pour les forces françaises libres) par une intransigeance à toute épreuve. Sur le plan politique, Giraud va de recul en concession. Lorsque de Gaulle accepte un compromis, en même temps il envoie les siens contacter les subordonnés de Giraud pour leur faire céder un peu plus. Cela s'accélère le 30 mai avec l'arrivée de de Gaulle à Alger. On s'était entendu pour une arrivée discrète, mais le jour même une manifestation est organisée. Puis de Gaulle entame une tournée des villes d'Algérie. De Gaulle veut épurer l'armée et les cadres de tout ceux qui ont, à ces yeux, faillis (certains sont déjà sur le front en Tunisie !) Giraud refuse les têtes qu'on lui demande, des émissaires sont envoyés pour les pousser à la démission. Au sein même de l'armée, les gaullistes (Jousse, Morlaix, Fradin) organisent une filière de débauchages en jouant sur la solde, ... On envoie les FFL en permission en camions, avec un stock d'uniformes, et les camions reviennent pleins. Par divulgation à la presse de documents intermédiaires, on force la main et ils deviennent définitifs. En un mot, de Gaulle ne reconnaît pas l'autorité en place et entend bien parler seul au nom de la France, il donne des leçons de patriotisme à tout le monde et fait passer pour des traîtres ceux qui ne se sont pas ralliés à lui. Cette attitude exaspère Churchill et Roosevelt qui, en plusieurs occasions menacent de le lâcher. Mais ils ont compris que Giraud ne fait pas le poids comme chef d'état. Giraud déçoit de plus en plus ses partisans qui l'abandonnent peu à peu et rejoignent les Forces Françaises Libres. Le comité est créé le 3 juin, avec de Gaulle et Giraud comme co-présidents, et finalement le 9 novembre de Gaulle s'impose seul à la tête du Comité Français de la Libération Nationale (CFLN).

French commando

par l'aspirant Pauphilet, cité dans *l'opération Torch et la Tunisie* de Jacques Belle

L'agitation du débarquement étant passée, et la période de révolte contre les autorités considérée comme close, il fallut se préoccuper de l'avenir de nos hommes et surtout de ne pas décevoir les jeunes qui avaient fait confiance à leurs chefs et espéraient enfin pouvoir proclamer et afficher leurs opinions de toujours. En effet, il faut bien maintenant se rendre compte que cette véritable insurrection avait créé un état d'enthousiasme parmi le peuple où brillait tout à coup le plus pur esprit patriotique.

Aussi, dès le 9 novembre, sans tenir compte du pouvoir aux mains de Darlan, je me préoccupai de grouper toutes les bonnes volontés, espérant que la présence des Anglais nous permettrait de créer une armée nouvelle de volontaires qui se joindrait aux F.F.L. le plus rapidement possible. J'espérais pouvoir former immédiatement une sorte de commando, entraîné par les troupes anglaises similaires se trouvant dans la région, les cadres étant constituées principalement par les chefs de groupe de la nuit du 7 au 8. La formule de commando était évidemment celle qui correspondait le mieux aux circonstances puisqu'il fallait tenir compte premièrement de la fougue impatiente de nos troupes qui répugnaient à s'engager dans l'armée régulière, mal commandée et mal armée, à l'esprit maréchalique et réfractaire à nos idées ; deuxièmement du manque de formation militaire de la plupart et des meilleurs.

Ce deuxième élément aurait été un obstacle pour l'incorporation de nos groupes dans n'importe quelle arme sauf le commando pour lequel tout était à apprendre pour tout le monde ; d'autre part, la tactique de ce nouveau corps faisant une large part à l'individualisme et au débrouillage, correspondait bien à l'état d'esprit des partisans. On s'apercevra beaucoup plus tard, au moment de la constitution et de l'entraînement du « bataillon de choc », que cette idée du petit groupe de combat autonome fut celle que nos instructeurs anglais eurent le plus de peine à faire comprendre aux militaires français.

En vue de la réalisation de ces idées, j'utilisais mon bureau et mon personnel de la répartition des carburants du 7 rue Charras, et ouvrais un véritable bureau de recrutement officieux. C'est ainsi que rapidement, j'eus plus de demandes que je ne pouvais matériellement en satisfaire. Beaucoup avaient quitté leur travail depuis le 7 et ne pouvaient y retourner que pour se faire mettre dehors si leur patron jugeait subversives leurs activités. D'autres avaient abandonné le lycée, l'administration ou leur famille et tous, dans le chaos général, ne connaissaient que la rue Charras. Cette officine avait rapidement une telle renommée que le consulat des États-Unis lui-même, assailli de demandes d'engagements, avait pris l'initiative de me renvoyer les postulants.

Aux environs du 12 novembre, d'Astier me présenta au colonel anglais Anstruther et à son adjoint le Major Thoreance, H.L.I. (Highlander Light Infantry = commandos). La première entrevue eut lieu rue Charras et nos amis anglais avaient apporté avec eux une appréciable quantité d'explosifs, de grenades et de mitraillettes ainsi que des munitions. Le tout fut entreposé...

Les Anglais, auxquels j'avais exposé mes projets d'une force française de choc équipée par eux, admirent de me fournir personnellement des armes, des vivres, des vêtements et un équipement simplifié, sans que, en fait, le but ou le type même du corps

à équiper soit bien précisé. C'est en vertu de ces accords que l'armement ci-dessous fut touché par moi, directement, sous les palans de l'« *Océan Veteran* » (cf liste des armes à percevoir au « quai de Dakar » à Alger, selon le document original en anglais) :

C.C. Ordnance Depot	
Please supply the bearer with the following stocks in accordance with Ist Army orders.	
Sten Guns	1000
9 m/m ummo	800000
303 riffles	500
303 S.A.A	200000
Mills grenades	2000
Hawkins grenades N° 75	2000
13 novembre 1942	G.W.A. Thoreance H.L.I.

J'avais confié le commandement du camp à Sabatier, chef aux Compagnons de France, caporal-chef dans l'armée et je l'avais, de ma propre autorité promu au grade de capitaine qui correspondait aux fonctions qu'il avait occupées, à celles qui lui étaient destinées et aux rapports qu'il devait avoir avec les Anglais installés à Alger Plage, non loin du camp. Sabatier était assisté de Bures et de Lucas, que l'on connaît déjà, « promus » par moi caporaux-chefs, ce qui pouvait bien être admis par assimilation à leur grade d'élèves officiers de la Marine Marchande. Ces deux jeunes garçons se montrèrent tout à fait à leur hauteur et furent des instructeurs très appréciés des Anglais. Le Colonel Anstruther envoyait tous les jours deux officiers pour faire l'instruction sur les armes anglaises et les explosifs. Un champ de tir fut également installé.

Dès le 9 novembre, il était clair, en effet, que nous, gaullistes, avions été complètement floués dans cette opération, et nous étions bien décidés à ne pas nous laisser faire une autre fois. Mon rôle était donc, comme avant le 8 novembre, de faire profiter Combat des avantages d'une organisation matérielle qui n'en dépendait pas ; c'est ainsi notamment qu'un dimanche monsieur Fradin et cinquante membres de Combat sont venus faire du tir à Matifou. D'ailleurs, cette organisation ne passait pas inaperçue des services de renseignement du colonel Chretien qui était à peu près au courant et Darlan commençait même à s'inquiéter sérieusement.

Notre situation personnelle et celle de notre groupe armé était toujours illégale et révolutionnaire, quand, vers le 17 novembre, le chef Van Hecke me fit appeler et me demanda si je n'avais pas la possibilité de fournir des armes et de les faire envoyer immédiatement aux chantiers de jeunesse de Sbeitla à 700 kilomètres d'Alger. Il fut donc convenu que j'enverrais environ 500 mitraillettes Sten et 200 fusils à Sbeitla. Après m'être procuré, au moyen de réquisitions irrégulières, les véhicules qui nous manquaient, je constituai un détachement de 12 hommes et de 3 véhicules commandé par le sous-lieutenant Goeau-Brissoniere.

Ici, je pense qu'il convient de parler du souci que j'ai toujours eu, pendant le temps que je la contrôlais, de conserver à cette formation son caractère spécialement

français. C'est ainsi que pour nous distinguer des troupes anglaises, je décidai que nous porterions un rectangle tricolore de la taille d'une boîte d'allumettes, cousu sur le bras gauche à une distance égale à la longueur de 3 boîtes d'allumettes, sous l'épaule. Cet insigne qui sera par la suite adopté par le corps franc d'Afrique, fut créé au moment du départ du convoi Goeau-Brissonniere.

Vers le 22 novembre, je fus présenté au général de Goislard de Monsabert qui devait prendre le commandement d'un corps spécial, genre commando, mais dont ni le nom, ni la composition n'étaient encore bien précisés. Au cours de notre première entrevue, à mon bureau 7 rue Charras, j'exposais au général ce que j'avais fait jusqu'à présent et quelles étaient mes idées sur l'avenir. Il me parut être, en principe, d'accord, bien que le but politique de tout cela, à savoir la fusion avec les F.F.L., seules capables de prendre les armes contre l'Allemagne en toute liberté d'esprit, soit resté imprécis.

Nous allâmes d'abord au camp de Matifou faire l'inspection et présenter les engagés de la première heure au général qui emmenait son aide de camp, le capitaine de Boisherault, le Colonel Flipo son adjoint et moi-même. Puis nous arrivâmes le deuxième jour à Souk El Khemis, où le détachement était composé d'une trentaine d'hommes comprenant non seulement ceux venus de Matifou mais aussi des échappés des zones occupées de Tunisie, avec comme chefs, les lieutenants Raguenaud et Goeau-Brissonniere. Le soir même de son arrivée, le général les passa en revue et fut assez surpris, en interrogeant les hommes sur leurs origines de constater que la majorité avait été en prison pendant un nombre varié de mois pour « gaullisme », distribution de tracts ou propagande « subversive » : c'était magnifique.

L'objet de cette entrevue était de déterminer l'articulation de notre *Special Detachment (SD)* avec le futur corps franc d'Afrique et surtout de régler du point de vue français la situation de ces « militaires » qui s'étaient volontairement mobilisés et qui se trouvaient dans une situation fautive à tous points de vue. Il fut entendu que tous seraient pris en compte par le corps franc et resteraient détachés au S.D qui assurerait leur entretien et le paiement des soldes. Par la suite, cette solution qui semblait simple rencontra des difficultés car les Anglais avaient accepté mes nominations et tels qui n'étaient officiellement qu'aspirants avaient là-bas rangs et prérogatives de lieutenants. D'autre part, toujours le même esprit qu'à Matifou animait ces hommes qui ne voulaient à aucun prix retomber sous la coupe de l'armée régulière avec les mesquineries de son intendance.

C'est ici que l'on peut véritablement placer la naissance du Corps Franc d'Afrique. D'une manière générale, il faut reconnaître que, contrairement à ce que nous souhaitions, la constitution du Corps Franc ne fut pas ce que mes camarades et moi avions projeté. En effet, le Corps Franc ne fut autorisé à recruter qu'en dehors des hommes mobilisés et en dehors des corps de troupe si bien que cette limitation rendait difficile l'encadrement en obligeant à faire appel à des officiers ayant dépassé la limite d'âge ou aux engagés, primitivement requis civils¹. Alors que nous voulions un corps nouveau, peu nombreux, bien entraîné et aux cadres jeunes, auxquels nous aurions gardé l'esprit révolutionnaire, de lutte contre l'occupation sous toutes ses formes. Seules les unités du début, comme la première compagnie avec le courageux et glorieux sous-lieutenant Tilly, un des membres de la résistance à Alger, avaient l'esprit et la tenue que nous voulions. Ainsi donc, le Corps Franc ne fut pas ce commando rêvé

1- les « requis civils » étaient les Juifs d'Algérie, interdits d'Armée par les lois de Vichy.

qui nous avait tous passionnés, mais simplement une unité légère, un bataillon de chasseurs, avec éléments emboîtés les uns dans les autres, qui le destinaient aux manœuvres d'ensemble du type le plus classique.

APPEL aux VOLONTAIRES 25 Novembre 1942

CORPS FRANC D'AFRIQUE



Avec l'aide de nos Alliés, l'Empire Français doit libérer la Mère-Patrie ; avec eux encore, il doit sauver d'une odieuse tyrannie, tous les Peuples que l'Allemagne opprime.

C'est une bataille gigantesque pour la Liberté du Monde. Pour atteindre ce but, l'Afrique du Nord doit avoir la plus forte Armée possible ; cette Armée, dotée par nos Alliés d'un matériel moderne et puissant, va prendre une place de plus en plus grande dans la lutte glorieuse.

A côté des troupes endivisionnées, et dans le cadre de l'armée régulière, le Corps Franc d'Afrique constitue essentiellement une troupe de choc.

Le Corps Franc fait appel aux Volontaires courageux, ayant une compréhension parfaite du devoir militaire et sans distinction de nationalité, de race ni de religion, pour constituer des unités solides, au moral bien trempé, animées de la volonté de vaincre.

**Que tous s'unissent pour servir
et contribuer à la Victoire totale !**

French commando

(appelé parfois "special detachment")

et corps franc d'Afrique

par Bernard de Boishéraud

Il ne faut pas confondre le "French Commando" et le "Corps Franc d'Afrique". Les origines, les buts et le recrutement de ces deux unités étaient très différents.

Le "French Commando" est né de la prise en mains par l' "Intelligence Service" d'une partie des jeunes Algérois qui avaient participé à la préparation du débarquement du 8 novembre, et à la paralysie des autorités d'Alger dans la nuit du 7 au 8 novembre 1942, en particulier de ceux qui se sont regroupés dans l'équipe de l'aspirant Pauphilet au 7 rue Charras². Ces jeunes étaient attirés, certes par la possibilité de hâter leur entrée en lutte contre les Allemands, mais aussi par des arguments beaucoup plus naïfs allant du paquet de cigarettes anglaises ou de la boîte de beacon (ce qu'on ne peut comprendre que si l'on a connu la pénurie de l'époque en AFN), au pistolet Colt de 45 et surtout à la mitraillette Sten, cette arme au prestige inimaginable malgré les dangers qu'elle représentait pour ses utilisateurs ³.

2- Mario Faivre rapporte que : « Bernard Pauphilet et Jean Arguillère, avec leur groupe, ont occupé les locaux du PPF, 7 rue Charras. Nous décidons d'en faire le PC de notre futur commando. » Déçus par les américains qui ont installé Darlan « Pauphilet et Arguillère ont obtenu du quartier général britannique la reconnaissance de notre formation, qui prend le nom de « french commando ». « Rue Charras, nous passons la journée à emmagasiner des armes, des munitions, des équipements ... d'ici peu, c'est lui [Pillafort] qui mettra la dernière main à la préparation de notre départ vers la Tunisie où des combats se préparent.

Nous enregistrons des engagements provisoires, dressons les premières listes d'effectifs, organisons le fonctionnement de notre base, multiplions les contacts avec les anglais pour obtenir ce qui nous manque.

Un ami d'Henri d'Astier, Gilbert Demangeat, a mis à notre disposition une partie de sa ferme du cap Matifou, une partie des recrues y cantonne déjà. (Mario Faivre – « *Nous avons tué Darlan* »)

Le 16 novembre les 40 premiers volontaires constituent le Special Detachment qu'Anstruther envoie dans le constantinois au camp de la Mahouna. Un autre groupe est envoyé fournir des armes au groupement 106 des chantiers de jeunesse de Sbeitla en Tunisie. Les italiens arrivant avant eux, ils sont redirigés sur Tabarka.

3- l'esprit gaulliste qui anime les jeunes du French Commando n'est pas étranger à cette remarque de l'auteur de la note, officier de l'armée régulière qui, quoiqu'ayant participé lui aussi à la préparation du débarquement américain, n'en reste pas moins maréchaliste.

Par je ne sais quelle voie, l'Intelligence Service, dont le responsable à Alger était un certain colonel Koenig, a réussi à intégrer les membres de l'équipe de la rue Charras qui s'étaient retrouvés dans ce que l'on pourrait appeler le centre d'instruction de la ferme Demangeat, à proximité du Cap Matifou. Le colonel Koenig avait sa résidence non loin de là, dans une villa d'Ain Taya, et ses officiers assuraient l'encadrement, l'instruction et l'endoctrinement des jeunes gens de la ferme Demangeat. Un des grands attraits du "French Commando" était la "mission" (terme que j'ai entendu prononcer je ne sais combien de fois, toujours avec le même extase) ... La "mission" consistait essentiellement à disposer d'une certaine somme d'argent, d'une voiture (c'était fantastique à l'époque pour un jeune de 19 à 20 ans), d'essence dans les dépôts militaires britanniques (autre merveille) pour aller porter tel ou tel matériel, telle ou telle consigne à l'une des étapes de l'Intelligence Service entre Alger et la Tunisie.

L'Intelligence Service (bien distincte du commandement militaire britannique, avec lequel les frictions étaient fréquentes), en effet, accompagna immédiatement, ou même précéda en Tunisie les éléments de tête de la 1^{ère} Armée Britannique (Général Anderson) et du V^{ème} Corps, et organisa toute une ligne de communication indépendante entre Alger et Souk el Khemis (Tunisie). Les principales étapes en étaient: le centre d'instruction de la ferme Demangeat, à proximité d'Ain Taya, Constantine, peu fréquentée et que j'ai peu connue, Guelma où était installé le PC arrière du Colonel Anstruther (chez un avoué ou un huissier) et à proximité de laquelle se trouvait le camp de la Mahouna, camp d'instruction pour le personnel de l'I.S. avant l'engagement en Tunisie, enfin le dépôt de Souk el Khemis, PC du V^{ème} Corps britannique, ou plus exactement une mine à quelques kilomètres au Nord de Souk el Khemis où se trouvait le PC avant du Colonel Anstruther et qui servait de base opérationnelle à l'I.S. pour les opérations en territoire occupé par les forces allemandes, et enfin le poste de Cap Serrat.

Un certain Major Thorens (un véritable phénomène, ancien du débarquement de Dieppe, qui ne se déplaçait jamais sans une petite valise équipée de multiples gadgets plus ou moins explosifs) assurait la liaison entre Alger, Guelma et Souk el Khemis ; je l'ai rencontré plusieurs fois à chacune de ces étapes, y compris au PC du V^{ème} Corps britannique, ainsi qu'à l'hôtel d'Ain Drahm, au Sud de Tabarka, oasis de calme en cette période trouble où l'on pouvait retrouver Randolph Churchill (fils de Winston) et ... une fille de l'Amiral Derrien.

J'ai bien connu toute cette ligne de communications que j'ai utilisée, à peu près chaque semaine, avec le Général de Monsabert, en décembre 1942 et janvier 1943, soit dans la Delahaye, soit dans la 16CV Hotchkiss que nous avait procurées Pauphilet.

L'Intelligence Service avait encore une antenne, sur le littoral Nord tunisien, au phare du Cap Serrat, où j'ai rencontré un petit groupe du French Commando, complètement isolé, et dont Philippe Ragueneau prétend avoir fait partie.

Tous les éléments du "French Commando", véritables supplétifs de l'Intelligence Service et non des forces britanniques régulières, se trouvaient complètement isolés, sans défense, livrés au bon vouloir de leurs employeurs, en situation irrégulière vis-à-vis des autorités françaises, notamment à partir du moment où fut décrétée la mobilisation générale en AFN, mobilisation qui touchait pratiquement la presque totalité des Français de souche.

La domination de l'I.S. sur les jeunes du "French Commando" était telle que l'histoire racontée par M. Mario Faivre (page 116) est effectivement arrivée à de jeunes Français fourvoyés chez les Allemands et qui se sont faits arrêter dans la région de Tébessa, je crois, où ils avaient été parachutés. Mais une aventure tout aussi tragique est

arrivée à quelques jeunes du French Commando qui contestaient la discipline à laquelle ils étaient soumis à la mine de Souk el Khemis. Pour s'en débarrasser, le Colonel Anstruther ou ses séides les ont envoyés derrière les lignes allemandes saboter une voie ferrée, mission dont ils ne sont pas revenus. Les Français n'avaient pas le monopole d'un tel traitement : le Major Thorens m'a fait lui-même, avec un certain cynisme, l'oraison funèbre d'un capitaine grec, qui en savait trop et qui, bien que spécialiste des explosifs, avait eu des ennuis définitifs avec une grenade qu'il manipulait malencontreusement au camp de la Mahouna.

C'est pour ces raisons et d'autres semblables⁴ que le Général Giraud a fondé le Corps Franc d'Afrique, malgré l'opposition de son Major général, le Général Lexer, du général Koeltz et de certains officiers de l'EM du Général Juin⁵. La décision a dû être prise très rapidement puisque mon avis officiel d'affectation au Corps Franc est daté du 25 novembre alors que, sur sa demande, j'avais déjà rejoint le Général de Monsabert à Alger, à l'époque où le PC (si on peut appeler cela un PC) s'installait dans une école de la rue Mogador (et non rue Charras comme le prétendent certains auteurs) avant de rejoindre l'appartement d'un avocat connu d'Alger, dans un immeuble situé en face de l'hôtel Aletti, à l'angle de la rue de Constantine et de la rue de la Liberté.

Dans l'esprit de ses créateurs, le Corps Franc d'Afrique répondait à des arrières pensées multiples. Il s'agissait entre autres :

- de donner un poste au Général de Monsabert, fidèle du Général Giraud qui, pour avoir participé activement à la préparation et à l'exécution du débarquement, était désormais tenu à l'écart sinon répudié par ses camarades des Etats-Majors Juin, Koeltz et même Giraud. (Des officiers comme le Colonel Conne commandant le 1^o RTA et le Commandant Pages commandant le III^o RTA, en pleine crise en Tunisie, aux abords de Pichon, refusèrent de recevoir des ordres de lui, et un certain Chef d'escadron du 4^{ème} Bureau de l'EM Juin refusait de lui serrer la main. La création du Corps Franc, appelé à

4- Après l'échec de Blida, Monsabert s'est caché à Sidi-Ferruch et a trouvé refuge à la villa Mahieddine, chez Lemaigre Dubreuil, avec Giraud et Beaufre, sous la protection des volontaires des chantiers de jeunesse. Il est déchu de la nationalité française, considéré comme un traître et l'on discute de la sanction qui lui sera appliquée. Le 17 novembre, les personnes ayant favorisé le débarquement sont amnistiés par Darlan, « les militaires ayant contrevenu aux ordres seront changés de commandement ou de corps et employés jusqu'à nouvel ordre à la liaison auprès des états major des forces alliées »

[Suite à la mort du capitaine Pillafort], Il nous faut chercher un autre chef indispensable à la légalisation de notre formation et à son administration régulière. Nous pensons au général de Monsabert qui, comme le général Mast et le colonel Jousse, se trouve dans une situation plus que difficile, puisque ceux qu'il avait arrêtés ou contre qui il avait agi ont été maintenus en place. Le général accepte de prendre la tête des volontaires à condition que les effectifs soient compatibles avec son grade et que la dénomination soit française. Après de nombreuses réflexions en commun, nous décidons de nous appeler désormais Corps Franc d'Afrique (Mario Faivre – « *Nous avons tué Darlan* »)

5- Marcel Aboulker raconte que : « Darlan fait créer le CFA par le général Giraud et le général de Monsabert. On acceptait dans le corps franc qui voulait. Les plus jeunes et les plus enthousiastes parmi les patriotes du 8 novembre s'y engagèrent, malgré les conseils répétés, dont les miens. Une fois sous l'uniforme, on expédiait tout le monde en Tunisie. Le tour était joué. La résistance perdit une bonne partie de ses effectifs. »

être engagé dans le cadre de la 1ère Armée britannique, permettait de réduire au maximum nos contacts avec la hiérarchie officielle française⁶.

- De récupérer les jeunes inconsidérément embarqués dans le "French Commando", maintenant à la merci de l'Intelligence Service et qui, par suite de la mobilisation, allaient se trouver en situation irrégulière vis-à-vis des Autorités françaises.

- De permettre à tous les volontaires qui, pour des raisons diverses, ne pouvaient être intégrés dans les unités régulières (la Loi Crémieux par exemple n'avait pas été rétablie et les Francs-maçons, sauf erreur de ma part, restaient exclus de l'armée), de participer au plus tôt à la lutte contre les forces allemandes.

- D'engager très rapidement des unités françaises aux côtés des Alliés. La diversité de ces motifs a entraîné une hétérogénéité invraisemblable dans le recrutement initial du Corps Franc d'Afrique. La cour de l'école de la rue Mogador était une vraie "cour des miracles". Paradoxalement, les moins empressés à s'engager, et surtout les plus difficiles à récupérer ont été les membres du groupe de la rue Charras et du French Commando, soit que certains aient continué à s'intéresser d'abord aux problèmes politiques d'Alger, soit surtout que les Britanniques de l'Intelligence Service aient mis une mauvaise volonté évidente à remettre ces jeunes otages à la disposition des Autorités françaises. Ils refusaient même d'en donner une liste nominative, qui aurait permis de régulariser leur situation.

Nous avons vu alors se présenter, d'abord rue Mogador, puis rue de Constantine et au dépôt de Maison Carrée un mélange de toutes sortes d'individus, depuis le simple clochard à la recherche du gîte et du couvert jusqu'à l'aventurier le plus cynique s'attribuant titres et grades imaginaires, et au vulgaire salopard cherchant à se dédouaner ou à fuir la justice, en passant par cet honnête Conseiller de Paris qui fut parmi les premiers à rejoindre la Tunisie.

Il était indispensable de faire un minimum de tri dans cette masse informe : c'est le Commandant Castaing, un de mes très bons amis qui en fut chargé. Sa profonde connaissance du milieu algérois, ses anciennes fonctions d'officier AMM et de 2ème Bureau à Blida, ses relations antérieures avec le Colonel Chretien et M. Achiary (qu'il avait connu notamment en février 1941 à l'occasion de l'enquête sur l'émeute de Maison Carrée) le désignaient pour ce travail ingrat qui lui valut bien des ennemis, mais qui lui permit de connaître bien des dessous de l'affaire Darlan.

Mais le recrutement du Corps Franc d'Afrique ne se limitait pas à Alger. Des officines de recrutement s'ouvrirent spontanément ici et là, notamment à Constantine, à Mostaganem, à Oran et à Rabat. A Oran, par exemple, il y eut à la fois deux officines distinctes créées par deux tendances rivales, dont je ne me souviens plus les obédiences.

Il ne suffisait pas de recruter du personnel, il fallait encore le loger, le nourrir, l'équiper, l'armer, l'organiser, l'instruire, ce fut en particulier l'œuvre du colonel

6- Monsabert confesse que : « A la vérité, l'organisation du corps franc ne m'avait pas emballé ; j'avais accepté pour aller me battre. Puisque l'hostilité de l'armée dite régulière, me fermait mon ancienne voie. A preuve, l'offre de Juin d'un commandement « régulier » qui se heurte à un refus catégorique de Koeltz quand Giraud lui en parle. Il y a une mission qui peut être « sacrée » : faire l'union de toutes les bonnes volontés contre le Boche ! Prendre les irréguliers, les rassembler autour d'un idéal. » (Monsabert – *notes de guerre*)

Jamilloux. Il fallait aussi se faire reconnaître par les Alliés la qualité d'unité combattante à part entière. Autant de problèmes qui ne furent pas aisés à résoudre, d'autant plus que nous ne trouvions presque aucune aide auprès des unités françaises, pour lesquelles une décision signée Giraud restait d'autant plus facilement lettre morte que ce dernier se refusait à casser les vitres. La mise sur pied du Corps Franc s'est donc opérée malgré la mauvaise volonté de la hiérarchie officielle, restée braquée dans sa presque totalité contre tous ceux qui avaient préparé le débarquement ou participé à sa réussite. L'Etat-Major fut long à se mettre sur pied faute de personnel qualifié ; au début, bien que nous soyons à peu près les seuls à connaître tous les problèmes, le Général de Monsabert et moi passions notre temps à faire la navette entre Alger et la Tunisie pour discuter des différentes questions avec l'Intelligence Service (à Guelma), avec les PC avant et arrière de la 1ère Armée britannique du général Anderson à Constantine et à Setif, avec le PC du V° Corps britannique à Souk el Khemis, avec les PC Koeltz (le Kouif) et Juin, à Laverdure puis à Djerissa, avec l'Etat-Major Giraud et celui du Major Général à Alger. Il fallut aussi visiter les différents centres de recrutement de Constantine à Oran, rechercher des camps d'instruction dans le Constantinois (Oued Zenati et Roum el Souk), puis en Tunisie (Tabarka)⁷.

7- Le général Durand, dans son livre « *Les Corps Francs d'Afrique* » rapporte que : « Au terme de la visite de Matifou, Monsabert et Pauphilet avaient convenu de faire une tournée en Tunisie avec Flipo et le capitaine de Boishéraud. Ils arrivent le 30 à Souk-El-Khemis et se rendent au camp du SD à Bir-El-Hallouf. Le général de Monsabert a l'intention de traiter avec Anstruther de l'articulation entre le SD et le nouveau CFA et du statut des volontaires du SD qui sont en situation irrégulière vis-à-vis des autorités militaires. Il serait souhaitable qu'une solution soit trouvée. Le Corps Franc pourrait les porter sur ses contrôles "pro forma". Ce serait peut-être un moyen de ramener dans nos rangs ceux dont on a besoin.

Mais Anstruther est dur en affaires et les jeunes SD sont en alerte. A leur avis Monsabert est un vichyste venu pour commettre une mauvaise action. A Tabarka, ils s'alignent sur un seul rang pour être passés en revue. Monsabert s'arrête devant chacun d'eux et chacun énonce les services rendus à la cause gaulliste et les peines ou punitions encourues de ce fait. Le palmarès est éloquent et le général en est surpris.

Le grand Claude Marchai, dont le regard plane à vingt centimètres au dessus du képi du général, déclare : "Nous ne sommes pas des militaires couche-toi-là et nous ne voulons être commandés que par des officiers gaullistes". Le lieutenant Ragueneau conclut en disant que ses camarades et lui-même sont des gaullistes et qu'ils n'accepteront à aucun prix de servir sous Darlan. Cet épisode est une station de plus au calvaire du *général Mon Sabre* qui est très affecté et même déconcerté. Il avait cru que ces jeunes gens n'étaient guidés que par la passion patriotique et était prêt à les en féliciter. Il découvrait une détermination froide qui allait être, pour lui, la première manifestation d'un conflit entre Français qui irait s'exaspérant pendant de longs mois.

Pour Anstruther, il n'est pas question de contraindre les volontaires à réintégrer l'armée française, il n'est pas question de les empêcher de servir sur un autre théâtre, il n'est pas question de livrer à la police ceux qui sont menacés, de les empêcher de porter l'uniforme britannique, de verser automatiquement au CFA ceux dont on n'aurait plus l'emploi. »

Pratiquement, la presque totalité de la logistique, nourriture, habillement, armement, munitions, véhicules, carburant, transmissions nous fut fournie par la 1^{ère} Armée britannique. La générosité britannique était motivée par le fait que le CFA, qui, pour des raisons psychologiques ne pouvait être intégré dans le 19[°] CA, devait être engagé au nord de la Tunisie, face à Bizerte, dans le cadre de la 1^{ère} armée britannique. Celle-ci manquait cruellement d'effectifs d'infanterie et n'était peut-être pas mécontente de souffler quelques éléments à l'Intelligence Service ... Les anglais tenaient soigneusement la comptabilité de ce qu'ils nous donnaient, et je ne sais si cela a été intégré dans le prêt bail ⁸. J'avais établi les tableaux d'effectifs et de dotation des unités du CFA et ne me souviens pas avoir eu de difficultés pour les faire approuver par la 1^{ère} armée britannique. Il est vrai qu'à l'époque nous n'étions pas encore habitués à la richesse d'équipements des armées alliées.

Un des premiers soucis du général de Monsabert fut de soustraire au plus tôt les unités du CFA de l'ambiance délétère d'Alger, et de les regrouper progressivement au plus près de la Tunisie. C'est ainsi que des centres d'instruction furent créés successivement à Bordj Bouarreridj, Oued Zenati, Oum Teboul et enfin Tabarka (certains n'ayant eu qu'une existence éphémère). D'autres centres furent créés au Maroc, mais que j'ai mal connus.

C'est à Tabarka que fut véritablement constitué le 1^{er} Bataillon du Corps Franc d'Afrique, sous les ordres d'un certain "Commandant" Balensi et sur des tableaux d'effectifs et de dotation, que j'avais dû établir moi-même en une nuit. C'est enfin à l'Est de Tabarka que ce bataillon fut engagé, fin janvier début février, au Sud du Cap Ferrat, dans le cadre d'une brigade britannique commandée par le brigadier Tichester Constable. Le PC du Corps Franc vint alors s'implanter dans ce secteur, d'abord sous les ordres du Général de Monsabert avec comme adjoint le Colonel Flippo, ancien attaché militaire à Prague), puis sous ceux du Colonel Magnan. C'est enfin dans ce secteur que le Corps Franc d'Afrique participa à l'offensive finale d'avril-mai 1943, ce qui lui permit d'entrer dans les premiers dans les faubourgs de Bizerte.

Par la suite, les unités du Corps Franc, ramenés en Kabylie, y furent soumises à une pression intense de débauchage par les agents de la 1^{ère} DFL⁹ (Général Brosset), qu'avait rejointe entre temps le Commandant Balensi, insuffisamment satisfait de la Légion d'Honneur que le Général de Monsabert avait, à grand peine, obtenu pour lui du Général Giraud personnellement.

Pour la soustraire à l'emprise des FFL, la compagnie kabyle du Capitaine Forestier fut, une nuit, enlevée en camions par le Colonel Jamilloux ; elle devint la Compagnie de garde du QG de la 3[°] DIA et participa glorieusement aux campagnes d'Italie (elle fut engagée à Cassino), de France et d'Allemagne.

Les éléments qui ne se laissèrent pas séduire par les sirènes gaullistes (malgré les avantages de solde et les promesses d'avancement) constituèrent le noyau du Commando de France commandé par le Colonel Bouvet puis par le Colonel Gambiez, qui resta

8- La loi prêt bail est une loi votée par le Congrès américain en mars 1941 à l'initiative du président américain Roosevelt afin d'aider matériellement le Royaume-Uni (et secondairement l'URSS). De 1941 à 1945, les aides américaines se sont élevées à 44 milliards de dollars et ont permis la livraison d'armes, de matières premières, de denrées alimentaires, de carburants...

9- DFL : Division des Français Libres, faisant partie des FFL : Forces Françaises libres, dépendant directement du général de Gaulle.

rattaché plus ou moins à la 3^o DIA (tant que celle-ci stationna en Algérie), puis participa notamment à la libération de Toulon, où s'illustra le Capitaine Ducourneau commandant une de ces compagnies.

Bonnier de la Chapelle

Le jeune Fernand Bonnier de la Chapelle faisait partie, dès le 8 novembre, du groupe du 7 de la rue Charras, puis de celui de la ferme Demangeat, où il fut équipé, armé et instruit par les officiers et sous-officiers de l'Intelligence Service.

La discipline du camp de la ferme Demangeat était assez souple (sinon anarchique) pour qu'il puisse se rendre à Alger quand il le désirait, et y retrouver ses anciens camarades de la rue Charras, au corps franc, ou ailleurs.

Liaison avait été prise en décembre entre le général de Monsabert, commandant le corps franc, et le colonel Koenig, chef de l'Intelligence Service, pour incorporer progressivement au corps franc tous les jeunes du « French Commando », de façon à régulariser leur situation. En effet, tous ces jeunes, engagés dans une armée étrangère, se trouvaient en infraction avec la législation française, ceux qui étaient mobilisables se trouvant classés comme « insoumis en temps de guerre ».

A l'occasion d'une de ces liaisons, en décembre 1942, nous avons déjeuné à la ferme Demangeat avec un groupe de jeunes, dont Bonnier de la Chapelle. A la fin du déjeuner, un gradé instructeur britannique a remis des armes à tous ces jeunes, Bonnier de la Chapelle a reçu un colt 45 (dont il ne s'est d'ailleurs pas servi pour assassiner l'amiral Darlan). Quelques instants plus tard, de Monsabert et moi, à Aïn Taya, avons également eu droit à notre colt personnel, remis par le colonel Koenig.

A la date du 24 décembre, jour de l'assassinat de Darlan, on peut considérer que théoriquement la situation des jeunes de la ferme Demangeat était régularisée, au moins sur le papier, vis-à-vis des autorités françaises ; certains étaient même déjà en service à l'EM du corps franc, comme Mario Faivre, Sabatier, Ben Said, etc ...

Il y a eu tirage au sort pour désigner l'assassin de Darlan, à Aïn Taya ou plus vraisemblablement à Alger. Le premier désigné par le sort était le fils d'un haut fonctionnaire d'Alger, peut-être Muscatelli ou Temple, il s'est dégonflé, Bonnier de la Chapelle n'a été que le 2^{ème} ou le 3^{ème} désigné par le sort.¹⁰

Pauphilet

L'aspirant Pauphilet, qui s'était montré très actif dans la nuit du 7 au 8 novembre, nous a beaucoup aidé pour la mise sur pied du corps franc, nous introduisant à la ferme Demangeat et auprès de l'Intelligence Service, nous accompagnant fréquemment jusqu'en Tunisie.

Mais, curieusement, il a toujours conservé ses distances et avec le corps franc d'Afrique, et avec le groupe de la ferme Demangeat. Il a fini par rejoindre une unité régulière d'artillerie, et j'ai perdu sa trace.

10- Quoique plusieurs témoins (dont Mario Faivre) rapportent ces tirages au sort, comme des jeux de jeunes exaltés, Bonnier de la Chapelle n'en parle pas dans ses aveux détaillés (voir page 181).

COMMANDEMENT EN CHEF
DES FORCES FRANÇAISES
TERRESTRES ET AÉRIENNES
EN AFRIQUE

CORPS FRANC D'AFRIQUE

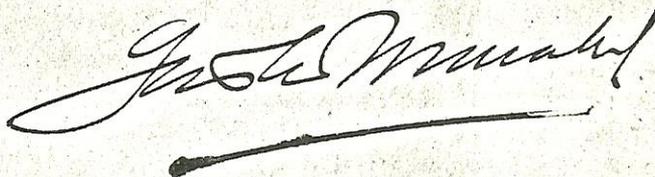
Etat-Major

O R D R E de M I S S I O N

Le sous lieutenant PAUPHILET officier de liaison du général de Monsabert commandant le Corps Franc d'Afrique, se mettra en liaison avec les autorités alliées pour régler les questions relatives à l'armement et à l'équipement des unités du Corps Franc, conformément à l'accord de principe réalisé auprès du commandant de la 1ère armée britannique.

Alger le 7 décembre 1942

Le général Commandant le CFA



Sabatier

Sabatier faisait bien partie à l'époque de l'état-major du corps franc d'Afrique.

Il fut accusé plus tard d'avoir communiqué aux allemands, je ne sais par quelle filière, un document sur l'organisation du Corps Franc, dont fit état « Radio Stuttgart ». Pour l'accabler plus sûrement, l'accusation prétendit que ce document était secret.

Rentrant d'Italie à Alger au moment du procès en juillet 1943, et prévenu par le commandant Castaing, j'ai pu témoigner que ce document, établi par moi, n'avait aucun caractère secret, que c'était au contraire une note d'information destinée à être diffusée largement à l'intérieur du corps franc.

Depuis, j'ai perdu la trace de Sabatier, mais j'ai entendu dire qu'on lui avait aussi reproché des articles antisémites écrits dans « *Je suis partout* », avant 1940.

Mario Faivre

Ami de Jean-Baptiste d'Astier (fils d'Henri), en compagnie de Jean-Baptiste d'Astier, et de Roger Rosfelder conduisit la voiture qui emmena Bonnier de la Chapelle au palais d'été pour y assassiner Darlan. Il sera parachuté dans les Vosges dans les commandos, sous les ordres d'Henri d'Astier, et on le retrouvera plus tard parmi les partisans de l'Algérie française, et l'OAS.

Liste nominative du groupe de la rue Charras

(établie à l'époque par l'aspirant Pauphilet, à mon intention)

- | | |
|---------------------------------|-------------------------------|
| 1-Le Meur | 43- Sabatier |
| 2-Arnaud | 44- Salm |
| 3-Blatz | 45- Sirot |
| 4-Bonnier de la Chapelle | 46- Thill Jean |
| 5-Brisson Gubbert | 47- Vargues |
| 6-Bures | 48- Wahl |
| 7-Casenave | 49- Weber |
| 8-Chemineau | 50- Tilly |
| 9-Chesnay | 51- Reynaud |
| 10- Coulombel | 52- Capitaine Bier |
| 11- Croue | 53- Capitaine Zurcher |
| 12- Bureau | 54- Lieutenant Marnat |
| 13- Escana | 55- Commandant Mamo |
| 14- Espinay | 56- Piriou |
| 15- Evancu | 57- Aspirant Pauphilet |
| 16- Faivre Mario | 58- Gave |
| 17- Garouel | 59- Pellerin |
| 18- Ginestet | 60- Girardin |
| 19- Guldner | 61- Gendron |
| 20- Heinzelman | 62- Aynesse |
| 21- X | 63- Martin |
| 22- Herelle | 64- Schmitt |
| 23- Huson | 65- Delfuget |
| 24- Kart | 66- Greenber |
| 25- De Klugenau | 67- Neveux |
| 26- Koenig | 68- Avia 1 |
| 27- Laffont | 69- Avia 2 |
| 28- Le Dieu de Ville | 70- Arguillère |
| 29- Limouse | 71- Bucquet |
| 30- Lucas | 72- Dubreuil |
| 31- Lucci | 73- Charpoi |
| 32- Massoular | 74- Brisson Girard |
| 33- Mathieu | 75- Sival |
| 34- Maurois | 76- Mabon |
| 35- Parisien | 77- Fabrer |
| 36- Pasquini | 78- Caporal Benzaglia |
| 37- Pavie | 79- Fohanno Yves |
| 38- Pignon | 80- Repumel Louis |
| 39- Ponsot | 81- Bogglin |
| 40- Pognant | 82- Mensour |
| 41- Rager | 83- Bouchardon |
| 42- Rosfelder | 84- Orel |

La composition de l'état major du CFA durant cette période était en gros la suivante :

1^{er} bureau – lieutenant Angeletti, qui venait comme moi de la 5^{ème} brigade de Blida, et quittera le CFA en février 1943 pour rejoindre le général de Monsabert.

2^{ème} bureau – Capitaine Castaing, officier de réserve et ancien officier AMM de la subdivision de Blida, qui sera affecté plus tard à des services spéciaux (Soustelle). Le 2^{ème} bureau sera renforcé début 1943 par un conseiller municipal de Paris (ancien aviateur ?)

3^{ème} bureau – Capitaine de Boishéraud, venant de l'EM de la 5^{ème} brigade de la subdivision de Blida. Fut ensuite affecté au 3^{ème} bureau un capitaine Morange, artilleur, qui avait été éliminé de l'armée d'armistice et ne pouvait donc rejoindre l'armée régulière (c'était le cas de beaucoup de cadres du CFA)

4^{ème} bureau – Le titulaire était un certain Valée (ou Valère) peut être officier de réserve; il y avait un second officier dont le nom est Deitweiler.

Chiffre – lieutenant Vrillon, officier de réserve, qui s'était occupé de l'édition d'un livre sur le centenaire de l'armée d'Afrique, et qui rejoindra le général de Monsabert à la 3^{ème} DIA.

Je ne me souviens pas si à l'époque le colonel Jamilloux avait le titre de chef d'EM, c'est probable. Il s'occupait surtout des problèmes logistiques et de l'organisation du 1^{er} dépôt qui s'installa il me semble à Hussein Dey (ou Maison carrée ? dont il fut maire par la suite)

Le colonel Flipo, ancien attaché militaire à Prague, camarade de Saint Cyr du général de Monsabert a rejoint le CFA en décembre probablement, il a commandé le détachement avancé du CFA en Tunisie, détachement qui comprenait essentiellement le 1^{er} bataillon du CFA, aux ordres du commandant Balensi, lequel, après la prise de Bizerte, rejoindra les FFI en juillet 1943, puis la 3^{ème} DIA en Italie en juin 1944.

C'est au PC opérationnel, entre Tabarka et Sedjenante, au sud du cap Serrat, que le colonel Magnan, lui aussi à l'index de l'armée régulière en raison de son attitude au moment du débarquement américain au Maroc, succéda au général de Monsabert à la tête du CFA. J'ai quitté le CFA dans les 48h qui ont suivi le départ du général, et mes souvenirs s'arrêtent là.

Bernard de Boishéraud



Giraud et Monsabert

Après avoir participé à la constitution du Corps Franc d'Afrique, Monsabert est réintégré dans l'armée régulière comme commandant des éléments de réserve du corps français de Tunisie, dépendant du général Koeltz.

« 19 février - Le mercredi, faux départ par avion. Je poursuis par la route avec de Boishéraud.

Jeudi - premiers contact avec les bataillons épuisés ; premiers ordres, premières dispositions.

Koeltz me raconte ses premiers contacts avec Giraud, sa résistance à ses ordres, etc ... en somme il obéit sans obéir, et maintient son corps d'armée dans une résistance d'esprit de plus en plus grande.

Si Giraud ne change rien à cette situation, dans quelle situation l'armée victorieuse se présentera-t-elle devant la nation ? L'armée, loin d'être le ciment, sera l'élément de dissociation : c'est tragique !

Vendredi - Mon commandement se trouve supprimé. » (Monsabert – *notes de guerre*)

Finalement, Monsabert est affecté en Tunisie, dans le cadre de la 1^{ère} armée britannique :

« 27 février - Je suis désigné pour prendre un commandement sous les ordres du général Mathenet.

14 mars - Visite en jeep quotidienne à un poste de première ligne, un jour ici, un jour là. A chaque visite aux sections de l'échelon, je trouve ma vraie récompense. Les bons yeux des soldats qui me regardent, heureux de voir qu'on pense à eux. Reçu quelques obus en visitant le I/5^o RTS, à la pointe extrême du secteur. Baptême du feu de Boishéraud. » (Monsabert – *notes de guerre*)

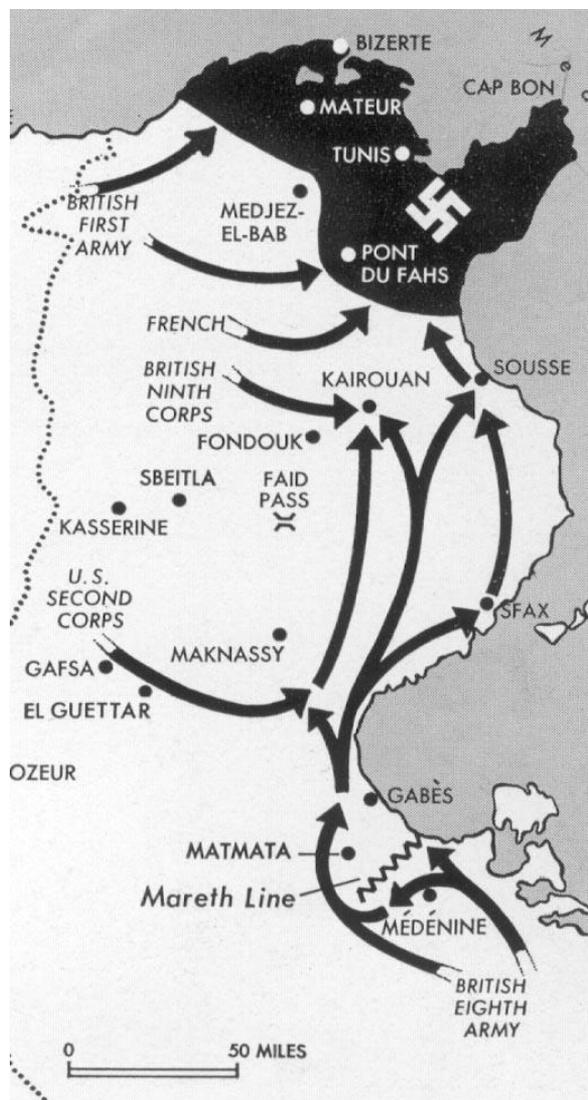


Monsabert en Tunisie

Journal d'opérations de la 3^o brigade en Tunisie 1943

Sous-secteur nord de la 1^o division de marche du Maroc
Période du 28 mars au 28 avril 1943

(Notes de Bernard de Boishéraud)



28 mars 1943 - Coup de main cote 666, Alliliga.

30 mars - Le brigadier Mattheus change de PC.

31 mars - Arrivée de la mission turque à 10h15. On la conduit à l'observatoire du Merella : tour d'horizon, exécution de deux tirs de concentration à la demande, sur des objectifs désignés par les turcs.

A 12h30, la mission turque revient déjeuner au PC.

Dans l'après-midi, elle visite les positions de la 3ème Brigade britannique; on lui montre un Churchill, puis on l'emmène visiter un "goum" marocain du Cdt. de Colbert.

A 12h25 le I/1 REI¹ signale un rassemblement important de chars au Sud de la Sebket el Kourzia. La division et le 19ème Corps sont immédiatement alertés.

Vers 14h, le 1er REI signale que les chars, au nombre de 60 à 90 remontent vers le Nord. Deux avions de reconnaissance confirment le mouvement, mais réduisent le nombre à dix.

D'autres mouvements de chars et de véhicules sont aperçus dans l'après-midi par les unités de la 3ème Brigade ; mouvements en direction du Nord-Ouest.

Le Lieutenant ... , affecté par le 19ème Corps comme officier de liaison auprès de la 3ème Brigade, se présente au PC pour y prendre ses consignes.

21h00 - Ordre de la 1° DMM² d'avoir à prévenir le I/63° RA et le III/6° RTA qu'ils feront mouvement dans la journée du 1er avril.

1er avril - Au cours de la nuit, circulation de camions assez intense sur la route Pont du Fahs-Roboa remontant vers le Nord.

Une patrouille amie est parvenue en 720.950 sans trouver le contact.

Une autre patrouille ayant poussé jusqu'en 692.917 y a détruit une mitrailleuse ennemie après un combat corps à corps sans perte amies.

La nuit a été calme sur le front de la 3ème Brigade. Le 20 Forester a été relevé par le 2° K.L.I.

La 1° DWR signale des terrassements à la ferme Carrier 612.129 et des bruits de mouvements de véhicules au Nord de la Sebket el Kourziat.

Une patrouille du I/1° REI a poussé en 74.00 sans trouver le contact, une autre patrouille a été accrochée en 70.03 sans perte.

Le Capitaine Glazot déjeune à la popote ; le Général Koeltz et le Général Mathenet arrivent à 14h30 et partent avec le général de Monsabert reconnaître la région Nord-Ouest du Rihiane.

Visite d'un officier de la 1ère Armée britannique venu demander des renseignements sur l'ennemi, en vue de faire faire des photos d'avion.

Arrivée du colonel Toujon (?) venant de la 1ère Armée pour voir le général.

Renseignements de la journée : RAS ; un groupe de huit Allemands a été vu à Bir-Rahal (66.09).

2 avril - nuit calme sur le front de la 3ème Brigade. Quelques mouvements aperçus sur la pente Est de la cote 286.

1- REI : Régiment Etranger d'Infanterie.

I/2° ... signifie premier bataillon du 2° régiment

2- DMM : Division Marocaine de Montagne ; RA : Régiment d'Artillerie

- Une patrouille du I/15° RTS¹, parvenue en 729.960 n'y a pas trouvé le contact ; un tir de 50 obus a été exécuté sur les positions du I/15° RTS par une batterie repérée en 779.963.

- 4 mortiers ennemis ont été repérés en 688.879, 687.878, 685.877, 688.888

- Le III/7° RTM enlevé en camions pour faire mouvement sur la région de Bou Saadia ; les camions qui étaient annoncés pour 22h.30 n'étaient pas arrivés à 0h30.

- Une patrouille du I/1° REI s'est approchée de la ferme 730.036, occupée par l'ennemi qui y faisait des travaux d'organisation du terrain. Au retour, un élément de la patrouille a été fortement accroché (un disparu probablement tué ; un blessé léger et un évadé).

- Une patrouille du I/1° REI n'a rien trouvé au point 700.035.

- Pendant la relève de la batterie antichars de l'Argoub, tir ennemi de 70 obus (un blessé léger).

Le Colonel Boucher rend compte que le coup de main prévu pour la nuit du 2 au 3 vers le pont 745.003 n'aura pas lieu, le I/1° REI ayant eu deux déserteurs cette nuit.

Arrivée de deux compagnies du 1er Bataillon du 1er Etranger de marche (Commandant Daigny).

3 avril matin - la 3ème Brigade fait un prisonnier du III/H G Rgt à la cote 286 et ... essaye de nous souffler le prisonnier. Celui-ci aurait déclaré que les allemands ne préparaient pas d'attaque sur le I/15° RTS.

Trois patrouilles envoyées en direction de l'oued Kramars et de la cote 337. Cette dernière fortement accrochée a pu se dégager sans perte grâce à l'appui de l'artillerie.

Des embuscades tendues par le II/15° RTS n'ont donné aucun résultat.

Le commandant Jaubert m'annonce le départ du 2ème Field Rgt. qui ne serait remplacé que partiellement par le 23° RA.

Le Général Kergoat, le Colonel Monorz et un capitaine viennent voir le Général et s'invitent à déjeuner.

3 avril soir - le 2° field RA et l'escadron du 51ème char feront mouvement dans la nuit du 3 au 4 sur Gafour ... Le 2ème field RA ne sera pas remplacé.

Vers 15h, un Messerschmitt est abattu à proximité du PC ; le pilote est fait prisonnier.

A 15h5, 4 chars sont signalés en 836-009

A 15h10, 12 chars sont signalés en 81-01, en formation dispersée

A 15h55, 5 chars sont signalés en 842-008.

Vers 18h, une colonne de 61 véhicules blindés se déplaçant vers l'Est est signalée sur la route à l'Est de Goubellat.

Renseignements complémentaires sur la nuit du 2 au 3 :

a) Une patrouille du I/15° RTS envoyée à la cote 337 (Eumane ensa) a été sérieusement accrochée (un mortier dans l'oued Zengou)

La cote 304 est occupée par l'EMI².

b) Une patrouille a longé le chemin N.S. bordant à l'Ouest l'oued Kramars (RAS)

Arrivée du capitaine Castaing et du lieutenant de Waresquiel

Départ de Chaussy remplacé par Tallex (transmissions)

4 avril matin - Les mouvements prévus pour la nuit ont été exécutés.

L'escadron de chars relevant le 51° Rgt reste provisoirement dans la région de Gafour pour se mettre en état de marche ; il doit rejoindre le 5 au soir.

1- RTS, RTM, RTA, RTT : Régiment de Tirailleurs Soudanais, Marocains, Algériens ou Tunisiens

2- EMI : Etat Major Interarmées

La ferme 705-013 a été évacuée par l'ennemi.

Une patrouille ennemie de 25 hommes environ s'est présentée en 60-08.

Les trois dernières compagnies du bataillon de marche de la Légion arrivent à el Aroussa.

La 102° batterie de ACB (Capitaine Dubois) reçoit l'ordre directement de quitter le secteur pour aller se mettre à la disposition du groupement dans la région d'Ousseltia.

4 avril soir - Bou Arada a été bombardé à deux reprises (11 obus à 10h50 et 9 obus à 13h25) ; 9 obus n'ont pas éclaté. Le silo de Bou Arada a été gravement endommagé.

L'officier de la Military Police d'el Aroussa vient réclamer des équipements divers qui, paraît-il, appartenaient au pilote allemand descendu la veille, et seraient détenus indûment par les Goums. Le Capitaine de Ganay promet de rendre ce qui appartenait au pilote.

Le sous-secteur Sud-est a été à trois reprises différentes survolé au cours de l'après-midi par un avion ennemi.

5 avril matin - Le Général de Monsabert envoie une lettre à la DMM pour protester contre la limitation qui lui est faite au point de vue artillerie (retrait des 36 pièces de campagne remplacées par 20 pièces de Medium et de Heavy).

5 avril soir - Le Colonel EON vient voir le Général pour lui démontrer qu'il n'a pas besoin d'artillerie : les Anglais constituent une masse importante de manœuvre derrière nous, tant pis si la première ligne se fait enfoncer. Rien à signaler par ailleurs sur le front du sous-secteur.

Dans la soirée, arrive un message de la DMM annonçant que le 23° Field Rgt assurera l'appui du II/15° RTS de ses positions actuelles et sans nous être subordonné (fumisterie).

Il paraît que le groupement Conne s'est insinué entre Mathenet et Welvaert. Il est autonome et dépend directement du Général Koeltz.

6 avril matin - Dans la nuit, une patrouille allemande s'est présentée devant un point d'appui du I/15° RTS ; cette patrouille, dotée de mines a été repoussée ; aucun résultat connu.

Le capitaine Castaing part voir les Généraux Jurion, Koeltz, Conne, Welvaert. Il compte rentrer jeudi.

Barat Dupont arrive voir le Général, un peu dégoûté du Corps Franc d'Afrique, dont le PC serait encore à Ain Draham à près de 90 kms des lignes.

Arrivée du Colonel Gentis, commandant la 4ème 1/2 Brigade de légion ; il a tout vu, tout dit, et tout fait mieux que tout le monde, critique tout, est le seul à savoir commander.

Un escadron du 48° Rgt de chars "Churchill" est arrivé dans la nuit et a pris les emplacements de l'escadron de réserve immédiate.

6 avril soir - Le Colonel Jourdan commandant la DCA de la DMM vient essayer d'obtenir des renseignements sur les emplacements de la DCA anglaise : rien à faire, eux-mêmes ne sont pas au courant.

Coup de téléphone de Moulins (I° RTA), ni chèvre ni poisson pour une question de service, il doit venir dans quelques jours.

Le I/DWR a fait un coup de main dans l'après-midi (30 hommes et le Cdt. de bataillon le Lnt. Colonel Armstrong) sur la ferme 665-129. Ils ont surpris un poste ennemi de 1

officier et 23 hommes et les ont tous tués sauf 4 prisonniers. Ils ont eu 1 tué et 3 blessés dont le Lnt. Colonel. Les prisonniers sont conduits à la M.P. ¹ d'el Aroussa. Départ des Goums à 18h pour Sodje (?); ils sont relevés par la 3ème Cie (Capitaine de Boissieu) du I° Rgt de marche de la Légion.

7 avril matin - RAS pour la nuit sur l'ensemble des fronts.

Le Général part avec de Waresquiel et Angeletti voir le I/DWR et le féliciter du coup de main d'hier. Angeletti veut exiger du bataillon un mémoire de propositions réglementaires pour la Légion d'Honneur.

Carida vient m'annoncer d'un air narquois que, par suite d'un malentendu, les 4 prisonniers remis hier à la M.P. ont été dirigés sur Souk el Khemis.

Il paraît que la 8^{ème} armée a traversé le goulot de ...

En attendant, les Anglais s'obstinent à pousser partout au lieu de faire effort uniquement sur Sousse en vue de couper l'ennemi en deux ; finalement, le boche va se replier dans le Nord et avant peu, nous les auront sur le dos.

7 avril soir - Le capitaine Castaing revient bredouille, n'ayant pu voir ni le Général Koeltz ni le Général Conne.

Le Général Mathenet venu dans l'après-midi, laisse entendre que nous serions constitués en division prochainement. Il annonce l'arrivée d'un officier du 2ème Bureau (Capitaine Budet).

Demain matin, une attaque doit être déclenchée sur Pichon. Trop tard, les Allemands ont déjà dû remonter une bonne partie de leur monde dans le Nord.

Aucune nouvelle sur l'attaque de Toukabeur.

de Sainte Croix, la jeep (de Waresquiel) et le chauffeur sont tombés dans un ravin.

RAS sur tous les fronts.

Jeudi 8 avril matin - RAS sur le front du Colonel Morliere.

Une patrouille ennemie a attaqué la ferme 646-045 et a été repoussée avec des pertes.

Des travaux d'organisation du terrain et de pose de réseaux sont exécutés par les Allemands sur les pentes Est de la cote 286.

La cote 217 (725-023) est inoccupée.

Des retranchements ennemis sont repérés en 660-094.

8 avril soir - Le Capitaine Budet affecté à l'EM comme Chef du 2ème Bureau rejoint et prend ses fonctions.

Le Colonel Gentis, commandant le 1° REIM² vient voir le Général et reste dîner.

Vendredi 9 avril - RAS pour la nuit.

Le Général part avec de Waresquiel déjeuner chez le Colonel Eon avec le Colonel Lagarde, et se promener autour du bargou. Revu Orsini à Bou Arada dans la soirée ; il a gardé la moustache et l'a complétée par un magnifique bouc.

Samedi 10 avril matin - RAS sur tout le front pendant la nuit.

Visité avec le Général la cote 414 et la cote 461. Observatoire splendide sur le Mansour.

1- MP : Military Police

2- REIM : Régiment Etranger d'Infanterie de Marche

Samedi 10 avril soir - Parti avec le Capitaine de Boissieu pour établir la liaison avec la 2ème Brigade, rencontré un poste du Spécial Détachement (Gauthier et Bokanowski) qui patrouille au Nord du Rihane.

Le Commandant de la 2ème Brigade a accepté l'établissement d'un poste mixte (un groupe de la Cie Boissieu – I blindé britannique) à la cote 374. Ce poste mixte sera en place le mardi 13 à 10h De Boissieu n'a pas l'air très enthousiaste de son installation dans le Rihane.

Vrillon et Poli partent chercher la jeep de Waresquiel à Pichon.

Le capitaine Castaing revient de Gafsa ; il a l'impression qu'il suffirait de supprimer quelques têtes pour que tout marche mieux.

Le Général Welvert a été tué par un boby trap ; il paraît que c'était un type bien.

Mast - Baril - Welvert ... coïncidences.

Sfax a été pris ce matin, soi-disant les Allemands se replient en déroute ?

Dans le Nord, cela n'avance pas beaucoup. Des réserves remontraient du Sud dans notre région. 36 chars Churchill sont attendus ce soir. Les transmissions révèlent qu'il va y avoir des déplacements de PC. Le grand rush se prépare, à quand l'hallali ?

Castaing prétend que le patron prend la 1ère division à former (l'ancienne de Constantine), 3° RTA, 7° RTA, 4° RTT. Dès que les opérations de Tunisie seront terminées. Le général Giraud le lui aurait promis.

Arrivée de la Compagnie anti-char du 1° REIM, sans canons, elle est commandée par le capitaine Fritch (ex 3° bureau de la division d'Alger puis de la division Mathenet).

Dimanche 11 avril matin - RAS sur le front.

Le Colonel commandant l'AD¹ de la division Welvert téléphone au Général pour lui demander s'il est exact qu'il prend le commandement de la division.

A 10h, on signale que le I/6° RTA est accroché du côté de 705 mais est en bonne posture.

A 14h, conférence sur les mines à el Aroussa.

A 15h, réunion des chefs de corps et de bataillon en vue de préparer deux coups de main, l'un sur Henchir Ali Sagath, l'autre sur la cote 337. La question délicate est celle de l'artillerie de campagne insuffisante numériquement ; il faudra déplacer les batteries du groupe Durand pendant 48 heures. Il est décidé de faire les deux coups de main dans la nuit du 13 au 14. D'ici là, des patrouilles préciseront le contact.

Le capitaine Fritch vient se présenter au Général et reste dîner. Il doit être détaché au 3° bureau Mathenet et est furieux. Il raconte l'engagement de la BLM² Duvigier pour reprendre Tafaraoui ; ce fut un massacre inutile. Il n'a pas changé ; il a connu la bande de Frorelle et la bande de la Maisonneuve à St. Quay et Etables : le monde est bien petit.

Lundi 12 avril matin - Les patrouilles des I/1° REI et I/15° RTS sont tombés sur du dur cette nuit ; occupation renforcée depuis 48 heures ; organisation du terrain poussée ; réseau de fil de fer barbelés , etc...

Le Colonel Morliere et le Colonel Gentis demandent à remettre à plus tard les deux opérations prévues pour la nuit du 13 au 14 afin de préciser d'abord le contact.

Bombardement aérien de Bou Arada

Le Général de Monsabert, le Commandant Lesage et de Waresquiel partent voir le Général Mathenet à son nouveau PC.

Sousse est tombé ce matin.

1- AD : Artillerie Divisionnaire

2- BLM : Brigade Légère Mécanique

12 avril soir - La 46° Division (reconnaissance - 138° et 139° Brigades artillerie) arrivent demain soir dans la région el Aroussa-Gafour.

Il faut faire évacuer la ferme pour laisser la place à ces messieurs. Après conférence, le Général décide de supprimer les coups de main prévus sur 337 et Henchir Ali Sagath, et de les remplacer :

- par un coup de main sur 284 ;
- par un autre coup de main à étudier par le bataillon Penette.

Le capitaine Vasnier arrive en détachement précurseur du 2° RTA placé en réserve de division au Sud d'el Aroussa. Ils ont eu beaucoup de pertes par Boby traps¹ du côté de Pichon.

Activité intense d'aviation dans la première partie de la nuit.

Contre-ordre pour le 2° RTA vers 23h Il ira du côté de la ferme Lescure ; le secteur français va probablement se concentrer dans la zone montagneuse.

Mardi 13 avril matin - Les patrouilles du III/6° RTA n'ont pas trouvé le contact cette nuit aux pieds du Mansour.

13 avril soir - L'arrivée de la 46° Division en arrière d'el Aroussa. Ai été assister au coup de main du I/15° RTS sur la ferme 284. Chou blanc.

Mercredi 14 avril - Grand déjeuner au PC : les 2 de Moussac, Bara-Dupont, Colonel Allard, etc... Réunion pour organiser le coup de main du I/1° REIM sur le pont 238. Le bataillon Clement au complet va s'installer à 10 kms sud-est d'el AROUSSA..

Jeudi 15 avril - Grosse émotion, on signale 9 chars et 3 compagnies fonçant sur l'Argoub. Les mediums ne peuvent pas tirer parce que leurs observateurs ne voient rien. Finalement, c'était un canard.

Le Général Lecouteux et un groupement blindé (80 Somua² et Valentine) vient reconnaître le Mansour.

Le II/15° RTS veut à tout prix prendre l'Alliliga (trop gros morceau tout de même) ; l'opération est décommandée à la suite d'un cornard.

La 46° sera au complet d'ici peu et agira d'abord au Nord du Rihane.

1- mines

2- Somua : char français ; Valentine : char anglais

Vendredi 16 avril - Le Général de Monsabert est convoqué pour 9h par le général Koeltz (Kleber)

Un avion allemand s'est fait saluer de belle façon vers 6h par la DCA. Cinq bombes sont tombées aux environs d'el Aroussa.

De Boissieu rend compte de ce que la 2° Brigade n'est toujours pas venue prendre la liaison à la ferme de la cote 374.

Déjeuné chez Glaizot ; est très aimable, toujours le même.

Visité une pièce de 90 DCA britannique. Inspire l'envie.

Le Général rentre du PC Koeltz ; on veut, paraît-il, attaquer le Mansour avec les seuls moyens dont nous disposons en ce moment, ou plutôt l'attaquer sans l'attaquer, tout en l'attaquant. Les limites sont foutues d'une façon idiote, laissant aux Anglais une ... antichars et à nous ... un terrain de choix pour les Allemands.

Le Général commandant la 46° Division dîne à la popote avec le Brigadier Matthews et le Brigadier Rogers.

Samedi 17 avril - La patrouille de cette nuit (II/15° RTS) est tombée sur un bec, le groupe de recueil ayant été attaqué avant l'affaire et s'étant replié. La patrouille est arrivée au sommet de l'Alliliga où elle a été accueillie à 20 mètres par les armes automatiques allemandes.

Bilan : 2 disparus, dont le Capitaine Le Wirian
3 blessés, dont un grave.

Une patrouille du III/6° RTA est arrivée également au sommet de l'Alliliga et a décroché grâce à notre artillerie.

Bilan : 1 disparu et 2 blessés.

Dimanche 18 avril - A partir du 20, la limite Nord du sous-secteur est ramenée à ...

En conséquence :

a) le III/15° RTS reste momentanément en place à la disposition de la 46° DI britannique.

b) le PC se déplace et se porte à Henchir Haouli, à 2 kms S-O de Ksar Bou Rekress. mouvement terminé dans la matinée.

Sur le front : RAS.

Lundi 19 avril - Dans la nuit, le II/1° REIM du Commandant Clement a relevé le I/15° RTS remis à disposition du Colonel Morliere commandant le 15° RTS (région de Mesella).

A 9h30, réunion des chefs de corps (Colonels Calderou, Morliere, Gentis, Gesrel, Besançon, Lebac, Radiguet) pour préparer l'offensive prévue.

A partir de 18h, le 6° RTA passe aux ordres du Général de Monsabert et la limite Sud du sous-secteur est fixée à

En conséquence, le commandement, dans la situation défensive actuelle, est la suivante du nord au sud :

1) II/15° RTS, pour mémoire, à la disposition de la 46° DI

2) Groupement Gentis, I et II/1° REIM

3) Groupement Morliere : I, II et III/15° RTS

Limite Nord : limite Sud du groupement Gentis

4) Groupement Calderou : I et III/6° RTA

Limite Nord : Sud du groupement Morliere ; Limite Sud : celle du sous-secteur.

Mardi 20 avril - Tir de réglage sur 640. ferme Constant. 705. Hir Gatticia.

Mouvement de petits groupes de 2 à 4 hommes dans la plaine devant la Légion.

Circulation intense sur la route d'Enfidaville.

Le III/6° a été relevé par le III/1° REIM dans la nuit du 19 au 20.

Transport du III/2° RTA de Siliana à Roboa par des camions de la légion.

Mouvement de l'EM du 1° et 2° RTA de Roboa au Mesella.

Déjeuner avec le Colonel Calderou.

On nous demande de faire fournir par chacun des 1° REIM, 15° RTS et 2° RTA un détachement d'honneur de deux officiers et 48 hommes, rendus pour le 21 à 17h, en prévision de l'entrée à Tunis

Mercredi 21 avril - Le détachement d'honneur du 2° RTA sera fourni par le II/2° RTA en réserve. Le détachement d'honneur du 15° RTS ne sera envoyé qu'après la relève du III/15° RTS par les Anglais.

Dans la nuit du 20 au 21, le III/2° RTA (Commandant PLAY) a relevé le II/6° RTA (Commandant Courget) dans la vallée de Roboa dont il assure désormais la défense.

Le II/6° RTA est remis à la disposition du 6° RTA pour l'opération du Mansour.

Jeudi 22 avril - Une patrouille du III/1° REIM a été jusqu'au signal de l'Alliliga, et y a trouvé le contact habituel.

Réunion des chefs de corps et chefs de bataillons par le Général Koeltz qui expose sa manœuvre. Dans la matinée, le Général explique la manœuvre au Colonel Gesrel

Dans la soirée, vers 19h, on nous prévient de nous tenir prêts à se mettre en place.

Mesure annulée vers 23h.

Les Anglais ont commencé leur attaque ; dur au Sud ; normal au Nord.

Vendredi 23 avril - Les patrouilles de la légion trouvent toujours le contact sur l'oued Kramun.

A 12h, le pont sur l'oued Zengou (cote 238) saute ; mais reste gardé.

Contact normal sur toute la ligne ; activité de l'artillerie ennemie.

A 17h, on reçoit l'ordre de mise en place.

Le III/15° sera relevé dans la nuit par le II/3° Zouave (Difficultés avec les Anglais)

Le III/3° Zouave arrive vers 18h.

Samedi 24 avril - Brouillard, on ne voit rien.

La mise en place s'est effectuée normalement. Il devient dangereux de laisser les unités en attente entassées au bas des pentes. Le général se rend à la ferme Constant, visite la base de départ et va voir le colonel Gentis.

Une patrouille de la légion a été encore accrochée.

79h On ne voit toujours rien.

10h : réunion plénière du Général Koeltz et des chefs de corps.

Tout est décommandé.

Dans l'après-midi je vais au PC du Colonel Gentis

17h : de nouveau, ordre de mise en place. 2 sections du 7° RTA sont mises à notre disposition, l'une assurera la garde du PC avant, l'autre celle du PC arrière.

20h : bombardement du ravin.

Dimanche 25 avril - De nombreux mouvements de camions ont été signalés sur la route du pont du Fahs à Roboa.

A 6h30, un déserteur italien se présente au 6° RTA et déclare qu'ils ont reçu l'ordre de décrochage.

La division se porte en avant en quatre groupements :

Groupement Gentis I et II REIM
 I/66° RA
 Deux batteries anglaises
 IV/66° RA
 Une batterie DCA

Vers Touila, Sidi Abdel Kedar Kemri.

Groupement Gesrel I/2° RTA
 III/1° REIM
 I/68° RA et III/68° RA
 1 batterie DCA
 Appui de chars Valentine.

Vers Henchir el Hsseini et Ain atti - maison forestière.

Groupement Morliere I et II/15° RTS
 I/62° et I/63° RA
 DCB DCA
 Appui de chars

Vers Ain el Maza, 615, Solbia.

Groupement Calderou 6° RTA
 III/2° RTA
 67° RA

Vers 666-590, el Mansour.

Réserve du sous-secteur Nord : III/15° RTS

Réserve de la division : II/2° RTA.

PC avant du Général de Monsabert : ferme constant.

Lundi 26 avril - Le PC s'installe à el Allou.

Nous n'avons aucune liaison avec Calderou ; on essaye de l'avoir par l'avant en passant par la route Pont du Fahs-Roboa ; impossible, on se fait canarder.

Le Général envoie Waresquiel par le sud pour porter au colonel Calderou l'ordre de se diriger sur le djebel el Hassa et d'y prendre liaison avec le groupement Gesrel.

A 13h le groupement Gesrel arrive au djebel el Hassa (bataillon Le Parco).

Une trentaine de prisonniers, en majorité allemands, est faite au cours de la matinée ; l'ennemi aurait décroché rapidement la nuit précédente. Importants dépôts de matériels sur la route el Allou, réservoirs.

Dans l'après-midi, remaniements divers dans le dispositif en raison de la nouvelle direction de marche (mechta du Koudiat et Diba).

Les chars du colonel Le Coulteux se dirigent vers le pont du Fahs mais sont arrêtés à 3 kms du village par un pont sauté et des armes antichars.

Des batteries ennemies se révèlent au-delà de la route pont du Fahs.

Le Colonel Calderiou, vers 19 h, vient protester contre une nouvelle poussée en avant : les hommes sont fatigués.

A 10h, on reçoit les ordres de la division. de Waresquiel et Budet partent les porter à Gesrel et Calderou, mais ils ne trouvent pas Calderou. Je pars en jeep, par l'avant, pour retrouver le colonel Morliere. J'arrive à son PC après avoir traversé ses avant-postes sans avoir été arrêté ni avoir rencontré d'allemands. Le Général repart à 5h voir le Colonel Calderou et le Colonel Gesrel pour leur donner ses ordres.

Mardi 27 avril - Le PC se transporte à la ferme ...

Mercredi 28 avril - Grosse activité d'artillerie toute la journée. Nous nous faisons matraquer par l'artillerie allemande dont la portée est supérieure à celle de nos 75 et qu'on ne peut contre battre.

Le bataillon de tête du 2° RTA (II/2° RTA, Commandant Berti) et du 6° RTA (II/6° RTA, Commandant Courge) foncent à travers les blés et sous le feu des 88. Le II/6° en particulier se trouve en flèche, à bout de portée de notre artillerie. Le Colonel Calderou commandant le 6° RTA pousse en avant ses deux autres bataillons pour le soutenir. Le mouvement se fait de jour, au vu des observateurs allemands. Mort du commandant Rattazi.

Une attaque prévue pour le soir est supprimée en raison des pertes subies et du manque d'appui d'artillerie. Au cours de l'après-midi, avec le général de Monsabert, randonnée épique à travers la plaine, tirés comme des lapins, pour rejoindre le PC du colonel Lagarde et y être soumis à une bonne concentration d'artillerie dans un fond d'oued avec mon petit camarade Lesueur.

Un escadron de chars Valentine est mis à la disposition du Colonel Lagarde pour les attaques du 29° RTA à droite du 6° RTA afin de soulager celui-ci. Opération décommandée par la division.

Compte-rendu de cette attaque à la division ultérieurement.

Jeudi 29 avril - La journée est occupée à remettre en ordre le dispositif et à assurer la couverture du flanc nord.

Contre-attaque allemande.



Défilé de la libération à Tunis



De Gaulle et Mast à Tunis – 1943

3457

MINISTÈRE
DE LA GUERRE

CABINET MILITAIRE

BUREAU
DES DÉCORATIONS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MÉDAILLE COLONIALE

Vu et enregistré au
Ministère de la Guerre
sous le n° 89552

Le Ministre de la Guerre
De Boissieraud
certifie que le capitaine
Fernand Louis Jean d'Alquié

a obtenu la Médaille coloniale, instituée par la loi du
26 juillet 1893, avec agrafe : - Tunisie 1942-1943 -.

(Décret du 17 avril 1944)

A Paris, le 27 OCT 1945 1945
Pour le Ministre de la Guerre
et par son ordre
Le Général Boissieraud
Chef du Cabinet Militaire

Boissieraud

المملكة التونسية

الحمد لله وحده عدد ٤٥٠

من عبد الله سبحانه المتوكل عليه المفوض جميع الامور اليه

محمد الأمين باشا باي صاحب المملكة التونسية

لا اله الا الله وحده لا شريك له

اما بعد فانه بمقتضى مطلب وزير الشؤون الخارجية لما لكم من الشان

اليسناكم هذا النيشان المطرز باسما وهو من الصنف الثالث من نيشان الافتخار

في رسما فاليسه بالهنا والعافية وكتب بسر اية المملكة

في جمادى سنة ١٣٦٠ و ١٩٥٠

الله

N 540

Louanges à Dieu seul!

L. S.

De la part du Serviteur de Dieu glorifié, de celui qui met en Dieu sa confiance et lui laisse le soin de ses destinées

Mohammed Lamine Pacha - Bey

Possesseur du Royaume de Tunis

au Capitaine ~~Bertrand~~ **Mocman** ~~Yogner de Boisheaud~~,
de l'Etat-Major de la 2^{ème} Division d'Infanterie à Nancy.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires
Etrangères, qui nous a fait connaître vos nobles qualités,
Nous vous avons conféré cette décoration; Notre Nom
s'y trouve gravé et elle est de la ~~troisième~~ **troisième** classe de
Notre Ordre du Nichan-Iftikhar (**Officier**)
Portez-la avec joie et bonheur.

Ecrit le 27 Djoumada I 1369. (16 Mars 1950)

Contresigné **Mustapha Raab**.

Pour traduction certifiée conforme:
L'Interprète de la Résidence Générale.

Un pour la légalisation de la signature ci-dessus apposée
de M. **Ghedy Ennadi**, Interprète à la Résidence Générale,
Tunis, le **19 AVR 1950**



LE CONSEILLER D'AMBASSADE
DIRECTEUR-ADJOINT DU CABINET

Fi Ledun



Nichan iftikhar

D'Oran à Naples avec l'organisation américaine

(Rapport d'auteur inconnu sur la préparation du débarquement en Italie)

Les dernières campagnes ont posé à maintes reprises le problème du transport de Troupes par la voie Maritime. Pour reprendre pied sur le continent européen, comme pour imposer leur force aux Japonais dans l'immensité du Pacifique, les alliés se sont vus contraints d'effectuer des débarquements de vive force sur des rivages situés à plusieurs milliers de kilomètres de leurs bases, puis d'alimenter en personnel et en matériel ces divers théâtres d'opérations. Ces transports durent être exécutés à travers une mer infestée de sous-marins ennemis, et sous la menace permanente d'attaques aériennes.

Dans un conflit futur, la mobilité sans cesse accrue des moyens de combat moderne, sur terre, sur mer et dans les airs, conduira de plus en plus le Commandement à étendre les théâtres d'opérations et à rechercher par de grands déplacements, des secteurs d'attaque avantageux. L'importance de transports à longue distance, par mer et même par air, ne fera que s'accroître.

Jusqu'en 1942, la majorité des cadres de l'Armée Française étaient peu familiarisés avec l'organisation d'un transport maritime, et il faut le reconnaître, encore moins préparés à l'exécution d'un débarquement de vive force dans le cadre d'une opération importante.

Le but de cette causerie est de montrer comment les Unités de l'Armée d'Afrique du Nord, après avoir participé brillamment avec un matériel usé et désuet à la campagne de Tunisie, profitant de l'expérience déjà riche de nos Alliés Anglais et Américains, se sont d'abord entraînés à la technique spéciale du débarquement de vive force, des "opérations amphibies" comme les appellent les Américains, puis ont elles-mêmes été transportées par mer d'Afrique du Nord en Italie.

Le cadre de cette causerie sera limité à celui d'un Grande Unité du Corps Expéditionnaire Français : la 3^o Division d'Infanterie Algérienne.

Le 1 mai 1943, le Général de Goislard de Monsabert prend le commandement de la 3^o D.I.A. nouvellement créée. La plupart des unités sont encore sur le front de Tunisie et appartiennent (sauf le 4^o Régiment de Tirailleurs Tunisiens, et quelques éléments d'artillerie) à la Division de marche de Constantine. Seuls les détachements de perception de chaque corps sont rassemblés aux environs d'Alger, pour y recevoir les nouveaux matériels américains.

Sa composition était initialement la composition d'une division d'infanterie américaine (moins quelques camions) :

- 3 Régiments d'Infanterie : les 4^o R.T.T.
3^o R.T.A.
7^o R.T.A.
- 1 régiment blindé de reconnaissance: le 3^o R.S.A.¹
- 1 régiment d'artillerie: le 67^o R.A. à 3 groupes de 105 et un groupe de 155.
- 1 groupe de F.T.A : le 37^o F.T.A.
- 1 Bataillon du Génie : le 483^o
- 1 Compagnie de Transport: la 183^o
- 1 Bataillon médical : le 83^o
- 1 Compagnie de réparation : la 3^o
- 1 Compagnie de transmission

Au total : 16000 hommes
1800 véhicules automobiles
550 canons et remorques diverses

Ramenées de Tunisie dans le Constantinois en mai et juin 1943, ces Unités furent dotées progressivement du matériel américain et se familiarisèrent rapidement avec celui-ci par des stages à Aumale et Constantine : transmissions, renseignement et observation, circulation routière, conduite auto, dépannage auto, armement, mines et pièges.

Le moral était magnifique; tous n'avaient qu'une seule pensée : arriver en France au plus tôt.

On ignorait encore, à cette époque, si le Corps Expéditionnaire Français (CEF) aurait à exécuter un débarquement de vive force ou serait simplement appelé à renforcer une tête de pont déjà établie par nos Alliés quelque part dans la forteresse Europe.

Dès le début Juillet, la nouvelle se répandit que la Division allait suivre en Oranie l'entraînement spécial aux opérations amphibies prévu pour toutes les Divisions de la Vème Armée Américaine, commandée par le Général Marc Clark et à laquelle était rattachée le C.E.F.

1 - RSA : Régiment de Spahis Algériens

Le centre d'entraînement

Ce Centre d'entraînement aux opérations amphibies avait été aménagé par la Vème Armée Américaine à l'Est d'Oran, entre Arzew et Mostaganem, de part et d'autre de l'embouchure de la MACTA. Il comprenait essentiellement : le Centre proprement dit installé à Port-Aux-Poules, petite station balnéaire de la côte à 10 kms d'Arzew et trois zones d'entraînement disposant d'instructeurs spécialisés et constituées chacune par :

- Une "area" ou zone de bivouac.
- Des terrains spécialement aménagés pour chacun des exercices prévus.

Chaque zone d'entraînement pouvait absorber à la fois un "Regimental Combat Team", c'est-à-dire suivant la formule américaine, un groupement tactique dont la composition immuable était la suivante:

- Un régiment d'infanterie
- Un groupe d'artillerie
- Une batterie de F.T.A.
- Une compagnie du génie
- Un détachement de transmissions
- Une compagnie médicale
- Un élément de transport

Chaque Division d'Infanterie pouvant pratiquement se décomposer en 3 R.C.T., le centre de Port-aux-Poules pouvait absorber simultanément à l'entraînement toutes les unités d'une division (à l'exception toutefois du régiment de reconnaissance).

Le centre disposait en outre en propre d'un certain nombre d'embarcations de débarquement de différents modèles et pouvait utiliser éventuellement pour l'instruction les transports de passage au port d'Arzew.

Le cycle normal d'instruction comportait 3 stages :

- Le premier stage d'information d'une dizaine de jours réunissait à Port-Aux-Poules des officiers de toutes les unités jusqu'à l'échelon bataillon, et avait pour but :
 - de monter aux cadres le fonctionnement du centre et ce qui serait demandé aux unités pendant leur séjour dans les zones d'entraînement.
 - de leur donner les notions essentielles concernant l'organisation et l'exécution d'embarquements et débarquements au moyen des divers bateaux alors en service.
- Le deuxième stage d'une durée de quinze jours constituant l'entraînement proprement dit des unités.
- Le troisième stage était réservé aux officiers plus spécialement chargés dans les unités (E.M. de R.I., bataillons, groupes) de préparer les opérations d'embarquement et complétant en somme le premier stage.

Le stage des cadres

Les cadres de la 3^o D.I.A. suivirent le premier stage au cours de la 2^o quinzaine de Juillet, et furent pendant cette période pris complètement en charge par le centre : logement dans le camp sous tentes de Port-Aux-Poules et nourriture au mess américain.

L'enseignement comprenait un certain nombre de conférences faites par des officiers américains sur la technique des opérations amphibies, telle qu'elle résultait des nombreuses expériences faites à Dieppe, en Afrique du Nord, en Sicile et dans le Pacifique. Les officiers instructeurs avaient pour la plupart participé personnellement à une ou plusieurs de ces opérations.

Des séances de démonstration faites par les équipes spécialisées appartenant au centre. Les cadres assistèrent aussi aux différents exercices que devaient exécuter leurs unités un mois plus tard :

- attaque d'un blockhaus, avec tir réel, emploi du lance-flammes et d'explosifs.
- combat de rue, avec tir réel.
- déminage et traversée d'un champ de mines.
- destruction d'un réseau et des obstacles divers qu'une troupe débarquée peut rencontrer aux abords du rivage.
- séance de « water proofing », opération qui consiste à préparer un véhicule automobile de telle sorte qu'il puisse effectuer sans dommage, un parcours dans près de 1 mètre de hauteur d'eau.
- exercice d'embarquement et de débarquement sur les différents types de bateaux.

Ces différents exercices très schématiques étaient montés et minutés dans le détail. Les cadres français furent surtout frappés par l'emploi intensif des moyens de figuration de feux et surtout du tir réel, avec un minimum de règles de sécurité.

C'est ainsi que dans l'exercice du combat de rue, exercice qui se déroulait dans la rue étroite d'un petit village en bois, un fusil mitrailleur du parti attaquant tirait d'enfilade au milieu de la rue pendant que les voltigeurs progressaient de part et d'autre le long des maisons, passant souvent à moins de 2m de la trajectoire.

Les embarcations

Au cours de ce stage enfin, les cadres visitèrent un certain nombre des embarcations utilisées dans les opérations amphibies et dont les principaux types sont les suivants :

- **Le Liberty** : Cargo de 10.000 tonnes, utilisé pour les transports en haute mer, mais qui ne peut se décharger que sur un quai aménagé dans un port protégé (à moins de disposer de moyens de transbordement).

- **Le L.S.T.** Bateau de débarquement type de moyen tonnage, pouvant naviguer en haute mer, et qui grâce à son faible tirant d'eau (1 mètre environ à l'avant) peut accoster presque partout à quelques mètres du rivage.

La large porte ouvrante située à l'avant du L.S.T. facilite le débarquement à terre ou le transbordement en mer (par temps calme).

D'une longueur de 100 mètres sur une largeur de 15, le L.S.T. comprend:

- à l'arrière, une partie réservée aux machineries et à l'équipage
 - dans la cale, un immense garage qui s'étend sur presque toute la longueur du bateau et communique avec l'extérieur par une sorte de pont-levis s'abaissant lorsque l'on ouvre la porte avant.
 - sur le pont, presque entièrement dégagé peuvent être arrimés des véhicules.
- Cale et pont communiquent par un ascenseur hydraulique susceptible de supporter une charge de 4 à 5 tonnes, et pouvant contenir par exemple un camion de 2t5 ou 4 jeeps.
- dans la double paroi de la coque, de part et d'autre de la cale, sont installés des postes de couchage pour le personnel.

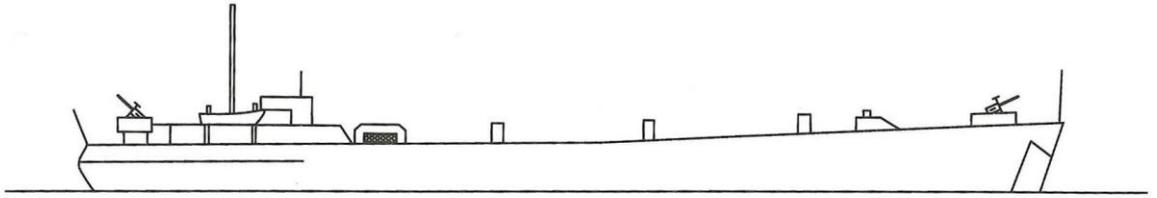
Le L.S.T. peut transporter environ 170 passagers et 100 véhicules et remorques diverses.

- **LE L.C.I.** : Petit bateau de 47 mètres de long sur 7 mètres de large utilisé pour le transport des unités d'infanterie (sans véhicules).

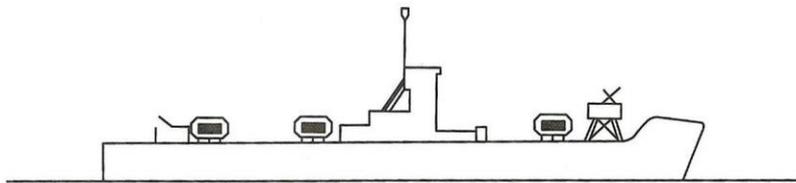
Comme le L.S.T., le L.C.I. peut accoster directement sur presque toutes les plages (0m80 de tirant d'eau à l'avant). Deux passerelles mobiles de part et d'autre du bateau permettent le débarquement rapide à terre

Le logement des passagers est exigu et peu confortable, rien n'est prévu pour l'alimentation. Aussi les L.C.I. ne peuvent être utilisés pour de longues traversées.

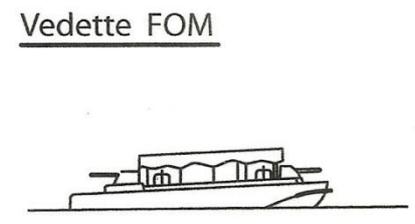
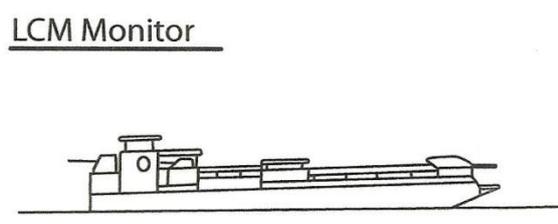
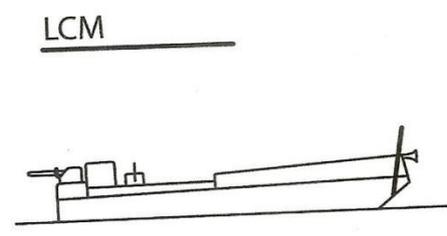
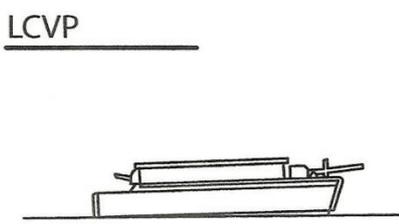
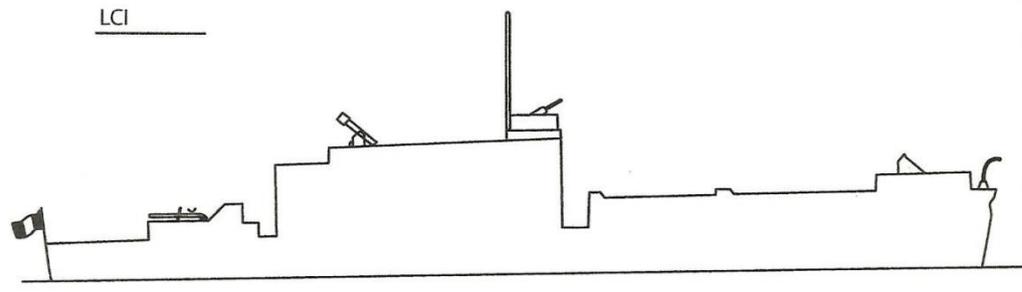
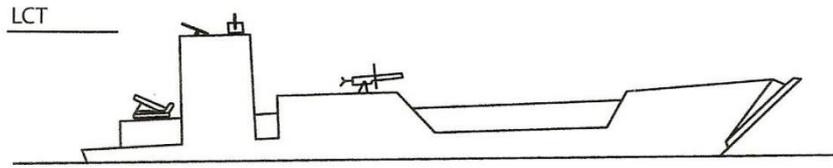
LST _____



LSM _____



Échelle :  10 m



Échelle : 5 m

Tous ces bateaux reserveront sur les fleuves d'Indochine

● **Le L.C.V.P.** : Sorte de chaland à fond plat muni d'un avant rabattable. De dimensions réduites (11m x 3m25) et d'un tirant d'eau insignifiant, il peut aborder à quelques mètres du rivage. Il peut contenir :

- 36 hommes (soit un peu moins qu'une section)
- ou 1 camionnette de 1t5
- ou 4t5 de matériel

● **Le L.C.T.** : est lui aussi un chaland de même allure que le L.C.V.P. mais beaucoup plus grand (36 mètres sur 9m60).

Il peut contenir:

- 5 chars Sherman
- ou 9 camions de 2t5
- ou 150 tonnes de matériel

● **Le D.U.K.W.** enfin n'est autre qu'un camion amphibie de 2t5, doté d'une coque métallique et d'une hélice propulsive. Sa contenance est de 26 hommes ou de 2t5 de matériel. Le D.U.K.W. est surtout utilisé en période de débarquement pour exécuter des navettes entre le rivage et les transports que leur tirant d'eau maintient au large.

Matériel tout nouveau en 1943, il nous fut présenté par les Américains comme un engin remarquable, et a effectivement rendu depuis des services exceptionnels lors des différents débarquements. D'autres modèles, mais beaucoup moins usités, furent aussi fabriqués et utilisés par les Américains ou par les Anglais.

Le stage des hommes de troupe

Fin juillet, la 3^e D.I.A., qui avait perçu la presque totalité de son matériel, quittant la province de Constantine, fit mouvement sur la région Tenes-Orleansville-Mostaganem où elle exécuta quelques manœuvres.

En août et septembre ses unités passèrent successivement au Centre d'Invasion de Port-Aux-Poules : 2 "Combat Team" en août et 1 "Combat Team" dans la première quinzaine de septembre.

Le Centre d'Invasion fonctionnait comme une véritable usine et l'instruction y était spécialisée à outrance.

A chaque exercice type (exercices d'embarquement sur maquettes de bateaux en bois, puis sur matériel réel, débarquement en force, tirs sur cibles mobiles, tirs de DCA, instruction par films, évolutions dans l'eau et sur les plages) correspondait dans chaque zone d'entraînement:

- un ou plusieurs Officiers Américains instructeurs spécialisés
- une plage ou terrain spécialement aménagé (blockhaus, villa en bois, fausses mines, réseaux d'obstacles divers, maquette de bateau en bois, etc)
- une équipe de démonstration.

Les programmes d'instruction, établis par le commandant du centre et remis aux commandants de R.C.T. étaient extrêmement précis et minutés. Tout y était prévu et ils étaient rarement modifiés en cours de stage. Les temps morts étaient réduits au minimum grâce à un horaire extrêmement strict.

Le colonel américain commandant le centre en était le maître absolu, ne dépendant que du général commandant la V^e armée. Il dirigeait entièrement l'instruction et le général commandant la division n'avait que le droit de lui rendre visite et d'aller assister aux exercices effectués par ses unités. Encore dans ce dernier cas, le commandant du centre devait-il être prévenu à l'avance.

Outre les divers exercices de combat à terre, les unités eurent à effectuer des exercices d'embarquement et de débarquement avec les divers types de bateaux. Ces exercices étaient fait par groupement tactique constitué, P.C. et Etat-major compris.

C'est ainsi que l'on vit le général commandant la division descendre d'un cargo par les filets de débarquement jetés le long de la coque et le colonel commandant un régiment plonger d'un L.C.V.P. dans un mètre d'eau à la tête de ses vagues d'assaut.

La 3° D.I.A. était la première division française passant au Centre d'Invasion. Les officiers américains étaient un peu sceptiques sur les résultats à attendre d'unités composées en majorité d'indigènes et qui n'avaient perçu leur matériel moderne que depuis deux ou trois mois. Ils se montraient surtout inquiets en ce qui concerne les exercices avec tir réel pour lesquels les mesures de sécurité étaient vraiment réduites au minimum. Leur opinion évolua rapidement.

Ils nous avaient demandé de détacher à Port-Aux-Poules 10 jours avant l'arrivée au centre de nos premiers éléments, deux compagnies de tirailleurs destinées, après un entraînement spécial, à fournir les différentes équipes de démonstration. Des les premiers exercices, ils furent surpris de l'ardeur et de l'adresse des artilleurs, et bientôt ils ne cachèrent plus leur admiration. Ils ne furent pas déçus par le reste de la division et demandèrent même par la suite à conserver nos équipes de démonstration.

Les méthodes employées peuvent être critiquées pour leur dogmatisme, pour ce qu'elles avaient de conventionnel, et surtout pour la faible part laissée à l'initiative. Il faut cependant reconnaître que les résultats furent excellents. A la fin du mois de septembre, la 3° D.I.A. était prête à recevoir une mission de débarquement de vive force : le but du stage avait donc été atteint.

Fin septembre 1943, la 3° D.I.A. se trouvait rassemblée dans la région située au sud et au sud-ouest d'Oran, dans l'attente d'un embarquement que le déroulement des opérations en Italie laissait pressentir.

Cette période d'attente fut le règne des officiers T.Q.M.

La préparation par les officiers T.Q.M.

Toute opération amphibie, qu'il s'agisse d'un simple transport de troupe ou d'une opération de débarquement de vive force, doit faire l'objet d'une préparation minutieuse.

Les unités à embarquer ne sont jamais identiques, leurs équipements et ravitaillement différent, l'urgence dans laquelle doit être débarqué leur matériel varie avec les missions.

Tous ces facteurs conduisent à exiger une étude préalable très poussée des conditions d'embarquement et de chargement avant de passer à l'exécution.

Dans chaque unité, depuis la compagnie de voltigeurs jusqu'à la division, cette étude est menée par un officier T.Q.M. de cette unité (du terme anglais Transport Quarter Master). La formation de ces officiers T.Q.M. était l'objet d'un troisième stage prévu au Centre d'Invasion de Port-Aux-Poules.

Le rôle de l'officier T.Q.M. est multiple :

- En tous temps, il doit connaître la situation exacte de son unité en personnel et en matériel. Dans ce but, il tient à jour un tableau d'effectif et de tonnage dont voici le modèle.

Le tableau est divisé en trois parties :

- a) La partie supérieure donne l'effectif de l'unité, réparti par grade pour les officiers, global pour les sous-officiers et pour les hommes de troupe (Dans les unités indigènes, il y aura lieu de distinguer E. et I.)
- b) La partie centrale concerne le matériel organique emporté par les unités elles-mêmes.

- 1- Matériel à stocker dans un endroit d'accès facile pendant la traversée :
 - Bagages personnels (calculés au taux de 0,1 m³ et 36 Kg par homme)
 - Matériel de secrétariat nécessaire pendant la traversée : tables et sièges de campagne, machines à écrire, fournitures de bureau, etc ...
- 2- Matériel à arrimer dans les cales :
 - Matériel en vrac
 - Campement
 - Matériel nécessaire à l'installation d'un camp provisoire en campagne (tentes, etc.)
 - Matériel spécial, c'est-à-dire celui donné à l'unité en plus de son matériel organique, pour l'opération envisagée : barbelés, sacs à terre, etc ...
 - Matériel organique, à stocker en vrac.
 - Véhicules : on indique ici le cubage et le poids total réel des véhicules, tels qu'ils seront embarqués, c'est-à-dire contenant un chargement plus ou moins hétéroclite. Ces poids et dimensions ne sont pas ceux indiqués théoriquement dans les manuels.
 - fardeaux lourds : tous matériels ou ravitaillements en grosses caisses, pesant plus de 350 Kg et d'un volume égal ou supérieur à 8 mètres cubes. De tels fardeaux doivent en effet être comptés à part, car ils nécessitent des appareils de levage analogues à ceux exigés pour la manutention des véhicules.

c)- La partie inférieure concerne le matériel n'appartenant pas directement aux unités élémentaires, mais à l'échelon Sous-Groupement tactique (ou échelons supérieurs), tels que ravitaillements de toute nature qui seront distribués aux unités suivant les besoins.

Pour la facilité des opérations, on distingue deux catégories :

- les munitions
- les autres ravitaillements qui devront être stockés séparément.

Le verso de l'état comprend deux tableaux :

- un tableau récapitulatif du nombre, de la surface, du volume et du poids global des véhicules, par catégorie de tonnage.
- un tableau indiquant l'ordre de priorité dans lequel le Commandant de l'Unité détentrice désire voir débarquer ses véhicules, avec indication des caractéristiques de chacun d'eux.

A noter que par véhicules, il faut entendre tous engins à roues ou à chenilles, automoteurs ou remorquables, tels que camions, voiturettes, chars, canons, etc...

● Dès que la mission de l'unité est connue, que son embarquement est décidé, que le transport qui lui est destiné est désigné, l'officier T.Q.M. de l'unité supérieure embarquant sur un transport doit prendre liaison avec l'officier T.Q.M. du bord, visiter à fond le transport pour se familiariser avec les caractéristiques du bateau et se renseigner en particulier sur :

- la capacité de logement en personnel officiers et sous-officiers et troupes.
- la capacité et les dimensions exactes des cales
- la capacité des soutes à carburant et à munitions
- les ressources en cuisines, buanderies, et autres détails concernant la vie des troupes à bord (détails qui varient même entre bateaux d'un même type suivant la personnalité du Commandant).

Il doit également visiter le port afin de connaître le quai d'embarquement, les voies d'accès et les moyens de levage disponibles.

Nanti de tous ces renseignements, l'Officier T.Q.M. établit alors pour l'ensemble des éléments embarquant sur le même transport les plans de chargements. Ceux-ci sont constitués essentiellement par huit documents demandant du temps et un très gros travail, mais dont l'expérience a démontré la nécessité, tout au moins dans le cas d'une opération amphibie. Ces documents sont les suivants :

1. Un tableau d'effectif et de tonnage, du même modèle que celui-ci, mais correspondant à l'ensemble des différents détachements embarquant sur le transport, pouvant comprendre en particulier du matériel autre que celui de l'unité embarquée.

2. Le manifeste.

C'est le détail de tout le chargement, avec indication de son volume et de son poids, de l'unité propriétaire, de sa description sommaire et enfin de l'emplacement où il est stocké à bord.

3. Le tableau de priorité de débarquement des véhicules

Le commandant des troupes ayant centralisé les demandes de priorité de débarquement des véhicules formulées par les commandants d'unités ou détachements, au verso de leur état modèle I, établit, en fonction de son plan de manœuvre, l'ordre de priorité pour le débarquement de la totalité des véhicules à embarquer.

4. Le Plan d'arrimage

C'est un croquis à l'échelle de 1/100° de chaque plancher de cale, avec indication des dimensions hors-tout de la cale, de son volume, de la puissance des grues desservant la cale et des dimensions de l'écoutille la plus petite desservant le plancher de cale envisagé.

Pour compléter ce plan, le T.Q.M. prépare des gabarits représentant chaque véhicule à l'échelle du plan, avec son numéro de priorité. Il étudie ensuite, au moyen des gabarits, la meilleure utilisation possible de l'espace disponible; ce travail achevé, il dessine sur le plan, à l'aide des gabarits, l'emplacement exact qu'occupera chaque véhicule dans la cale.

Quand il s'agit de matériel en vrac, le T.Q.M. indique sur le plan la surface qu'il occupera dans la cale et note son volume et son poids.

5. Le tableau général de chargement

C'est la liste de toutes les unités embarquées sur le bateau avec indication de l'effectif de personnel, de la surface, du volume et du poids du matériel.

6. Le Plan de chargement profilé

Ce profil donne une vue d'ensemble du chargement complet. C'est un schéma sans échelle du bateau vu de profil, faisant ressortir surtout les sections de cale occupées par la cargaison. Dans l'espace représentant chaque section de cale, on inscrit la nature et le poids du matériel qui y est stocké.

7. Le Tableau récapitulatif des véhicules.

C'est un tableau à double entrée indiquant le nombre de véhicules de chaque type par unité détentrice.

8. Les états de filiation.

Ces états sont ceux indispensables dans le cas d'embarquement en vue d'un débarquement de vive force. Nous verrons plus loin à quoi ils se réduisent en fait, lorsqu'il s'agit d'un simple transport maritime sans idées tactiques.

- Au moment de l'embarquement.

Les deux officiers. T.Q.M. du bateau et des troupes doivent veiller à ce que le transport soit chargé conformément aux dispositions du plan de chargement tel qu'il a été approuvé par les commandants du bord et des troupes.

Le T.Q.M. des troupes fait rassembler sur le quai les divers colis, classés par type et par cale, les véhicules étant réunis et numérotés à part conformément à leur ordre de priorité d'embarquement.

Pour l'exécution du chargement, il est aidé par un certain nombre d'Officiers et sous-officiers s'occupant des détails du logement du personnel et de l'arrimage du matériel.

Il s'assure personnellement, par des inspections fréquentes, que le chargement s'exécute comme prévu, et prend en compte les vivres de bords stockés par les soins de la base.

Les deux T.Q.M. doivent être en mesure, à tout moment, de donner à leur chef respectif, la situation en personnel et matériel déjà à bord.

- Au moment du débarquement enfin.

L'officier T.Q.M. vérifie que le déchargement s'effectue bien suivant l'ordre des priorités établi par le commandement. Il tient constamment à jour l'état du matériel déchargé.

Cette simple énumération des multiples obligations de l'Officier T.Q.M. montre l'importance de son rôle et le soin qui doit être apporté à sa désignation.

Pendant les mois de septembre, octobre et novembre 1943, les officiers T.Q.M. des unités de la 3ème D.I.A. eurent à établir et à tenir à jour, en triple exemplaire et sous forme d'état-navette, les tableaux d'effectifs et de tonnage.

Ce ne fut pas un mince travail. Les instructions reçues provenant de traduction plus ou moins exactes de règlements américains, étaient quelquefois vagues et souvent modifiées. Certains problèmes demeurèrent toujours non résolus officiellement :

- les camions embarqueraient-ils bâchés ou non ?
- les bagages personnels des hommes (sac "B") seraient-ils embarqués sur les véhicules ?
- quelle était la composition exacte des sac "A" ?
- etc..

L'officier T.Q.M. qui voulait faire consciencieusement son travail devait :

- provoquer de son commandant d'unité des exercices de chargement complet
- peser les véhicules chargés.
- prendre leurs dimensions exactes (elles étaient demandées au cm près et variaient d'un véhicule à l'autre)
- peser et mesurer les différents colis

Il est inutile de vous dire que lors des collationnements à l'échelon régiment ou division, on constatait souvent des différences sensationnelles (du simple au double) entre deux unités équivalentes. Tout heureusement finissait par s'arranger grâce à la bonne volonté de chacun.

On imagine aisément le volume de papiers représenté par ce simple état, et la tête que pouvait faire le malheureux officier T.Q.M. de la division, contraint chaque semaine de recevoir, vérifier, annoter et collationner, comparer et récapituler plus de 100 états de ce genre (114 exactement).

Le transport de la division vers Bizerte

En novembre, l'avenir se précisa. Le 1^{er} novembre, les premiers détachements précurseurs des Etats-Majors du C.E.F. et de la 2^o D.I.M. avaient quitté Oran. Le 15 novembre, la 2^o D.I.M. commençait à embarquer à Oran et à Bizerte. Le tour de la 3^o D.I.A. approchait.

Le 1^{er} décembre enfin, l'officier T.Q.M. de la division fut appelé au P.C. arrière du C.E.F.: cette fois les dés étaient jetés. La 3^o D.I.A. allait s'embarquer à Bizerte (à l'exception du 4^o R.T.T. enlevé directement à Oran). Les premiers mouvements commençaient dans quatre jours. Le général de Monsabert partit par avion installer son PC avant à Naples le 9 décembre, pour commencer les contacts et les reconnaissances, le PC arrière de Lourmel passant aux ordres du général de Hesdin.

La nouvelle se propagea instantanément dans toutes les unités tant les troupes étaient impatientes de reprendre leur place sur les champs de bataille, où qu'ils fussent.

Le premier problème consistait à organiser le mouvement de la Division depuis l'Oranie jusqu'à Bizerte:

- une seule route empruntée déjà depuis un an par les innombrables convois alliés.

- une seule voie ferrée, à rendement moyen, puisqu'elle est à voie unique sur la majeure partie du parcours.

Tout ce qui pouvait rouler, soit près de 1500 véhicules, fut expédié par la route par élément de 150 à 200 véhicules.

Les "chenillés" et le personnel et le matériel qui n'avaient pu trouver place sur les véhicules empruntèrent la voie ferrée.

Le premier convoi quittait la région de Lourmel le 5 décembre et les mouvements devaient s'échelonner sur près de trois semaines, compte tenu en principe des possibilités d'enlèvement du port de Bizerte.

Les différentes étapes distantes d'environ 200 kms, furent fixées compte tenu des différents postes de ravitaillement mis en place par les Alliés pour leurs propres convois : Orleansville, Rovigo (près de Blida), Bordj Bou Arreridj et Guelma.

Il fallait donc 6 jours à chaque convoi (5 jours de route - 1 jour de repos) pour parcourir les 1.200 kms séparant Oran de Bizerte.

A chaque étape, on faisait le plein d'essence à des batteries de pompes mises en place par les américains et qui permettaient de remplir simultanément les réservoirs de dix à quinze véhicules. Puis chacun dormait dans les camions ou dans les champs au bord de la route.

Les accidents au cours de ce mouvement furent en nombre infime et très inférieur aux prévisions les plus optimistes. Les différents déplacements et les manœuvres exécutées depuis cinq mois avaient suffi à roder les quelques 2.000 chauffeurs de la division, dont beaucoup étaient des indigènes et n'avaient jamais auparavant conduit de véhicules automobiles.

Le passage de la division dans le Constantinois avait donné, bien à tort, quelques inquiétudes au Commandement. Bordj Bou Arreridj, Sétif, Constantine, Guelma étaient les garnisons normales des unités. Les familles y étaient encore. Mais s'il y eut quelques retards individuels bien excusables en cours de route, personne ne manquait à l'appel à l'arrivée à Bizerte.

L'embarquement à Bizerte

La ville européenne de Bizerte avait été presque entièrement détruite, et l'Arsenal très endommagé par les bombardements alliés lors de la campagne de Tunisie.

Dès la libération de la ville, au début du mois de mai, les américains s'étaient attelés au travail et y avaient aménagé une base dont l'importance croissait sans cesse.

Bizerte était devenue la tête de ligne d'un trafic ininterrompu avec Naples. C'était d'un port à l'autre une véritable noria de bateaux. La majorité des renforts et une grande partie du ravitaillement destiné au front d'Italie, fut acheminé par cette voie.

En décembre 1943, des dépôts importants de matériels divers avaient déjà été stockés. Les ateliers de l'arsenal, remis en état, travaillaient à plein, avec personnel américain, au profit des unités de passage.

La plus grande partie des quais avait été dégagée : quatre à cinq Liberty pouvaient accoster simultanément à la gare maritime et à l'arsenal, un des quais pouvait recevoir à la fois une quinzaine de L.S.T., un autre une dizaine et un troisième une vingtaine de L.C.I.

Dès le 6 décembre, un P. C. avancé de la 3^e D.I.A, aux ordres du colonel Chevillon, commandant l'I.D.² et comprenant un officier du 3^e bureau, un officier du 4^e bureau et quelques officiers de liaison, s'était installé dans un des rares bâtiments pourvus de toits, de portes et de fenêtres et non réquisitionnés par les américains.

Ce P. C., fonctionnant en bureau T. Q.M., assurait la liaison entre les unités, dès leur arrivée dans la zone de Bizerte et le commandant de la base française. Celui-ci, à son tour recevait directement de la base américaine les instructions relatives au séjour des unités et à leur embarquement.

A Bizerte comme à Port-Aux-Poules, la division se sentit de suite prise dans l'engrenage de l'organisation américaine. Le cycle des opérations était le suivant :

- A leur arrivée à Bizerte, les Unités campaient aux abords sud de la ville dans un "area" de stationnement. Elles garderont longtemps le souvenir de ce terrain absolument nu, exposé à tous les vents, boueux à souhait, où les camions s'embourbaient jusqu'aux moyeux et où certains durent monter la tente sous une pluie battante.

Quelques mines laissées par les Allemands à leur départ, n'avaient pas encore été relevées. L'une d'elle en éclatant provoqua la mort d'un sous-officier du 7^e R.T.A., la première victime de la campagne qui allait commencer.

- Les Officiers T.Q.M. remettaient le premier jour leur état d'effectifs et de tonnage à la Base française, qui les transmettait à la Base américaine. Celle-ci, première bonne surprise, se contentait d'ailleurs de renseignements beaucoup plus succincts :

- Effectif par grade
- Nombre de véhicules par catégorie
- Tonnage et volume des bagages divers non chargés dans les véhicules.

- Pendant leur séjour dans l'area, les Unités pouvaient, grâce aux dépôts de la Base et aux ateliers de l'Arsenal, compléter leur habillement et leur matériel, échanger et faire réparer les véhicules endommagés.

- Un beau soir, le bureau T.Q.M. de la Division était averti que le lendemain tel régiment embarquerait sur le L.S.T. N^o X un détachement comprenant tant d'hommes et tant de véhicules de telles et telles catégories. Le détachement devait quitter l'area à telle heure et se présenter sur le quai d'embarquement à telle autre heure.

- Le pauvre T.Q.M. de l'unité intéressée, aussitôt alerté, se précipitait au port, pour s'acquitter de toutes les corvées qu'on lui avait enseignées à Port-Aux-Poules.

Là il découvrait, à sa grande joie, que la pratique était beaucoup plus simple que la théorie et qu'on ne lui demandait en somme

- qu'un état récapitulatif du personnel et du matériel à embarquer.
- et les états de filiations.

● Le lendemain à l'heure prescrite, le détachement embarquant se présente devant son L.S.T. Les véhicules s'enfilent colonne par un dans la cale ou sont montés sur le pont. Une fois tout le matériel bien arrimé, le personnel monte à bord, s'installe dans les cabines et il ne reste plus qu'à attendre le départ.

Toutes ces opérations, on le voit, étaient fort simples. Il faut noter que le fractionnement était effectué par la base américaine, en tenant compte beaucoup plus des possibilités journalières en tonnage, que de la cohésion des unités. Un bataillon pouvait fort bien avoir des véhicules répartis sur deux ou trois transports différents, mélangés aux véhicules d'autres unités, et une partie de son personnel embarqué sur un convoi autre que celui qui emmenait ses véhicules.

Cette façon de faire n'allait pas sans inconvénients, tant au départ qu'à l'arrivée, pour le ravitaillement des unités et pour le transport du personnel et des bagages des areas aux quais ou inversement.

Commencés vers le 15 décembre, les embarquements s'échelonnèrent jusqu'à la fin du mois. Le total des bateaux utilisés pour le transport de la division (moins le 4° R.T.T. et le 3° R.S.A.) aurait été théoriquement de :

5 Liberty
20 L.S.T.
55 L.C.I.

En fait, étant donné le mode de fractionnement exposé ci-dessus, les unités furent réparties sur un nombre sensiblement plus important de transports.

De Bizerte à Naples, le trajet s'effectuait généralement en 36 heures, par convois de 20 à 50 navires, légèrement escortés tant la maîtrise de la mer et de l'air était complète.

Certains convois restaient un ou deux jours en rade de Bizerte avant de rejoindre en haute mer un autre convoi venu de l'Ouest. L'un d'eux, après être passé en vue de la Sardaigne, mis cap au Sud on ne sait pour quelle raison et contournant toute la Sicile, passant par le détroit de Messine, mit huit jours avant de toucher Naples.



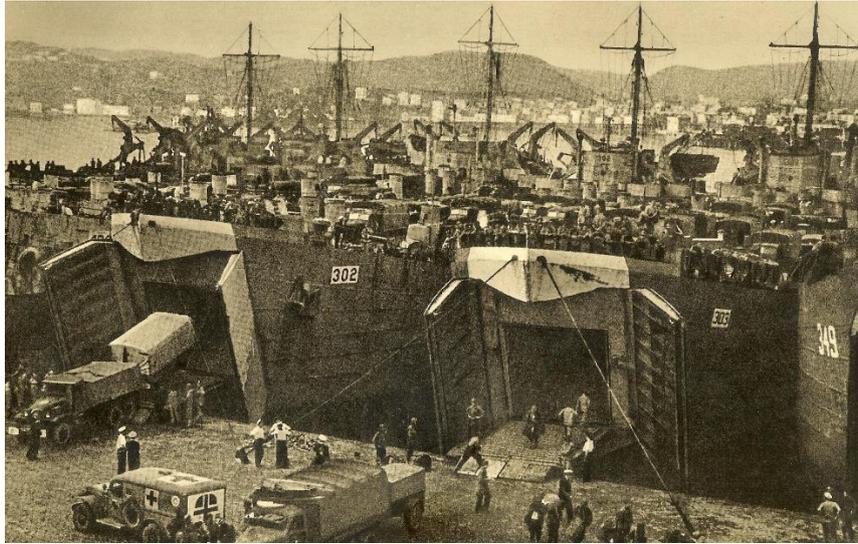
Ait el kébir – décembre 1943



Embarquement sur les quais d'Oran (et Bizerte) en novembre (et décembre) 1943



Arrivée à Naples



Débarquement à Naples



La 2^{ème} DIM à Naples

Le débarquement à Naples

A Naples et dans les petits ports environnants, le débarquement s'effectua, sans aucune formalité et les unités gagnèrent immédiatement les cantonnements qui leur étaient fixés dans des villages situés à environ 10 à 20 kms de la ville. Certaines, toutefois, durent passer une nuit aux abords de Naples dans des "areas" d'aussi sinistre mémoire que celle de Bizerte.

Le 1er janvier 1944, la totalité de la 3^o D.I.A. (moins le 4^o R.T.T. complètement perdu de vue depuis Oran) était rassemblée entre Naples et Caserte.

Dans la nuit du 2 au 3, le 7^o R.T.A. commençait la relève du 180^o Régiment U.S. au Nord de Venafro et le 9 janvier le Général de Monsabert prenait le commandement de l'ancien secteur de la 45^o Division U.S., à la gauche de la 2^o D.I.M. Le 12 à l'aube, la division s'élançait victorieusement à l'assaut des positions ennemies du Mont Casale : première étape d'une route glorieuse qui, en six mois, allait la conduire à Sienne par le Belvédère, Castel Forte, Espéria et Rome.

La campagne d'Italie

Nous disposons dans la tradition familiale de peu de documents sur la campagne d'Italie, dont l'historique se trouve dans plusieurs ouvrages, dont celui du colonel Goutard (*Le Corps Expéditionnaire Français dans la campagne d'Italie*) On lira aussi le livre du général André Lanquetot « *Un hiver dans les Abruzzes* » avec le 8^o RTM. Sans oublier « *Notes de guerre* » du général de Monsabert, ni le film « *indigènes* », hommage des fils des tirailleurs arabes à leurs pères¹.



Les 3 croissants

¹ On peut reprocher à ce film une tendance certaine à alimenter la propagande comme quoi ce sont les immigrés qui ont fait la France, l'ont libérée, l'ont reconstruite, en tout cas ils y ont participé avec courage.

Les africains

Les paroles datent de 1915 et la musique de 1943. Ce chant, dédié au colonel Van Ecke (commandant du 7ème chasseurs d'Afrique), est désormais celui des anciens d'Afrique du Nord.

*Nous étions au fond de l'Afrique, gardiens jaloux de nos couleurs.
Quand sous un soleil magnifique, retentissait ce cri vainqueur :
En avant, en avant, en avant !*

*C'est nous les africains qui arrivons de loin,
Venant des colonies pour sauver la Patrie.
Nous avons tout quitté, parents, gourbis, foyer.
Et nous gardons au cœur une invincible ardeur,
Car nous voulons porter haut et fier, le beau drapeau de notre France entière.
Et si quelqu'un venait à y toucher, nous serions là pour mourir à ses pieds.
Battez tambour, à nos amours, pour le pays, pour la Patrie,
Mourir au loin, c'est nous les africains.*

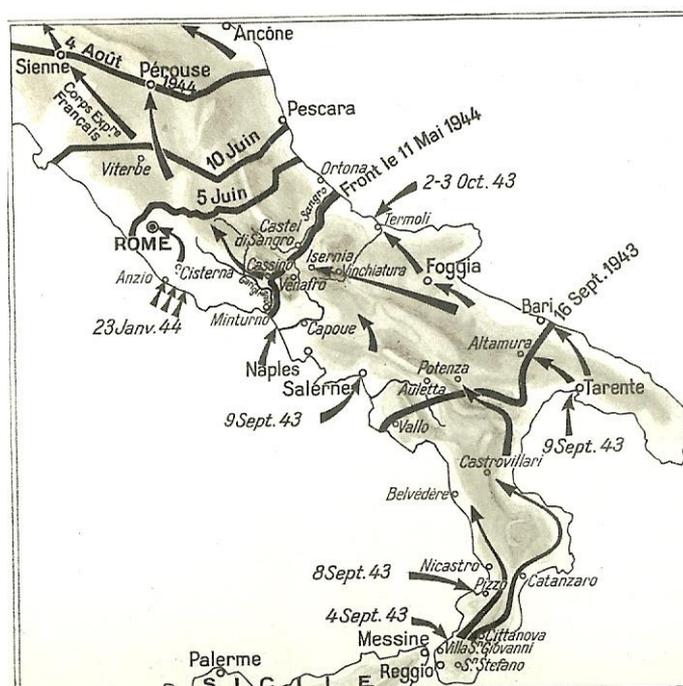
*Pour le salut de notre Empire, nous combattons tous les vautours.
La faim, la mort nous font sourire, quand nous luttons pour nos amours.
En avant, en avant, en avant !*

*De tous les horizons de France, groupés sur le sol africain
Nous venons pour la délivrance qui, par nous se fera demain.
En avant, en avant, en avant !*

*Et lorsque finira la guerre, nous reviendrons à nos gourbis
Le cœur joyeux et l'âme fière d'avoir libéré le pays
En criant, en chantant, en avant !*

Dans le cadre du Plan d'Anfa, décidé par Roosevelt et Giraud en janvier 1943, cinq divisions d'infanterie sont progressivement mises sur pied à partir des unités de l'Armée d'Afrique, qui a déjà participé à la campagne de Tunisie, des troupes coloniales venues d'Afrique Occidentale, et des forces de la France Libre arrivant du Moyen Orient ou de l'Afrique Centrale après deux ans de guerre. Si les éléments de la 4e Division Marocaine de Montagne (DMM) du général Sevez participent à la libération de la Corse (septembre-octobre 1943), la première grande unité engagée en tant que telle est la 2e Division d'Infanterie Marocaine du général Dody qui arrive à Naples fin novembre 1943 et rejoint le front au sein de la Ve Armée américaine du général Clark. Puis la 3e Division d'infanterie Algérienne du général de Monsabert débarque fin décembre.

Après les durs combats d'hiver, elles sont rejointes fin février par la 4e DMM et la 1ere Division de Marche d'Infanterie du général Brosset, plus connue comme 1ere Division Française Libre (1ere DFL). La dernière grande unité, la 9e Division d'infanterie Coloniale du général Magnan, sera engagée, plus tard, dans la conquête de l'Ile d'Elbe. Ces quatre divisions sont subordonnées au détachement d'Armée A, confié au général Alphonse Juin, qui transforme cette appellation en Corps Expéditionnaire Français (CEF) en Italie. Le général Clark a décidé d'engager dans la montagne les unités françaises; les soldats nord-africains sont aguerris à ce type de terrain.



Fin 1943, le front allié s'aligne entre Gaète sur la Méditerranée et Pescara sur l'Adriatique, par une série de points hauts (Monts Aurunci, Monte Cairo, Monte Mincetto, etc.), et le verrou de Monte Cassino qui commande la vallée du Liri vers Rome. Les monts Apennins sont un véritable imbroglio de chaînons tantôt parallèles, tantôt divergents, donnant une profondeur avantageuse pour la défense allemande. Celle-ci est confiée au *feldmarschal* Albert Kesselring qui a sous ses ordres la valeur de dix divisions, dont la solide 1e Fallschirmjäger (Chasseurs parachutistes de montagne). Il a l'avantage d'être en défensive, s'appuyant sur un réseau d'obstacles, de destructions et de champs de mines, formant la *Ligne Gustav* (au contact) et la *Ligne Hitler* (au sud de Rome).

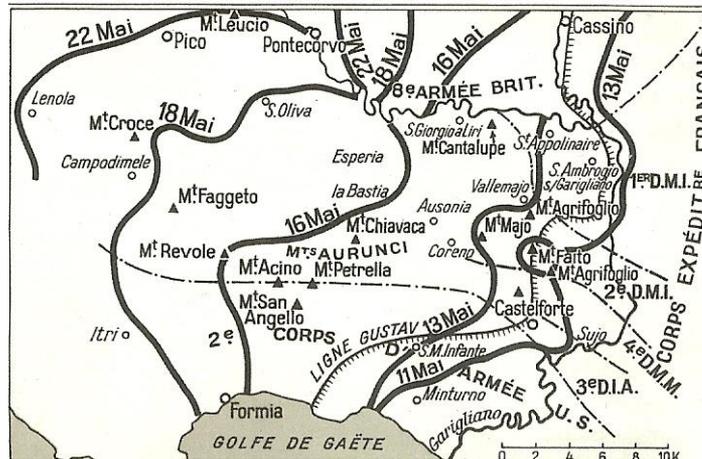
A peine débarquée, la 2e DIM rejoint le 6e Corps américain et est engagée, le 16 décembre 1943, contre le massif du Pavitano puis contre le Monna Casale, enlevés par le 5e Régiment de Tirailleurs Marocains (RTM), le 8e RTM s'emparant, lui, de la Mainarde le 26 décembre. Les pertes sont lourdes (300 tués au 5e RTM), mais ce premier résultat rehausse l'image des Français auprès des Américains. La 3e DIA est alors engagée dans le secteur de Venafro, au nord de Cassino. Son 4e Régiment de Tirailleurs Tunisiens (RTT) s'empare du Belvédère et du Colle Abate dans des combats acharnés, prenant, et reprenant pitons et villages, entre le 25 janvier et le 1er février.

Ses trois régiments ont chèrement payé leur victoire : 1 500 tués, dont le colonel du 4e RTT. L'adversaire, la 5e *Fallschirmjäger* s'est défendue avec fermeté. Cependant, l'absence de réserves empêche d'exploiter ce succès. Dès lors, les Allemands surveillent avec attention les secteurs où les Français sont signalés. Les deux divisions sont remises en condition et le CEF se complète avec les 1ere DMI et 4e DMM, tandis qu'en février-mars 1944, les assauts obstinés de la Ve Armée américaine contre Monte Cassino restent vains. Dès janvier, le général Juin a compris que pour s'ouvrir la route de Rome, il faut, non pas attaquer de front, mais manœuvrer et passer par une zone montagneuse où l'ennemi n'imaginerait pas que l'attaque puisse se produire.



Monsabert et Juin

Tel est le cas des Monts Aurunci, au nord du Garigliano, où les Allemands n'ont pas un dispositif aussi serré et puissant que sur le Rapido. C'est donc là que, dans sa note à Clark du 4 avril 1944, le général Juin suggère que se fasse l'effort allié et que celui-ci soit confié au CEF dont les troupes sont bien adaptées aux terrains difficiles et assez aguerries pour être engagées utilement. Clark agréé aux suggestions de Juin et, dans la plus grande discrétion, le CEF relève le 10e Corps d'armée britannique, tandis que se mettent en place les appuis d'artillerie, les moyens de franchissement, les dépôts de munitions et les unités de second échelon.



La rupture de la ligne Gustav : Monte Cassino et le Garigliano

Dans la nuit du 11 au 12 mai, l'attaque est lancée après une puissante préparation d'artillerie de 2 400 tubes de tous calibres. L'abordage est rude. La 71e Division d'infanterie allemande se défend jusqu'au soir où Castelforte est enlevée par la 3e DIA et le Monte Faito par la 2e DIM. Il faut maintenir la pression sur l'ennemi qui rompt après deux jours de combats sans pitié : le 13 mai, San Andrea, Girofano, Cesaroli et le massif du Monte Majo sont conquis.

Pendant ce temps la 1ere DFL nettoie la boucle du Garigliano et se présente sur la rive droite du Liri. Le massif du Monte Petrella est le dernier obstacle de la *Ligne Gustav* à faire sauter. Formant le "Corps de Montagne" sous les ordres du général Sevez, avec la 2e DIM et les Tabors Marocains du général Guillaume (1er, 3e et 4e Groupements), Alphonse Juin les lance dans la bataille. L'objectif est entre leurs mains le 15 au soir. Dès lors, il faut avancer vers Rome. Le CEF maintient le rythme du combat par la relève systématique des divisions de tête par le second échelon après trois ou quatre jours d'engagement. La 3e DIA et la 1ere DFL arrivent aux portes de Rome. Mais, alors que le CEF est très en pointe, des arguments de prestige veulent que Rome soit libéré par des unités américaines.

L'entrée dans Rome a été occultée par le débarquement allié en Normandie. Une parade triomphale, le 11 juin, marque la victoire alliée et le général Mark Clark pourra écrire « *Je suis fier que le CEF appartienne à la 5e Armée* ». Puis ce sera la remontée vers Florence et l'Arno. Les 3e DIA, 1ere DFL et 2e DIM, restées en tête, se heurtent à un combat retardateur mené par les unités allemandes et achèvent leur campagne d'Italie à Sienne, le 2 juillet. En effet, les divisions du CEF sont retenues pour participer au débarquement de Provence, et le 23 juillet, le CEF sera dissous en tant que tel. Le général Edgard de Larminat succède à Juin à la tête des éléments français de la 5e Armée américaine.

Les unités françaises, retirées de la ligne de contact au pied des Abruzzes, gagnent les zones de regroupement dans le sud de l'Italie. Elles sont relevées par des unités indiennes, néo-zélandaises ou polonaises.





Monsabert observe la ligne Gustav et montre le belvédère – janvier 1944



Le belvédère



Avant l'attaque de l'infanterie, Monsabert et Juin observent le bombardement



Mona aquafondata, mona casale, les deux jumelles



La vallée du rapido et le monastère de Monte Cassino



Les lacets du col d'aquafondata – la route de la mort



*Monsabert dans sa jeep
Lieutenant Waresquiel, Monsabert, le chauffeur Manceur*



Par la prise du belvédère, la ligne Gustav est percée mais le monte cassino tient toujours.

Coupure de journal
22 avril 1944

Quand les soldats français défilent à Pompeï

Le soleil ne s'est montré qu'au moment précis où la revue commençait. Mais il s'est montré, éclatant, puis brûlant, témoin magnifique d'un jour magnifique.

Les tentes font d'innombrables taches jaunes sur la verdure encore un peu grise depuis la récente pluie de cendres du Vésuve - du Vésuve qui a failli montrer sa colère comme il y a deux mille ans, au jour où l'éruption ensevelit Pompeï.

Mais ici, aujourd'hui, les hommes ne sont pas vaincus. Sur ces ruines d'une antique et noble civilisation, la civilisation qui est sa fille directe présente ceux qui la défendent, en armes sur le chemin de la victoire, déjà en droit de célébrer leurs victoires.

Bataillon après bataillon, les tirailleurs de la 3eme D.I.A. se forment en carré sur la palestre où jadis les gymnastes exerçaient leurs muscles et leur volonté.

Ils n'ont rien à leur envier, ceux-là qui dans le terrible hiver des Abruzzes, au Monne Casale et au Belvédère, près de Terelle ou d'Acquafondata, surent résister au froid, à la fatigue accablante et parfois à la faim, aussi bien qu'aux obus.

- "Garde à vous ! Arme à l'épaule ! Présentez ... arme !"

Les tambours battent, les trompettes jouent la Marseillaise. Et pendant que l'assistance - ces milliers de Français, d'Anglais, d'Américains, de Canadiens, de Russes ou de Polonais - écoute au garde à vous, le Général Juin et le Général commandant la division passent lentement le long des troupes, accompagnés des Généraux américains Keyes et Grunther, et du Général représentant l'armée anglaise.

Le Général Juin porte la tenue de campagne, mais le Général de la 3ème DIA - c'est un grand jour d'honneur pour sa division et pour lui-même - a revêtu le grand uniforme traditionnel, avec les bottes luisantes et le képi à feuilles d'or.

Les gardes des étendards passent maintenant devant le front des troupes toujours au port d'armes, et vont se grouper sur le terre-plein central. De nouveau, "présentez armes" et la sonnerie : Ouvrez le ban. Le général se place devant ses officiers, tandis que le chef du CEF lit la magnifique citation de la division : "Du 12 au 17 janvier sous l'impulsion clairvoyante et énergique de son Chef, a enlevé de haute lutte dans un terrain difficile des positions fortement organisées de l'ennemi ... Attaquant ensuite sans répit, s'est enfoncée comme un coin le 25 janvier dans la nouvelle ligne de défense de l'ennemi.

Magnifique grande unité manœuvrière et d'un moral élevé qui s'était déjà distinguée en Tunisie et qui s'est montrée digne des plus belles traditions de l'Armée d'Afrique et du Chef intrépide qui la commande".

Alors le commandant du CEF s'approche du drapeau incliné devant lui, épingle la Croix de Guerre sur la soie de l'étendard et sur la poitrine du Général, auquel il donne une longue accolade.

Grand silence sur l'assemblée. Cette rencontre des deux chefs s'étreignant devant leurs troupes est plus que le point culminant d'une parade : elle est pour chaque spectateur comme une promesse réciproque, comme le symbole de la foi, de la volonté tendue vers le but que nous voulons tous.

Le Général Juin décore ensuite les drapeaux et les Colonels des régiments héroïques. Sur la figure bouleversée de l'un d'eux qui montre au danger un sang froid

surhumain, une larme coule lentement. Ensuite, c'est la longue cérémonie de la remise des décorations aux bataillons, aux compagnies, puis aux officiers et aux hommes cités à titre individuel. De temps en temps un petit "cub" audacieux qui rase presque le sol passe en vrombissant, fait des cabrioles un peu plus haut, célébrant à sa façon de mécanique vivante la joie et le courage de ses frères fantassins qu'il a si souvent assistés au combat. Ou bien c'est un "P 38" un des glorieux appareils de reconnaissance qui portent autour d'eux dans ce ciel napolitain, un peu du ciel de France qu'ils voient presque chaque jour.

Le dernier soldat décoré est une femme ; celle qui, il y a deux mois, blessée aux côtés d'une camarade tuée sur le coup, a mérité cette citation : "Conductrice de sanitaire, admirable de sang froid et de dévouement".

A été blessée alors que sa voiture immobilisée sous un violent bombardement ; elle aidait les blessés qu'elle transportait à se mettre à l'abri. Le Général embrasse fraternellement cette jeune fille paisible, nullement émue en apparence, qui semble symboliser la vaillance quotidienne et sans appareil des Françaises qui font la guerre sur tous les fronts, de Paris jusqu'à Naples et à l'Empire.

- "Fermez le ban!".

Sur le rythme d'une marche militaire, les troupes s'ébranlent d'un seul mouvement impeccable. A côté de moi un colonel américain qui ne veut pas avoir l'air ému murmure : "It is Ged-all right. It is all right. You know, it tickles me (Ça me donne le frisson)". Deux Polonais au front têtue, à la face bronzée, ravinée - ils reviennent du front - suivent des yeux, avec une intense avidité la sortie de nos soldats. J'ai lu dans leur regard une admiration, une confiance dont les Français peuvent être fiers.



Le défilé qui a lieu ensuite au grand amphithéâtre est le final d'une matinée qui restera mémorable dans la vie du CEF. Beaucoup de grandeur sans rien de théâtral. Les gradins de pierre qui virent les jeux du cirque, aujourd'hui mangés par l'herbe, ont une courbe harmonieuse, une couleur grise doucement patinée, qui met en valeur les soies aux couleurs vives des fanions, les grands étendards tricolores dont l'un est si fièrement déchiqueté, et la volonté humaine tendue dans le salut de ceux qui passent cols raidis vers le drapeau.

Précédés de leurs officiers décorés - tache rouge de la Légion d'Honneur, tache verte de la Croix de Guerre sur les poitrines - ils sortent des grandes portes latérales, section par section prenant vivement la cadence, de ce pas martial et pourtant sans raideur propre à l'armée de notre pays. Le général, entouré de son Etat-Major, se tient à droite. En face, devant les étendards groupés, le Général Juin qu'accompagnent toujours les généraux alliés, salue chaque section d'un geste volontaire.

Un officier américain à côté de moi conclut simplement : "Ils marchent tellement bien qu'on ne peut pas s'empêcher de rester au garde à vous tout le temps". Plus tard, le général anglais m'a dit : "Ils sont magnifiques, vos soldats, magnifiques ! Je le savais déjà, mais une journée comme celle-ci donne une telle confiance ..."

Sur les buttes environnantes, on a creusé dans la terre de grands fours primitifs où rôtissent par douzaines les moutons entiers qui feront dans quelques instants le savoureux "méchoui", plat national, mets rituel des cérémonies africaines. Nos tirailleurs ont retrouvé aujourd'hui un ciel bleu, des palmiers, et des ruines romaines tout comme à Carthage, Timged ou Volubilis. Ils sont allègres malgré les manèges d'armes, la longue station debout.

Le déjeuner est gai, de la gaîté virile de ceux à qui est permis plus que l'espoir, de ceux qui *savent* qu'ils vaincront. Des camarades se retrouvent, s'interpellent :

- "Hein, mon vieux, on ne s'était pas vus depuis la Tunisie".
- "Un tel ! J'ai appris que tu t'étais évadé de Silésie".
- "Et toi ?"
- "Moi, de Sarrebrück".

On ne parle pas beaucoup du matin. A quoi bon ? C'est un spectacle qui reste au fond des yeux. C'est une communion qui reste au fond du cœur, jusqu'au jour où on la renouvellera en grand, à Paris.

Claudine Jaques

Dans *notes de guerre*, le général de Monsabert raconte :

22 avril 44

Pompéi ! Après les journées radieuses le temps a paru se troubler. Le sirocco semble annoncer la pluie. Il a plu, d'ailleurs sans que je l'entende, la nuit. Crainte du mauvais temps. Mais les officiers qui m'entourent m'annoncent le triomphe de ma « baraka ». Ciel nuageux où le soleil se joue jusqu'à triompher entièrement au milieu de la cérémonie ; un vent qui passe pour faire claquer les drapeaux de Tunisie dans le ciel italien sur l'arrière plan des ruines romaines des lignes de pins parasols et du Vésuve fumant.

Allons y, la fête commence !

Afflux de généraux français et alliés, dont les voitures se rangent en rond dans l'hémicycle de l'entrée.

Arrivée du Général Juin. Le cœur bat à peine. Juste ce qu'il faut pour qu'une cérémonie ait de l'attrait. Mais il battra de plus en plus fort, à l'unisson de l'atmosphère de joie, de fierté, de gloire. La haie de ma compagnie de garde : guêtres, ceinturon, gants et chèches blancs sur la chemise et le pantalon américains.

Entre la palestine et l'amphithéâtre, le bataillon carré de mes noubas régimentaires qui sonnent « Aux champs ! », puis, dès l'entrée, sur la palestine : mes cinq drapeaux. La Marseillaise triomphante. Le tour de la palestine devant les unités, la baïonnette haute. Et la remise des citations, collectives et individuelles, des Légions d'honneur, des Médailles militaires ! Cette remise commence par mon fanion : de la Chapelle de Notre-Dame de Lourdes, où le curé de Blida l'a béni, à la palestine de Pompéi ! Juin est très ému, en me serrant dans ses bras, et, par delà la mer, je vois ma chère Belle, qui a tant de part à tout ce qui s'est passé pendant et après le 8 novembre.

Le 8 novembre ! Giraud qui m'a cité et qui n'est pas là ! Giraud qui aurait dû être acclamé par l'Armée Française, l'Armée Française victorieuse grâce à lui.

Mais Giraud a tout sacrifié pour la maintenir une, pour la jeter unie face à l'ennemi, en Tunisie, pour l'envoyer sur la Corse, puis l'imposer au début aux alliés et aux politiciens français : en Italie.

Pauvreté des hommes.

Décoration de mes drapeaux, de mes fanions. Cravate de Pichot « l'homme de fer », le symbole des vertus guerrières de l'infanterie française ! Compliments si mérités !... Et tant d'autres !

Toute la gloire amassée du Mont Cairo au Belvédère.

Et puis le défilé dans l'Amphithéâtre. Du point de vue technique, expérience dangereuse mais l'enthousiasme y est... dans ce cadre admirable. Devant Juin et les généraux étrangers, aux pieds de mes drapeaux frémissant de gloire, sur le cercle des gradins réguliers ou de la pente verdoyante au milieu de leurs ruines, sous le ciel lumineux et d'Italie. Ma noubas divisionnaire est entrée dans l'arène et s'est arrêtée face à la tribune faisant vibrer de la cadence de ses tambours, comme de l'éclat de ses cuivres, tout l'ensemble de ce cadre prestigieux, qui paraissait frémir encore des fêtes romaines.

Au raz des ruines, dans un vrombissement (qui faisait vibrer les cœurs) des avions passaient comme des éclairs de gloire dans le ciel bleu. Et mes bataillons sont passés par formations carrées, pas cadencé, visages haut dressés, poitrines ouvertes, dans la gloire des gladiateurs victorieux.

Je leur devais cela.

Monsabert – *Notes de guerre*

En mai 44, lors de la bataille du Garigliano, la manœuvre d'enveloppement du monte cassino par le CEF rompt la ligne Gustav et permet aux alliés de reprendre leur progression vers Rome, qui sera atteinte le 4 juin 1944.



Prisonniers allemands



Les artilleurs



La 2^{ème} DIM défile à Rome – 15 juin 1944



Les tirailleurs à Rome



Place saint Pierre



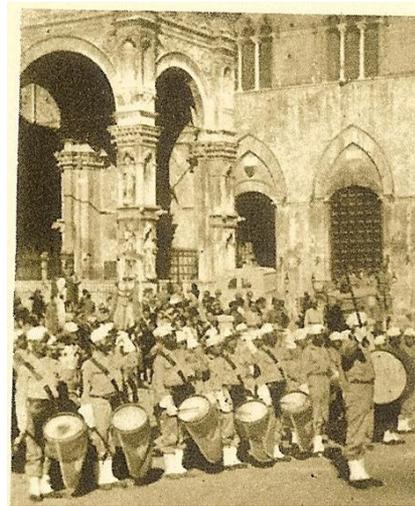
Rome



Entrée de Monsabert dans Sienne



Les alfieri



Place del campo



Juin, Larminat et Monsabert à l'hôtel de ville



Juin salue les troupes – juillet 1944



Te deum : Larminat, Monsabert, Guillaume

Bientôt, le Corps Expéditionnaire Français sera renvoyé dans le sud de l'Italie pour être fondu dans la nouvelle 1ère Armée Française du Général de Lattre de Tassigny et préparer le débarquement en Provence. Bernard de Boishéraud part en stage d'état-major à Rabat puis participe à la réduction de la poche de Royan avant de rejoindre Monsabert dans l'armée de Lattre à Stuttgart..

COMMISSARIAT à la GUERRE.
 ETAT-MAJOR GENERAL GUERRE
 CENTRE de FORMATION des OFFICERS d'ETAT-MAJOR.
 4ème Promotion.

...ER...RAHEC... le 12. Juillet... 1944 4

FEUILLE de RENSEIGNEMENTS.

- Grade, Nom (en capitales), Prénoms:
 ;;; Capitaine... de... BOISHÉRAUD... Bernard

- Lieu et date de naissance: .. Nantes... 3. avril... 1912

- Etudes, titres universitaires: ... Baccalauréat. Philosophie - Mathématiques

- Profession (pour les Officiers de Réserve): .. /

- Connaissances militaires spéciales, brevets divers: ..

6 Connaissances ni des langues étrangères (bonne, moyenne, élémentaire):
 .. Allemand ..

- Origine comme Officier, Titre sous lequel l'intéressé sert actuellement:
 .. S... C. y. r... Active

- Résumé des services (date d'entrée, grades et fonctions successifs, avec dates; campagnes, affaires, fonctions actuelles):

S^t Cyr 1930 - 1932 - 9° RTA 1932 - 1940 - Oct de C... Janvier 1940 - 19 Octob 1940.
 Stage au CPTIC. Février 1937 ch... de section... Octob 1932 - 1 Septemb 1934
 Capitaine a T Tbl' Avie 1940 1 Octob 1934 - 1 Janv 1940

EM 5^e Brigade et Subdivision Blida du 19 Octob 1940 au 30 Novemb 1942
 Capitaine a T O L 25 Mars 1942
 EM. Cey. France Afrique du 30 Novemb 1942 au 15 Fév 1943
 EM. Groupement de g^d de Monsabert en Tunisie : 15 Fév 1943 - 1 Mai 1943
 EM. 30th IA (3^e Bureau) 1 Mai 1943 - Juillet 1944

Tunisie : 39 - 40
 Tunisie 42 - 43
 Italie 43 - 44

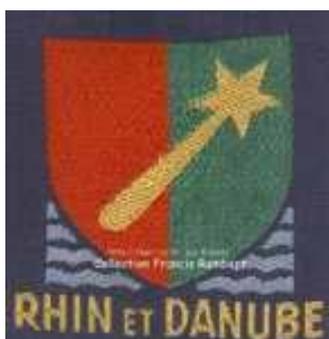
Photo d'identité

Stage d'état-major à Rabat

Ayant traversé la France depuis la Provence, la 1^{ère} armée française, commandée par de Lattre de Tassigny, et bientôt renommée « armée Rhin et Danube » a franchi le Rhin en mars 1945, passe la Forêt Noire et entre à Stuttgart, puis avance par Sigmaringen jusqu'au lac de Constance avant d'être arrêtée suite aux accords de partage de Yalta qui définit les zones d'occupation des différents alliés.



Entrée dans Stuttgart le 28 avril 1945





Monsabert au défilé de la victoire à Paris

